JUL 13 1926

33e Année. N° 13. 1er Juillet 1926.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
Général Taufflieb. .	*Le Malaise en Alsace*	5
W. B. Maxwell . .	*Le Jardin du Diable.* — I.	33
J.-Ém. Blanche . .	*La Peinture moderne. Spéculation et Critique* . .	65
François de Bondy.	*Les douces Flèches.* — II.	85
Albert Thibaudet. .	*La Critique professionnelle.*	118
Paul Leclercq. . .	*Quelques expériences de Contribution volontaire.*	144
C.-H. Outland . . .	*Les Origines de Chateaubriand.*	166
J.-L. Vaudoyer. . .	*D'un Cahier provençal.*	186
Albert Flament . .	La Quinzaine : *Tableaux de Paris.*	194
Henry Bidou. . . .	Les Lettres : *Parmi les Livres*	213
André Chaumeix. .	La Politique : *Le nouveau Ministère.*	223

Marcel Thiébaut : Chronique bibliographique.

Copyright 1926 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 5 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1926

La **Revue de Paris** *publiera prochainement :*

Les Harmonies viennoises

par JEAN CASSOU

Brest

par P. MAC ORLAN

La Reine Calafia

par V. BLASCO-IBAÑEZ

La Critique des Maîtres

par A. THIBAUDET

Les Noms révolutionnaires des Communes

par A. AULARD

Les Sous-Marins français pendant la guerre

par PIERRE DELONCLE

Gen
Tesq

LE MALAISE EN ALSACE

Tout le monde a lu ou entendu dire, ces derniers temps, qu'il y avait actuellement, en Alsace, *un malaise* qui, s'il s'étendait, pourrait affaiblir et même détruire le prestige de la France en Alsace-Lorraine. Son action pourrait renforcer le mouvement séparatiste que le nouveau journal autonomiste, la *Zukunft*, qui paraît à Saverne, a déclanché depuis quelques mois.

Le malaise en Alsace est un fait, il ne faut pas en sous-estimer la gravité, mais il ne faut pas dramatiser non plus; il faut voir la question sous son véritable jour, en chercher les causes véritables, et mettre l'opinion publique en face de la réalité, si désagréable qu'elle soit.

Mais, avant de parler du malaise en Alsace, il y a lieu de remarquer que ce malaise n'est pas spécial à notre petite patrie. Ne relève-t-on pas dans tous les autres départements français des indices de découragement et de mauvaise humeur, qui sont, dans une certaine mesure, comparables aux manifestations du mécontement en Alsace? Le malaise sévit partout en France aujourd'hui. Il est la conséquence des quatre années de guerre mondiale, qui ont amené des perturbations telles qu'il faudra au monde des années et des années pour s'en relever.

Les dépenses publiques augmentent sans cesse, par suite de la dévalorisation du franc. Les impôts ne peuvent suffire, on se heurte à toutes sortes de difficultés quand il s'agit d'établir de nouvelles taxes. Le malaise existe dans toute la

1er Juillet 1926.

France, par suite des lourds problèmes financiers que nous avons à résoudre. Mais nous ne sommes pas les seuls à souffrir de ce malaise.

L'Allemagne ruinée, malgré son mark-or, voit les faillites s'accumuler. Elle subit aujourd'hui une crise de chômage qui ravage chaque jour plus profondément son économie sociale; la classe moyenne a presque complètement disparu et les carrières libérales sont dans la plus profonde misère.

L'Angleterre a vu diminuer ses exportations, son commerce baisse de jour en jour; la misère décime les classes laborieuses par le chômage, et les classes moyennes par une crise économique extrêmement aiguë.

La France est actuellement une des rares contrées du monde où le chômage n'existe pas. Riche de son sol et de son sous-sol, elle travaille à pleins bras; elle a reconstitué ses industries ruinées, ses usines détruites, les champs dévastés de ses départements occupés durant quatre ans par un ennemi implacablement sauvage.

Si la France est endettée, gênée dans sa trésorerie, inquiète du bas cours de son franc, écrasée d'impôts, c'est à la carence de l'Allemagne qu'elle le doit, à la carence de l'Allemagne qui n'a tenu aucun de ses engagements.

***

Lorsque, après la Grande Guerre, l'Alsace fit retour à la France, l'enthousiasme fut tel, à l'arrivée de nos troupes que le Président de la République, M. Poincaré, dit à ce moment : *Le Plébiscite, le voilà.*

Il n'y a pas de question d'Alsace. Notre victoire et la volonté des Alsaciens l'ont résolue.

L'opinion allemande elle-même ne soulevait aucune objection. C'était l'enjeu évident de la lutte; les Allemands savaient qu'ils ne pouvaient revendiquer l'Alsace, sans provoquer dans dans le monde entier des protestations passionnées.

Depuis, le traité de Locarno a consacré définitivement le renoncement de l'Allemagne à l'Alsace-Lorraine; renoncement purement officiel, car les nationalistes allemands, et l'on peut ajouter même beaucoup d'autres Allemands, pour ne

pas dire tous, n'ont pas accepté la restitution de nos trois départements. Breitscheid, le socialiste le plus pacifiste, ne disait-il pas récemment :

Nous prenons l'engagement de ne pas faire de guerre pour l'Alsace-Lorraine; mais, par cela-même, nous ne renonçons aucunement à marquer qu'il existe entre nous et l'Alsace des liens issus d'une langue et d'une culture communes et nous pensons que, lorsque cette question aura été libérée de la politique, il sera plus aisé de découvrir une solution.

La fédération des ligues d'associations patriotiques du Reich : *Vereinigung Vaterländischer Verbände* va plus loin et ajoute :

L'Alsace-Lorraine, acquise par le sang de nos pères, est allemande de souche. Au moment où la population de la Terre d'Empire se trouve en pleine lutte contre le Gouvernement français et ressent avec rage la différence avec l'ancien régime, nous n'abandonnerons pas nos frères. Aucune force d'État n'en a le droit moral.

L'Allemagne, en entrant dans la Société des Nations, compte mener une offensive contre les frontières établies par le Traité de Versailles. Elle cherche à créer, dans les provinces désannexées, des mouvements soi-disant autonomistes, pour arracher des plébiscites, neutraliser des territoires, ou, du moins, obtenir des administrations autonomes, prélude du séparatisme.

Les Allemands n'ont pas oublié ce que Bismarck disait au Reichstag le 3 juin 1871 :

Je crois que les habitants de l'Alsace s'assimileront plus parfaitement le nom d'Allemands que celui de Prussiens. Pendant les deux siècles que les Alsaciens ont appartenu à la France, ils ont, en vrais Allemands, gardé une bonne dose de particularisme et c'est sur ce fondement qu'à mon avis nous devons bâtir. Nous avons pour mission de fortifier tout d'abord ce particularisme. Plus les habitants de l'Alsace se sentiront Alsaciens, plus ils se déferont de l'esprit français; une fois qu'ils se sentiront complètement Alsaciens, ils sont trop logiques, pour ne pas se sentir aussi Allemands.

L'Allemagne nous a maintenant découvert son jeu. « Nous poserons à Genève la question des minorités nationales », a dit récemment M. Stresemann. Et il ajoutait : « Nous n'avons exprimé aucune renonciation morale sur un pays allemand ou sur une population allemande. »

En parlant ainsi, M. Stresemann pensait-il à l'Alsace? C'est possible, mais il me paraît avoir oublié complètement l'article 51 du Traité de Versailles qui dit :

Les territoires, cédés à l'Allemagne, en vertu des Préliminaires de paix signés à Versailles, le 26 février 1871, et du Traité de Francfort du 10 mai 1871, sont réintégrés dans la souveraineté française, à dater de l'armistice du 11 novembre 1918.

L'Alsace-Lorraine est un *territoire français*. Ses habitants sont des Alsaciens, des Lorrains, comme il y a des Bretons, des Provençaux ou des Normands. Mais ils sont tous Français. Il n'y a pas de nationalité provinciale, la nationalité française est notre seule nationalité.

Le Président du Conseil, M. Briand, a d'ailleurs déclaré devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat que, si l'Allemagne ou quiconque voulait poser devant la Société des Nations la question d'Alsace-Lorraine, pareille demande serait irrecevable, la France ayant repris, en vertu de l'article 51 du Traité de Versailles, sa souveraineté entière sur les provinces recouvrées.

Le chemin de Locarno à Genève ne comporte pas de détour par Strasbourg.

Nous sommes en présence d'une campagne poursuivie par l'Allemagne, qui ne peut que nous mener à de nouveaux conflits.

C'est dans cette campagne qu'il faut rechercher la cause initiale du malaise alsacien. Il ne faut pas oublier que nous avons, en Alsace, 75 000 Allemands devenus Français par le Traité de Versailles. Ce sont les promoteurs de la lutte pour le Rhin et l'Alsace allemands. Ce sont eux qui, exploitant habilement le mécontentement actuel, ont fait naître et cultivent ce mouvement anti-national, mouvement dans lequel se sont jetés les ultra-cléricaux et les communistes.

***

Avant 1914, l'émigration et les expulsions avaient privé l'Alsace de presque tous les éléments de résistance qui eussent été susceptibles de contrebalancer l'emprise teutonne sur les jeunes. L'avenir semblait assuré au germanisme. Beaucoup

d'entre ceux qui étaient restés là-bas avaient cependant conservé la devise : *Français ne puis, Allemand ne daigne, Alsacien suis.*

Il restait encore chez nous, en Alsace, une idée, l'idée mystique de la France *Patrie idéale* dont le souvenir et l'espérance magnifiaient l'image. Les esprits s'étaient habitués à la parer de toutes les perfections. Sa vertu qui, deux cents ans durant, après avoir tiré notre petit pays du chaos teutonique, l'avait mené, heureux, sur les avenues de la prospérité et de l'ordre français, apparaissait, après les incidents de Saverne et l'inauguration du monument français à Wissembourg, encore en plein éclat à ceux que n'aveuglait pas l'autre civilisation.

En 1918, dans le recul du temps, la France semblait promettre tout ce dont on avait été privé; on pensait qu'elle le donnerait par surcroît et sans rien ôter de ce qu'on avait pu gagner d'autre part. La conscience alsacienne s'était forgée l'idée d'une France nouvelle, dépouillée de tout vice, transfigurée en une espèce de mythe, qui deviendrait la source des biens à venir et donnerait la consolation des maux présents.

Le retour à la France signifiait le progrès, l'entrée dans une sorte de paradis.

Après trop d'illusions hier, aujourd'hui une trop grande déception. C'est la dure loi de l'expérience. Plus haut on est monté dans le domaine du rêve, plus décevante est la réalité, plus violent est le désenchantement.

Que les choses n'aillent pas pour le mieux? D'accord. Que des erreurs, des fautes même aient été commises? Sans doute. Que certaines injustices demandent réparation? C'est vrai. Mais faisons aussi la part de bien des exagérations, de bien des excitations intéressées. Ne soyons pas trop frondeurs, ni victimes d'un perpétuel mécontentement. Je sais bien que c'est un peu notre caractère; mais tâchons de le modifier, de le modérer. S'il y a des avaries, nous ne manquons pas de bons ouvriers alsaciens, pour fermer les brèches; nous ne voulons pas que, sous prétexte d'aveugler la voie d'eau, un équipage de corsaires s'emploie à mieux l'élargir.

Mais il faudrait aussi que les Alsaciens comparent un peu leur sort à celui des autres pays, notamment à celui de nos voisins de l'autre côté du Rhin. Si les Alsaciens ont essuyé

quelques déceptions, s'ils éprouvent même quelques appréhensions et quelques craintes, qu'ils veuillent bien regarder autour d'eux, qu'ils ne se laissent surtout pas leurrer par le mirage de chimères irréalisables. Qu'ils considèrent en face la réalité et qu'ils aient plus de confiance dans la France qui leur a donné une liberté et une indépendance qu'ils ne connaissaient pas sous la domination allemande.

Le malaise alsacien tient au fait que nous vivons sous un régime légal provisoire et différent du régime général du pays. Les relations commerciales en sont gênées, les affaires administratives en sont retardées. Nous avons une barrière qui nuit à l'expansion de l'Alsace vers l'occident, comme il en existe une naturelle de l'autre côté. La seule solution est la réalisation de l'unité de législation.

La question est en tout cas uniquement nationale. Nous n'avons pas besoin d'avocats étrangers. Nous la discuterons entre nous et nous n'admettrons pas que l'étranger intervienne; c'est une discussion de famille dans laquelle l'Alsace a seule voix au chapitre.

D'ailleurs, dans tous les partis, quelles que soient leurs réclamations, quelle que soit la violence de leurs polémiques, la fidélité à la France n'a jamais été mise en cause. L'immense majorité des Alsaciens demeure profondément attachée à la France et à la République. Nous ne voulons pas d'une ombre étrangère sur le seuil de notre maison. C'est avec nos frères de France que seuls nous discuterons; seuls nous ferons reconnaître nos droits et nos vœux.

Les couleurs d'Alsace font, avec le bleu de France, le drapeau national. Notre drapeau est toujours : bleu, blanc, rouge. C'est celui sous lequel nos ancêtres ont servi. Nous en sommes toujours fiers.

Voilà un premier point établi : *Français nous sommes, Français nous voulons rester.*

***

Quelles sont les doléances des Alsaciens et *quelles mesures* y aurait-il lieu de prendre pour les faire disparaître?

D'abord, comment sommes-nous administrés?

Le gouvernement de nos trois départements appartient

au Président du Conseil, qui délègue ses pouvoirs à un Sous-Secrétaire d'État, personnage parlementaire, chargé des questions d'Alsace et de Lorraine. Ce Sous-Secrétaire d'État est assisté d'un Directeur général des Services d'Alsace-Lorraine, personnage administratif, qui siège à Paris, avec tous les services. Seules sont maintenues à Strasbourg, mais sous les ordres du Directeur général, les directions de l'instruction publique et des cultes, dont les affaires, en raison de la loi Falloux et du Concordat, encore en vigueur en Alsace et en Lorraine, doivent être traitées sur place.

Ces deux hauts fonctionnaires ont pour mission de régler avec les différents ministères toutes les questions intéressant nos trois départements.

Jusqu'au 15 octobre 1925, l'administration de nos trois départements était confiée à un Commissaire général, résidant à Strasbourg (M. Millerand d'abord, M. Alapetite ensuite), qui était le représentant du Gouvernement de la République, remplaçant le Président du Conseil, et qui pouvait prendre toutes décisions par simple décret. Le Commissaire général était assisté d'un Conseil consultatif, chargé d'étudier les modifications à apporter à la législation locale. Le Commissaire général n'était, en fait, que l'ancien Statthalter, lieutenant du Chancelier d'Empire, dont il s'était approprié tous les pouvoirs. Le Conseil consultatif n'était qu'une réduction du Landtag, petite Chambre des députés d'Alsace-Lorraine, assemblée devenue plus politique qu'administrative. En laissant à Strasbourg le siège du Commissariat général, on légitimait les aspirations régionalistes, en même temps qu'on livrait l'administration au jeu des influences locales et des intérêts privés; ce fut la première erreur.

Le Commissariat général a été supprimé le 15 octobre dernier et, aujourd'hui, ce sont les Préfets qui sont devenus les véritables administrateurs de nos départements; mais ils relèvent toujours du Président du Conseil, en l'espèce du Sous-Secrétaire d'État. Ils ne relèvent pas encore du Ministre de l'Intérieur, comme dans les autres départements. Quant au Conseil consultatif, il a été supprimé; il doit être remplacé par un conseil nouveau, un conseil de techniciens, et ne doit plus former, comme autrefois, un petit parlement.

Ces organes, que certains voudraient voir renaître, n'ont pas donné, à mon avis, ce que l'on en pouvait attendre. Ce n'est ni la faute de l'institution, ni celle des hommes. Il leur était impossible, dans la machine administrative de la République française unitaire, de bien jouer le rôle qu'ils jouaient dans l'édifice fédéral de l'Empire allemand. Les présidences de district, devenues des préfectures françaises, ont été gênées par ces organes interposés que l'organisation française ne comporte pas normalement. C'est le public qui a subi les contre-coups de cette situation ambiguë. Les préfets n'avaient d'ailleurs aucun pouvoir administratif, car tout était entre les mains du Commissaire général; d'où des lenteurs et un formalisme excessifs.

Le régime du Commissariat général était destiné à préparer l'assimilation progressive des départements recouvrés, au reste de la France. C'était son unique raison d'être. A-t-il réussi? On est bien en droit de dire non, quand on constate, d'une part, que lorsque ce régime a cessé d'exister, l'Alsace se trouvait dans un état d'esprit moins favorable qu'avant l'institution du Commissariat général, au lendemain de l'armistice; et que, d'autre part, le malaise dont nous souffrons à grandi peu à peu sous le régime du Commissariat, par suite de son manque d'autorité et de fermeté.

La suppression du Commissariat général doit hâter la solution des affaires, car elle supprime un intermédiaire inutile entre les Préfets et le Gouvernement. Avec le Commissariat général la machine grinçait; les matériaux, qu'elle y apportait, s'y engorgeaient et l'action en retour ne se faisait pas convenablement. La suppression rapproche l'administration de nos départements du régime normal français et fait disparaître les inconvénients de cet organisme qui nous rappelait trop l'Allemagne.

Ce qui, à mon avis, constituerait une excellente mesure pour hâter la solution des questions et tenir le Gouvernement au courant de nos desiderata collectifs, si je puis dire, ce serait d'avoir des réunions périodiques de nos trois préfets. Ces réunions seraient présidées alternativement par l'un d'entre eux. Il y aurait ainsi une entente plus complète entre nos départements, pour la discussion rapide de toutes les

questions qu'il y aurait intérêt à faire aboutir rapidement et qu'il faudrait soumettre le plus tôt possible au Président du Conseil.

Si, maintenant, on compare l'œuvre du Commissariat général et celle de la Direction générale d'Alsace-Lorraine, depuis le 15 octobre dernier, on constate que de nombreuses questions, laissées en suspens depuis de longs mois par le Commissariat général, sont aujourd'hui liquidées. En deux mois la Direction générale a rendu plus de décrets que le Commissariat général en une année.

A quelques exceptions près, on peut dire qu'aujourd'hui toutes les questions pendantes concernant les assurances sociales sont résolues.

Les taux des salaires-limites pour l'assujettissement à l'assurance-maladie et à l'assurance-accidents ont été relevés.

Un décret du 23 janvier a fixé les cadres, les traitements et les conditions de recrutement et d'avancement du personnel des assurances sociales.

La question des pensions militaires allemandes (invalides de la guerre 1914-1918) avait été soumise au Conseil d'État, pour la fixation au 1er juin 1919 du point de départ des pensions; le Conseil d'État vient d'adopter cette proposition.

Les droits des pensionnés militaires, autres que les invalides de guerre, vont être réglés par une circulaire interministérielle qui va paraître incessamment.

En ce qui concerne les pensions civiles, la circulaire du 19 décembre dernier a donné toute satisfaction aux intéressés.

L'incorporation des fonctionnaires locaux dans les cadres généraux, qui était toujours pendante, avant le 15 octobre dernier, est aujourd'hui à peu près terminée. Douze décrets ont paru et ont incorporé dans le cadre général les fonctionnaires des Beaux-Arts, de l'Intérieur, du Cadastre, des Travaux publics, etc. Quatre autres décrets vont paraître prochainement, ils ont déjà été communiqués aux intéressés; ils liquideront la question des fonctionnaires du cadre local.

Un décret du 1er mars dernier a relevé le traitement des ministres des cultes en Alsace; et le taux des nouveaux traitements est supérieur à celui que proposait le Commissariat général. Ainsi, le Commissariat général proposait pour les

évêques un traitement de 27 000 francs, le gouvernement l'a fixé à 30 000 francs. Pour les curés, les traitements, qui avaient été proposés par le Commissariat général, variaient entre 7 000 et 7 600 francs. Le gouvernement les a augmentés et fixés entre 7 700 et 8 500 francs.

Un projet de loi a été déposé sur le bureau de la Chambre, le 31 décembre dernier, pour donner aux Alsaciens-Lorrains, ayant servi dans l'armée allemande, les mêmes avantages qu'à ceux qui ont servi dans l'armée française, en ce qui concerne le réemploi obligatoire des mutilés et les emplois réservés.

Enfin un accord est recherché avec le Ministre des Travaux publics en vue de permettre le doublement des allocations supplémentaires aux rentes de l'Institut d'assurances.

Il est facile de voir, par cet exposé sommaire, que la suppression du Commissariat général n'a pas ralenti la solution des questions pendantes; bien au contraire, elle les a activées.

***

La question religieuse a été, sous le ministère Herriot, l'occasion d'une polémique très vive en Alsace, la déclaration ministérielle ayant annoncé l'introduction des lois de laïcité dans nos trois départements. La question religieuse se complique d'ailleurs de la question scolaire, car ces deux questions sont intimement liées chez nous. Elles se résument dans les mots suivants : *École primaire confessionnelle-Concordat-Budget des Cultes.*

En 1918, au moment de la désannexion, l'ancien régime ecclésiastique, maintenu jadis par les Allemands, était encore en vigueur. Nous nous trouvions sous la loi du Concordat de 1801. L'État reconnaît trois cultes officiels, dont il rétribue le clergé, les séminaires et les facultés de théologie. Dans les écoles publiques secondaires, l'enseignement religieux est facultatif et assuré séparément, pour chaque confession, par les ministres des trois cultes. En revanche, les écoles primaires sont réparties en trois groupes : les écoles catholiques, les écoles protestantes et les écoles israélites. L'enseignement, y compris l'histoire sainte, y est donné par des maîtres, clercs

ou laïcs de ces confessions, auxquelles les enfants sont réputés obligatoirement appartenir aussi, car l'État ne reconnaît pas aux enfants, en matière scolaire du premier degré, le droit de ne pas avoir de religion.

Ce système assure l'instruction religieuse à tous les enfants; mais il présente cependant un inconvénient; lorsque les enfants, appartenant à un culte, ne sont pas assez nombreux (douze au moins), ils sont forcés de suivre les classes des enfants d'une autre religion, car il n'y a pas, dans ce cas, une école confessionnelle pour eux.

Dans les grandes villes et dans quelques petites communes, sur la demande des municipalités, l'école confessionnelle a été remplacée par l'école interconfessionnelle, dans laquelle les élèves des diverses religions sont réunis, comme à l'intérieur de la France; l'enseignement religieux y est donné par le curé, le pasteur ou le rabbin, à certaines heures de la semaine. De nouvelles communes ont demandé à ouvrir des écoles interconfessionnelles; le gouvernement, avant de statuer, a posé la question au Conseil d'État et attend sa décision pour savoir si l'autorisation peut leur être accordée.

Nous sommes là en présence de deux systèmes, l'école confessionnelle et l'école interconfessionnelle. Voilà actuellement tout le problème scolaire en Alsace; on le voit, il n'est nullement question d'école laïque. Les convictions religieuses sont respectées, quel que soit le système envisagé.

Voyons maintenant le problème religieux proprement dit.

Pendant le proconsulat de M. Millerand, en 1921, et durant les cinq années d'administration de M. Alapetite, les déclarations les plus nettes, les plus sincères furent faites aux Alsaciens; leurs croyances et leurs institutions religieuses seraient respectées. Jusqu'ici, jamais le gouvernement n'a failli à ses engagements. En 1922, et plus tard fin 1924, le Parlement, sans aucune protestation, et avec l'assentiment des gauches radicale et socialiste, vota des majorations importantes des traitements ecclésiastiques. Et, comme on l'a vu plus haut, un nouveau décret vient encore de relever ces traitements.

Il n'y a jamais eu de menaces de guerre religieuse, et, cependant, les ultra-cléricaux alsaciens ont, dès 1920, com-

mencé leur campagne contre la France et ils ne l'ont jamais suspendue. Dans les séances du Conseil consultatif de janvier 1920, la France et les fonctionnaires français furent injuriés; il fut dit, notamment, que les Alsaciens ne devaient pas tolérer que des instituteurs et des professeurs venus de France remplacent les maîtres allemands, expulsés après l'armistice. Un membre du clergé prétendit même que l'enseignement du français ne devait pas avoir la place d'honneur dans les écoles, que la langue allemande était la langue principale et qu'elle devait être enseignée seule, au début des études, de six à neuf ans; le français ne devait être qu'une langue secondaire.

C'est ce que nos ultra-cléricaux demandent encore aujourd'hui.

Le clergé, du moins certains de ses éléments les plus influents, ne cache pas son attachement à l'emploi de la langue allemande littéraire à l'école et à l'église; car l'allemand a toujours tenu lieu de langue écrite pour la population, dont la langue naturelle est le dialecte alsacien, qui est à base alémanique. Le clergé redoutait, dès 1920, que les progrès de la langue française, qu'on savait certains, étant donné le dévouement de nos instituteurs et de nos institutrices et la bonne volonté des élèves, ne fissent tort à la propagande pro-allemande qu'il projetait déjà de répandre en Alsace.

Ceux qui connaissent notre pays, sentiront ce qu'il y aurait actuellement de chimérique à vouloir priver une population de sa langue écrite, en lui conservant la forme parlée de cette même langue. Les partisans de l'allemand à l'église et à l'école laissent entendre que, sans lui, ils ne pourraient garder leur influence sur les masses populaires qui, pendant longtemps probablement, n'emploieront pas le français d'une façon habituelle. Ils prétendent, qu'en matière d'enseignement religieux, en particulier, l'allemand est indispensable, si l'on veut obtenir des enfants autre chose qu'un travail de perroquet. C'est lier, à mon avis, fort maladroitement la cause de l'enseignement non laïque à celle du maintien de l'enseignement en allemand.

Les membres du clergé, qu'ils soient catholiques ou protestants, ne pourront jamais affirmer ouvertement que l'école

confessionnelle soit incompatible avec l'usage du français, destiné à être en Alsace, comme ailleurs, la langue maternelle. L'expérience de six ans nous montre d'ailleurs que ce sont les enfants de moins de douze ans qui apprennent le plus facilement, le plus vite, le mieux et le plus profondément le français.

Cela n'implique pas non plus, d'ailleurs, la suppression de l'allemand. Dans un pays frontière comme le nôtre, la connaissance des deux langues est indispensable. Son enseignement doit être donné également à l'école primaire, sous la réserve, toutefois, que l'enseignement du français ait la première place. L'instituteur devra même recourir au dialecte, lorsque cela sera indispensable, mais il ne faut pas que, derrière des revendications en faveur du dialecte, il y ait je ne sais quelles louches réticences, allant parfois jusqu'à des vœux de séparatisme.

En dehors de la question de la langue allemande, à ce même Conseil consultatif, dans les années suivantes, en 1923 et en 1924, les attaques contre la France devinrent encore plus violentes. On blâmait nos procédés administratifs, nos lois civiles et commerciales, nos méthodes d'enseignement. On disait couramment que les écoles françaises ne formaient que des apaches, des bandits et des assassins. Le Commissaire général, qui présidait ces séances, laissait dire et se gardait bien de protester. C'était un encouragement à cette campagne anti-française, et les Alsaciens y voyaient un manque complet d'autorité de la part du représentant du Gouvernement; cette... bienveillance produisait un effet déplorable, sur mes compatriotes, qui y voyaient la carence du Gouvernement de la République.

En dehors du Conseil consultatif, l'agitation anti-française continuait dans des conférences en langue allemande, dont le thème était la question religieuse, et le mot d'ordre : « Nous ne voulons pas des lois de laïcité. » Il est regrettable que, dans ces conférences, ce soient les membres du jeune clergé qui se soient montrés les plus violents. Du point de vue national, il importe avant tout que le clergé, catholique ou protestant, cesse de prêter à la critique et d'être un foyer de résistance à la francisation. Il appartient au Gouvernement de veiller à

la réduction de ces dernières résistances et d'exiger que les corps ecclésiastiques, qu'il entretient de ses deniers, restent toujours sur un plan exclusivement national.

Le Gouvernement doit obtenir que tout le clergé, suivant la tradition de ses devanciers de 1870, et l'exemple de nombreux ecclésiastiques vivants, que nous tenons pour de grands patriotes, mette tout en œuvre afin de s'assimiler complètement. Il faut, dans les séminaires, enlever aux jeunes prêtres alsaciens leurs préventions contre la France, en leur montrant combien la vie religieuse de notre peuple diffère du tableau qu'en font nos ennemis, leur montrer combien la France a été diffamée à leurs yeux, et que rien ne justifie une résistance à l'assimilation de la vie religieuse et nationale des Alsaciens à la vie religieuse du reste du pays.

Nul ne peut contester le droit de l'État de prendre des mesures convenables. Mais il va sans dire que, s'il doit les appliquer avec succès, et, si l'on veut qu'elles ne portent pas atteinte aux droits locaux, il faut qu'en sévissant d'une main, de l'autre il donne tous les apaisements de nature à garantir l'indépendance religieuse des églises.

Sur cette agitation religieuse est venue se greffer une agitation autonomiste, dont le principal élément est formé par le journal autonomiste, on peut même dire communiste, la *Zukunft* de Saverne. Mais là, il n'y a plus d'équivoque possible.

L'administration de ce journal se compose surtout d'anciens agents du service de la propagande allemande, poursuivant inlassablement une œuvre anti-française. A ces éléments allemands, se sont adjoints quelques pasteurs et abbés, peut-être même quelques fonctionnaires, unis par les mêmes animosités ou les mêmes rancœurs, c'est-à-dire par le désir de vivre en marge de la France. Alliés avec des communistes anti-français, ils ont fait bon marché de leurs dissentiments et de leurs divisions, pour assurer le triomphe d'une aussi mauvaise cause.

L'autonomisme de la *Zukunft* est un autonomisme pro-allemand. C'est le premier stade du retour de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne. Les agents de ce mouvement prétendent, aujourd'hui qu'ils sont démasqués, que leur principal but

est de défendre les libertés de l'Alsace. En quoi nos libertés sont-elles donc menacées?

Jamais, du temps de l'occupation allemande, ils n'auraient osé épancher tout le fiel qu'ils déversent aujourd'hui. La censure ne l'aurait pas toléré. Ces soi-disant défenseurs de nos libertés ne défendent, à vrai dire, qu'une chose : les ambitions des nationalistes et des racistes allemands qui veulent reprendre l'Alsace-Lorraine. Le premier stade serait la révolution communiste et la ruine; puis l'Allemagne interviendrait pour rétablir l'ordre et reprendre l'Alsace-Lorraine.

Les électeurs alsaciens sensés se sont déjà rendu compte du danger que courraient leurs libertés, sous un régime communiste. L'immense majorité le reconnaît. Les ultra-cléricaux eux-mêmes font machine en arrière. Ils demandent maintenant l'autonomie politique dans le cadre de la nation française, c'est-à-dire l'indépendance de l'administration du pays, une autonomie régionale avec un conseil et un budget spécial. Ce n'est pas de l'autonomie, disent-ils, c'est du régionalisme politique.

Mais dès qu'il s'agit de passer à l'application, les difficultés commencent, car les opinions sont en complète opposition. Les Lorrains ne veulent pas dépendre de Strasbourg. Le régionalisme alsacien-lorrain maintiendrait la Lorraine, comme entre 1871 et 1918, sous l'autorité de l'Alsace; les Lorrains n'auraient rien à dire dans leur propre pays. Les Lorrains ne veulent pas être à la remorque de l'Alsace. Il nous faudrait, de ce fait, une administration pour la Moselle, et une pour les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Mais là encore, Colmar, siège de Cour d'Appel, demandera à avoir le pas sur Strasbourg. Le régionalisme politique n'est pas possible. Seul le régionalisme économique peut se concevoir; dans ce cas, ce n'est plus l'Alsace-Lorraine qui constitue la région; c'est toute la région de l'Est, l'Alsace, les Vosges, la Moselle, le Doubs.

Mais alors, dans cette grande région économique, que deviennent nos aspirations particularistes? Nous sommes forcés de prendre une part intense à la vie de la Nation, nos petits intérêts personnels disparaissent; notre particularisme étroit doit faire place à des vues plus larges. Les questions

d'ordre politique sont absorbées par les questions d'ordre économique. Nous devons regarder au delà des Vosges, nous devons examiner nos problèmes locaux dans leurs rapports avec ceux qui touchent tous nos voisins.

Ce qui nous intéresse, ce sont les grands travaux de la percée des Vosges; la réorganisation de notre réseau ferré en forme de double circuit : Strasbourg-Colmar-Belfort-Troyes-Paris; le rétablissement du rayonnement international de notre réseau ferré, en lui restituant son caractère de grand « trunck » européen; l'extension du port de Strasbourg; l'agrandissement de nos canaux; la navigation du Rhin; en un mot le développement de nos industries et de notre commerce vers le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest, car nous sommes placés au carrefour des grandes voies de communication de toute l'Europe.

Le régionalisme alsacien, tel qu'il est demandé par certains, n'est qu'un prétexte pour retarder l'assimilation; il ne ferait que creuser davantage le fossé entre nos départements et ceux de l'intérieur, il semblerait nous isoler du reste de la France.

Attendons pour arriver au régionalisme économique, qu'il soit institué pour toutes les régions de la France. Nous ne sommes pas une province spéciale dans la France qui doit être une.

***

La question des fonctionnaires a aussi provoqué dans nos départements quelques frictions, car elle a opposé, dans une certaine mesure, les fonctionnaires alsaciens à ceux de l'intérieur.

On a peut-être eu tort d'agréer, en bloc, à l'armistice, tous les fonctionnaires qui étaient en Alsace; on eût certainement mieux fait de ne pas reconnaître, en bloc, leurs situations acquises, mais de les maintenir à l'essai et pour un temps, en donnant ainsi à chacun la chance de pouvoir se consolider par son zèle. On eût fait de la sorte un tri opportun. On a préféré la méthode plus clémente qui consistait à n'exclure de leurs fonctions que les purs Allemands, et encore pas tous.

C'est une chose faite maintenant, nous ne pouvons pas revenir là-dessus. Nous ne pouvons que le regretter.

Quant aux fonctionnaires venus de l'intérieur, on leur reproche de ne pas s'être assez assimilés aux habitudes locales et de ne pas comprendre le tempérament et les habitudes de notre population qui est froide, calme, réservée. Ils ont une tendance très explicable à critiquer ce qui se fait en Alsace; ils sont presque tous unanimes à proclamer la sacro-sainte supériorité des lois françaises et des pratiques auxquelles ils sont accoutumés. De même les fonctionnaires alsaciens prétendent, au contraire, que leur administration est supérieure à l'administration de l'intérieur de la France. Peut-être n'a-t-on pas suffisamment choisi et n'a-t-on pas eu assez à cœur de donner à l'Alsace un cadre de fonctionnaires moins nombreux, mais compétents, connaissant les gens et les lieux, et recrutés parmi une élite.

On ne peut pas demander à un homme de préférer le travail qui lui donne le plus de peine, ou la méthode qui, sans profit pour lui, dérange sa routine et secoue sa paresse d'esprit.

On peut dire qu'il n'y a pas pénétration réciproque des fonctionnaires français et des fonctionnaires alsaciens. Il y a un cadre local et un cadre général, ce qui semble indiquer deux catégories de fonctionnaires. Il n'y a pas fusion, il y a séparation.

Enfin, pour attirer les fonctionnaires de l'intérieur en Alsace, on leur a alloué une indemnité spéciale, d'où, pour un même poste, une différence de traitement entre le fonctionnaire alsacien et le fonctionnaire venu de l'intérieur. On a créé ainsi une nouvelle distinction entre les fonctionnaires, et c'est ce qu'il aurait fallu, à tout prix, éviter.

Pour terminer, les Alsaciens prétendent que la proportion, entre les fonctionnaires alsaciens et les fonctionnaires de l'intérieur, favorise ces derniers. Les fonctionnaires alsaciens sont mécontents de la situation d'infériorité dans laquelle on semble les avoir placés, par rapport aux fonctionnaires de l'intérieur, et les agents de l'autonomisme pro-allemand ont ainsi eu beau jeu à exciter ce mécontentement.

Le préfet du Bas-Rhin, dans une réunion tenue à Strasbourg en janvier dernier, a montré aux fonctionnaires, chiffres en

main, que le prétendu envahissement des fonctions publiques, en Alsace-Lorraine, par des Français de l'intérieur, n'existait pas. En Alsace, plus de 80 p. 100 de l'ensemble des fonctions publiques importantes, moyennes et petites, chemin de fer compris, sont occupées par des Alsaciens. Avant 1914, 48 p. 100 seulement étaient réservées à des Alsaciens.

Il est vrai que les postes supérieurs (préfets, sous-préfets, directeurs et sous-directeurs des grandes administrations) sont presque tous occupés par des Français de l'intérieur. Mais encore il faudrait être juste; parmi ces Français de l'intérieur, un certain nombre sont alsaciens d'origine. Ils appartiennent à des familles qui ont quitté l'Alsace après 1871, et bien qu'ils soient traités de *Revenants* par nos compatriotes, ils n'en sont pas moins Alsaciens.

Pour ces hautes situations dont je viens de parler, il faut considérer qu'un apprentissage assez long dans l'administration française est nécessaire. Lorsque ceux qui, actuellement, en Alsace-Lorraine occupent des emplois subalternes, auront l'ancienneté et l'expérience voulues, les postes supérieurs leur seront accessibles.

Pour ce qui est de l'indemnité spéciale de fonction allouée aux fonctionnaires de l'intérieur, et qui choque naturellement les Alsaciens, il serait aisé de la transformer en indemnité de bilinguisme, qui ne serait allouée qu'aux fonctionnaires sachant les deux langues, allemand et français, sans distinction d'origine. Les Alsaciens, pour obtenir cette indemnité, devraient connaître parfaitement le français; de même les fonctionnaires de l'intérieur devraient connaître l'allemand. L'allocation de cette prime aurait l'avantage de stimuler les Alsaciens dans l'étude du français.

Ce malaise des fonctionnaires n'est en définitive que le malaise qui sévit par toute la France, aggravé par quelques faits locaux. Avec la dévalorisation du franc, nos fonctionnaires voient la valeur de leur traitement diminuer, ils demandent tous des augmentations. En Alsace ils viennent même de menacer le Gouvernement de se mettre en grève, s'il n'était pas fait droit à leurs revendications.

L'unité nationale ne doit pas pouvoir être menacée par les manœuvres criminelles de quelques agitateurs, qui d'ailleurs

rentreraient vite dans l'ordre et dans le rang, pour peu que le Gouvernement fît preuve d'autorité et de fermeté à leur égard.

Les fonctionnaires ont eu de tout temps nos sympathies. Je suis de ceux qui désirent que tous les collaborateurs de l'État soient satisfaits et suffisamment rémunérés. Mais il y a d'autre part les contribuables, qui demandent qu'on ne les écrase pas sous des charges fiscales trop lourdes. Ce sont là des considérations générales, élémentaires, mais qui, à l'heure actuelle, heure difficile pour la France, ne doivent pas être perdues de vue. Elles comptent beaucoup en ce moment où la crise ne s'étend pas seulement à l'Alsace, mais aussi au reste de la Nation.

Le fonctionnaire, comme le magistrat d'ailleurs, est en place pour servir et non pour apprécier. Que le Gouvernement cherche à connaître en Alsace les faits locaux, particuliers à nos fonctionnaires, et qu'il prenne les mesures nécessaires contre les agitateurs, en ne permettant pas de transporter les revendications dans le domaine toujours irritant de la politique, qu'il fasse sentir son autorité avec justice et autorité : la crise disparaîtra rapidement dans notre pays.

***

Une autre doléance est celle du régime des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, dont les tarifs, comme ceux des autres réseaux d'ailleurs, ont été considérablement relevés.

Les Alsaciens prétendent que le réseau d'Alsace-Lorraine est la propriété de l'Alsace, qu'il y a eu bénéfice dans la gestion du réseau, qu'il n'y a jamais eu de déficit et qu'il n'y a donc pas lieu d'augmenter les tarifs.

Les Allemands, en 1871, se sont fait céder le réseau des départements annexés par l'État français, qui dut en rembourser la contre-valeur à la Compagnie de l'Est. Le Gouvernement versait, à cet effet, une annuité de 20 500 000 francs à la Compagnie de l'Est.

Ce réseau est devenu Chemin de fer du Reich, propriété de l'Empire allemand, et non de l'Alsace-Lorraine. Les dépenses

étaient supportées en grande partie par le Reichsland d'Alsace-Lorraine, mais l'Allemagne y avait également une part.

L'article 67 du Traité de Versailles substitue le Gouvernement français au Gouvernement allemand dans les droits de ce dernier sur les chemins de fer. Le réseau d'Alsace-Lorraine, propriété de l'État allemand, est donc revenu au Gouvernement français. Il y est revenu libre de toutes charges de capital, en parfait état, avec un nombreux matériel, des gares bien outillées et bien aménagées.

Du 1er décembre 1918 au 1er janvier 1922, il avait subi de gros déficits et l'État lui remit, sous forme de subventions, 350 millions de francs pour assurer son fonctionnement. Il y avait là un déficit sérieux. — Jusqu'à ce jour l'État n'a rien demandé pour le remboursement de cette subvention.

A partir du 1er janvier 1923, le réseau d'Alsace-Lorraine est entré dans l'organisation commune aux grands réseaux, instituée par la loi du 29 octobre 1921.

Les charges, remboursement à l'État de l'annuité payée à la Compagnie de l'Est, annuité de plus-value, intérêts des avances depuis 1922, sont aujourd'hui de 93 810 000 francs et l'excédent des recettes est pour 1924 de 27 792 000 francs.

Il faut remarquer que les recettes, en 1924, ont été très élevées, à cause de l'occupation de la Ruhr, qui a augmenté considérablement le trafic du réseau. Il n'en est déjà plus de même pour 1925, où l'excédent des recettes ne sera probablement que de la moitié de celui de 1924, une douzaine de millions vraisemblablement. Là encore, nous ne tenons pas compte de l'avance de 350 millions faite en 1922; les intérêts seuls de ces 350 millions représentent déjà 18 millions, ce qui supprimerait les bénéfices.

Mais il faut encore prévoir la diminution qui va se produire dans les recettes par suite du relèvement des traitements et salaires demandé par le personnel du réseau, conséquence de la dévalorisation du franc.

Les bénéfices réalisés ne permettent pas d'augmenter les traitements annuels de plus de 500 francs; si l'on veut donner satisfaction au personnel, qui demande une augmentation de 2 000 francs, les « bénéfices » du réseau se traduiront par un déficit de 30 millions de francs.

Le prétendu bénéfice se traduit, en fin de compte, par un déficit de quelques millions.

L'augmentation des tarifs est largement justifiée, elle ne sera même pas suffisante pour donner satisfaction au personnel. Si, maintenant, nous regardons de l'autre côté du Rhin, nous voyons que là aussi les tarifs ont été considérablement augmentés; cette augmentation est générale, dans le monde entier.

Toutefois, pour donner satisfaction aux demandes faites par les Alsaciens, les tarifs ont été réduits pour les abonnements des écoliers et des ouvriers, dans les environs des grandes villes; c'est la seule concession qu'il soit possible de faire dans les circonstances actuelles.

*
* *

Reste enfin le point capital, celui qui seul intéresse tout le monde en Alsace, qui constitue, si je puis dire, la doléance majeure, c'est la question des impôts.

On lit couramment, dans nos journaux, qu'une inégalité fiscale pèse sur les Alsaciens et les Lorrains; cet argument est développé, amplifié constamment, par ceux qui aujourd'hui mènent toute la campagne contre la France et ses institutions.

Il y a lieu de remarquer d'abord que les contribuables en Alsace et en Lorraine ne paient pas d'impôts d'État autres que ceux du reste du territoire; mais j'ajoute, toutefois, que les impôts communaux, centimes additionnels, sont beaucoup plus élevés que dans le reste de la France.

La cause essentielle de cet écart tient au développement de nos services de voirie et d'hygiène, et à une conception beaucoup plus large et moins parcimonieuse de la vie municipale; elle tient aussi à certaines dépenses que les communes ont dû faire pendant la durée des hostilités, par ordre des autorités allemandes, pour la souscription aux emprunts de guerre ou autres. Enfin elle tient également à la limitation, en ce qui concerne les villes, des pouvoirs de tutelle du Gouvernement résultant de la loi de 1895. Le Préfet, auquel le budget est communiqué, n'a le droit de le contrôler qu'au point de vue

de la légalité et non en ce qui concerne l'opportunité des dépenses.

Cette importance des dépenses municipales est la raison déterminante des charges supplémentaires qu'ont à supporter les contribuables alsaciens et lorrains, et qui provoquent leurs plaintes, lorsqu'ils comparent le poids total de leurs impôts, au poids total des impôts supportés par les contribuables des autres villes françaises.

Tant que les communes alsaciennes et lorraines dépenseront plus que les communes de population correspondante du reste de la France, il sera fatal que la charge supportée par leurs contribuables soit plus élevée.

Mais il y a encore une autre raison qui aggrave le déséquilibre ainsi déterminé. Les centimes additionnels sont prélevés dans des conditions différentes, en Alsace et en Lorraine, et dans le reste de la France.

Dans l'intérieur de la France, les centimes additionnels sont prélevés sur le principal fictif des contributions directes, antérieures au système de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire sur les *quatre vieilles*, contributions basées sur un système dont l'indice n'a pas été revisé. L'assiette des centimes locaux n'a donc pas évolué avec le mouvement général des prix et joue à peu près dans les mêmes conditions qu'en 1917.

En Alsace-Lorraine, les contributions directes locales (impôt sur le capital, impôt sur les professions, traitements, salaires) sont basées sur la déclaration du produit réel; elles ont par conséquent évolué dans le même sens que le coût de la vie. Au contraire, pour l'impôt foncier et l'impôt sur les bâtiments, la base n'a point varié, les évaluations cadastrales n'ayant pas été refaites depuis la dépréciation de la valeur de la monnaie. Il en est résulté, avec la hausse croissante des prix, un décalage de plus en plus accentué entre les charges imposées à la propriété foncière et celles qui affectent les autre sources de revenus.

Considérons, par exemple, un petit rentier habitant Strasbourg, dont les revenus seraient de 6 000 francs par an. Il est classé dans la classe 13 de l'impôt sur le capital (Kapital steuer), et de ce fait a payé, en 1924, un impôt de 700 francs. En 1925, par suite de la diminution des centimes additionnels,

il a dû acquitter un impôt de 650 francs, alors que le législateur français a décidé, par ailleurs, d'exonérer de tout impôt général sur le revenu, la somme de 7 000 francs, considérée comme le minimum de ressources nécessaires à l'existence d'une personne.

Il y a là une anomalie, une injustice flagrante, qu'il faut faire disparaître. A l'époque où le législateur allemand a créé la « Kapitalsteuer » et en a déterminé le taux, un revenu de 6 000 francs en or pouvait supporter une imposition aussi lourde, car il correspondait à un revenu actuel de 25 à 30 000 francs-papier.

Il n'a pas été tenu compte de la dépréciation de la monnaie. On continue à appliquer à des revenus infimes des taux d'impôt précédemment applicables à des revenus moyens, et on applique à des revenus moyens des taux précédemment applicables à de très grosses fortunes.

La loi du 23 décembre dernier rétablira, pour une part, l'équilibre, puisqu'elle diminue le taux de perception de l'impôt sur les traitements et salaires en aggravant corrélativement celui de l'impôt foncier et de l'impôt sur les bâtiments. D'autre part, elle fait jouer le principe du dégrèvement pour charges de familles, dans le système des impositions locales.

Enfin un amendement déposé à la Chambre prévoit que, par dérogation à l'article II de la loi du 4 décembre dernier, les taux des majorations seront diminués d'un quart, en Alsace-Lorraine, en ce qui concerne les impositions communales dont la quotité des centimes atteint au moins 200, pour l'année 1925.

Il est nécessaire, pour soulager nos contribuables, de procéder au plus tôt à un réajustement du taux de l'impôt local sur le capital, et de modifier sa progressivité, en tenant compte des changements survenus dans la situation économique.

L'État doit, en outre, prendre à sa charge un certain nombre de dépenses qui sont supportées uniquement par l'État, d'après la législation française, tandis qu'en Alsace elles grèvent encore le budget des communes. Telles sont par exemple, les dépenses d'assistance de guerre, les dépenses pour le Port de Strasbourg, certaines dépenses militaires, etc.

Enfin il y a lieu de hâter, dans toute la mesure du possible,

les opérations en suspens, concernant le paiement des coupons allemands valorisables.

En prenant ces diverses mesures, on arriverait à diminuer nos centimes additionnels, on soulagerait surtout les revenus moyens et petits. On ferait ainsi disparaître cette crise, ce malaise fiscal, qui est, à mon avis, le plus sérieux.

***

Enfin, pour être complet, il ne faut pas oublier que certains effets du traité de paix, surtout ceux du paragraphe 6 de l'article 2 de l'annexe V, partie III, confèrent le droit d'acquérir la nationalité française au conjoint de l'Alsacienne réintégrée. Comme il a été dit au début, cette disposition a donné la nationalité française à 75 000 Allemands, qui, protégés par ce camouflage, constituent un foyer de propagande anti-française, qu'il faudrait énergiquement combattre.

Le Sénat a voté en 1924 une loi sur la nationalité, qui permettrait de retirer la nationalité française à ces indésirables, dès qu'ils travaillent contre la France. Cette loi est encore dans les cartons de la Chambre. Le vote en est attendu avec impatience.

Pour remédier à ce malaise général alsacien, que je viens d'esquisser, quelques parlementaires du Bas-Rhin ont proposé la création d'un Sous-Secrétariat d'État inamovible, spécial à l'Alsace-Lorraine, ayant des pouvoirs très étendus et s'appuyant sur un conseil consultatif, composé de représentants qualifiés de la population. C'est en somme une sorte de dictature, avec cette aggravation qu'il existerait en outre un parlement régional. Ses membres seraient élus par la population, car, si au lieu d'être élus, ils étaient choisis par le dictateur, leur existence même serait dépourvue de signification et de valeur.

Ce projet ne diffère guère de celui des autonomistes. Les autonomistes veulent un chef à la tête de l'Alsace-Lorraine, avec des pouvoirs très étendus et un parlement régional, conseil consultatif, semblable à celui du temps de la domination allemande. C'est absolument identique. Les repré-

sentants de la Moselle sont hostiles à la création de cette fonction, qui consoliderait la suprématie de l'Alsace sur la Lorraine; ils veulent couper les amarres qui les rattachent à Strasbourg. Au conseil consultatif, les Lorrains seraient dans la proportion d'un contre deux Alsaciens, par conséquent ils auraient toujours tort dans les questions d'intérêt local et perdraient à tous les coups. Mais ce qui, à mon avis, est plus grave, ce serait le rétablissement de l'entité Alsace-Lorraine, la résurrection du Commissariat général, qui porterait le nom plus flambant de Sous-Secrétariat d'État. Ce serait la création de nombreux fonctionnaires qui, pour justifier leur existence, feraient encore traîner davantage les affaires.

Le nouveau Sous-Secrétaire d'État supprimerait, paraît-il, d'un coup de baguette, tout le mécontentement provoqué par la vie chère, par l'augmentation des impôts, par les lenteurs administratives, enfin par tous les maux communs à tous les Français, depuis la fin de la guerre. Comment y arriverait-il? Le projet n'en parle pas. Ce qui est certain, c'est qu'il maintiendrait le statu quo, la législation spéciale, c'est-à-dire un régime d'exception. Le résultat serait de remettre aux calendes grecques l'entrée de nos départements dans l'unité française. Nous consacrerions à nouveau, peut-être pour des années encore, la fiction bismarckienne de l'État d'Alsace-Lorraine. De là à l'autonomie, il n'y a qu'un pas. Nous faisons partie de la masse nationale française, nous ne voulons pas être un état au dehors et à côté, nous voulons être des Français comme les autres Français.

Le remède à la crise que nous traversons, crise qui ne sévit pas seulement en Alsace, mais dans toute la France, cherchons-le sans faire appel à des solutions extravagantes.

Chaque région est affectée plus particulièrement que d'autres sur certains points. Chaque région peut avoir son caractère, son esprit spécial, mais elles mettent toutes la France au-dessus de tout. Ne permettons pas aux ennemis de la République d'exploiter nos difficultés pour effacer l'œuvre de la Victoire. Rétablissons nos finances, notre crédit, les causes spéciales de mécontentement disparaîtront, car les causes générales auront cessé.

Enfin ne laissons pas la presse autonomiste exercer seule son action en Alsace; éclairons mieux l'opinion publique, ayons une presse qui diffuse des idées justes, des explications saines, qui crée une atmosphère plus favorable, plus française, si je puis dire; démontrons aux Alsaciens que le malaise dont ils se plaignent n'est pas d'ordre local, mais d'ordre mondial. Il est indispensable de contrebattre la mauvaise propagande par des explications et des démonstrations pratiques, et de faire voir à nos populations combien sont erronées toutes les accusations portées contre la France. Il faut renseigner l'opinion publique, qui ignore tout de la France, la rendre plus compréhensive et plus patiente des énormes difficultés que nous avons à surmonter.

Assimilation ne veut pas dire qu'il y a lieu de proclamer, du jour au lendemain, que toute la législation française doit être introduite immédiatement et en bloc. Nous avons en Alsace certaines lois, notamment sur les questions sociales, qui sont meilleures que les lois françaises, parce que plus modernes. Nous demandons à les conserver. Mais il ne faut cependant pas exagérer. Les lois spéciales à conserver sont l'exception. Il y a bien encore en Savoie certaines lois italiennes, et cependant ces départements sont français au même titre que les autres.

L'Alsace ne peut pas avoir la prétention d'assimiler la France.

Il est très facile de régler ou de résoudre le problème scolaire et le problème du Concordat dans un esprit d'apaisement et de large tolérance, sans heurter les sentiments des Alsaciens, et sans, pour cela, placer les départements recouvrés en marge de la nation française.

Le problème scolaire doit laisser aux familles toute liberté et leur donner le droit d'assurer à leurs enfants l'instruction religieuse qu'ils désirent. L'école interconfessionnelle satisfait entièrement à ces conditions. Elle est beaucoup plus libérale, elle est plus économique, puisque tous les enfants sont réunis pour l'instruction générale, elle assure dans de meilleures conditions l'instruction religieuse des enfants.

Pour le problème du Concordat, établissons d'abord que, tant que durera le Concordat, les cultes officiels dans les

départements recouvrés seront rétribués par les communes de ces départements, car il n'est pas juste que les contribuables français de l'intérieur contribuent à la rétribution des cultes en Alsace et en Lorraine, alors qu'ils ne les rétribuent pas dans leurs départements.

Il appartiendra aux parlementaires des départements recouvrés de fixer l'époque à laquelle le Concordat ne sera plus appliqué dans leurs départements. Dans tous les cas, les droits des ministres des différents cultes, en service à ce moment, seront respectés et leurs traitements continueront à leur être assurés, tant qu'ils seront en exercice.

Les églises seront et resteront la propriété des communes; il ne devra y avoir aucune spoliation des biens ecclésiastiques, ces biens feront retour aux cultuelles qui devront être organisées.

Pour l'assimilation administrative, n'ayons qu'une catégorie de fonctionnaires, des fonctionnaires de la France, qu'ils soient de l'Alsace ou de l'intérieur, tous rétribués de même. Cette assimilation d'ailleurs n'empêche ni les améliorations, ni les économies ou les réductions de personnel. Là encore assimilation ne veut pas dire unification.

Donnons rapidement satisfaction aux justes demandes de nos compatriotes; réalisons les promesses faites pour pouvoir combattre énergiquement les tendances particularistes et le mouvement autonomiste, au nom de la sécurité française.

Le Gouvernement ne s'est pas rendu compte suffisamment que la population d'Alsace-Lorraine n'était pas préparée à ce régime de liberté, essentiellement français, et qu'elle a pris pour du désordre administratif.

L'idée de particularisme ethnographique, que les Allemands ont développé en Alsace, est conforme à la mentalité germanique et était justifiée par la constitution fédérative de l'Empire allemand. Les Alsaciens-Lorrains ont été gagnés à cette conception purement allemande, qui d'ailleurs répondait à leurs aspirations, à l'époque de l'occupation allemande. Le germanisme avait trouvé en Alsace un terrain favorable pour étendre sa prédominance sur les esprits.

Pour ramener au premier plan l'idée nationale française, il faut donc éliminer ou réduire préalablement cette idée parti-

culariste, qui est une idée essentiellement allemande. C'est l'incompréhension du principe de l'unité française, qui dessert la cause française en Alsace.

L'Alsace demande à être gouvernée; ayons une politique alsacienne positive et sachons l'imposer. Elle peut se résumer ainsi : « Vouloir, au lieu et place des Alsaciens, ce que leur intérêt ou leurs besoins demandent, et qui n'est pas toujours ce que leurs revendications comportent. Leur donner ainsi une impression de justice et de force et... laisser dire. »

Bien qu'aimant ma petite patrie, je mets la grande patrie, la France, au-dessus de tout. Nous devons rentrer définitivement dans le cadre de la République que nos pères ont aidé à fonder du prix de leur sang.

Soyons Alsaciens, mais Français d'abord.

N'oublions pas que Strasbourg, capitale de l'Alsace, demeure toujours la ville d'où la Marseillaise a pris son vol sous les plis du drapeau tricolore, pour apporter à l'Europe la liberté. A cette Liberté, nous autres Alsaciens, nous tenons plus qu'à tout, et si nous nous sommes donnés à la France, si, en dépit des intrigues intéressées, nous voulons devenir des Français comme tous les autres, c'est parce que la France, malgré sa bureaucratie, malgré son désordre, malgré sa centralisation improductive, représente toujours à nos yeux la plus noble image de la liberté morale et de la fraternité sociale, dont nous avons été privés pendant les quarante-sept ans d'occupation allemande.

GÉNÉRAL TAUFFLIEB,
Sénateur du Bas-Rhin.

LE JARDIN DU DIABLE

I

Le receveur des postes du village regardait fixement une enveloppe officielle qui venait de tomber d'un sac postal sur la table de tri. C'est à lui-même qu'elle était adressée. Pendant quelques instants son cœur se mit à battre plus vite, à coups nets et précis, comme pour imiter le bruit des deux employés en train de frapper leurs cachets sur le tampon humide. Cette enveloppe renfermait peut-être sa destinée.

Le timbrage fut bientôt terminé et le tri se poursuivit avec une méthodique persévérance. Au bout d'un instant lettres et colis se trouvèrent dûment répartis dans des compartiments près des sacs des facteurs. La première distribution de la journée était prête à s'effectuer dans le village à peine réveillé.

— Ça y est, monsieur Dale.

Le receveur frappa un timbre et jeta un coup d'œil sur la pendule. Cinq heures cinquante-six. Il était à l'heure, comme d'habitude.

— Eh bien, mes amis, en route.

Les facteurs, entrés dans la salle de tri, fourraient les colis dans leur sacoche et passaient celle-ci en bandoulière.

— Et dépêchez-vous.

Ramassant sa lettre non décachetée encore, le receveur traversa la salle du public, s'arrêta au seuil de la porte donnant sur la rue et promena son regard du haut en bas de celle-ci.

Ainsi qu'il lui arrivait d'habitude à cette heure matinale, le receveur se mit à songer à son importance. Le village paraissait encore à moitié endormi; partout où se portait son regard les stores étaient baissés. Ces fainéants de boutiquiers, si âpres au gain, n'avaient pas encore repris leurs égoïstes occupations et il n'y avait que les pauvres travailleurs des champs qui fussent déjà à l'ouvrage. Et pourtant, lui William Dale, était là à son poste et, grâce à lui, le service de l'Administration se poursuivait, car il ne doit point connaître d'arrêt.

Mais pour combien de temps lui serait-il permis de jouir ainsi de ce sentiment d'orgueil? Était-il possible que la fin de son importance fût proche?

« *Service de Sa Majesté!* » Il ouvrit l'enveloppe, déplia la feuille de papier ministre qu'elle contenait, se mit à lire et aussitôt tout le sang de son corps parut affluer à sa tête.

« *Je dois vous informer que vous êtes temporairement suspendu de vos fonctions.* » Et, dans un pompeux langage de haut fonctionnaire, il était en outre informé que la personne qui devait prendre sa place arriverait à la gare de Rodchurch par le train de 11 heures; que lui-même devait aller à Londres le lendemain et se rendre immédiatement au Ministère des Postes et Télégraphes. Là, dans l'après-midi de ce même jour ou le lendemain matin, il aurait la facilité d'exposer lui-même son cas « *conformément à sa demande* ».

Pourquoi l'avoir suspendu? Il aurait été assurément plus conforme à l'usage de lui permettre de confier son bureau à son premier employé ou d'envoyer de Rodhaven quelqu'un de compétent pour s'en charger au lieu de faire faire à son remplaçant le voyage de Londres. Un inspecteur en mission est un oiseau de mauvais augure : il plane sur les maisons des condamnés.

William Dale passa une main sur son cou sans faux-col et le sentit humide d'une sueur soudaine.

C'était un fort gaillard de trente-cinq ans; un de ces paysans aux membres vigoureux et à l'esprit prompt que la nature a faits actifs comme des écureuils et laborieux comme des castors, qui, lorsque l'ambition les aiguillonne, apprennent vite à concentrer toute leur énergie vers le but choisi et font infail-

liblement le chemin qui les conduit de la cour de la ferme et de la charrette de fumier au fauteuil de bureau et à la redingote. Dans son déshabillé matinal, en veston de serge négligé et pantalon sans bretelles, il avait l'air de ce qu'on appelle dans le pays un « costaud ». Ses cheveux noirs se dressaient tout raides, sa moustache courte avait grandement besoin d'être brossée; des piquants roux hérissaient son menton et son cou. Mais son large front et ses yeux bleus donnaient un puissant caractère d'intelligence à son aspect et corrigeaient ce qu'il avait de rébarbatif.

— Bonjour, monsieur.

Un des palefreniers des écuries du Chevreuil passait lourdement devant lui.

— Bonjour, Samuel.

S'entendre appeler « monsieur » était encore une musique délicieuse aux oreilles du receveur, surtout quand cette marque de respect lui était donnée, comme dans le cas présent, par quelqu'un qu'il connaissait depuis l'enfance. Mais à présent il se disait que beaucoup de ceux qui lui témoignaient des égards désiraient au fond sa ruine.

C'était bien possible. On ne sait jamais. Lui-même ne leur souhaitait à tous que du bien, les aimait au fond du cœur, et désirait ces égards tout en étant trop orgueilleux pour les solliciter ou même faire la moitié des avances.

Et il songeait avec indulgence qu'on ne peut pas tout avoir en ce monde. L'homme qui réussit est rarement populaire. Lui avait eu sa pleine mesure de succès. Si le cœur leur en disait, à ses envieux, ils pouvaient bien continuer à jalouser sa haute position, son confort domestique et sa jolie femme.

En pensant à elle ses réflexions se colorèrent de tendresse. Elle était sans doute profondément endormie encore et, lorsqu'au bout d'un moment, il monta dans son appartement, il prit soin de ne pas la déranger.

Ses vêtements officiels l'attendaient sur une chaise de la cuisine. Ils avaient été brossés et pliés par Mary, la bonne, qui, se précipitant pour servir son maître dès qu'elle l'aperçut, lui apporta son eau pour sa barbe, disposa son miroir de façon commode, lui présenta un col blanc et une cravate noire

et montra d'une façon générale qu'elle possédait les qualités d'une bonne domestique.

Il descendit dans son bureau et ne remonta qu'une heure et demie plus tard pour le breakfast. Il resta quelques instants devant la fenêtre, regardant d'un air méditatif autour de lui. Le soleil faisait briller la cloche de métal du plat chaud qu'on aurait pris pour de l'argent bien poli; il faisait étinceler le bord des tasses à thé blanches et, jouant avec les prismes des sucriers de cristal, envoyait un faisceau de rayons teintés d'arc en ciel sur les deux tartines et les deux œufs à la coque. C'était un repas appétissant et servi dans une pièce aussi confortable, aussi luxueuse même qu'on eût pu le souhaiter. Par la porte ouverte et à travers le palier il apercevait l'autre pièce. Elle contenait des livres, un piano, un sofa, de vrais tableaux dans des cadres dorés, des objets enfin qu'on ne se serait attendu à rencontrer que dans un intérieur de gentleman.

— Pardon d'être en retard, Will.

— Ça ne fait rien, Mavis.

Mrs. Dale venait d'entrer et, son visage tout entier se détendant dans un sourire, elle devint encore plus jolie. « Oui, se dit-il, c'est bien là l'intérieur d'un gentleman et une femme digne d'un roi. »

— Y a-t-il du nouveau?

— Ils me disent d'aller les voir demain. — Et il s'avança vers la table. — Venez. Je meurs de faim.

— Est-ce que la lettre est convenable?

— Oh oui! Asseyez-vous, ma chérie, et donnez-moi mon thé.

Il avait annoncé qu'il avait faim, mais il mangea sans entrain. Sa tartine était croustillante et chaude, le jambon était cuit à la perfection, le thé n'était ni trop fort ni trop faible et pourtant rien n'avait très bon goût.

— Will, — dit sa femme vers la fin du repas, — je vois bien que vous n'êtes pas très content de cette réponse. Dites-moi ce qui en est.

Et elle lui tendit la main à travers la table d'un geste charmant qui exprimait à la fois de la sympathie et une prière.

C'était une femme naturellement gracieuse, grande et mince, avec des cheveux bruns à reflets rouges, des sourcils

noirs et une peau blanche. Et elle portait ses trente-deux ans si bien que, sous la lumière pénétrante du soleil qui tombait en plein sur elle, elle avait presque l'air d'une jeune fille.

Son mari lui prit la main, la serra, puis, affectant un air dégagé, se mit à rire de bon cœur.

— Ils m'ont nommé un suppléant pour s'occuper du bureau pendant mon absence, — dit-il.

— Oh, Will!

Mrs. Dale leva ses sourcils noirs et ouvrit bien grands ses yeux bruns. En un instant ses joues avaient complètement perdu leur couleur légère et le ton de sa voix exprimait de la crainte et du regret.

— Ça m'a un peu chiffonné, tout d'abord, — dit son mari avec fermeté. — Néanmoins ça n'a en réalité aucune importance.

— Mais Will, ça signifie... — Elle hésita et ses lèvres tremblèrent avant de prononcer le mot terrible, — ça signifie que vous êtes suspendu!

— Oui, temporairement. Ne vous agitez pas, Mav. Je vous assure que tout ira bien.

— Mais, Will, ça change l'aspect des choses. C'est sérieux maintenant. — Et, une fois de plus, elle hésita. — Will, laissez-moi écrire encore à monsieur Barradine.

— Non, — répondit-il avec une grande décision.

— Voulez-vous que je lui fasse écrire par Tantine? Elle m'a dit qu'elle était sûre qu'il nous aiderait.

— Mais il a dit cela lui-même, n'est-ce pas?

— Oui et de tout son pouvoir.

Dale réfléchit un instant et, lorsqu'il se remit à parler, son ton avait moins de fermeté.

— De tout son pouvoir! Bien sûr, monsieur Barradine est un homme puissant; ça, c'est évident. Mais tout de même... Voyons sa lettre.

— Je ne l'ai pas, Will.

— Vous ne l'avez pas? Qu'est-ce que vous en avez fait?

— Je l'ai déchirée.

— Déchirée?

Dale regarda sa femme avec surprise et ajouta avec un peu d'irritation :

— Pourquoi avez-vous fait cela?

— Vous aviez l'air fâché de ce que j'aie pris la liberté de lui écrire sans votre permission; alors je ne voulais pas que sa lettre traînât pour vous rappeler ce que j'avais fait.

— Vous avez eu tort de détruire un document de cette sorte, — répondit son mari sur un ton sévère et avec animation. Mais il se calma aussitôt. — Ne comprenez-vous pas, ma petite, que j'aurais voulu savoir exactement de quels termes il se servait? J'ai l'habitude des différentes façons de rédiger les lettres et j'aurais vu tout de suite si oui ou non il avait vraiment l'intention de faire quelque chose.

— Il disait qu'il serait heureux de faire tout ce qui était en son pouvoir. Je vous assure qu'il ne disait rien de plus.

— Très bien. Nous en resterons là. Il a déjà fait pour nous plus qu'il ne devait et je ne tiens pas à ennuyer les gens à tout propos. D'ailleurs dans l'affaire présente je ne désire pas son aide, ni celle de qui que ce soit. Ça doit se passer entre eux et moi.

Il repoussa son assiette pleine, se leva et redressa ses larges épaules.

— Oui, mais, Willie, mon chéri, vous... vous ne vous emporterez pas quand vous serez devant eux.

Il fronça les sourcils puis se mit à rire.

— Mav, ayez confiance en votre vieux mari et ne vous tourmentez pas. — Il fit le tour de la table et vint poser une main sur l'épaule de sa femme. — Mon amour, je regrette, à cause de vous, que cette petite histoire soit arrivée. Mais ne vous tourmentez pas. Je m'en sortirai admirablement. Il se peut qu'il y ait du tiraillement. Je ne le nie pas. Mais je connais ma valeur et je prétends la leur faire connaître s'ils ne la connaissent pas déjà. Voyez mes états de service! Qui pourrait y trouver la moindre paille?

Pendant toute la journée il s'occupa d'installer son suppléant.

— Vous trouverez tout assez en ordre, — dit-il avec un orgueil qu'il ne prétendait pas cacher. — Vous n'avez rien trouvé qui ne fût parfaitement à sa place?

— Tout est parfait, — répondit M. Ridgett. — Réglé comme du papier à musique.

M. Ridgett était un petit homme de cinquante ans, à cheveux roux, qui avait un désir évident de se rendre aussi agréable que le permettaient les circonstances un peu délicates dans lesquelles il se trouvait. Pendant l'après-midi il écouta avec un air intéressé le long récit que lui fit Dale des événements qui avaient amené la crise actuelle.

— Pour votre gouverne, — dit le receveur, — je vous demanderai une fois de plus de jeter les yeux sur l'emplacement des instruments. — Et, conduisant M. Ridgett de la salle de tri au bureau de poste, il lui fit voir la grosse erreur qu'on avait commise en plaçant tout l'appareil du télégraphe bien sur le devant, contre la fenêtre, et en ne le séparant de l'œil et de l'oreille du public que par une simple cloison de verre, au lieu de le reculer bien au fond, à l'abri de tout le monde. — Je leur ai dit qu'ils avaient tort dès le début, au moment où ils ont refait le bureau, lors des agrandissements. L'expérience que j'ai acquise à Portsmouth m'avait renseigné sur le danger.

D'après son récit, il y avait environ trois semaines, un soldat en permission était venu s'appuyer au comptoir, contre la cloison de verre. De l'autre côté de cette cloison l'appareil était en train de cliqueter gaillardement pendant que miss Yorke, la télégraphiste, envoyait une dépêche. Tout à coup le soldat, qui connaissait bien le code, se mit à déchiffrer à haute voix la teneur de cette dépêche. Le receveur lui intima sur un ton péremptoire l'ordre de s'écarter du comptoir. Une altercation s'ensuivit et le soldat devint si insolent que le receveur le menaça de le mettre à la porte. « Oh, dit le soldat, il en faudrait beaucoup comme vous pour me mettre dehors. »

— Vraiment, il a dit ça? — Et M. Ridgett jeta sur Dale un regard interrogateur. — Je suppose que c'était un poids lourd, hé?

— Il m'a donné du mal et ça m'a pris trois minutes. Mais je l'ai flanqué dehors.

— Pas possible? — Et M. Ridgett sourit.

— J'avais arrêté miss Yorke. Et je lui fis reprendre son travail avant que quatre minutes se fussent écoulées. Ç'a été la longueur, ni plus ni moins, du retard du message. Ç'a été le temps qu'il m'a fallu pour reprendre le service avec le secret

et la sécurité qu'exigent les règlements de Sa Majesté. Et, je vous le demande, comment aurais-je pu agir autrement? Pouvais-je permettre qu'un télégramme confié à mes soins fût répété mot pour mot au monde entier?

— Y avait-il beaucoup de monde dans le bureau à ce moment?

— Deux personnes. Mais ça ne fait rien. Quand il n'y en aurait eu qu'une ou la moitié d'une, je n'aurais pas pu tolérer une chose pareille.

— Et est-ce que le message lui-même était d'un caractère particulièrement intime ou important?

— Il se trouvait que non. Mais le principe était le même.

— C'est certain.

Le soldat aurait été, paraît-il, au début, disposé à accepter sa rossée en véritable sportsman, et même à admettre qu'il avait été l'offenseur. Mais des amis mal avisés — peut-être des ennemis secrets de Dale — l'avaient poussé à déposer une plainte contre ce dernier. Lorsque Dale avait comparu devant le magistrat, le soldat avait cependant changé d'idée une fois de plus et avait fait défaut, laissant par là tomber l'accusation. L'affaire aurait pu, aurait dû se terminer là. Mais il se trouva que le député de l'endroit se mit tout d'un coup à faire un bruit absurde autour d'elle, sous prétexte qu'il était monstrueux et intolérable que des soldats de la Reine fussent ainsi brutalisés par des fonctionnaires. Il avait écrit à d'autres députés, à des sous-secrétaires d'État, à des journaux. Alors l'agitation, qui avait jusque-là couvé, fit brusquement explosion, secouant le village, le comté, tout l'univers.

Dale, aux prises avec ses supérieurs, maintint sa position et refusa d'en bouger d'un pouce. Il avait raison et rien ne pourrait jamais lui faire dire qu'il avait eu tort.

— Oui, certainement, — dit M. Ridgett. — Certainement, si tel est votre point de vue. Mais je ne vois pas bien comment l'affaire a été enlevée aux autorités de Rodhaven pour être évoquée par nous.

— C'est moi qui l'ai demandé, — répondit Dale avec fierté. — Je n'allais pas permettre à une bande de vieilles femmes apeurées — car c'est ce qu'ils sont, ces gens de Rodhaven, — de se mêler de mes affaires à tort et à travers. Et je n'allais

pas non plus permettre qu'on étouffât cette histoire ni consentir à écrire la lettre qu'ils me demandaient.

— Oh, on vous a demandé...

— On m'a conseillé, — dit Dale, tout gonflé d'indignation, — d'écrire une lettre dans laquelle j'exprimerais mon regret d'avoir agi d'une façon peut-être inconsidérée, mais par excès de zèle.

— Oh! Et vous n'avez pas cru devoir...

— Non, certes. Pour avoir une mauvaise note qui aurait gâté pour toujours mes états de service! Merci bien. Je fis une demande officielle pour me faire entendre en haut lieu. J'en appelai à César.

M. Ridgett eut un bon sourire.

— Mais vous êtes un vrai latiniste, monsieur Dale. Vous citez le latin comme père et mère.

— C'est moi qui me suis instruit moi-même. J'ai commencé par le plus bas degré de l'échelle et je n'ai cessé de me perfectionner tout le temps de mon ascension.

Une ou deux fois il s'efforça d'obtenir de M. Ridgett cet appui moral que même les plus forts trouvent dans l'assurance qu'ils sont absolument dans le vrai. Mais M. Ridgett, qui lui avait témoigné de la sympathie depuis le moment de son arrivée et dont le ton était devenu de plus en plus amical à mesure que le temps passait, ne répondit pas entièrement à ces invites.

— Puisque vous me demandez de parler franchement, — finit-il par dire, — il me semble que vous avez commis une erreur de proportion.

— Que voulez-vous dire?

— Eh bien, je trouve — je suis, vous le savez, tout à fait impartial — que vous vous êtes trop mis en avant. Vous vous êtes trop préoccupé de vous-même.

— Je ne trouve pas, — répondit Dale avec fermeté et presque avec irritation. — C'est le principe que je défends, presque autant que moi-même.

— Oui, oui, certainement. Et maintenant je vais vous demander de m'aider à trouver une chambre quelque part, pas trop loin d'ici, et de m'indiquer où je pourrais le mieux prendre mes repas. — Et il se mit à rire avec bonne humeur. —

N'allez pas vous imaginer que je m'installe mais il faut être aussi confortable qu'on le peut. Et j'ai un tuyau à vous donner. Là-bas ce qui vous attend c'est ce que nous appelons la banquette. César n'est pas une personne pressée. Je veux dire par là qu'il ne va pas vous dire : « Venez par ici, monsieur Dale. Entrez vite. » On va vous tenir le bec dans l'eau. Si j'étais vous, j'emporterais tout ce qu'il me faut pour une semaine au moins.

Dale prit ses dispositions pour assurer le confort de son visiteur et insista aimablement pour qu'il prît son premier repas substantiel avec sa femme et lui.

— Nous nous mettons à table à sept heures précises, — dit-il, — et nous faisons de notre thé un véritable dîner, mais vous n'êtes pas tenu de ne pas prendre de boissons alcooliques.

— Oh, le thé me suffit amplement, merci bien.

— Mavis, — dit Dale en présentant son invité, — voici monsieur Ridgett qui veut bien nous faire l'honneur de prendre le thé avec nous sans cérémonie. — Et, comme pour démontrer que cette cérémonie était en effet absente, il passa son bras autour de la taille de sa femme et l'embrassa.

M. Ridgett sourit et entama la conversation avec un agréable sans façon.

— A ce qu'il me paraît, — dit-il facétieusement, — il n'y a pas longtemps, je le parierais, que vous êtes revenus de votre voyage de noces.

— Vous n'y êtes pas, — répondit Dale. — Nous sommes de très vieux époux.

— Vraiment! — Et le sourire de M. Ridgett examinant Mrs. Dale exprimait de l'admiration et de la surprise. — Les apparences sont trompeuses. Et depuis combien de temps êtes-vous mariés?

— Onze ans.

— Pas possible! Et pas d'enfants?

— Non, — dit Mrs. Dale.

— Non, — répéta son mari. — Nous n'avons pas eu cette joie. Non, pas encore.

— Je prends note de cette réserve. Pas encore! C'est très

bien dit! — M. Ridgett se mit à rire et s'inclina galamment devant Mrs. Dale. — Vous avez beaucoup de temps devant vous pour toutes sortes de joies.

Puis ils se mirent à table. Pendant le repas et lorsqu'il fut terminé, ils s'entretinrent de l'affaire qui attendait Dale le lendemain.

— Je me suis permis de dire à votre mari qu'il a peut-être pris les choses trop à cœur.

— Oh, vraiment? Comme je suis heureuse de vous l'entendre dire!

Et Mavis Dale, les coudes sur la table, se pencha en avant et fixa un regard attentif sur le visage de son interlocuteur.

— Le coefficient personnel joue un trop grand rôle dans son cas.

— Vraiment?

— Je veux dire qu'il nous arrive à tous de petits accidents, mais ils ne laissent pas de traces.

Mavis Dale retint sa respiration et ses sourcils se contractèrent.

— Monsieur Ridgett! A la façon dont vous parlez, je vois que vous croyez que son cas est grave!

— Oh, je ne crois pas du tout qu'il s'agisse pour lui d'une catastrophe avec toutes ses conséquences. Il ne s'agit que d'un échec. A la place de monsieur Dale je me montrerais philosophe. Je dirais : « Voilà qui va retarder un peu ma carrière. Mais rien de plus. »

Dale haussa les épaules et grommela. Les sourcils de Mrs. Dale s'étaient rapprochés au point de se toucher presque; ses yeux paraissaient plus sombres et plus petits, presque opaques. M. Ridgett continua à parler sur un ton dégagé et plaisant dont il semblait se servir pour insinuer des choses sérieuses sans en avoir l'air.

— Oui, ce serait mon point de vue, un point de vue tout à fait philosophique et détaché. Je me dirais : « Mon vieux, s'il faut que tu attrapes un bon lavage de tête, eh bien attrape-le. Si l'on exige que tu fasses amende honorable, eh bien, fais-la. »

— Non, certes! — s'écria Dale, et il frappa la table de son poing fermé. — Je ne vais pas me traîner à genoux plus long-

temps. J'ai fait ça autrefois, lorsque je sentais que j'étais peut-être dans mon tort. Mais je ne le ferai pas maintenant que je suis dans mon bon droit. Non, bon Dieu, je ne le ferai pas!

On eût dit que l'idée d'une telle injustice l'agitait au point qu'il lui était absolument impossible de se contenir.

— Eh bien, — dit Ridgett qui paraissait mal à l'aise, — je vois qu'il me faut retirer ce que j'ai dit.

Mavis Dale était toute tremblante. L'éclat bruyant de son mari semblait avoir ébranlé ses nerfs. Des lignes tombantes se creusèrent aux coins de sa bouche et ses paupières battirent comme si elle eût été sur le point de pleurer.

— Will, — murmura-t-elle, — vous devriez écouter monsieur Ridgett qui est de bon conseil. Il est au courant des choses; il a de l'expérience et il vous veut du bien.

— Certainement, — dit Ridgett avec cordialité.

— Et je vous en remercie, monsieur, — répondit Dale. — Et maintenant... — Il avait maîtrisé son émotion et se retrouvait calme et poli ainsi qu'il convient à un maître de maison. — Qu'est-ce que vous diriez d'une pipe?

— Si Madame le permet.

— Ça ne lui fait rien, à Mav. Elle est cuirassée.

Tous les trois restèrent assis à table. Les deux hommes fumèrent leur pipe d'un air méditatif; ils ne parlaient qu'à intervalles, tandis que Mav, immobile et silencieuse, s'enfonçait dans une rêverie profonde. La lumière dorée ne cessait de pénétrer dans la pièce; les couleurs brillantes des chromolithographies, le tapis du foyer et les rideaux des fenêtres s'effaçaient peu à peu; le monde tout entier semblait devenir plus calme, plus froid, plus gris. Les bruits de voix et de voitures montaient si vaguement de la rue qu'ils ne troublaient pas cette impression de paix générale.

— Vous savez, — dit Dale, — qu'ils ne peuvent pas raconter que je ne les ai pas avertis. Je leur ai dit que c'était de la folie d'aller mettre les instruments ailleurs qu'à l'endroit indiqué du plan. S'ils m'avaient écouté alors...

— Ah! vous y voilà encore, — dit M. Ridgett. — Toujours ce coefficient personnel.

— Où voyez-vous le coefficient personnel?

— Je m'en vais vous l'expliquer. Londres n'est pas Rodchurch. Ce que vous avez dit — il y a combien d'années? — ne va pas influencer le jugement de gens qui ne vous ont jamais entendu le dire.

— On aurait dû conserver mon rapport. On l'a conservé à Rodhaven.

— Londres n'est pas Rodhaven, non plus.

Puis la conversation prit une fois de plus un caractère sérieux et Ridgett vit de nouveau dans le visage pâle de Mrs. Dale, dans ses doigts tremblants et ses yeux mi-clos l'anxiété mortelle qui la faisait souffrir. Avec un pareil visage devant soi il eût été monstrueusement cruel de ne pas donner les conseils les plus sages et les mieux pesés dont on pouvait s'aviser.

— Voici *verba sapientiae,* — dit-il avec solennité. — *Ultimatum et nec plus ultra.* Je vous rends latin pour latin, monsieur Dale. Je comprends votre attitude et je me rends compte de ce qu'elle signifie; mais, croyez-moi, les meilleures causes ont quelquefois besoin des meilleurs avocats.

— Oui.

Mavis eut une respiration brusque. On eût dit qu'elle haletait.

— Si une personne influente de par ici voulait parler en votre faveur, vous envoyer des certificats, eh bien, je lui demanderais de le faire, si j'étais vous. Vous comprenez, d'après ce que vous me dites de votre affaire, vous avez votre député contre vous. Il serait utile de contre-balancer...

Alors Mavis se hâta d'expliquer que l'homme le plus puissant du voisinage avait promis son appui à son mari. Ce grand personnage était le Très honorable Everard Barradine, un ex-ministre et grand propriétaire qui vivait à l'Abbaye, à la lisière de Manninglea Chase, à une distance de cinq milles. M. Barradine avait toujours été bien disposé pour elle et les siens.

— C'est magnifique! — dit M. Ridgett visiblement ragaillardi. — Un ami bien en cour... qu'est-ce que dit le proverbe? Ce n'est pas à moi à faire des réflexions sur l'utilité du piston. Mais il y a tout naturellement une franc-maçonnerie des grosses légumes. Croyez-moi, servez-vous de l'influence de monsieur Barradine autant que vous pourrez.

— Mon Dieu, — dit Dale, — il s'est bien engagé, d'une certaine façon, et je ne veux pas l'ennuyer davantage.

Après cela la conversation reprit un ton plus léger. On eût dit que Mavis Dale était incapable de supporter longtemps le fardeau de son anxiété. Elle se plongea dans de frivoles explications et décrivit à M. Ridgett toutes les splendeurs de l'Abbaye. C'était une curiosité. Ses jardins étaient d'une incroyable beauté; des personnages de sang royal faisaient des centaines de milles pour venir les voir. Et la forêt historique de Manninglea Chase avait une beauté sauvage qui, disait-on, la rendait célèbre dans toute l'Europe. Elle paraissait, en racontant tout cela, aussi gaie et insouciante qu'une enfant de dix ans.

M. Ridgett, tirant sur sa pipe avec délices, contemplait son visage animé avec une admiration qu'il ne cherchait pas à déguiser et au bout d'un moment Dale se sentit irrité par cette contemplation et cette admiration.

— Mavis, — dit-il, l'air un peu sombre, — il ne faut pas empêcher monsieur Ridgett de vaquer à ses occupations. — Il eut un rire un peu forcé. — Je ne suis plus rien du tout et il n'y a pas d'importance à ce que je m'attarde à table. Mais il faut nous rappeler que monsieur Ridgett est le receveur des postes de Rodchurch.

II

Il alla se coucher de bonne heure, mais il savait qu'il ne dormirait pas avant le départ de la voiture postale.

Comme minuit approchait, il fut saisi d'une grandissante anxiété. Le cheval et la voiture se trouvaient sous la fenêtre depuis des heures, semblait-il, et pourtant on n'apportait pas les sacs postaux. Qu'attendaient-ils donc, grand Dieu! Puis, à la fin, il perçut un bruit de pas et de voix parmi lesquelles il distingua celle de Ridgett. Une roue frôla le trottoir et la voiture s'éloigna. Les douze coups de l'horloge se mêlèrent aux échos des sabots du cheval, au moment où la voiture passa entre les murs du jardin. Dieu merci, ils l'avaient en tous cas expédiée à l'heure. Il savait à présent qu'il ne s'endormirait pas avant son retour.

Lorsque l'horloge de l'église sonna deux heures et demie, il tendit l'oreille pour percevoir le bruit des sabots du cheval. A la fin ce bruit lui arriva, immensément lointain, lourdement et régulièrement rythmé. Puis, quelques minutes plus tard, la voiture se trouva de nouveau arrêtée sous sa fenêtre. On rentrait les sacs postaux. Puis les verrous cliquetèrent, une clef tourna dans une serrure et l'employé remonta se coucher sur le derrière de la maison. Tout était à présent terminé. Rien de plus ne se produirait avant que l'autre employé descendît dans une couple d'heures.

Puis il se rappela les implorations de sa femme. Elle l'avait supplié de rester bien maître de lui et, pour tenir sa promesse, il lui faudrait se surveiller de près. Elle et lui ne faisaient qu'un. Avec une extraordinaire tendresse il repassait dans son esprit les termes dont il se servait habituellement pour parler d'elle : « C'est la chérie de mon cœur ».

Pendant quelques instants il se calma en concentrant sa pensée sur elle. Puis, tout en se tournant, se retournant et transpirant de nouveau, il se mit à songer à sa vie tout entière qui lui apparaissait comme un magnifique spectacle où le merveilleux le disputait au pathétique. Bon Dieu! que ses débuts avaient donc été durs! Tout se trouvait réuni contre lui. Il n'était qu'un petit rustre vivant au milieu des rustres de la forêt, un orphelin tourmenté et battu par un beau-père ivrogne, un animal torturé qui courait s'abriter dans les fourrés. Il n'y avait en lui d'autre valeur, d'autre promesse qu'une petite flamme courageuse qui refusait de s'éteindre même sous les coups. Et pourtant de ces matériaux informes il avait bâti cet organisme puissant, complexe, supérieurement outillé que le monde connaissait sous le nom de M. Dale de Rodchurch. Voilà d'où il tirait son orgueil et sa gloire : de ce fait qu'il avait atteint une position aussi magnifique en partant de si bas. Mais il n'aurait pas pu réussir — ou du moins pas aussi complètement — sans Mavis.

La concordance normale entre ses impressions et la conception qu'il en avait était détruite au point que le frôlement léger de son drap sur ses orteils dressés suffisait pour lui faire sentir de nouveau la pression des gros souliers qu'il portait, des années auparavant, alors qu'en sa qualité de

facteur nouvellement promu, il parcourait la route de Manninglea. Le point le plus éloigné de sa tournée était le château de M. Barradine et il y arrivait d'habitude un peu avant huit heures. En y pensant, des tableaux lumineux passaient devant ses yeux.

Ce fut là, devant la buanderie, qu'il vit Mavis pour la première fois et, bien que les manches de sa robe à fleurs fussent troussées et qu'elle portât un plat à écrémer en fer, il y avait dans sa tournure quelque chose d'inexprimablement raffiné et de supérieur. Dale crut se trouver en face d'un membre secondaire de l'illustre famille Barradine et non point devant une domestique à ses gages. Il toucha la visière de sa casquette et ne se risqua même pas à dire : « Bonjour, miss ».

Puis il se renseigna sur elle. Ce n'était pas un personnage si considérable. C'était assurément une vraie demoiselle, à condition de ne tenir compte que de l'éducation et des manières, mais de par sa naissance elle était loin d'être du monde. Elle appartenait à la famille Petherick et vivait avec sa tante à North Ride Cottage. Elle venait tous les jours à l'Abbaye se livrer à de légères et délicates besognes, dans la laiterie modèle de M. Barradine. Le fait qu'elle avait perdu son père et sa mère éveillait l'intérêt de Dale et lui faisait plaisir. Il lui semblait que les germes d'une sympathie mutuelle avaient plus de chances de se développer entre cette jeune fille et lui, du fait qu'elle était orpheline.

Un jour, sous la poussée d'un excès de son admiration, il se mit à lui parler un langage enflammé. Il avait commencé par de vieilles et lourdes plaisanteries sur sa correspondance mais finit par laisser échapper les véritables pensées qu'il s'était mis à caresser.

— Vous n'auriez pas à désirer des lettres, Miss, pour ça non, si c'était moi qui les écrivais. Je vous enverrais une déclaration tous les jours.

Tout en parlant, il la regardait de ses yeux brûlants. Il fut étonné, presque terrifié de sa propre hardiesse, et ce qu'il put observer de l'effet qu'elle eut sur Mavis l'émut à un degré inexprimable.

Certes il était fruste et rude, mais ne déplaisait pas vraiment à cette nature délicate. Les taches de rousseur de son

visage et ses épaules massives ne la rebutaient pas. Il n'y avait à aucun degré chez elle cet instinct de la belle princesse qui la fait recevoir avec dégoût les avances de l'homme sauvage des bois. Sous son regard interrogateur elle montra une sorte de détresse effarée, un mélange de beauté et de faiblesse qui le firent frémir comme s'il avait été transpercé de traits de feu. Elle pâlit et trembla, puis rougit doucement et fronça les sourcils d'une façon qui suggérait du trouble mais non point de colère. Sous toutes ces manifestations extérieures la femme non encore développée qu'il y avait en elle semblait parler à la maturité masculine qu'il y avait en lui et dire : « Oh, mon Dieu, qu'arrive-t-il? J'espère que vous n'êtes pas pour de bon amouraché de ma petite personne toute blanche, menue et tremblante; parce que, dans ce cas, vous êtes si gros et si fort que je sais bien que vous finiriez par m'avoir ».

Ce fut le moment décisif de la vie merveilleuse de Dale. Après cela tout ses rêves fusionnèrent en un seul. Il avait l'impression de s'être transformé d'un métal doux en un métal dur. Puis, sous l'effet stimulant de l'amour, il y eut en lui comme une grande poussée de l'intelligence. Des choses qui lui avaient paru difficiles à comprendre devinrent d'une clarté transparente; des préjugés et des ignorances tombèrent tout naturellement. Un monde fermé venait brusquement de s'ouvrir devant lui.

Il revint, lui un homme fait, s'asseoir sur les bancs de l'école, le soir. Il apprit à écrire d'une belle écriture qui ressemblait à de la gravure et il apprit en outre tout ce qu'il pouvait apprendre en arithmétique et en géographie. Puis vint l'érudition pure et simple : la nature des éléments chimiques, les mouvements des étoiles, les rois d'Angleterre avec leurs Grandes Chartes et leurs lois d'Habeas corpus. Rien ne le satisfaisait; il fallut encore qu'il s'attaquât aux empereurs romains et aux républiques grecques, s'assimilât l'histoire fabuleuse des dieux et des déesses, des satyres aux pieds fourchus et des nymphes habitant le fond des forêts.

Mais il comprenait qu'en dépit de toute cette culture, en dépit aussi du soin plus grand qu'il apportait à se vêtir et de son usage plus libéral de savon et d'eau, Mavis demeurait infiniment au-dessus de lui. Sa tante, une petite femme à la

parole aimable et facile qu'il considérait depuis longtemps comme implacablement hostile à ses projets matrimoniaux lui faisait mesurer cette hauteur chaque fois qu'il venait à North Ride Cottage. Dans son désir évident de l'accabler de sa grandeur ainsi que de celle de tout ce qui l'entourait, elle faisait étalage des cadeaux qu'elle avait reçus de l'Abbaye, porcelaines et bibelots de cristal, piano, photographies de M. Barradine à cheval, de feu lady Evelyn Barradine dans sa voiture traînée par un poney, des invités de M. Barradine armés de fusils et attendant le départ pour la chasse aux faisans. Et elle lui fit visiter les deux pièces soigneusement meublées que M. Barradine daignait occuper en de certaines occasions pour une nuit ou deux, lorsque, par exemple, on peignait le château et qu'il voulait fuir l'odeur de la peinture ou lorsque, le château étant fermé, il venait de Londres voir son régisseur pour affaires, ou encore quand il voulait se lever de bonne heure pour chasser le renardeau et ne pouvait se fier aux domestiques de l'Abbaye pour le réveiller s'il passait la nuit chez lui.

— La dernière fois, — et Mrs. Petherick se frotta les mains avec un sourire insinuant, — il m'a fait le compliment de me dire que je le soignais beaucoup mieux qu'il ne l'aurait été dans sa propre maison. Je lui ai répondu : « Ça serait un comble qu'une Petherick ne vous soignât pas bien chez elle! »

Le lien qui unissait l'humble et la grande familles paraissait avoir existé depuis des générations. C'était une tradition chez les Petherick de servir les Barradine. Le grand-père de Mavis avait été second cocher à l'Abbaye; le mari de sa tante avait été valet de M. Everard Barradine et avait fait tout le tour de l'Europe avec lui; la tante elle-même était de la race des Petherick et avait été femme de chambre à l'Abbaye. C'était aussi, semblait-il, une tradition que la reconnaissance des Barradine envers les Petherick pour leur fidélité fût immense.

Lorsque Dale obtint son poste à Portsmouth, lui et Mavis n'étaient pas fiancés. Elle dit :

— Tantine ne veut absolument pas entendre parler de ce mariage.

— Pas maintenant, — répondit-il. — Mais plus tard, quand j'aurai fait mon chemin, elle changera d'avis. Mav, voulez-vous m'attendre?

— Oh, je n'en sais rien! Je ne peux pas vous faire de promesse. Il faut que je fasse tout ce que me dira ma tante. Je ne peux pas aller contre ses désirs.

Et pourtant il était sûr qu'elle serait à lui. Il n'y avait pas de vieille tante qui tînt. Ses façons cauteleuses et toutes ses sornettes n'y feraient rien. De Portsmouth il écrivit à sa fiancée tous les jours pendant trois ans, sauf pendant ces heureux congés qui lui permettaient de s'en aller causer avec elle au lieu de lui écrire. Au bout des trois ans le poste de receveur à Rodchurch devint vacant et il posa hardiment sa candidature.

Sa vie à ce moment devint presque trop belle pour être réelle. Toutes les difficultés et tous les dangers semblèrent s'absorber dans une sorte de brouillard qu'illuminait la chaude lumière de ses transports de bonheur. Mrs. Petherick ne s'opposait plus au mariage. M. Barradine, alors au zénith de son influence politique, exerça cette influence et Dale obtint son poste. Pour couronner le tout, il fit la découverte — nullement désagréable — que Mavis était une héritière en même temps qu'une orpheline. Elle avait deux cents livres à elle, « qui furent rudement utiles pour nous meubler ».

Mavis l'accompagna à la gare de Rodchurch Road et l'embarqua dans le train de neuf heures. Il avait l'air très imposant avec son melon neuf et sa redingote noire, son pardessus de demi-saison sur un bras et la main gantée de sa femme sur l'autre. Et, tout en se promenant de long en large sur le quai, il s'efforçait de ne pas avoir l'air de savoir qu'il était l'objet de l'attention universelle.

En prenant son billet il avait laissé tomber quelques paroles pleines de réserves sur la nature de son voyage et, du guichet, la nouvelle s'était répandue de tous côtés, dans la gare, la cour et jusqu'aux cabines à signaux. « Vous voyez, monsieur Dale? — Monsieur Dale? — Oui, monsieur Dale, là. Il s'en va à Londres avoir une entrevue avec le Ministre des Postes. »

Mavis le prit à part avant l'arrivée du train et lui adressa une dernière prière. Il fallait qu'il se rappelât ce que son suppléant lui avait dit sur la nécessité de procéder à cette désagréable opération qu'on appelle faire amende honorable.

Mais, à ce rappel du conseil de M. Ridgett, Dale montra soudainement un peu d'irritation.

— Que M. Ridgett s'occupe de ce qui le regarde, — dit-il sèchement. — Qu'il laisse mes affaires tranquilles. Et écoutez-moi, — ajouta-t-il, — à votre place, je ne me fierais pas tant que cela à ce monsieur.

— Je crois que vous vous trompez, Will.

— Je connais la nature humaine. — Son visage était devenu rouge et il s'exprimait sur un ton d'avertissement. — Je n'ai pas besoin de vous dire d'être très circonspecte pendant mon absence, mais il se peut que vous ayez quelque mal à tenir M. Ridgett à sa place. Vous aurez vite fait de voir s'il croit que l'occasion est venue de vous importuner. Ces gens de Londres, quel que soit leur âge, s'imaginent quand ils se trouvent avec une jolie femme...

— Oh, Will, ne soyez pas absurde! — Et le regardant avec ses yeux pensifs elle ajouta tristement : — Je ne suis pas si jolie que vous croyez. Il se peut que je sois restée la même pour vous, mais pas pour les autres. Il est fort douteux que personne me désire à présent, en dehors des gens qui m'ont connue quand j'étais jeune.

Puis, après un instant de réflexion, elle dit que, s'il y consentait, elle se proposait de le débarrasser de toutes ses sottes idées de jalousie à propos de M. Ridgett en allant s'installer chez sa tante à North Ride.

— Je serais inquiète et malheureuse ici, Will, pendant que vous serez absent. Tandis qu'avec elle je pourrai occuper mes pensées.

Il consentit immédiatement à cet arrangement. C'était une excellente idée. Elle pouvait partir cet après-midi même et s'engager en toute sécurité à rester là-bas trois jours. Il lui écrirait à North Ride et l'informerait de tout ce qu'il ferait.

— Adieu, ma chérie. Que Dieu vous bénisse.

— Bonne chance, Will. Bonne chance, mon aimé.

III

Le parquet tout autour du carré formé par le tapis était si bien poli que Dale glissa sur une longueur d'un pied et

faillit tomber lorsqu'il entra en saluant ses juges. Aussi leur obéit-il avec des précautions extrêmes lorsqu'ils lui dirent de se retirer près de la fenêtre.

Ils étaient trois, assis devant la table. Deux d'entre eux étaient évidemment de gros personnages, assez gros en tous cas pour tenir son sort entre leurs mains. L'autre était un secrétaire; c'était un homme roux qui ressemblait à Ridgett en beaucoup plus âgé et corpulent.

Un jeune homme aux allures discrètes — un vrai monsieur, bien qu'il semblât remplir des fonctions d'employé — était entré et sorti une seule fois. Il avait fait à Dale un léger sourire qui avait produit sur ce dernier l'effet d'un rayon de soleil dans le plus sombre des jours d'hiver. Il sentait d'instinct que ce jeune homme sympathisait avec lui aussi sûrement qu'il savait que ses juges lui étaient hostiles.

Il se tenait debout dans l'embrasure profonde de la fenêtre, aussi loin que possible de la table, et affectant de ne pas écouter tout en s'efforçant de son mieux de surprendre ce qu'on était en train de dire là-bas. Son sang circulait vite et fort, son cœur battait laborieusement, son col adhérait à son cou en sueur. Il se sentait aussi fatigué que s'il avait fait un mille à la course et pourtant sa comparution venait juste de commencer. Que deviendrait-il avant la fin? Il fit appel à tout son courage pour se tirer à son honneur de cette épreuve.

« ... Il est impossible de passer sur des choses de ce genre. » Ces mots étaient distinctement venus jusqu'à lui, prononcés par celui qu'on appelait « Sir John ». Et celui que Sir John appelait « Colonel » répondit de façon aussi distincte : « Non, certainement ».

— Voulez-vous venir, maintenant?

On l'invitait à s'approcher de la table. Il s'avança lentement vers ses juges et se tint immobile, les mains croisées.

— Eh bien, monsieur Dale. — C'était le colonel qui parlait pendant que Sir John lisait des lettres que venait de lui remettre son secrétaire. — Nous avons étudié cette affaire de très près et je puis vous dire tout de suite que nous sommes arrivés à certaines conclusions.

— Bien, monsieur.

Dale fut obligé de se gratter la gorge avant de prononcer

ces mots. Sa voix était devenue enrouée depuis la dernière fois qu'il avait parlé.

— Vous nous avez causé beaucoup de tracas, oui, beaucoup de tracas.

Dale regarda le colonel sans sourciller et sa voix était redevenue normale quand il dit :

— Les tracas, monsieur, sont quelque chose que nul d'entre nous ne peut éviter, même pas dans les affaires privées et à plus forte raison dans les affaires publiques.

— Non, mais il y a une différence entre s'en donner à soi-même et en donner aux autres.

— Et les meilleurs fonctionnaires, monsieur Dale, — c'était Sir John qui, ayant inopinément levé les yeux, parlait maintenant, — sont ceux qui s'en donnent le plus à eux-mêmes et en donnent le moins aux autres. — Puis il baissa les yeux et se remit à lire ses paperasses.

— D'abord, — dit le colonel, — il y a votre correspondance avec vos supérieurs de Rodhaven. La voilà. Nous l'avons lue avec soin et il y en avait beaucoup. Eh bien, à parler net, elle ne nous a pas produit une bonne impression. Du moins en ce qui vous concerne.

— Je regrette de l'apprendre, monsieur.

— Non, je dois dire que le ton de vos lettres ne semble pas être tout à fait ce qu'il convient.

— Vraiment, monsieur? Je croyais avoir observé les formes convenables.

— C'est possible. Ce n'est pas des formes qu'il s'agit, mais de l'esprit. Il y a là dedans de l'arrogance, une détermination de ne supporter aucun blâme.

— Je n'ai reçu aucun blâme, monsieur.

— Non, mais votre ton impliquait que vous ne l'accepteriez dans aucune circonstance.

— Seulement parce que je savais que je ne l'avais pas mérité, monsieur.

— Mais ne voyez-vous pas qu'il ne peut plus y avoir de discipline si chaque employé...

Sir John interrompit son collègue.

— Monsieur Dale, peut-être comprendrez-vous les mots simples et courts mieux que les mots compliqués?

Dale rougit et se hâta de répondre :

— Je ne suis pas sans éducation, monsieur, ainsi que l'indique mon curriculum. J'ai obtenu le prix annuel de la quatrième classe de Rowland Hill et le prix de la Division en composition anglaise.

Sir John et le colonel échangèrent un coup d'œil significatif et Dale, faisant un salut maladroit, continua sur un ton très déférent :

— Expliquez-vous comme il vous plaira, monsieur, et je ferai de mon mieux pour vous comprendre.

— Eh bien, — dit Sir John sur un ton devenu brusquement coupant et sévère, — l'opinion que je me suis faite d'après votre correspondance est que vous vous êtes montré beaucoup trop arrogant. Vous vous êtes monté le coup.

— Je regrette que ce soit votre opinion, monsieur.

— C'est aussi l'opinion de mon collègue, — répondit Sir John, sèchement. — Vous avez agi en petit personnage qui veut faire l'important, qui a l'air de dire : « C'est moi qui parle; regardez-moi bien ».

— Je n'ai jamais rien dit de semblable, monsieur.

— Non, mais vous n'avez pas su rester maître de vous, en écrivant à vos supérieurs, pas plus qu'en vous acquittant de vos fonctions quotidiennes.

— Qui prétend cela? — Sans s'en rendre compte Dale avait considérablement élevé la voix. — Voilà ce que je veux savoir. Il me faut des faits et pas d'allégations, monsieur.

— Et pas plus, — continua Sir John avec une calme gravité, — que vous ne savez rester maître de vous en ce moment. — Puis, se renversant dans son fauteuil, il regarda Dale fixement.

Celui-ci était devenu tout rouge. Il ouvrit et ferma la bouche comme pour aspirer des bouffées d'air.

Son juge sourit et poursuivit sur un ton très calme et très courtois :

— Veuillez m'excuser, monsieur Dale, de vous avoir soumis à une petite épreuve par ma brusquerie et mon manque apparent de considération. Mais cela m'avait paru nécessaire. Vous devez comprendre qu'en ce qui concerne Rodhaven le fond des accusations dirigées contre vous...

— Accusations! — La voix de Dale s'était affaiblie jusqu'à

n'être plus qu'un murmure. — Est-ce qu'on dirige des accusations contre moi, monsieur, en dépit de tous mes états de service?

— Ces rapports sont, bien entendu, absolument confidentiels et je n'ai peut-être pas le droit de vous en communiquer les détails.

— Je croyais que, lorsque quelqu'un était accusé, il avait le droit de savoir tout au moins de quoi il s'agissait.

Sir John sourit et poussa le colonel du coude.

— Voyons, monsieur Dale, ça se réduit à ceci. On dit que vous êtes, sans contestation possible, un fonctionnaire capable, mais que vos bonnes qualités — du moins dans le poste que vous occupez depuis quelque temps — sont gâtées par ce qui semble être des défauts de caractère. On croit — et nous croyons, que vous vous efforcez sincèrement de faire de votre mieux mais que, mon Dieu, vous n'y réussissez pas.

— Un instant, monsieur Dale.

Le charmant jeune homme venait d'entrer et parlait à la fois à Sir John et au colonel.

— Merci. Un instant seulement.

Dale s'était de lui-même retiré près de la fenêtre.

C'en était fait de lui. La tension de ses nerfs se relâcha et une vague de dégoût et de désespoir monta, lui sembla-t-il, de ses entrailles jusqu'à son cerveau. Il savait maintenant, avec une certitude absolue, que le droit ne comptait pour rien; il n'y avait aucune justice en ce monde; ces hommes allaient se prononcer contre lui.

— Oui. — Et le jeune homme rit de bon cœur. — Il m'a dit de vous présenter ses excuses.

Dale écouta la conversation qui se faisait autour de la table sans essayer de la comprendre. Il avait comme une vague idée que quelqu'un demandait à être introduit. Mais cette interruption ne pouvait rien changer. Il n'en était pas moins perdu.

— Il m'a dit qu'il ne considérerait pas « non » comme une réponse.

Alors ils se mirent à rire tous et Sir John dit au jeune homme :

— Très bien. Priez-le d'entrer.

Le jeune homme sortit, laissant la porte ouverte, et Dale vit que le secrétaire s'était levé pour placer une autre chaise devant la table. Puis on entendit des bruits de pas dans le couloir et Sir John et le colonel tournèrent en souriant les yeux vers la porte. Dale, faisant comme eux, tressaillit violemment.

Le nouvel arrivant était M. Barradine.

Il serra la main des messieurs assis devant la table et qui s'étaient levés pour le recevoir. Il leur dit quelques mots sur un ton d'agréable plaisanterie qui les fit rire de nouveau. Puis il fit un signe de tête à Dale. Puis il dit qu'il était très obligé au secrétaire pour lui avoir donné une chaise et enfin s'assit.

— L'intérêt que je prends à cette affaire, — dit M. Barradine, — est uniquement inspiré par la considération du bien public; bien qu'il soit parfaitement vrai que je connaisse monsieur Dale personnellement. Lui et sa femme sont des amis de ma famille depuis je ne sais combien d'années.

Dale retint sa respiration et toussa. Il était presque accablé de la noblesse de cette façon de s'exprimer. Des amis! Rien de plus et rien de moins. Ni patron ni domestiques, rien que des amis!

— Et, bien entendu, — continuait-il, — je voudrais que mon ami se tire de cette affaire à son avantage car je crois en toute sincérité qu'il le mérite.

Il avait déjà fait pencher la balance du côté de son protégé. Dale voyait bien qu'il n'admettrait pas qu'on lui résistât.

— Vous avez ici, — disait-il, — un homme d'une réputation sans tache qui, obéissant évidemment à sa conscience, a cru devoir agir de telle et telle façon. Or donc, en admettant, si vous voulez, qu'il se soit trompé, allez-vous le punir pour une erreur de jugement? Mais nous nous refusons à admettre qu'il se soit agi d'une erreur...

Dale avait un air sombre et obstiné. Il avait été sur le point de dire : « Je ne l'admettrai jamais! » Mais ces paroles n'avaient pas voulu sortir de sa bouche. Il ne fallait pas interrompre. Cet avocat lui était envoyé par Dieu.

— Et si maintenant je vous montrais un peu le bout de l'oreille? — Et M. Barradine se mit à rire et tout le monde

l'imita. — Notre député... lui et moi sommes du même avis en politique, mais, mon Dieu, vous savez que nous ne nous entendons pas très bien. Nous vieillissons et nous souffrons peut-être tous les deux d'une hypertrophie du moi. C'est la grande maladie de ce temps.

Sir John protesta gaiement.

— Je ne crois pas que vous en ayez les symptômes bien marqués. Mais je n'en dirais pas autant de... Comment l'appelez-vous?

— Mon Dieu, — et M. Barradine fit ici son premier geste, un balancement de la main droite, — il ne peut pas y avoir deux rois à Brentford[1]. Et, sincèrement, je prendrais cela comme une offense personnelle si...

— Oh! mon cher monsieur.

A ce moment on fit sortir Dale. On eût dit vraiment que ses juges avaient oublié sa présence, car autrement ils auraient bien pu le renvoyer plus tôt. Ce fut le colonel qui parut subitement se rappeler qu'il était encore là, debout près de la fenêtre.

Il attendit dans une grande pièce vide et le temps passa lentement. C'était l'heure du déjeuner et il entendait, lointains ou rapprochés, les pas des employés qui allaient prendre leur repas ou en revenaient. Les grosses légumes devaient déjeuner entre eux par petits groupes, çà et là, dans toute l'étendue du bâtiment. Lui aussi commençait à avoir très faim.

Une heure passa, une heure et demie, deux heures. Puis il fut rappelé dans l'autre salle. Il n'y avait plus que le secrétaire qui avait l'air rouge et échauffé par quelque copieux repas. Il s'exprimait avec une familiarité joviale et paraissait beaucoup plus commun et plus important que lorsqu'il se trouvait en la présence intimidante des grands chefs.

— Ah! vous voilà! — Et il eut un petit rire amical en faisant à Dale un signe de tête malicieux. — Vous avez eu un fameux coup de piston. On a décidé de faire une exception pour vous. A vous parler franchement on n'a pas voulu contrarier monsieur Barradine. Vous avez eu de la veine, monsieur Dale, de l'avoir eu dans votre manche.

1. Le roi de Brentford correspond en Angleterre au roi d'Yvetot.

Dale avala sa salive mais ne dit rien.

— Très bien. Je suis chargé de vous informer que votre poste vous sera rendu. Mais, pour laisser aux racontars le temps de se calmer, vous ne reprendrez vos fonctions que dans une quinzaine. Vous prendrez quinze jours de congé, à dater d'aujourd'hui, à solde entière.

Dale continuait à se taire. Il aurait pu en dire tellement! En ce moment il sentait que sa victoire était au fond une défaite. Mais sa force l'avait abandonné et, à sa place, il n'y avait que de la joie, une joie faible mais immense, engendrée en lui par la conscience que tout avait bien fini. Et le monde dirait qu'il avait gagné sa cause.

IV

Dehors, dans la rue, sa joie augmenta. Mais il lui fallait la partager avec Mavis, l'en faire profiter! Il ne pouvait pas se précipiter en Hampshire, son exil de quinze jours l'empêchait d'aller l'y rejoindre. Il remplit une formule télégraphique dans le bureau de poste de Cannon Street.

Réintégré. Venez de suite. Compte sur vous ce soir sans faute.

Après avoir envoyé son télégramme il s'en alla commander un repas dans le grill room d'un restaurant de Ludgate Hill. Son appétit satisfait et sa digestion commençant, il alluma un cigare. Et, en s'en allant, il donna au garçon un pourboire généreux.

Pendant toute sa promenade les seules pensées graves qu'il eut furent celles que lui inspirait sa reconnaissance grandissante pour M. Barradine. Il voulait lui faire une visite en règle pour lui exprimer ses remerciements.

Il monta gaiement l'interminable escalier de son logement, sans se soucier des cinq étages, se réjouissant même de leur raideur qui lui procurait l'occasion de faire un exercice agréable.

— Allo! — murmura-t-il. — Qu'est-ce que c'est que ça?

Il y avait sur une chaise une ombrelle et un chapeau

de femme et, sur le plancher, une valise devant la commode. Il se tourna et poussa un cri de joie. Mavis était étendue sur le lit et profondément endormie.

Elle fut réveillée par sa voix, sauta à bas du lit et se jeta dans ses bras.

— Will, oh! Will! Mon Will chéri!

— Mon amour, ma petite aimée! Mais comment êtes-vous venue me trouver? Est-ce que vous avez des ailes?

— Ne dites pas de bêtises.

Il dévorait son visage de baisers, la pressait contre sa poitrine dans un paroxysme de plaisir, étouffait presque dans l'ardeur de ses embrassements et laissait échapper des mots entrecoupés comme sa respiration elle-même.

— Quand avez-vous reçu ma dépêche? Mais il est impossible que vous l'ayez reçue. Je ne l'ai envoyée qu'à deux heures quarante-trois. C'est de la sorcellerie ou peut-être tout simplement un rêve.

— Vous m'avez envoyé une dépêche? Je ne l'ai pas reçue. J'étais tellement inquiète que je n'ai pas pu attendre de vos nouvelles plus longtemps. Aussi j'ai vite fait mes paquets et je suis venue. Will, soyez gentil, dites-moi tout ce qui s'est passé.

— Une nouvelle magnifique! Je suis réintégré! — Il annonça cela d'une voix tonitruante en se penchant sur elle. — Est-ce que vous êtes venue par le train de neuf heures? Depuis combien de temps m'attendiez-vous?

— Oh! ne vous inquiétez pas de moi. Je ne suis rien. C'est de vous que je veux parler.

Alors ils s'assirent côte à côte sur le petit lit étroit, lui avec son bras vigoureux passé autour de la taille de sa femme et elle avec son visage caché dans la poitrine de son mari.

— Mav, mon petit oiseau, je ne pourrai jamais plus vous quitter. Je me suis senti comme un chien perdu sans vous. Est-ce que vous êtes partie avant d'avoir reçu ma lettre de dimanche?

— Oui.

— Je vous ai écrit tous les jours, pas vrai? Tout à fait comme autrefois. Mais j'ai une dent contre vous, ma petite dame. Qu'est-ce qui vous a pris de ne pas m'écrire plus régu-

lièrement? Pas même une carte postale pendant ces trois derniers jours!

— Will, je... je n'ai pas pu. J'étais trop inquiète en pensant à ce qui était en train de se décider ici.

— Oui, mais vous auriez pu m'envoyer une carte postale. Je vous avais dit que je me contenterais de cartes. Pendant toute la journée d'hier je n'ai fait que penser à vous. Je peux vous assurer que jamais le temps ne m'a paru si long dans toute mon existence. Êtes-vous allée à l'église avec la Tantine?

— Non. Oh! ne me posez pas de questions. Je meurs d'envie de savoir tout ce qui s'est passé.

Il cessa de la questionner. Après s'être penché pour baiser la masse parfumée de cheveux qui tombait sur son front il fit joyeusement le récit de son triomphe.

— Will, mon chéri, mon mari aimé, que je suis heureuse que tout se soit terminé comme nous le voulions!

— Allons, — dit-il après une longue étreinte, — maintenant il faut nous donner un peu de bon temps. Nous allons ce soir nous offrir ce qu'il y a de mieux en fait de soirée londonienne. Mais j'estime que, maintenant que vous voilà ici, je vais d'abord remplir mon devoir avant de me livrer sans remords au plaisir. Quelle est son adresse?

— L'adresse de qui?

— De monsieur Barradine.

— Que voulez-vous faire? Son adresse ici, à Londres?

— Oui.

— Numéro 181, Grosvenor Place.

— Ah! Il me semblait bien qu'il s'agissait de la Place et pourtant je n'étais pas bien sûr qu'il ne s'agissait pas du square. Attachez-moi ma cravate, voulez-vous?

Et, tout en mettant un faux-col propre, il lui dit qu'il voulait aller remercier M. Barradine sans plus attendre. L'accomplissement de cette démarche indispensable ne lui prendrait qu'une minute et pendant ce temps elle pourrait aller voir le directeur de l'hôtel pour échanger sa chambre de garçon contre une chambre convenable à deux personnes.

Mais Mavis fut d'avis que son mari avait tort de croire que cette visite de cérémonie fût nécessaire ou même à recommander, et elle essaya doucement de le dissuader de la faire.

Elle trouvait qu'une lettre soigneusement rédigée constituerait une meilleure manière de remercier leur grand bienfaiteur. Mais Dale s'obstina. Il dit qu'en cette matière il était meilleur juge que sa femme. C'était une affaire à régler entre M. Barradine et lui, d'homme à homme

Il était également décidé à envoyer un télégramme à Mrs. Petherick à North Ride pour lui annoncer la bonne nouvelle et montra presque de la mauvaise humeur quand Mavis suggéra encore qu'il valait mieux envoyer une lettre.

— Je ne vous comprends pas, Mav. Vous avez l'air à présent de tout considérer du petit côté. Je ne veux pas économiser six pence pour que votre tante se tourmente jusqu'à l'arrivée du prochain courrier.

L'hôtel de M. Barradine occupait une situation bien en vue à un coin de Grosvenor Place avec sa porte d'entrée dans une rue latérale. Et, en apercevant le hall, l'escalier et les vastes profondeurs qui s'étendaient au delà, Dale estima qu'il était digne du propriétaire de la magnifique Abbaye.

Les domestiques ne savaient pas trop d'abord s'il convenait de le faire entrer. Ils dirent que Monsieur était chez lui mais qu'ils ne savaient pas s'il pouvait recevoir.

— Il ne refusera pas de me recevoir, — dit Dale avec assurance. — Dites-lui que je suis monsieur Dale, de Rodchurch, et que je ne resterai pas plus de deux minutes.

— Très bien, monsieur, — dit le maître d'hôtel gravement. — Mais je ne peux pas le déranger s'il est en train de se reposer.

— Oh! s'il est en train de se reposer, j'attendrai. Son heure sera la mienne, que cela me convienne ou non.

On le conduisit alors par un couloir, à travers une garde-robe et un lavabo jusqu'à un petit salon qui se trouvait tout au fond de la maison. Ce cabinet de travail aurait dans l'ensemble produit une impression de solennité froide si les photographies qui s'y trouvaient répandues en grand nombre n'y avaient jeté une note très vive d'humanité. On en avait mis un peu partout, sur les panneaux au-dessus de la tringle où s'adossaient les chaises, dans des écrans, des cadres d'argent, sur la table de travail, ou bien simplement sans cadre sur le manteau de la cheminée. C'était pour la plupart des porportraits de femmes et Dale trouva qu'il y en avait parmi elles

de rudement gentilles; des jeunes à l'air effronté qui, pensait-il, étaient des actrices et non pas des nièces ni des cousines. Il sourit avec indulgence. Ces photographies lui rappelèrent des choses qu'il avait presque oubliées ainsi que des échos de racontars de village. On disait à Rodchurch que le très honorable était encore un fameux coureur de cotillons. « Et pourquoi pas? » se dit Dale. Un veuf âgé et sans enfant pouvait continuer ce genre de sport aussi longtemps qu'il le voulait ou le pouvait sans faire de tort à personne. Ce n'était pas comme si Mylady avait été encore de ce monde.

— Monsieur, j'espère que je ne vous dérange pas. Je n'aurais pas été tranquille avant de vous avoir fait mes remerciements les plus sincères et les plus cordiaux.

M. Barradine venait d'entrer et Dale avait aussitôt récité son petit compliment. Mais il sentit presque aussitôt, d'instinct, que Mavis avait eu raison une fois de plus et lui tort. M. Barradine ne s'attendait pas à sa visite et ne la désirait pas.

— Ce n'est pas la peine d'en parler. Ce n'est rien du tout.

Il s'exprimait avec courtoisie mais il y avait dans son ton une froideur qui glaça son visiteur. C'était comme s'il eût dit : « Écoutez, mon ami, vous m'avez assez causé d'embêtements comme ça; je vous en prie, n'insistez pas ».

— Eh bien, monsieur, je vous remercie, et... et c'est tout...

Dale se sentit si gêné devant cette transformation de son protecteur qu'il se mit à bégayer. Il n'éprouvait plus maintenant qu'une espèce d'humiliation au lieu de ce beau transport de reconnaissance sous la poussée duquel il était accouru d'Euston Road.

— ... Alors je vous présente mes respects... et mes remerciements... et je vous souhaite le bonjour, monsieur.

Il s'était ressaisi et tout en prononçant ces derniers mots d'une voix vibrante il serra la main de M. Barradine avec une impitoyable vigueur.

— Ah! fichtre! — Celui-ci pris dans l'étreinte de cette paume calleuse poussa un cri de douleur. — Sapristi, mon ami, est-ce que vous ne pouvez pas faire attention?

Il examinait sa main avec un mélange de colère et de souffrance et Dale, tout en prodiguant ses excuses, l'examina aussi. Elle était d'une contexture molle, d'une couleur jaune

blanchâtre avec des veines bleues saillantes, des taches brunes çà et là et des petites protubérances luisantes aux articulations. C'était une main de vieillard, si faible qu'elle ne pouvait pas supporter la moindre pression, et pourtant ornée de colifichets de jeune homme. Dale remarqua les trois bagues du petit doigt, une d'or, une autre d'argent et une autre d'un métal noir, chacune ornée de petites pierres de couleur. Et, tout en éprouvant un regret sincère de sa brutalité rustique, il sentit qu'il méprisait secrètement sa victime.

En se dirigeant vers le hall par le long couloir, Dale se sentit un instant déprimé par un sentiment d'humiliant échec, en dépit de son succès apparent. Ah! s'il avait pu lutter contre ses juges et venir à bout d'eux tout seul, comme un lutteur vigoureux qu'il était, au lieu d'être tiré d'affaire par cette main bosselée de veines, et dont les bagues faisaient ressortir les vilaines taches! Il s'efforça pourtant de bannir le plus rapidement possible de son esprit cette vague impression de malaise.

Elle l'avait entièrement abandonné lorsque, revenu à son hôtel, il trouva sa femme installée dans leur nouvelle chambre.

W. B. MAXWELL

(Traduction de MAURICE LANOIRE.)

(*A suivre.*)

LA PEINTURE MODERNE

SPÉCULATION ET CRITIQUE

Le vrai Indépendant est le peintre qui ne suit pas la mode.

DEGAS

L'essai sur John S. Sargent, paru ici même, m'aura valu des reproches de la droite et de la gauche : j'avais, semble-t-il, sur ou sous-estimé l'œuvre d'un homme que j'appelais *un grand Américain*. D'aucuns s'étaient attendus à ce que Sargent fût présenté comme un grand peintre. La moins curieuse leçon que je tirai de cet article ne fut-elle pas l'ignorance presque complète, où étaient certains de mes lecteurs, de l'existence même de John Sargent? Après réflexion, je me souvins qu'à la mort de Charles Cottet — un des peintres français de ma génération dont on aura le plus parlé de son vivant — une Parisienne plus qu' « avertie », mais passionnée pour le « nouveau », m'avait dit : « Qu'est-ce qu'il faisait? Je n'ai jamais regardé sa peinture. » Pourtant, qu'avait été Cottet? Une sorte de Derain; une des têtes d'avant-garde du néo-impressionnisme. On s'arrachait ses œuvres; elles prenaient place dans les collections publiques du monde entier. Sa mort récente et deux rétrospectives ont passé complètement inaperçues. Sans doute, à mesure que les moyens de communication entre pays se multiplient, le phénomène prodigieux d'une production artistique sans cesse accrue rétrécit le champ de la vision pour chaque amateur. Le chiffre plus que décuplé

des ouvrages qui paraissent quotidiennement, surprend un esprit normal, refuse à un homme occupé d'autres soucis le moyen de se tenir au courant. Il lui faut choisir. Tels se réfugient dans l'étude du passé, visitent les musées, relisent les livres qu'ils ont aimés; tels autres — et c'est la majorité — s'adonnent à suivre le mouvement moderne; autour d'eux, au plus près, surgit à chaque minute de quoi les tenir en éveil.

Mais ce sont là des généralités. Elles n'expliquent pas la partialité, l'impuissance de chacun à comparer — ni l'incroyable inaptitude du « public éclairé » d'aujourd'hui, à classer une œuvre d'art, hormis d'après ce que chacun croit être son propre goût. La hiérarchie des valeurs est renversée; ou plutôt, le sens des valeurs est tenu en méfiance, qualifié de rétrograde. Au fait, n'est-il pas aboli? Pourtant, jamais l'intelligence de la jeunesse n'aura semblé plus vive aux aînés; si ceux-ci sont sincères, ils l'avouent. Jamais les questions d'art n'auront été prises plus au sérieux, discutées plus honnêtement, avec cet amour du Vrai, du Juste, du Beau, qui devraient nous ramener à un des points de vue d'Hippolyte Taine. Il n'en est rien, cependant. Comment s'ensuit-il que toute conversation tourne à l'aigre, (si l'un des deux interlocuteurs a permis à l'autre de finir sa démonstration), à l'instant qu'un auditeur impartial croit qu'ils vont s'entendre? Soudain, un terme trop vague se prête à une double interprétation. De même, une phrase prend, pour le lecteur d'un article d'art, un sens tout opposé à ce que lui voulait faire contenir l'auteur. Ces malentendus n'auraient rien de nouveau en eux-mêmes, ils ne seraient point alarmants, s'il n'y avait des raisons profondes et multiples d'y apercevoir les signes d'une anarchie universelle.

Nous vivons sur des théories, sur un *a priori* sentimental et rationnel, ou bien encore sous le régime de la fantaisie. Mais certaines coteries équivalent, en matière d'art, aux partis politiques. Leur organisation est la mieux conçue, la plus riche, la seule dont l'action soit efficace, la propagande infatigable. Loin de moi l'intention de m'élever contre ces partis d'avant-garde. Je partage depuis quarante ans les admirations que les plus jeunes affichent pour les maîtres dont ils se réclament. Quant à eux, leur production non seulement m'intéresse,

mais souvent conquiert toute ma sympathie. Mais pourquoi veulent-ils subir le sort des génies contestés, tout en n'acceptant pas de n'être point, dès leurs débuts, choyés, adulés, et de vendre leurs ouvrages au même prix que ceux des grands morts? Il y a là contradiction flagrante, puisque le plus cher de leurs désirs est d'étonner et de déplaire, comme ont déplu et étonné ces maîtres qu'ils admirent.

A-t-on remarqué qu'un dessin de M. Dunoyer de Segonzac se vend, à Paris, en 1926, plus cher qu'une sépia de Rembrandt? De même, en Angleterre, une pointe sèche de M. Augustus John. Un Zuloaga a plus d'amateurs de sujets espagnols qu'un Velasquez. Nous avons parlé ici même d'une copie de Velasquez, aquarelle de Sargent, qui était montée à un prix qu'eût à peine dépassé l'original. Je choisis, et en grossissant le trait, des exemples très opposés, parmi des noms depuis longtemps populaires, qui suggèrent une image à des lecteurs non spécialisés dans les jeunes écoles. Me fût-il loisible de feuilleter nos catalogues de ventes publiques récentes, j'en aurais cent de plus frappants comme indices des caprices de la mode. Aussi bien, les fabriques de faux Manet, de faux Degas, de faux Renoir et autres maîtres dont les œuvres font prime sur le marché, se cachent-elles dans de trop nombreux ateliers. Et l'incompétence, l'ignorance totale du public français, qui convertit en tableaux ou en perles notre papier-monnaie, encouragent les faussaires, la plupart du temps aussi naïfs et maladroits, comme imitateurs, que leurs victimes. Il ne se passe pas de semaine sans que l'on m'envoie, d'un peu partout, des œuvres à authentifier. Or la plupart portent une attribution fausse, ou sont des forgeries saugrenues.

Un très habile et intelligent impresario des gloires en herbe s'excusait, avec gravité, de ses « lançages » les plus audacieux : « Les profiteurs de la baisse du franc, ce sont nos « poulains ». Nos clients spéculent sur leurs toiles; ces opérations à terme, nous nous engageons à les rendre fructueuses. »

Les progrès du trust de la peinture moderne vaudraient d'être suivis et rapportés chronologiquement. Avant d'en montrer quelques aspects, revenons à l'essai sur Sargent, quoique Sargent n'ait rien à voir en cette histoire. J'ai esquissé celle-ci dans *Les Intermédiaires*; mais ce sixième tome de

mes *Cahiers d'un Artiste* fut conçu pendant la guerre, en fonction de la guerre, quand se modelaient les traits d'une civilisation en gésine. L'intermédiaire commençait d'en être le tyran. L'inspiration de génie fut de donner à une classe de tableaux modernes une cote, en promettant à l'acquéreur un bénéfice s'il revendait plus tard sa collection. Auparavant, les objets d'art ne valaient que ce qu'en demandait le marchand, ce que consentait à payer l'acheteur.

Mettons à part les portraits. Ils sont commandés, sauf rares exceptions, par le portraicturé ou sa famille, directement au peintre. Les portraits, jusqu'ici, demeuraient dans les familles. La production d'un portraitiste échappe à la griffe de l'intermédiaire, du négociant spéculateur, du vivant du peintre, pour le moins. Et après, presque toujours et pour deux raisons :

1° Le sujet traité, un modèle quelconque, n'intéresse personne. A moins que le signataire de la toile ne soit, par ailleurs, un peintre coté à la Bourse (Renoir, Manet, Degas, Fantin, Ricard), il n'y a pas de marché pour le portrait.

2° L'art du portrait est battu en brèche par nos esthéticiens et par nos critiques d'avant-garde qui vont clamant que l'appareil photographique répond mieux aux besoins des familles. En Amérique et en Angleterre, pays du portrait, des portraitistes de deuxième et de troisième ordre amassent des fortunes, on les admire, on les encense, on les apprécie seuls parmi leurs compétiteurs européens.

L'ignorance — ou le dédain — de notre public « artiste » a d'autres causes, plus générales. Les lettres reçues, où notre « indulgence excessive » nous fut reprochée, nous aiaent à apercevoir plus clairement la couleur actuelle de l'opinion. Une sorte de mystique, créée il y a de cela trente ans, est prêchée, entretenue avec une sincère ferveur, ou par habileté, comme tant de fétichismes en sociologie. Nous avons connu des Karl Marx, des Lénine de l'esthéticisme et du commerce des œuvres d'art. Leur autorité se fonde sur un indéniable fait : les maîtres qu'ils exaltèrent, les ouvrages qu'ils ont défendus, étaient presque tous les meilleurs de leur temps. Les erreurs commises par ces « initiateurs » du goût sur leur liste de candidats au titre de « génie créateur », si j'avais

l'audace d'en désigner de fâcheuses, reconnaissons qu'elles ne pouvaient qu'être commises, qu'il fallait même logiquement qu'elles le fussent, à l'apparition de ces artistes dans le cortège des *Indépendants*. Car la réputation de tout artiste vivant bénéficie ou pâtit du *groupe* auquel cet artiste se trouve être rattaché; exemple les Mary Cassatt, les Raffaelli, et autres figurants des premiers Salons des impressionnistes. Nous serions disposés à comprendre certaines erreurs de jugement, commises en faveur des uns, au préjudice de certains autres hommes de grand talent; prévoir le développement d'un jeune peintre exige des connaissances techniques très rares, une longue expérience du métier. Ce qu'il y aurait de plus subtil à analyser, ne serait-ce pas l'insensible glissement, auquel nous aurons assisté, d'une trop brillante virtuosité dans le métier vers une infirmité qui se cache sous le nom de sincérité, de naïveté? Le mauvais goût que les partis de *gauche* dénonçaient dans les partis de *droite* — Institut, École des Beaux-Arts, Salons officiels, marchands à la mode, *monde*, etc. — cette joliesse poncive, cette peinture fade ou trop violente en sa convention, étaient indéfendables. La bonne tradition, ou ce qui y ressemblait, les connaisseurs l'avaient reconnue au Salon des refusés, non pas au Salon officiel. Il est des fautes qu'on tente de rattraper trop tard. Les académiques conservateurs en commettront toujours; ils se reposent sur un faux concept du traditionnalisme. On fait sentir durement à la droite son innocence. Ses défenseurs s'aigrissent, et finissent par s'empaler sur des lances rouillées. Ils ont donc eu beau jeu, les conducteurs de l'assaut contre les défenseurs d'un pseudo-classicisme d'école.

***

Mais lente est la transformation du goût public; plus exactement, celle des habitudes visuelles de ceux qui regardent des tableaux et s'efforcent de les aimer, non pour ce qu'ils représentent, mais comme œuvres d'art. On dit communément que le goût s'épure, que le public se cultive. Est-ce bien juste? En tout cas, des notions superficielles se répandent parmi la masse, à mesure que la vraie culture se retire dans une

élite de plus en plus restreinte et spécialisée. Ceux qui ont l'instinct de ce qui est la vraie distinction, en art, sont un nombre infime. Il semble qu'ils aient dirigé et, à la longue, imposé leur façon de voir à la foule grégaire, qui d'abord les a suivis à contre-cœur, puis se laissa persuader, et enfin exulte, fière de soutenir des opinions à elle inculquées comme si elles avaient germé dans sa propre tête. La guerre acheva l'entreprise de démolition et de reconstruction commencée en pleine paix. Aujourd'hui, le nouveau public ignore la valeur que nous attachions aux œuvres d'art avant la guerre, comme un enfant ignore ce qu'était un louis d'or. Matériellement et spirituellement, le « décalage » est de même envergure.

En un chapitre des *Intermédiaires* (1916-17), nous marquions six paliers, correspondant à des dates importantes, si l'on veut suivre l'évolution sans exemple du goût en peinture :

1° Le quartier Notre-Dame de Lorette, celui des marchands de tableaux, écoule les Henner, les Roybet, les Daubigny, les Ziem, les Detaille, Dupré, Troyon, Ribot, toiles de chevalet, bonnes ou mauvaises, du genre « rue Laffitte », mais dont on « soutient » encore les prix. Opération difficile que de renouveler le stock, héritage d'un grand'père, d'un père, experts auprès des tribunaux, sans avilir d'un seul coup les paysages de l'école de Fontainebleau, ni les tableautins de la trop féconde période 1870-80. « Classer », « placer » les toiles impressionnistes, les « faire monter » au niveau de celles des maîtres morts ou vieillissants.

2° La firme jeune des frères Bernheim quitte le voisinage de Durand-Ruel, de Braun, cherche un local dans le VIIIe arrondissement. On déloge le bureau d'omnibus de la Madeleine, on perce les murs de plusieurs immeubles. La porte monumentale de devant, une moindre porte de derrière, s'ouvrent à deux clientèles. Aux somptueuses vitrines, à côté des Corot, des Courbet, des Delacroix, voici des « avant-garde » d'avenir, des post-impressionnistes, pour accoutumer l'œil des mille passants du boulevard, qu'ils commencent par faire hurler, et qui pensent : « On se moque de nous. »

3° Le bon Druet, ancien traiteur de l'avenue de l'Alma, chez qui Rodin prend ses repas, s'est mis à faire des photographies

d'après les plâtres du statuaire. Druet se frotte aux artistes, donne des dîners littéraires d'avant-garde. Il troque la limonade contre des produits des Indépendants, dont s'enthousiasment les critiques berlinois. Collectionne. Reproduit.

4° Fondation du Salon d'automne, au Petit Palais, troisième Salon officiel, quoique *indépendant*. Sélection parmi l'avant-garde.

5° Ouverture de la Galerie Druet, rue Royale. Entrée libre. Expositions mensuelles, par « groupes » de *jeunes*. Tous participent au Salon des Indépendants. Le public peut comparer leurs ouvrages à un choix de pièces notoires de Cézanne, Manet, Gauguin, Renoir, Lautrec. Cartons de photographies d'après les maîtres dits révolutionnaires; le début d'une formidable rééducation de l'œil par l'image. Ces petits salons sont aujourd'hui aussi nombreux que les bureaux de tabac.

6° Apparition de la chronique des ventes et expositions d'avant-garde dans la grande presse parisienne. Le *Gil Blas*.

J'ajouterai : la propagande à l'étranger, pendant la guerre, sous les auspices de M. Philippe Berthelot, maître de la presse. Ces « manifestations », au lieu d'être organisées, pour le choix des œuvres françaises, par les présidents des Salons officiels, le seront désormais par des marchands. L'un d'entre eux me dit, en me proposant d'écrire l'éditorial du numéro 1 du *Carnet des Artistes* (de M. Dubarry) : « Je crois beaucoup, beaucoup, à l'efficacité de la propagande nationale par la peinture; je lui donne mes meilleurs soins. La tradition de la *Revue Blanche* est maintenant vivace aux bureaux de la rue François-Ier (Affaires étrangères). Les initiateurs de l'*Avant-garde publiciste* (*sic*) tendent le flambeau aux générations futures. Le *Carnet des Artistes* sera aussi traditionnel que le *Carnet de la Semaine* (également à M. Dubarry). » C'était l'esprit, en effet, de l'ancienne *Revue Blanche* des frères Natanson. De cette *Revue Blanche*, de la *Revue Indépendante* d'Édouard Dujardin (1887-1900), et de la *Revue Wagnérienne*, était parti le mouvement « moderne », osé, subversif, de la littérature et des arts. Félix Fénéon, essayiste, pamphlétaire, écrivain d'esprit, critique, qui fut mêlé au fameux procès des anarchistes, entra dans le négoce des tableaux modernes, quand il passa de la rédaction des susdites revues dans les galeries

Bernheim comme conseiller d'art, et vendeur. De son intelligence politicienne, ou de sa remarquable intelligence tout court, on retrouverait la trace dans cette révolution dont nous avons marqué plusieurs phases. L'appui officiel, longtemps refusé aux expositions à l'étranger si l'Institut ne s'y réservait pas la part du lion, soudain l'État le consentit, allait bientôt l'accorder aux comités organisateurs où figureraient de grands marchands de tableaux. Les Bernheim frères, neveux et cousins, les Hessel, les Rosenberg, saisirent l'occasion de la guerre, et d'une propagande patriotique, pour faire enfin apprécier par tous les publics « la vraie peinture » du XIXe siècle. Un choix des plus belles toiles de Delacroix, Ingres, Daumier, Corot, Courbet, Manet, Degas, avait, dès 1914, été expédié à Londres, au profit d'une œuvre charitable. Madame la comtesse Greffulhe et MM. Bernheim jeunes m'avaient commandé une étude sur la peinture, du Greco et de Goya à nos impressionnistes, préface au magnifique catalogue illustré. L'exposition avait eu lieu à Grosvenor House, hôtel du duc de Westminster, et sous son patronage. La clôture avait correspondu avec l'ouverture des hostilités, 1er août 1914.

Cette action vigoureuse, quel amateur compréhensif ne l'aurait soutenue? Les collectionneurs demandaient à prêter leurs pièces les plus précieuses, on ne pouvait qu'applaudir à cette propagande privée; il s'agissait de la véritable gloire de la France. Quant l'État, quatre ans plus tard, fit sienne cette noble croisade, on ne sut être trop reconnaissant envers les généreux marchands qui en avaient été les premiers capitaines. Ils furent alors des plus écoutés dans les bureaux de la rue François-Ier : essaim de poètes, d'écrivains, d'artistes, sous le regard de MM. Jean Giraudoux et Paul Morand. L'histoire de la Maison de la Presse ne sera pas séparable de l'histoire complète, qu'il faudra faire un jour, de la transformation du goût.

***

Lors de l'invasion du nord de la France, les musées, les châteaux de province s'étaient, un peu en hâte et au hasard,

vidés de leurs richesses artistiques, celles du moins qui étaient transportables. Des inspecteurs des beaux-arts avaient été désignés par le Gouvernement pour opérer un classement, un dénombrement de ces biens. L'horreur de la ruée, l'angoisse que causait le repli de nos régiments, durent engendrer un désordre incompatible avec la tâche qui eût incombé aux protecteurs de ces trésors menacés. Il y eut des offres spontanées de la part d'experts, antiquaires et marchands en vue, qui proposèrent, croyons-nous, d'aider les commissaires de l'État. Chacun voulait « se rendre utile », servir selon sa compétence. Dès lors, il fut beaucoup question de bibelots, de meubles anciens. La guerre aura été une époque d'intense remuement sur le vaste marché de la curiosité. Les intermédiaires firent leur entrée sur la scène, il y en eut de toutes catégories. L'argent faisant défaut à bien des gens, qui n'avaient jamais songé à se défaire des jolies choses qu'ils possédaient, les plus obscures familles reçurent des demandes de visiter leurs maisons. Environ 1916-17, on était littéralement poursuivi par les intermédiaires, hommes du monde, femmes du monde, marchands, et individus sans recommandation, parfois très louches, qui s'introduisaient dans les intérieurs par surprise. C'était une sorte de recensement des *biens oisifs*, opéré dans les villes et les campagnes. Mais, parallèlement, et tout à fait ouvertement, des gentlemen du haut négoce de la peinture moderne achetaient, ou offraient d'acheter aux collectionneurs des Corot, des Cézanne, des Manet, des Monet, des Renoir, agrandissaient leurs galeries, leurs magasins, engrangeaient des chefs-d'œuvre. Pendant les tristes journées de bataille, quand les hommes non mobilisés erraient par les rues dans l'attente du communiqué du soir, s'asseyaient au cinéma, il en est qui entraient là où il y avait de la peinture à voir, des affaires possibles. On prétendait qu'il s'en concluait peu. Certes les marchands ont, alors, plus acheté que vendu. Les risques d'accident, de destruction par les raids aériens et les bombardements, rendant nerveux les propriétaires d'objets d'art, d'aucuns se laissèrent persuader qu'il serait plus sage de changer de la peinture — matière périssable — contre des chèques et des francs (qui dix ans plus tard seraient matière plus périssable encore)! Aux nuits sinistres d'un printemps,

quand la Bertha tonnait et les caves s'emplissaient de réfugiés, on a vu un célèbre et aimable marchand poursuivre un malheureux collectionneur, lui montrant son portefeuille bourré, le harcelant pour qu'il lui cédât ses Renoir, en si grand péril, comme l'appartement était sous les toits... L'automobile du marchand stationnait à la porte. L'acquéreur postulant, excité, plus hardi que son chauffeur, lequel repartait sans attendre le patron, agitait devant les cuisinières et les nourrices tremblantes dans le sous-sol, des liasses de billets de banque.

Les stocks anciens, et les nouvelles acquisitions, partaient pour le centre et le midi de la France, le plus loin possible, rejoindre les caisses expédiées du Louvre à la fin d'août 1914, et la Vénus de Milo. Néanmoins, de nouveaux amateurs de peinture moderne formaient des collections. Jamais il ne se fit plus de combinaisons silencieuses, de ventes sous le manteau, d'échanges; oncques les tableaux n'ont davantage voyagé; pour les déménagements, les heures les plus dangereuses furent les plus actives. Les habiles économistes, c'étaient les optimistes qui achetaient ou qui louaient de somptueux logements à long bail, pour un prix infime. Il s'agissait d'avoir « du cran », d'avoir confiance, de ne point s'affoler. Ces années-là préparaient le *boom* monstre de la peinture « avancée ». A la veille de la guerre, les experts avaient coté au plus bas les ouvrages de l'école dite impressionniste, quand un amateur les priait de fixer des prix d'assurance. Le « coup » a donc été préparé, soigné, avec un sens incomparable. Nous ne pouvons qu'admirer l'énergie vitale des « gens de l'arrière » qui s'absorbaient dans des calculs, des plans à lointaine réalisation, alors que la pensée d'autres citoyens se fixait sur des objets moins matériels. Si l'on a dit, avec justesse, que la guerre avait été un vaste conflit d'intérêts entre capitalistes, on pourrait démontrer que les tableaux ont suivi le mouvement de hausse et de baisse des autres valeurs — et certaines firmes d'art ont été victorieuses.

La tactique des grands capitaines semble avoir visé deux cibles : 1° repérer et accaparer les pièces de premier ordre, puis en assurer le monopole à un consortium de capitalistes, à une aristocratie de négociants, sur le modèle des antiquaires

de haute lignée, les Wertheimer, les Duveen, les Agnews, de Londres, négociants en jaquette et monocle, qui prendraient comme vendeurs des jeunes gens du monde, autant que possible titrés et polyglottes; 2° empêcher les ventes et achats directs d'amateur à amateur, toute transaction entre particuliers. Obtenir ainsi l'omnipotence de l'intermédiaire, à quelque classe sociale qu'il appartienne. La tactique comportait une opération intellectuelle fort délicate, consistant à amener les milliardaires (jusque-là amateurs d'objets anciens) à prendre un égal intérêt aux modernes.

Or le nombre des pièces de premier ordre est, somme toute, assez restreint. Quand la réserve de ces pièces classées serait épuisée, sur les ouvrages de quels artistes vivants et, autant que possible, jeunes, se rabattraient les spéculateurs? Logiquement, sur les continuateurs des impressionnistes, à savoir les néo-impressionnistes; et plus tard, sur les « Fauves », les « cubistes », la fleur des Salons des Indépendants. En deux ou trois lustres, la manœuvre d'encerclement ne pourrait qu'être accomplie, la *mentalité* de l'acheteur invertie; le « rouleau compresseur » du consortium de capitalistes l'aurait aplanie, comme ces routes pour l'automobile qu'on appelle « un tapis de billard ». Une vertigineuse publicité, des articles, des livres, des monographies illustrées d'artistes récemment morts, ou vivants, avait, dès avant la guerre, été organisée. Les revues d'avant-garde corsèrent leurs illustrations par des reproductions d'œuvres antiques, des primitifs, de la statuaire nègre. Un Chardin, un Lenain, un Henri Rousseau (le douanier), un Derain, un Matisse, Ingres et Picasso, parurent sur la même page, côte à côte. Le commentaire des images reproduites démontrait au lecteur des liens de parenté, une filiation. Entre tant de maîtres français d'autrefois, on en triait une douzaine, comme étant, et plus authentiquement, les ancêtres des maîtres d'avant-garde les plus difficiles à rattacher au passé. On tira de l'ombre de grands peintres injustement oubliés, qui soudain devinrent des dieux. Jehan Fouquet et Claude Gellée, Poussin et David firent couler pas mal d'encre. L'arbre généalogique de nos jeunes génies fut dessiné avec la précision d'un d'Hozier. Il me sembla alors que dans la confusion de ce retour de la guerre, les dadaïstes, qui firent tant rire le public

et l'exaspérèrent, proposaient la plus sage doctrine en se moquant uniformément de tout ce que l'on appelait *œuvre d'art*. Nous ne cacherons pas que la sympathie que nous leur avons alors manifestée, nous semble, de plus en plus, avoir été légitime, comme nos espérances en le développement du talent littéraire de certains d'entre eux. Ils ont établi un courant d'air, chassé une poussière asphyxiante.

Il y aurait aussi un chapitre à écrire sur ce que nous avons appelé les « préfaces dithyrambiques », dont s'enflèrent les catalogues. Les écrivains les plus austères s'adonnèrent à ces travaux de circonstance, dont nous avons dressé un florilège dans nos chroniques du journal *Comœdia* (1921-23). Ces préfaces dithyrambiques atteignirent parfois une telle bouffonnerie que l'usage s'en perdit peu à peu, sous l'effet du ridicule. Chaque exposant avait dans la manche quelque poète, quelque philosophe, quelque ancien ministre, qui embouchait le buccin en l'honneur du nouveau venu. La préface de Marcel Sembat, écrite au sujet d'une exposition de M. Matisse, restera comme la rose de notre florilège. Les monographies de peintres, les essais sur la peinture, se vendirent comme des romans-feuilletons. Les grands négociants en tableaux devinrent éditeurs de livres d'art, de reproductions en chromolithographie d'après les plus sommaires ébauches. Ces images coloriées s'accrochèrent, dans les boudoirs et les salles de bain, à la place qu'occupaient jadis les dessins d'Helleu, les polissonneries du XVIIIe siècle.

***

Une quantité de mots allaient disparaître, après la guerre, du langage des ateliers de peintres; d'autres mots s'y substitueraient, ou bien les anciens vocables changeraient de sens. On parlerait de *plans*, de *rapports*, de *schématisation*, de *synthèse*. Le mot *sentiment*, entre tous revêtirait une autre couleur. L'*image de la brutalité* et de l'étrangeté, obnubilerait celles que l'on s'était faites de la *beauté*.

Un esthéticien renommé m'écrivait récemment : « Vous donnez au « métier » une importance que nous accordons plus volontiers au *tempérament*. Non par l'effet de la littérature

cézannienne, mais par conviction que notre époque est de synthèse. Nous aimons le schéma, le rapide, la sensation intense, l'intention suggérée, plus que le précis et le bien conçu; accordons plus de valeur à l'originalité de l'idée transposée en œuvre, qu'à la perfection technique de la traduction. Et nous *n'y pouvons rien*! c'est une fatalité d'époque. »

Ce critique épris de l'intention suggérée plus que du précis, est-il utile de le dire, n'est pas un zélateur du cubisme, encore qu'il tienne Picasso pour le seul grand peintre d'aujourd'hui. Mais, pour le public, *cubisme*, cette absurde étiquette à toutes fins, recouvre toute la peinture avancée, tandis que le cubisme rigoureux des natures mortes « à la mandoline », de Picasso et du premier groupe cubiste, n'a cessé d'être autre chose qu'une méthode de recherche plastique, presque abandonnée déjà. De ces méthodes rigoureuses, selon nous si utiles aux heures troubles, sont issues d'autres recherches à fins de construction, de composition balancée, de rythme des lignes et de la couleur. La représentation du monde extérieur, qu'interdisaient les théoriciens du cubisme, nous étant dictée par l'instinct, la figuration reconnaissable des objets, du visage humain, des paysages, ne tarda pas de redevenir un des buts des peintres les plus décidés à paraître originaux. M. André Lhote, par ses articles retentissants de la *Nouvelle revue française* et par son rôle de chef d'atelier, depuis la guerre, a influencé une génération. Davidisme, constructivisme, orphisme, lyrisme et *tutti quanti* de ces *ismes*, aboutissent à : 1° un néo-académisme, qui veut être classicisme; 2° un néo-romantisme où nous serions heureux de reconnaître la griffe de la folie géniale. Que chaque amateur cherche sur les murs du Palais de Bois ce qui répond à ses goûts. Tel marchand vous conseillera de faire vos paris sur un cheval de l'écurie du N. C. C. (Néo-Classicisme-Construction); tel autre sur des écuries à la casaque plus pimpante. Le fin du fin sera de miser sur l'outsider gagnant de la course — gagnant et placé. La rue La Boëtie devient une succursale du pari mutuel. Les passions s'y déchaînent. On se démène, on halète pendant le parcours des compétiteurs. Parfois vous vous tromperez, malgré la perfection de votre lorgnette; les casaques se ressemblent de loin comme gouttes d'eau... Mais entre jockeys, entraî-

neurs, propriétaires, entre *cracks*, quelle émulation, quelles jalousies!

Dans les ateliers et cafés d'art, se préparent les scissions, les querelles d'écoles, la fragmentation des « groupes » — et quoi, finalement? Les derniers Salons des Indépendants ont marqué un mouvement rétrograde — une confusion, une inquiétude générale sous un semblant d'uniformité — et cette uniformité lassante prend son origine dans une universelle déficience de la *technique*. Nous touchons ici le point névralgique.

La floraison d'enfants précoces, doués pour les arts plastiques, nous étonne, depuis la guerre qui les a forcés comme des primeurs. Des expositions réitérées de dessins d'écoliers en font foi. Qui donc n'a dans sa famille quelque prodige déroutant? Ces petits ont trop vu d'images modernes avant d'être aptes à juger en comparant. Leur mémoire se nourrit de formes et de couleurs simplifiées, assez parentes de leur propre vision. Le caricatural, l'outré, le « rapide », le « suggéré », la puérilité, auxquels nos maîtres d'avant-garde sont enclins, rapprochent ces adultes de nos génies de dix et quinze ans. Les toiles d'Henri Rousseau (elles atteignent des prix insensés et la plupart ne sont que des faux, nous en connaissons les fabriques), les fraîcheurs charmantes du vrai naïf que fut « le douanier » font penser aux essais de nos collégiens, un public à la fois trop et pas assez cultivé. Mais l'enfance, par l'éducation visuelle qu'elle reçoit de toutes parts, n'est plus candide du tout; elle n'a pas le libre choix, vivant dans une atmosphère d'art sophistiqué, où la naïveté authentique assumera bientôt un aspect tout autre que ce qu'on appelle aujourd'hui *pureté*. La place nous manque pour insister sur ce renversement symptomatique des valeurs et du goût des amateurs d'art. Quel esthéticien semble conscient de ce phénomène inouï, dans lequel on trouverait peut-être une excuse aux quotidiennes erreurs de jugement, en toute honnêteté commises, parfois? « Et nous, qu'y pouvons-nous? Rien. On ne sait plus! » Voilà le vrai. Aussi bien, constatons, sans émettre un avis, les effets immédiats d'un état de désordre mental sans précédent — et d'autant plus paradoxal que jamais les âmes juvéniles ne furent plus en quête d'ordre et de clarté.

Un jour, trois hommes de lettres emmènent un peintre, leur ami, visiter les galeries de tableaux, dans une rue où il en est à chaque pas. L'un de ces magasins exposait les ouvrages d'un artiste, imitateur de l'art de son célèbre frère. Les trois hommes de lettres se croient en présence de toiles dues au plus célèbre, tant celles du moins connu sont du même style. La dame vendeuse proteste que toutes les peintures dont elle a charge sont remarquables, vaudront, d'ici un an, ce que valent les Marie Laurencin, les Vlaminck et les Utrillo, donc les *Royal Dutch* du marché du jour. Et comme l'un des visiteurs s'esclaffe en apercevant, sur le tapis cramoisi de la boutique, des peinturlures qui vont être expédiées à l'étranger, l'élégante employée à chevelure de chérubin s'offense : « Vous riez? dit-elle. Eh bien, messieurs, je vais vous ouvrir nos livres. Monsieur X., le grand industriel du Nord, nous a rendu cette tête-là le 30 janvier. A lui vendue par nous en novembre 25 pour cinq cents francs, notre maison la lui a reprise pour deux mille. Quoi, vous riez encore? Tenez, monsieur Y., le grand industriel de Saint-Étienne, l'a acquise pour cinq mille. Les chiffres sont là. Nos livres, messieurs, ne sont pas truqués. Londres demande les œuvres de notre artiste. D'ailleurs, plus c'est drôle, plus ils en veulent. La princesse X s'est fait portraicturer par lui; ce portrait a eu un immense succès aux Indépendants. Notre artiste était bistro; il s'est mis à peindre comme ça. Eh bien! Messieurs, je voudrais que vous voyiez sa villa de Nogent... Et son auto... »

Le hasard me fit rencontrer ensuite, chez un ancien élève à moi, l'heureux bistro. Il nous conta fort gentiment son histoire pathétique. Pour avoir jadis habité sur la Butte, et avoir été apprenti chez un entrepreneur de décoration commerciale, il charmait ses dimanches en taquinant la muse des arts. Il aperçut Utrillo, maniant le couteau à palette devant l'église du Sacré-Cœur, et se mit à faire de même. Un groupe de marchands de couleurs lui donna des tubes de couleur, lui commanda l'exécution d'une série de toiles d'avant-garde. D'abord une, puis deux, puis six, furent glissées dans des ventes, « soutenues » par ces messieurs. Elles font prime aujourd'hui. Les élucubrations d'un autre bistro seront lancées, quand celles du premier auront été badigeonnées de céruse,

pour que des débutants repeignent dessus. « Ainsi va toute chair ». Les « combines » d'intermédiaires seraient-elles plus délicates à réussir que la transformation des étalages de la rue La Boëtie, et du goût? Le même public contemple, avec conviction, les ombres marron d'un nu par Derain; il se régalait naguère des nuques blondes, des poitrines de nacre pastellisées par Albert Besnard. Resterait une décision peu risquée à prendre : mettre sur les cadres exposés dans l'étalage le prix marqué en chiffres connus. Ou bien encore, un fac-simile du livre de comptes.

La vendeuse avait été aussi véridique que les livres de ses patrons sont, dit-elle, exacts. Le « recoupement » ne me laissait aucun doute. La même semaine, un Meissonnier était vendu 30 francs à l'Hôtel des Ventes.

Mais qui s'étonnera de ces renversements? Nous avons les oreilles rebattues de la hausse des prix dans le domaine de la pure peinture. Un Manet, un Renoir, un Cézanne, quand cinq zéros s'alignent dans le chiffre atteint par une « pièce classée », les journaux l'annoncent en première page, donnent la reproduction du chef-d'œuvre. Effet énorme sur le public. Mais, traduisez en francs-or d'avant-guerre le chiffre aux cinq zéros, comparez avec les chiffres d'estimation établis par les experts, il y a de cela quinze ans — et vous devrez vous avouer que la valeur commerciale de ces tableaux, quand elle n'a pas beaucoup diminué (et c'est le plus habituel), est demeurée stationnaire. Il est un « plafond », comme on dit en matières de finance, qui ne peut être dépassé, semble-t-il. L'adresse consisterait donc, pour le spéculateur, à « réaliser » à temps. Un risque couru par les hauts barons du négoce, c'est de trop exhiber une *pièce* exceptionnelle. Il ne faut pas, comme on dit, la « brûler ». Certain coup de tam-tam formidablement donné, à l'occasion d'un chef-d'œuvre qu'avait fait rentrer en France un de ces messieurs, a réduit celui-ci à remettre en cave cet oublié trop exposé. Il sied aux « chefs-d'œuvre à vendre » de se dissimuler derrière de lourds rideaux; l'art du vendeur consiste à exaspérer l'attente du client. Le dernier cri, on le sait, des antiquaires à l'américaine, c'est de faire de leur palace de vente une sorte de maison close, où les clients ne doivent jamais se rencontrer ni pouvoir se communiquer leurs impres-

sions. Silence et discrétion; tapis moelleux, éclats de lumière électrique, ténèbres subites.

Les modestes amateurs, amoureux de ce qu'ils possèdent, et qui entendent ne point s'en séparer, ceux-là, s'il en est encore, bientôt ne pourront collectionner de « biens oisifs », même les plus anodins, car les moindres sont susceptibles, un jour, de devenir les plus précieux. Voici les peinturlures du bistro de Montmartre destinées à la même fame que les toiles impressionnistes, post-impressionnistes et cubistes. Nous ne saurions affirmer toutefois que la peinture extrémiste ait trouvé jusqu'ici, en Amérique, l'accueil que l'on croit parmi les demi-informés. Aux dernières nouvelles sont rapportées bien des déceptions qu'essuient les propagandistes de notre avant-garde picturale.

***

L'épilogue de cet article nous ramène à l'essai sur John S. Sargent.

Il y a longtemps que le premier cri d'alarme fut poussé dans des milieux artistes : « On ne se comprend plus ! » Chacun parle une langue à lui, tous croient user de la même, mais il n'en est rien. Degas disait : « On devrait brûler tous les livres d'art, couper la main des critiques, et ne plus parler d'art pendant cent ans ! »

Entre tant de lettres reçues à propos de Sargent, une me fut adressée par un jeune journaliste qui avait reproduit des extraits de mon texte, entourés d'une glose fort aimable, quoiqu'elle en travestît l'intention : « Je vois avec » plaisir que nous sommes du même avis sur la qualité pic- » turale des ouvrages de Sargent — et je reste persuadé que » sinon cent, du moins plus de vingt jeunes peintres, ont plus » de talent que Sargent. Par contre, je ne partage pas votre » opinion quand vous me dites : *une étude de Corot ne serait* » *pas remarquée au Salon des Indépendants.* Non ! Précisément, » elle serait tirée hors de pair, car si tout le monde fait aujour- » d'hui de la peinture, tout le monde s'y intéresse, et il est » presque impossible que le moindre talent reste longtemps

» méconnu. Les mœurs actuelles, parfois déplorables, ont » leurs avantages, de bons côtés.

» Vous me signalez qu'en littérature, qu'en musique, qu'en » sculpture, — dans tous les arts, — la perfection de la tech- » nique, la connaissance du métier étaient la pierre d'achop- » pement, le premier souci, et le seul critère, — alors qu'en » peinture la technique ne compte plus pour nous. *L'écriture*? » Les membres du Grammaire-Club sont des pions, leurs » préoccupations nous laissent froids. Balzac, Stendhal écri- » vent mal, Mac Orlan écrit mal. Est-ce que cela les diminue? » De même en peinture, nous mettons sur le même plan (ou » presque) Picasso, Matisse, Rouault, Dufy, Vlaminck, quels » que soient les moyens dont ils se servent — mais ce sont là » des questions trop complexes pour être traitées en quelques » lignes... »

Quelles affirmations gratuites, quelle confusion, quel désordre d'esprit dans les exemples... Et, toujours, une farandole de noms que l'on croirait pris au hasard. Mais quoi? Est-ce que des volumes entiers, dus à nos maîtres esthéticiens, philosophes, élucideraient ce sujet? Et ne serait-ce pas l'escamoter, ou volontairement passer à côté, que de soupirer : « Qu'y pouvons-nous? » Un tel renoncement aveulit la critique des journaux d'art, endort les peintres qu'elle loue, dans la coite illusion qu'ils s'expriment et réalisent leurs nobles intentions. Si la qualité de la matière n'a pas, en elle-même, certaine solidité, qui lui assure la durée, certaine beauté intrinsèque de pâte, de surface, qu'ont tous les beaux objets d'art, comment se classe alors la peinture à l'huile, dans l'ordre des moyens d'expression plastique? Au-dessous des textiles, de la poterie, de l'imprimerie, de la ferronnerie, etc.? Incontestablement, l'ancienne technique des écoles dont nous révérons les maîtres n'est plus applicable; notre vision moderne demande une autre technique, et qui ne soit pas l'*à peu près*, le bâclé, le griffonné, l'abréviatif à quoi des peintres charmants se sont trop complus. On la cherche, cette langue solide perdue, elle n'est point retrouvée encore. Il est mille façons d'écrire et de peindre. S'agit-il donc d'écrire grammaticalement bien pour faire œuvre classique? Non certes, et ne tombons pas dans les truismes. Renvoyons nos lecteurs au *Rappel à l'Ordre* de Jean

Cocteau, prestigieux dévideur de fils embrouillés — et nous songeons plus spécialement à ses notes sur Picasso. Le cas de Picasso, s'il domine toute la production moderne, l'homme Picasso est une anomalie et une exception. Cet Oriental, capable de se manifester de tant de manières, grâce à son intelligence et à ses doigts de fée, qu'on ne le range pas avec les peintres à la mode, qui réussissent, dans un domaine très étroit, à exécuter de petits tours de passe-passe, infatigablement répétés. S'il y a vingt jeunes peintres ayant plus de talent que Sargent, selon mon correspondant, on peut dénier à la plupart de ceux qu'il mentionne une qualité de peinture, un « tempérament » plus authentiques, un sens plus traditionnel de leur métier que n'eut Sargent... Il y aurait à dire, pour la défense de Sargent portraitiste, qu'il s'attaquait à des problèmes plus ardus que ceux où se jouent les paysagistes et les figuristes de l'avant-garde. Leur succès repose presque toujours sur un accord heureux, inattendu, de trois tons, qui subissent à peine quelques modulations, répétées de toile en toile. Et quant à la ligne, ne sont-ils pas libres de la déformer selon leur caprice? « La mise en place n'est pas le dessin ». Mais la déformation n'est pas le dessin non plus, ni le style. Chez Ingres elle obéit à un rythme de beauté, elle est *invention*. Ce qu'aujourd'hui l'on appelle « l'invention », n'est-ce pas, plutôt que la marque si rare du génie, une première rencontre fortuite, un bonheur de palette, ensuite raisonnés et habilement exploités en vue de cette fabrication *en série*, semblable à celle des vêtements ou des automobiles?

Le lecteur de tout article exige que le signataire apporte une conclusion. Seul pourrait en tirer une, des faits exposés ici, le partisan, plutôt que l'observateur. Le haïssable « qu'y pouvons-nous? » devient, hélas, une règle de trop sage expectative, à une époque de hâte frénétique où, le lendemain, un souffle venu l'on ne sait d'où balaye les croyances qui, la veille, semblaient se concrétiser en faits.

Chacun de nous peut prendre une attitude, selon ses aspirations, en face de l'Art moderne. Braver l'opinion, l'ignorer, croire en soi, vivre seul avec ses convictions, peut être la plus noble. Nous ne la recommandons pas à l'artiste, car un solitaire risque de mourir de faim, aujourd'hui. En

dehors du commerce et de la finance, soumis à des forces qui conditionnent toutes les activités de notre civilisation, il y aurait le mysticisme des sombres *surréalistes*, ci-devant *dadaïstes*, romantiques révolutionnaires de la saignée universelle. Il y aurait aussi le mysticisme chrétien des néo-thomistes. M. Jacques Maritain, qui est fort d'avant-garde et très proche de Dieu, écrit : « L'art reflète les mœurs et leur renvoie centuplé ce qu'il a reçu d'elles. Il exalte la corruption des âges corrompus. Mais un moment arrive où, à force de s'isoler de ce qui fait la plus haute vie de l'homme, lui-même périt d'inanition. »

Si cet âge est corrompu, comme on incline à le croire en considérant le commerce qui se fait des œuvres d'art, tout de même s'élève vers le Ciel une ferveur toute nouvelle, dont l'immense production fiévreuse des peintres est peut-être un des répertoires. Que tant de prières naïves soient entendues Là-haut !

JACQUES-ÉMILE BLANCHE

LES DOUCES FLÈCHES[1]

IX

Mardi 2 avril.

Avant le déjeuner.

— Eh bien! mon ami Antoine, venez me raconter des histoires, — dit madame de Puymesnil avec son joli sourire fatigué. — Votre visite au Musée? nos compagnons? Vous vous devez un peu à moi depuis des siècles que nous ne nous voyons plus!

Elle était allongée sous la tente du pont, un châle turquoise sur les jambes, toujours lasse et très pâle. Elle était tête nue; ses cheveux noirs ne grisonnaient pas, mais dans leur masse lisse serpentaient quelques longues traînées blanches, comme des veines dans du marbre; elle faisait de la broderie, on remarquait ses doigts transparents pour qui les bagues semblaient trop larges. En son étroit visage accentué d'Orientale, toute l'ardeur de la vie s'était réfugiée dans les yeux et s'exprimait à de certains moments par un idéal sourire.

Antoine se sentait en toute confiance avec elle, et cela presque depuis le jour, déjà si lointain, que son frère Périclès les avait mis en rapports. Tout de suite, au travers du nuage d'ironie dont il était constamment enveloppé, elle avait su le découvrir, ce que peu de gens se donnaient la peine de faire, et venir jusqu'à son cœur avec les honnêtes présents d'amitié que peut offrir une jeune mère qui est toute à ses petites filles.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juin.

Parce qu'elle le comprenait, elle devint indulgente à sa vie, à ses bêtises, à ses aventures. Elle fut pour lui, errant, le foyer où vient s'asseoir l'hôte de passage à qui les enfants prennent les mains, le pèlerin poussiéreux qui va repartir. Il fut, pour elle, frêle et casanière, celui qui en ouvrant la porte amène le vent et l'odeur du dehors, et raconte auprès de l'âtre l'Odyssée que soi-même on ne connaîtra jamais.

Il y avait ainsi un long charme pur sur leurs souvenirs, coupés par d'énormes absences, les séjours à l'étranger qu'elle faisait dans les postes diplomatiques de son mari.

Elle s'appelait Euryclée, et il la nommait madame Euryclée, ce qui était joli, semblant de l'Homère traduit par Amyot.

M. de Plémont parla donc de la visite au musée et dut avouer qu'il commençait à déchanter sur les ressources artistiques qu'il avait espéré tirer de ses compagnons, et en particulier de M. du Gerbier. Il fallait se rendre à l'évidence, ce dernier ne voyait toutes choses que sous l'angle de l'obscénité, ce qui est d'ailleurs un point de vue comme un autre, mais bien monotone. Déjà, au cours de l'expédition à Pompéi, il n'avait manqué ni de s'intéresser aux *graffiti* du lupanar, ni de proférer les quelques plaisanteries graveleuses de rigueur dans cette infâme morgue qu'est le musée de l'endroit.

Depuis, ce matin même, au Musée National de Naples, il n'avait eu de cesse qu'il n'eût entraîné le Docteur Paul-Louis Mullot dans le cabinet des curiosités pornographiques.

Parmi les autres touristes, en dehors de Périclès qui, s'il n'était généralement pas d'accord avec Plémont au sujet de la peinture, avait néanmoins comme lui le culte de l'antiquité, et pouvait sans fatigue se promener longtemps dans la foule muette des statues, parmi les autres, la meilleure recrue semblait être Antonia : elle manquait d'érudition, mais allait d'instinct aux choses les plus belles et en jouissait sincèrement. Cette femme était remarquable par la facilité qu'elle avait à extraire de tout des joies dans la vie. Elle aimait ce matin le *Mercure au repos* ou l'*Amazone*, avec autant de feu qu'elle aimerait ce soir un *grand schlem* au bridge. Plémont admirait cette passionnée universelle.

Paul-Louis Mullot avait la déformation professionnelle de son état. Tous les médecins depuis trente ans achètent des

œuvres d'avant-garde parce qu'ils ne connaissent rien aux arts — ce qui est très naturel puisqu'ils ont eu à s'occuper d'autre chose — et que, lorsqu'on n'est pas connaisseur, on est attiré par l'extraordinaire, de même que les gens qui ignorent l'orthographe l'inventent compliquée et ne résistent pas aux délices de mettre un *h* à asperge ou d'écrire hortensia avec un *c* cédille. Le Docteur Mullot préférait donc au reste les fresques de Pompéi, pour ce qu'ayant été exécutées à l'époque par des artistes médiocres pour des villas et des casinos, elles sont assez caricaturales, naïves et aussi mal dessinées que par les modernes en vogue. Dans la sculpture, bien entendu, sa complaisance s'attardait aux œuvres que le temps ou la main des hommes ont mutilées au point d'en faire des pièces anatomiques, ou des faux Rodins.

Madame du Gerbier, dans les richesses d'un musée, ne s'arrêtait qu'à la représentation des visages humains, et pour y chercher l'occasion de s'attendrir. C'eût été assez touchant, fait par quelqu'un d'autre qu'elle.

Frédéric Morton, toujours poli, revoyait à chaque croisière, avec des compagnons nouveaux, ces statues du Musée, comme de vieilles relations, avec qui l'on n'a pas une idée commune, mais auxquelles il est convenable d'aller faire une visite.

Antoine ne sut pas ce que pensait Aurore des merveilles de Naples. Elle regardait gentiment et sans marquer de lassitude, et ne donna pas son avis. Mais il lui sut gré en cet endroit de sa beauté. Elle passa silencieuse dans les salles des grandes sculptures, sa belle figure appareillée aux antiques, avec cette supériorité sur eux d'avoir la vie et deux mille ans de moins.

Dans l'enchantement juvénile du voyage, les visites de musée devaient être pour Isabelle de sévères pensums. A son âge, on n'a pas encore de prétentions artistiques, à moins d'être anormal. Elle avait donc pris sa tête d'idiote. Il y eut cependant un petit adoucissement, car une mosaïque représentait un chien qui donnait de Tching une image bien au vif.

Telles furent les impressions que rapporta Antoine à madame Euryclée.

Elle lui répondit en lui parlant de ses filles. Elle lui demanda

ce qu'il en pensait, lui dit les efforts qu'elle devait faire pour ne pas être indulgente avec elles quand elle les aimait si tendrement, pour même paraître sévère au cours de leur éducation, afin de les maintenir impeccables, afin de les empêcher de prendre ce mauvais genre, de plus en plus répandu, et qu'elle avait en horreur.

M. de Plémont reconnut que la fille aînée était une véritable jeune personne accomplie, il ne dit pas qu'il lui semblait même qu'elle fût devenue, ainsi que le disait la mère, impeccable et comme il faut — au point d'être, ou parfaitement poseuse, ou parfaitement insipide — il n'avait d'ailleurs pas eu le loisir de se formuler un jugement définitif. Mais il s'étendit sur la gentillesse, l'intelligence et les originales inspirations de la cadette.

En effet, l'idée d'Isabelle, la veille, au sujet de Tching avait été particulièrement heureuse. Elle avait su dénicher le plus grotesque petit chapeau d'enfant en forme de casque colonial qu'on pût voir, en paille de riz avec un ruban aux couleurs d'Italie. On n'imaginait pas à l'intention de qui ce couvre-chef avait pu être fait, pour quel fœtus napolitain à crâne piriforme.

Tching avait mis de la mauvaise volonté à se laisser chapeauter, mais on activa le dressage par la méthode allemande, avec force gifles sur le nez. Il finit par consentir à garder la coiffure martiale, et c'est en figure de policeman de Londres, la jugulaire serrée, qu'il attendit sa maîtresse sur une chaise de la salle à manger.

Antonia pensa suffoquer à l'aspect du martyr, mais tout le monde ayant ri, et Périclès ayant fait remarquer que c'était le 1er avril, jour faste pour les plaisanteries, elle prit le parti de rire aussi. Le casque colonial fut donc officiellement affecté à la garde-robe de Tching, et Isabelle sortit très grandie par ce coup d'essai et de maître.

X

Mercredi 3 avril.

Le séjour à Naples s'avançait, les voyageurs avaient été au Musée (certains même deux fois!); ils avaient visité le

château Saint-Elme, le vieux Naples, acheté beaucoup de paires de gants dans divers magasins; ils connaissaient la Galerie, le Théâtre et l'Aquarium, ils avaient dîné dans un grand hôtel tout neuf aussi luxueux que ceux de n'importe où. Au dehors, Pompéi était vu; il restait à aller du côté de Pouzzoles et de Baïes. Puis *To-Kyma* appareillerait pour la Sicile, on ne pouvait s'attarder. Un yacht, c'est comme une automobile, cela doit faire beaucoup de chemin. On s'arrête toujours trop.

M. du Gerbier avait amené un jour au déjeuner un de ses amis napolitains, un comte on n'avait pas bien entendu quoi en *i*, le brun classique avec accent, œil langoureux et cils fournis, avec cheveux frisés pommadés, jambes trop courtes et chapeau trop petit.

Comme indigène, il s'était piqué d'honneur d'organiser à bord (aux frais de Périclès) une tarentelle de derrière les fagots.

Ce fut une soirée aussi ratée qu'il est possible d'être ratée. Le commandant Pinchard avait cependant tendu le pont arrière avec les pavillons de tous les pays et garni les ampoules électriques de fleurs en papier, ce qui créait une éclatante salle des fêtes bariolée. Mais la tarentelle fut sinistre.

Il se glissait partout entre les toiles un vent froid qui s'ajoutait à la froideur distinguée de spectateurs trop clairsemés, et trop habitués à l'Opéra pour jamais encourager un artiste par un applaudissement. Les hommes, mornes, fumaient leur gros cigare; les dames regardaient avec une curiosité comme dégoûtée; elles étaient en manteaux du soir, Aurore enveloppée dans une grande cape presque blanche. Isabelle, qui avait la permission de onze heures, s'était assise à l'écart auprès d'Antoine pour lui communiquer ses impressions. Un peu en avant de tout le monde, la princesse à demi étendue sur une chaise-longue, couverte de bracelets et de bagues, une fourrure de panthère jetée en travers de ses genoux, le regard cruel, semblait essayer des poisons sur des esclaves. Deux petites danseuses se tortillaient, à peine vêtues, accompagnées par la troupe des musiciens et des danseurs dans les oripeaux traditionnels ridicules,

ceintures avec coques sur le côté, etc... Ils étaient là une douzaine à chanter, à se démener, à taper sur des tambourins; et les castagnettes faisaient leur bruit cassant dans une atmosphère glaciale... Seul l'organisateur paraissait enchanté, en tout cas content de lui.

Quand leurs numéros furent finis, les deux petites danseuses s'assirent timidement sur l'extrémité d'un banc et restèrent là à grelotter, sans un châle, vertes de froid et serrées l'une contre l'autre comme deux oiseaux. Personne n'avait l'idée de faire attention à quelque chose d'aussi misérable, quand Aurore soudain se leva, alla vers elles, leur dit quelques mots en italien, et retirant d'un coup son grand collet blanc, elle le jeta sur les épaules des deux à la fois, qui demeurèrent englouties là-dessous avec un rire humble.

Ce geste à la saint Martin fit très mauvais effet. Aurore n'était pas rassise que sa mère lui dit en anglais :

— Vous êtes folle! Vous voulez attraper de la vermine!

Elle ne répondit pas. Madame de Puymesnil reprit :

— Au moins, va chercher un manteau; tu vas prendre froid.

Aurore ne bougea pas. Sa mère commença à insister. Isabelle cligna de l'œil vers Antoine et profita des vociférations des chanteurs pour lui glisser à mi-voix : « Ça va se gâter ».

En effet, Aurore répondit avec impatience :

— Mais, maman, je n'ai pas froid du tout. Je suis tout de même assez grande pour savoir si j'ai froid.

Le fait est qu'elle n'avait pas l'air d'avoir froid : dans sa simple robe claire de jeune fille à petit décolleté pudique, elle resplendissait de toute sa santé et de toute sa blondeur, et semblait en mesure de défier les fluxions de poitrine les plus scélérates.

— Je n'admets pas cette façon de me parler. Tu as entendu ce que je t'ai dit. Va chercher un manteau.

Aurore se décida à se lever et descendit dans le bateau. Mais elle ne reparut pas. La soirée terminée, on la retrouva dans le salon, qui lisait, ou boudait.

« Que l'éducation est donc une chose difficile! songea Antoine. On ne peut pourtant pas en vouloir aux enfants d'avoir bon cœur; d'autre part, il est évident qu'une jeune fille de bonne famille ne doit pas porter sa jaquette alternativement avec une pauvresse. Qu'est-ce que Salomon aurait pensé de cela? Probablement qu'elle devait sonner, et demander — avec l'assentiment de sa mère — à un domestique d'apporter une couverture pour mettre sur le dos des danseuses. Cela aurait été beaucoup mieux... et beaucoup moins gentil. »

Car, tout prévenu qu'il était contre Aurore, ce soir-là elle lui fut sympathique.

Les femmes allèrent se coucher, sauf madame du Gerbier qui s'attardait volontiers à faire une patience.

Plémont remonta trouver les hommes. La lune au travers de la brume jetait sur le pont une lueur diffuse. Dans le fumoir éclairé, parmi les nuages bleus du tabac, du Gerbier et l'indigène échangeaient à bout portant des histoires de corps de garde. Les autres n'avaient pas la prétention de placer un mot. Mais, bien que soutenu par son accent, le Napolitain n'était pas de force, et l'esprit gaulois remporta une fois de plus une brillante victoire.

Demain, départ pour Palerme.

DEUXIÈME PARTIE

I

Dimanche de Pâques, 7 avril.

C'était le plus beau matin de dimanche de Pâques qu'on pût rêver. Tous les clochers de Palerme se parlaient, pleins d'alleluias. Le yacht *To-Kyma* était à quai dans le port, son pont tout blond de soleil sous son grand pavois des fêtes; les dames, moins strictement vêtues, abandonnaient plus d'elles-mêmes aux caresses insinuantes du printemps, et les messieurs avaient mis des coiffes de toile blanche à leurs casquettes bleues.

Le ménage du Gerbier et la princesse étaient partis pour la messe avec les petites Puymesnil. Morton, également en ville, flanqué du docteur Mullot, avait à s'inscrire au palais d'une Altesse Royale de ses relations. Il restait à bord Plémont, Périclès et la délicate madame Euryclée qui lisaient ou bavardaient en attendant le déjeuner, alanguis dans l'ombre de la tente, avec en face d'eux la jolie ville cernée de montagnes.

Antoine passait son temps à se moquer de madame du Gerbier. Anna du Gerbier était un thème qui se prêtait aux variations les plus brillantes : laide, sotte et prétentieuse, elle aurait pu à la rigueur se faire pardonner ces trois défauts en les rendant agressifs, mais la malheureuse avait par surcroît un aspect de brave femme, qui rasait tout le monde et donnait à ses propos une désolante banalité.

Madame Euryclée, tout en lisant, riait de ce que disait Plémont. A un moment, elle posa son livre sur ses genoux et dit gentiment, avec un léger reproche :

— Comme vous êtes méchant, Antoine!

— Mais je ne suis pas méchant du tout, — répliqua vivement Antoine, — je suis seulement malicieux... Et à ce propos, quand on parle de méchanceté, je voudrais bien qu'on fît une distinction entre une méchanceté comme la mienne qui consiste à plaisanter sur les petits travers des gens, et celle qui colporte à leur sujet des histoires infamantes vraies ou fausses. Il y a un monde entre ces deux façons de procéder. N'est-ce pas, Périclès, que je suis bon?

— Il ne faudrait pas exagérer, — objecta le doux Périclès. — Mais presque personne n'est bon et encore la plupart des rares qui sont bons ne le sont-ils pas foncièrement; leur bonté n'est pas universelle, elle fait des exceptions terribles, et par là il arrive ceci qu'elle devient en réalité moins étendue à beaucoup que dirigée contre quelqu'un.

» A peu près tout le monde est également méchant. Cependant, presque toujours, on ne reproche de l'être qu'aux gens spirituels, à ceux-là seuls dont la méchanceté aurait une excuse : son charme. Mais, à y bien songer, là, ce n'est pas leur méchanceté, mais leur esprit qu'on leur reproche, et par jalousie.

— Parfaitement, — interrompit M. de Plémont, — de même qu'en vantant une femme belle, on joint régulièrement à l'éloge de sa beauté une remarque sur sa sottise, par habitude égalitaire, pour faire contrepoids. Comme si les femmes belles étaient plus bêtes que les laides!

— Toute supériorité, — reprit Périclès, — irrite, et c'est ce sentiment qui est à la base de la plus grande partie de nos jugements, car — pour en revenir du sujet qui nous occupe, la méchanceté — de la trajectoire ailée de la flèche au cercle court et pesant de la massue il n'y a pas de différence d'intention, et si la parole qui va loin, fort et juste a plus de conséquence que la parole de l'imbécile, je ne vois pas pourquoi cela absoudrait l'imbécile puisqu'il ne se doute pas du peu de portée de son effort.

» L'homme était naturellement bon au dix-huitième siècle, nous ont affirmé certains connaisseurs; il est probable qu'au vingtième, il est méchant, tout aussi naturellement.

— En somme, dans la conversation, — répondit Antoine, — on ne sait jamais quoi dire pour désarmer la critique. Si je raconte quelque chose de piquant sur quelqu'un, bien entendu on s'écrie : « Dieu! que vous êtes méchant! » Mais si je veux défendre la même personne, on me dit avec une certaine amertume : « Je vous trouve bien indulgent! » C'est à décourager.

— Ne te décourage pas, — conseilla Périclès avec bonhomie, — et ne sois plus indécis : suis l'inclination native de ton cœur qui ne semble pas te porter à la mansuétude. Ne te force pas à une bonté qui ne t'irait point et que personne ne goûte. La médisance est la raison d'être de la conversation dans les salons.

Madame Euryclée protestait faiblement contre ces assertions cyniques de son frère; mais, sans qu'on pût le lui dire, elle était elle-même la plus claire démonstration de leur justesse, car comme elle ne disait jamais de mal de personne, on la considérait — en dehors de ses amis qui l'aimaient profondément — comme n'offrant aucune espèce d'intérêt.

— La conversation de salon, — continua Périclès — et là je ne parle plus pour toi, mon bien cher Antoine, que,

plutôt que méchant, je vois perpétuellement égratigné par la méchanceté des autres, et leur rendant, à dire vrai, un bon coup de pied pour chaque égratignure. Tu ne fais que réagir, comme un cheval rue sous une piqûre d'éperon. Sans cesse exaspéré, tu es un type dans le genre de Sophocle qui reconnaissait qu'il était toujours indigné. Tu sais que ce tragique s'appliqua lui-même le nom d'Odysseus qu'en français on a traduit par Ulysse, j'ignore pourquoi, mais qui veut dire *celui qui s'indigne.*

Périclès s'adressa à sa sœur Euryclée et lui récita :

Ὀρθῶς δ'' Οδυσσεύς ἔιμ'ἐπώνυμος κακοῖς,
Πολλοί γαρ ὠδύσσαντο δυσσεβεῖς ἐμοι[1].

Distique de Sophocle dont Antoine ne comprit pas un mot, mais que les deux autres lui expliquèrent.

— La conversation de salon donc, — poursuivit Périclès, — n'est jamais alimentée par les idées générales, elle se nourrit uniquement de faits singuliers et précis, et qui sont de deux sortes : d'une part les faits sur lesquels personne n'a aucune donnée, et d'autre part, ceux qu'on connaît mal ou de travers.

» Les choses qu'on ne sait pas du tout, nous n'y insisterons pas : on les invente, et on ne peut les imaginer qu'en mal. Inventer la vertu de toutes pièces, personne n'a jamais eu une idée aussi saugrenue; ce serait à pleurer d'ennui.

» Restent les sujets sur quoi l'on a des notions; il peut arriver qu'on sache le bien, et même qu'on le dise. C'est une entreprise téméraire qui se heurte à l'incrédulité, ou au moins à l'indifférence générale. Le bien est sans grâce à présenter, sec de lignes comme une vieille fille vertueuse; les paupières des auditeurs s'alourdissent, l'attention s'en va ailleurs; à moins que par son apologie le panégyriste ne suscite une levée de boucliers telle qu'il eût été cent fois mieux inspiré de se taire, et qu'au bout du compte rien ne demeure de son héros que des lambeaux informes et pantelants.

» Le mal, au contraire, quel beau sort on peut lui faire!

1. Je suis justement surnommé celui qui s'indigne contre les méchants,
Bien des impies en effet m'en ont voulu.

Comme il est doux à dire, miel qui se distille abondant et onctueux; comme il intéresse, et fait se rapprocher les chaises! Il glisse, sinueux, varié, susurré, depuis les lèvres perfides jusqu'à des curiosités aux limites de leur patience; parce qu'il plaît, il s'accepte sans contrôle et d'un coup s'installe en maître, et chaque phrase lie à lui de nouveaux complices.

— Ne fais donc pas les gens plus méchants que tu ne le crois, — dit madame Euryclée. — Et peut-on parler de laideur physique ou morale, être pessimiste par un matin pareil?

De sa main diaphane, elle montrait l'horizon bleu dentelé des montagnes, la ville dominée de clochers, et tout près le vieux môle rose qui recevait en plein le soleil.

Elle reprit son livre; les amis se turent.

Madame Euryclée avait raison. Quelle jolie matinée de Pâques! Ce n'est qu'une fois Pâques dans l'année; et dans les années qu'on a à vivre, il n'y a peut-être qu'un ou deux Pâques comme celui-là. Le ciel était rempli de la conversation des cloches; il s'y maintenait un tremblement sonore et tutélaire, et les vibrations de bronze de la fête chrétienne semblaient venir une à une poser sur les faibles cœurs des hommes les pièces d'une cuirasse qui protège.

Antoine trouvait que Palerme a l'aspect espagnol, ressemble à Burgos ou à Valladolid; et les yeux mi-clos, il emmêlait d'anciens voyages à l'heure présente dans sa torpeur bienheureuse. L'air passait doucement, comme une caresse légère...

Il y a de ces matins limpides, pleins de la vie du printemps, où l'on sent partout du bonheur qui chemine; il glisse et frôle. Mais quel bonheur est-ce? et pourrait-on dire soi-même de quoi on a envie? Mêlés à ce calme ineffable, les désirs s'atténuent et deviennent imprécis, et l'on ne connaît plus de soi qu'une chose, c'est qu'on désire : quoi? On n'en sait rien; on désire...

Au loin sur le quai, entre les petites charrettes attelées de mules empanachées, déboucha le groupe des invités qui

revenaient de la messe. Groupe élégant et clair, avec les ombrelles. Les deux jeunes filles en blanc marchaient un peu en avant.

Une semaine avait déjà passé depuis que les Puymesnil étaient arrivées à Naples, et l'impression de gêne persistait entre Plémont et Aurore, bien qu'un peu diminuée. Il éprouvait vis-à-vis d'elle une bizarre sensation d'agacement et de mélancolie. Évidemment, après les théories émises par madame de Puymesnil sur l'éducation, il devait admettre que la jeune fille avait été dressée à être très réservée et qu'elle ne s'estimait plus d'âge à demeurer familière avec qui que ce fût. N'importait! envers lui qui l'avait connue toute petite, il trouvait cette réserve ridicule. Qu'est-ce que cela aurait pu faire qu'Aurore fût libre avec lui? ne resterait-elle pas toujours pour lui une enfant? Ces grandes filles étaient vraiment trop idiotes. Agacement.

Et puis de temps en temps, soudain, la belle Aurore riait, d'un rire fou, si jeune... Elle avait conservé son rire d'enfant, un grand rire triangulaire, éclatant, qui éclairait comme de la lumière. Cela redevenait autrefois, mélancolique...

Alors Antoine avait reporté toutes ses complaisances sur la cadette qui lui témoignait beaucoup d'amitié, et leur sentiment mutuel prenait déjà les proportions d'un flirt véritable. Isabelle ne le quittait plus, et il avait commencé de lui donner des leçons d'aquarelle. Il est très agréable de professer ce qu'on ne sait pas, parce qu'ainsi on fait des progrès tous les deux.

Ils devaient même aller ensemble cet après-midi de Pâques, peindre dans le ravissant petit cloître de Saint-Jean-des-Ermites; tenter de rendre le fouillis exquis des arbres et des fleurs à l'abandon entre les colonnettes, et par-dessus les arceaux, dans la soie bleue du ciel, les deux coupoles sphériques de la vieille église, lourdes, rondes comme de gros melons. Tout cela allait se transposer en deux superbes croûtes qu'on épinglerait dans le salon pour les faire admirer par la famille.

En échange de ces bons procédés, Isabelle, qui jouait déjà passablement du violon, avait eu l'idée d'initier M. de Plémont à son art; mais ce n'était encore qu'à l'état de projet.

... Sur la digue, les jeunes filles se rapprochaient; elles marchaient vite et avaient distancé le trio majestueux des grandes personnes où M. du Gerbier, dont on distinguait les gestes, était censé expliquer des histoires toutes à son avantage.

Isabelle fit quelques cris pour appeler le chien chinois. Tching, qui dormait sur le pont auprès de madame Euryclée, le cerveau obtus comme d'habitude, se contenta de s'asseoir et de pointer les oreilles avec une expression stupide.

A travers les volées des cloches, les cris lointains d'Isabelle s'inscrivaient dans l'air, nets. Antoine eut soudain, il ne sut pas pourquoi, la perception aiguë, intense, de la fuite des instants : « De tout ce présent printanier et sonore, pensait-il, il ne va rester rien, l'harmonieuse venue de ces enfants blanches dans la lumière se perd à mesure qu'elle se crée, et c'est dommage : fleur du mouvement qui s'ouvre et se fane à la fois. Perpétuelle instabilité; présent que chaque millième de seconde disloque et dissout dans le passé. Et si j'arrive à lui conserver une vie anémiée dans ma mémoire, quand mes yeux et ma mémoire qui le gardent auront disparu, il aura définitivement achevé de mourir. Car j'aurai beau écrire ce que je vois maintenant pour le plus pareil à moi des lecteurs, ce ne seront pas les mêmes jeunes filles, ni le même soleil qu'il verra. Ce souvenir est à moi seul pour le peu de temps de ma vie, et à personne je ne pourrai le faire partager. »

Ainsi, n'étant plus méchant dès qu'il ne parlait pas tout haut, il aimait la mélancolie de sa joie et l'heure qui se défaisait devant lui.

Le long de la jetée de pierre, l'eau était d'un bleu profond et pleine de reflets. Les deux sœurs arrivaient toutes blanches sur la courte tache bleuâtre de leur ombre, elles tournaient vers le navire leurs visages animés. Isabelle riait de loin à Tching et à Antoine. Aurore avait une jupe plissée, un jersey de soie, un grand chapeau blanc. Sa marche était un enchantement et rendait la minute exquise...

II

Lundi de Pâques, 8 avril.

Il n'y avait aucune mer, *To-Kyma* glissait paisiblement dans la nuit.

Il était entre neuf et dix heures du soir; Antoine, assis à un petit bureau, écrivait à la théosophe pour s'excuser de ne pas lui avoir donné de nouvelles depuis plusieurs jours. Il s'acquittait de ce devoir dans la bibliothèque, pièce qui servait d'entrée au salon et était ornée d'un grand placard grillagé pour les livres, d'un canapé et de deux tables à écrire où l'on se tournait le dos. La seconde table était occupée par Isabelle qui collait silencieusement des timbres sur un album. Le reste des passagers était disséminé ailleurs.

(*Fragment de la lettre à la théosophe.*)

« ... *Aujourd'hui une telle débauche de lumière, d'immenses jardins de citronniers si chargés de fruits que de loin ils paraissent fleurir jaune... Avec des églises, des portes, des monuments dans toutes les rues, des montagnes où le soleil à mesure promène de longues ombres bleues; et la mer transparente reflète dans le port les maisons, les clochers et le ciel.*

» *Tout cela est un chaos tous les jours renouvelé et inextricable dont on ne peut venir à bout dans son souvenir. Il y a des barques remplies de musiciens qui, durant la soirée entière, jouent autour du bateau et empêchent d'aller écrire des lettres...* »

— Monsieur de Plémont!

— Oui.

— Est-ce que vous viendrez dîner chez moi quand je serai mariée?

Antoine se retourna. Isabelle, de dos, l'interrogeait par-dessus son épaule, de ses doux yeux rieurs.

— Naturellement que je viendrai. Mais tu ne feras pas mal de te presser un peu; sans cela je serai si vieux et gâteux que je viendrai en petite voiture.

— Oh! vous ne serez jamais gâteux, vous êtes bien *trôs* intelligent.

— Oh! là là! la grammaire!

Antoine trouvait que les enfants ont un jugement très sain; ses contemporains ne lui rendaient généralement pas justice d'une façon aussi nette.

Isabelle continua :

— C'est la *Déesse-de-la-Gueule-de-Bois* qui est gâteuse!

— Veux-tu bien de taire, petite misérable, on va t'entendre à côté!

C'était lui qui avait eu l'imprudence de faire entrer sous ce vocable madame du Gerbier au Panthéon, à cause du fond de teint brouillé, tourmenté et jaunâtre que cette dame, qui dédaignait le maquillage, offrait aux regards, surtout le matin, comme si elle eût passé la soirée précédente en orgies et ripailles. Et cette réflexion inepte n'avait naturellement pas été perdue pour Isabelle.

— D'abord, laisse-moi finir ma lettre au président du Conseil.

Chacun se retourna pour reprendre sa besogne.

(*Suite du fragment de la lettre à la théosophe.*)

« *... et quand je veux écrire, je suis toujours interrompu, je ne puis m'installer dans ma cabine où il n'y a pas de table pratique, alors j'écris dans un petit salon, et je ne suis presque jamais seul. Encore tout à l'heure, la mère du Gerbier, vieille curieuse, est venue me parler et j'ai dû cacher mon papier; ensuite, c'est une petite sotte Puymesnil qui m'interpelle...* »

Au bout d'un instant, Isabelle reprit :

— Monsieur de Plémont!

— Zut. Fiche-moi la paix!

Isabelle très vexée ne dit plus un mot, mais Antoine avait perdu son inspiration; il mit sa lettre dans un buvard qui fermait à clef et monta sur le pont.

Aussi, comment écrire? c'était si malaisé. Il n'est facile d'écrire à une femme qu'on aime, que lorsqu'on l'a vue deux heures auparavant et qu'on n'a absolument rien à lui dire. Dès qu'on a autre chose à lui raconter qu'à lui parler d'elle, la difficulté commence, et quand une douzaine de jours et une

énorme distance la font paraître toute petite et très loin, il y a de quoi désespérer. Les descriptions prennent la place de la passion et sont un peu décevantes dans l'esprit d'une lectrice qui attend des verbes plus directs.

Et puis, quoi choisir pendant un voyage où l'on s'émerveille dix fois par journée?

Comment décrire le frisson un tout petit peu glacé qui venait avec le parfum des fleurs d'orangers, avant-hier, quand le soir tombait, et que la voiture allait vers le palais chinois de la *Favorite*, dans une longue allée, entre de bizarres haies de cactus-raquettes? et au bout de l'avenue, le bassin calme et les deux grands cyprès tout droits peints en noir sur le ciel d'or?

Et encore, les paysages de couleurs et de parfums se transmettent mieux que les impressions données par les monuments qu'ont édifiés les hommes, la jolie petite place à facettes où se coupent les deux rues principales de Palerme, les palais espagnols à fenêtres grillées et à balcons ventrus, tout pavoisés de ces stores qui donnent tant de gaîté aux villes du midi; le musée le plus séduisant que Plémont eût jamais vu, avec ses cours enchevêtrées de bananiers, de palmiers et de papyrus, avec le *Bélier de Syracuse*, et les fameuses *Métopes* où dans la grossière pierre jaune le sculpteur a eu l'idée qui plaît tellement, d'inscruter, seules en marbre, les nudités tendres des femmes. Et les froides mosaïques chrétiennes de *Monreale*; et, pour l'horreur, le macabre guignol dans le cimetière souterrain des Capucins, dont on avait interdit l'accès à la jeune Isabelle.

Tout cela, et bien d'autres choses, le jardin de la villa *Tosca*, les églises, les cloîtres, la villa *Igieia* où un noble Palermitain leur avait offert un grand dîner, formait dans le cerveau d'Antoine une confusion dont il sentait qu'il ne parviendrait à démêler aucun fil pour l'agrément de la théosophe.

Il ouvrit la porte du fumoir.

— Il est sans exemple, — disait le docteur Mullot, — qu'un pharmacien n'ait pas été cocu.

Paul Louis Mullot, comme fils du professeur Mullot, de l'Académie de Médecine, avait eu un début d'existence facile. On le voyait à ce que, très jeune encore, il était déjà plein d'assurance et que, bien que naturellement commun, il avait l'habitude des gens du monde. Nonobstant, le meilleur garçon qui fût.

Il expliqua par les circonstances mêmes de la vie du pharmacien son inévitable infortune et eut quelques anecdotes à l'appui de cette thèse. M. du Gerbier le guettait, n'écoutant pas un mot des historiettes, mais habile à surprendre le moindre point de suspension chez son interlocuteur, pour placer à son tour un morceau de son répertoire.

Fred Morton et le commandant étaient plongés dans une partie d'échecs, car, ce soir-là, ni l'un ni l'autre ne pouvaient se coucher de bonne heure : *To-Kyma* devait doubler vers minuit la pointe ouest de la Sicile en dedans des îles Égates, et lorsqu'on signalait un feu, le commandant montait sur la passerelle pour le reconnaître (avec le fidèle Morton), puis ils revenaient continuer la partie.

M. du Gerbier parvint à terrasser Paul-Louis Mullot, et, comme de coutume, ce fut sa voix bien connue qui remplit seule l'atmosphère de son débit ininterrompu. Les noirs, sous la direction de Morton, faisaient une belle défense; parfois un pion ou une pièce silencieusement fauchée par le capitaine Pinchard, tombait dans la boîte commune avec un bruit sec.

Par les claires-voies vint d'en bas le son du piano. Ce devait être Périclès. Sans se soucier de savoir en combien de coups les blancs feraient mat, Plémont descendit dans le salon.

C'étaient Périclès avec sur le nez de grandes lunettes d'écaille, et madame de Puymesnil qui jouaient à quatre mains.

Il n'y avait personne dans le salon, sauf Aurore qui, près d'une lampe, travaillait à un ouvrage de filet. Isabelle se couchait assez tôt, et la princesse, légèrement souffrante, était dans sa cabine pour vingt-quatre heures, avec en ce moment auprès d'elle sa sœur du Gerbier, *Anna soror*.

Antoine s'approcha du piano pour demander ce qu'on jouait, car ses diagnostics étaient incertains. Du Stravinsky.

Euryclée était excellente musicienne; son frère n'avait jamais beaucoup travaillé, mais se tirait de tout avec une facilité prodigieuse. Ils s'amusaient sans prétention à ce piano, déchiffrant au hasard ce qui leur tombait sous les yeux, tantôt séparément, tantôt à quatre mains. C'était un grand plaisir de les entendre, et Antoine, enfoncé dans un canapé, restait là indéfiniment sous leur charme.

... Ils jouèrent du Chausson, du Ravel, c'était triste, poignant, débile; du Chopin, avec par moments cette déchirante aiguille, cette blessure qui élance et s'atténue et refait mal, ces quelques notes inouïes qui sont une floraison passagère de douleur; du Stravinsky qui est tourmenté comme couché par le vent de la mer, des oliviers, des pins qu'on voit tous dans le même sens, torturés, inclinés, prostrés. Puis ils revenaient toujours à Beethoven. Ah! alors, comme la musique se redressait d'un coup avec sa beauté tranquille; il semblait qu'on vît surgir d'entre ces arbres meurtris, de cette forêt tordue, un géant dont jaillit le tronc magnifique, paisible au-dessus de l'agitation ordinaire; c'était le grand hêtre que rien n'atteint dans sa force. Son tronc lisse ne peut s'émouvoir, et seuls autour de lui chantent et tremblent ses feuillages, multiples, harmonieux, parfois plaintifs, mais sans beaucoup d'inquiétude, à l'abri tout contre sa puissance, refuges d'oiseaux. Rien n'est tutélaire comme Beethoven.

Beethoven : *La Marche funèbre*. Antoine pensait à la petite théosophe à qui il était en train d'écrire et qu'il avait tellement aimée. Il eut un singulier songe éveillé : il la vit morte, tout à fait morte sur son lit. Pâle, d'une transparence de camélia, les yeux clos, et les cheveux noirs qu'aucun souffle ne remuait. Sans surprise, avec une infinie lassitude de la volonté, il la voyait ainsi : c'étaient surtout ses deux pauvres petites mains mortes qui lui faisaient de la peine. La bouche qui apparaissait si triste, reposée, immobile, il la regarda tant qu'elle finit par s'émouvoir; peu à peu, les coins se relevèrent, c'était imperceptible et pourtant vrai; et puis elle devint souriante et elle s'immobilisa de nouveau : elle resta souriante. Comme sa figure était jeune! Et son sourire de morte énigmatique! Sur quoi souriait-elle? Sur ce qui avait été elle et les autres? Ou sur ce vers quoi elle regardait maintenant?

A quoi bon tout? semblait-elle penser. S'endormir et ne plus se réveiller. Pourquoi, mon ami, voulez-vous tant que je me réveille?

Antoine eut envie de continuer tout de suite sa lettre et d'y enclore de tendres choses, et aussi que cette lettre fût en quelques minutes sur le cœur de la destinataire.

Et puis, il ne bougea pas, restant inerte sous la servitude de la musique.

Comme, un instant après, il relevait la tête, il rencontra le regard d'Aurore qui, surprise, détourna aussitôt les yeux. Les yeux de la jeune fille ne firent que passer sur les siens, mais ce fut dans la chambre une caresse de lumière soudaine, d'une couleur bleue extraordinaire semblable à l'éclair bleu d'un martin-pêcheur qui tout à coup file au ras de l'eau et disparaît entre les touffes penchées des aulnes, quand on se promène au bord de la rivière.

Cela donna à Antoine un de ces souvenirs précis qui ressurgissaient quelquefois brusquement d'une chose à peu près oubliée. Il se rappela avec netteté un jour où Aurore jadis avait cessé un instant d'être pour lui une petite fille, et où il avait entrevu la grande personne qu'elle serait.

C'était à la campagne trois ans auparavant, en juillet, par une belle journée, près d'un tennis à l'ombre de grands arbres. Elle portait encore ses cheveux dans le dos; elle venait de jouer et s'était assise sur un banc, haletante de chaleur. Alors, sans y songer, elle avait promené doucement ses regards autour d'elle, et cette lueur idéalement bleue s'était répandue d'un coup comme une conquête sur le monde. Tout le parc avait semblé se coucher à ses pieds, et il n'existait plus rien d'autre que cette enfant de beauté qui de sa bouche inocemment entrouverte, respirait dans le soir.

Il y a ainsi des révélations fugitives; après, et les autres jours, elle était redevenue une petite fille quelconque, à cheveux dans le dos, gauche et gracieuse, et dont les yeux de ciel n'étaient plus que rieurs.

Antoine repensait à cela...

Aurore travaillait sagement à son carré de filet auprès

de la lampe. Elle avait une robe rose, et une écharpe de tulle qui faisait autour de son cou frêle des cassures lumineuses; elle était blanche, rose et blonde comme une figure de Chaplin.

Lorsque tout le monde se fut retiré, Antoine reprit sa lettre à la théosophe.

(*fragment; fin de la lettre.*)

« *... Je commence à avoir terriblement envie de revenir. Toutes les plus belles choses sont incomplètes si l'on n'a pas la personne qu'on aime, pour les voir avec elle. C'est qu'aussi nul des gens qui sont à bord ne s'intéresse à rien, et il faut que je regarde tout tout seul.*

» *Ecrivez des lettres* tendres. *Elles me caressent et j'y rêve longtemps.*

» *Je vous aime.*

» P. S. — *L'aînée des nièces de Périclès, l'ancienne gosse dont je vous ai parlé, est toujours aussi poseuse, mais il faut reconnaître qu'elle est jolie... Alors, je tends à l'indulgence.* »

III

Mardi de Pâques, 9 avril.

Trois landaus, à l'instar d'une noce, promenaient M. Périclès Volas et ses invités parmi les ruines disséminées d'Agrigente. Sur le siège du landau de tête, était juché un guide taciturne, une espèce de singe du pays, avec un veston mince comme une pelure d'oignon et un vieux canotier.

Un temps triste, assez chaud; pas de soleil, beaucoup de poussière; partout dans le ciel des nuages rondouillards, lourds vers l'horizon, sur de molles collines rondes et très vertes.

Voilà deux heures qu'on était trimballé dans ces dures voitures rembourrées en noyaux de pêches, qui sentaient le cheval, les harnais et le cuir surchauffé des coussins. Une journée commencée dans un mortel ennui et qui semblait devoir continuer de même.

C'était cependant pour Antoine la première fois qu'il rencontrait véritablement la Grèce. Ici, il n'y avait plus rien de chrétien, plus rien de normand, ni d'arabe, ni de romain, ce n'était que grec. La ville moderne accrochée sur une

hauteur se trouvait en dehors du champ des regards et trop petite pour gêner les idées, et seules les grandes ruines isolées dans la campagne, lointaines les unes des autres et qui ne souffraient du voisinage d'aucune vie, se regardaient de colline à colline monter leur mélancolique faction à travers les âges. Un reste de muraille antique qui courait par places les reliait comme un vestige de chaîne.

Mais tout le monde était maussade. Périclès avait dû se disputer avec la princesse, toujours souffrante et qui ne prenait pas part à l'excursion. En dehors de la présence de sa maîtresse, rien ne paraissait très intéressant à Périclès et, s'il n'avait pas abandonné ses hôtes pour l'après-midi, c'était par un sentiment des convenances qu'il dissimulait de son mieux, ce qui ne veut pas dire très bien. De l'avis des autres, l'amour ne lui réussissait guère; mais ce n'était que par rapport à eux et il est sans doute préférable, si on en a le choix, d'être très amoureux et très aimé, quitte, dans les intervalles, à être complètement abruti en société.

Depuis Porto-Empedocle, dont le nom sonne bien, mais qui n'est qu'un horrible petit port artificiel à odeur de soufre en dessous de Girgenti, on avait grimpé dans la chaleur et la poussière. Girgenti est sur un plateau très haut. Antoine était avec Isabelle, naturellement, dans la première voiture, mais avec M. du Gerbier comme chaperon. Et quel chaperon! quel professeur! Il expliquait tout, sans la plupart du temps être très qualifié; d'interminables digressions sur des sujets qui n'avaient aucun rapport avec la promenade, une érudition acquise aux mess des garnisons d'Afrique et dans les beuglants, et dont la chaste présence d'Isabelle lui interdisait presque à tout moment l'étalage intégral. M. du Gerbier sans obscénité, du Gerbier expurgé pour Isabelle était désastreux.

Les trois landaux se suivaient sur la route tournante et poudreuse. On faisait consciencieusement une halte à chaque temple, on descendait sans grande curiosité, pour se détirer les jambes; on allumait des cigarettes, on échangeait quelques plaisanteries, quelques banalités, et l'on restait plein d'ignorance. Puis chacun des lots regagnait son véhicule, regroupé comme précédemment, par la paresse qu'ont les hommes de

changer quoi que ce soit à une routine, ne datât-elle que d'une heure.

A l'arrêt au temple dit de Junon, Périclès (deuxième landau) déclara que c'était assommant, et madame du Gerbier (troisième landau) dit qu'en effet cela n'offrait aucun intérêt. On décida donc d'abréger la promenade des monuments et on enjoignit au guide d'en passer, et des moins bons.

Les pauvres temples faisaient cependant ce qu'il pouvaient. Fièrement posés sur leurs socles de roches et d'herbe, avec à leur pied des chardons qui sortaient d'entre les marches disjointes, ils dressaient ce qu'il leur restait de beauté, des colonnes trapues injuriées par le temps et des lambeaux de frontons, le tout d'un calcaire rougeâtre que la vieillesse avait criblé de trous comme une éponge.

Évidemment, le soleil manquait au rendez-vous. Tout de même, la nature s'éveillait dans le printemps, les prairies étaient couvertes de mille fleurs de couleurs diverses en tapis; au-dessus, les oliviers, la vigne, des amandiers d'un vert tendre, et par places de sombres cyprès. A des montées, ce n'était qu'un moutonnement de verdures sur lesquelles pesaient les gros nuages gris; à des descentes, on trouvait de nouveau l'horizon de la mer. Mais cela non plus ne désarmait pas les critiques.

La campagne était presque déserte; à peine au cours de toute la promenade aperçut-on quelques paysans. Sur la route des temples, les voitures dépassèrent une jeune femme montée sur un petit âne; elle était couverte d'une cape noire et tenait contre elle un enfant enveloppé dans un châle. Comme Plémont la regardait, elle découvrit son bébé endormi, pour le lui montrer, avec un sourire. Ce fut, dans cette journée terne, une apparition exquise. Le visage de la mère n'était pas joli, mais extraordinairement primitif, étroit, d'une pâleur de cire un peu jaune, les lèvres minces à peine indiquées, un long cou. Et la simplicité orgueilleuse du geste maternel révélant au monde le trésor qu'était son enfant, et le sourire si pur se dessinant pareil à celui des Vierges dans les très anciens tableaux! C'était, dans une *Fuite en Égypte*, la Sainte-

Vierge toute droite sur le petit âne et regardant dormir le divin Bambin, et non pas la Sainte-Vierge nazaréenne, mais celle que conçurent dans un pays semblable à celui-ci les pieux Italiens de 1450, et qu'ils peignirent sur des fonds d'or ou de collines bleues.

Antoine fut ravi par ce spectacle; il eût voulu tout de suite faire partager sa joie. Mais à qui communiquer une telle impression? A Isabelle qui, penchée sur le Baedeker, appliquée, la langue sortie, tâchait de se reconnaître dans le plan d'Agrigente? Elle se tordrait de rire de cette comparaison saugrenue. A M. du Gerbier? Rien que de voir le vieux joli homme, fané mais frivole toujours, satisfait, était décourageant.

Seule peut-être, madame Euryclée eût été sensible à la grâce de cette rencontre. Mais elle était dans une autre voiture.

A qui parler? à qui se confier? à qui s'unir? Antoine pensa aux femmes avec qui l'on se promène, la main dans la main (en rêve), et qui comprennent tout (rêve aussi). Et, pour que le rêve demeure vrai, il vaut peut-être mieux que les gens restent toujours dans une autre voiture.

Solitude aussi longue que la vie est longue. Après chaque élan, vain comme un jet d'eau, il faut se replier sur soi-même et retomber dans la coupe de son propre cœur...

A un endroit sur la route du retour, ils dominèrent de très haut la mer. Le port surplombé apparut minuscule encadré par ses jetées, avec quatre ou cinq barques de pêche noires comme des mouches et le yacht tout blanc.

Le guide qui n'avait pas dit un mot de toute la journée se retourna sur son siège, et désignant le port, il précisa : « *Lé Yott!* »

Et par ce seul et utile renseignement, il gagna sa promenade de trois heures en voiture, avec une honnête rétribution.

***

Antoine eut une grande envie de ne pas continuer longtemps le voyage. Dans la soirée il caressa des projets de départ, il

avait déjà par-dessus la tête de la société de ces crétins : « Crétin moi-même aussi, reconnaissait-il d'ailleurs. Les gens riches ne savent pas voyager — les pauvres sauraient peut-être, mais ils ne peuvent pas, alors il est difficile d'avoir sur eux une opinion à ce sujet. — Cette façon de se hâter, de parcourir le monde à bride avalée comme si on ne pensait jamais qu'à être arrivé, est inepte. Le modèle du genre me semble avoir été établi par le milliardaire américain avec lequel du Gerbier a été en Égypte et qui a descendu le Nil à une vitesse prodigieuse, et sans s'arrêter nulle part, à tel point que le bateau qui lui apportait du charbon se collait au flanc de la dahabieh et qu'on faisait le charbon en marche pour ne pas perdre un instant.

» ... Et non seulement ne regarder que superficiellement, mais de plus, ne rien comprendre à rien. Notre incompétence! Ne connaître de ces églises et de ces temples, de l'histoire de ce sol que ce qu'en cinq minutes Isabelle veut bien parfois nous lire dans le Baedeker!

» Ne pourrait-on emmener un érudit — non pas un savant chenu, mais un jeune élève d'une École qui serait très heureux de faire la croisière et qui nous dirait un peu autre chose que le guide à cent sous?... »

Si, plus avancé que ses camarades, Plémont se rendait compte de l'ignorance pitoyable où leur société vivait, il ne faisait cependant rien lui-même pour se corriger, il s'en tenait à la délectation morose. Depuis trois mois qu'il était assuré de participer à ce voyage, il avait été incapable de lire un ouvrage sur la Sicile, et sauf en ce qui concernait la Mythologie qu'il avait toujours aimée, il était presque aussi peu initié que le reste des passagers. Il est vrai que, si on allait en Grèce, il s'y trouverait sur un terrain plus familier, mais enfin, il aurait pu étudier les excursions de Sicile...

Un jugement sévère sur soi-même permet la plupart du temps de devenir par contagion impitoyable envers les autres. Antoine ne fit pas exception à cette habitude et se mit à en vouloir même à Morton de ricaner bêtement devant les monuments — sans consentir à se rappeler que la spécialité de ce garçon était le sourire et la politesse, et non l'intelligence.

Madame Euryclée avec qui il aurait désiré parler se trouvait très fatiguée depuis quelques jours. Elle était obligée de prendre toute la journée, pour se tenir éveillée, du café qui n'agissait que lorsqu'elle était couchée, et toute la nuit du véronal pour en combattre l'effet. A cause de ce traitement, elle était incapable de suivre longtemps une idée : elle débutait brillamment, puis l'idée s'évanouissait comme un morceau de sucre dans l'eau.

Antoine était assez abandonné également par Périclès qui immolait de plus en plus l'amitié sur l'autel de l'amour.

Exaspéré par les anecdotes graveleuses de du Gerbier et supportant avec ennui celles, médicales, de P.-L. Mullot, molesté par la laideur de madame du Gerbier, agacé par les robes et les caprices d'Antonia et ayant bu jusqu'à la lie le sourire de Morton, méprisé par la prétentieuse Aurore, cramponné par Isabelle qui le relançait à toute heure, Antoine, sur ce bateau sans conversation et sans tendresse, se sentit emprisonné avec des forçats de choix jusqu'à la consommation des siècles et l'écroulement des empires.

Il y a des gens nerveux à qui l'idée de claustration est intolérable, l'emprisonnement fût-il représenté par une heure seulement à passer au théâtre dans un fauteuil d'orchestre au milieu d'un rang d'où l'on ne peut sortir sans créer de scandale et demander pardon à douze paires de genoux. M. de Plémont se dit nettement qu'il partirait dans trois jours, quand on toucherait à Messine.

La figure de la petite théosophe qu'il allait revoir aussitôt rentré lui apparut plus proche qu'elle n'avait été durant ces deux semaines et redevint peu à peu lumineuse comme une espérance.

Si compréhensive! Comment avait-il pu lui reprocher d'essayer de comprendre? Ah! qu'on comprenne, même de travers! Tout vaut mieux que ce mépris de comprendre qu'on a ici.

Et si jeune, si douce, jolie, si affectueuse, chers yeux sombres qui attendent de loin... Et puis deux semaines aussi, quand il n'y a pas de concurrence, travaillent pour une absente...

... Il faudrait prévenir Périclès, qui serait ennuyé, mais ne

ferait qu'une molle défense, car, pourvu qu'on le laissât s'entrebaiser avec Antonia, il se souciait peu des contingences.

Voici quelle fut la suite qu'il donna à ces projets :

Le monologue ne lui suffisait plus, il lui fallait quelqu'un en présence de qui ou contre qui exhaler sa mauvaise humeur. Il alla d'abord dans la chambre des Cartes étudier rageusement la route que suivait le navire. Sur les grandes cartes grisâtres où les feux étaient figurés par de rondes bavures jaunes, la route avait été tracée au crayon avec une règle. Près de l'homme de barre, dans l'ombre, le commandant Pinchard et Morton étaient sur la passerelle, accoudés, à fumer des cigarettes avec une conversation de dix mots au quart d'heure.

Inutile de parler à ceux-là. Il était tard, il faisait froid dans la nuit très noire, et la mer invisible était écrêtée par un vent violent qui venait de biais et commençait à donner du tangage. Antoine, le col de son paletot relevé, s'engouffra dans l'escalier et descendit jusqu'au salon. Il n'y avait personne : la fatigue de la journée, l'ennui de la houle, les gens étaient couchés, disparus. Comme il allait remonter sur le pont, en bas de l'échelle il rencontra Aurore, qui venait chercher son ouvrage, ou n'importe quoi. Ils échangèrent quelques phrases banales. Antoine ne résista pas à l'envie d'annoncer négligemment et comme une confidence son prochain départ.

— Comment! vous partez! — s'écria Aurore. Elle semblait interloquée.

Il expliqua qu'il n'en avait encore parlé à qui que ce fût, mais que des affaires importantes (ce dont Aurore parut aussitôt douter) le contraignaient à repartir dans trois jours de Messine (Aurore se mit à rire), que d'ailleurs le voyage n'était pas fait sérieusement, qu'on ne s'intéressait à rien (Aurore haussa les épaules), et que personne ne le regretterait s'il s'en allait, qu'il ne manquerait à personne...

— Mais moi je vous regretterai, — affirma-t-elle, — et Isabelle aussi. Nous aurons du chagrin et vous nous manquerez beaucoup.

— A Isabelle peut-être, — dit en plaisantant M. de Plémont, — mais à vous? Vous me permettrez de ne pas en être très sûr. Pour ce que ma présence vous semble agréable! je

crois que vous avez tout à fait oublié nos bons rapports de votre enfance. Ce n'est pas une remontrance, c'est une constatation.

Elle protesta avec feu et dit que la meilleure preuve qu'elle pouvait donner du contraire, c'était qu'elle désirait vivement qu'il restât. Antoine lui assura que, si elle y tenait, il se ferait un plaisir de rester. Elle répondit qu'elle n'en croyait pas un mot, qu'il disait cela pour se gausser d'elle, qu'il allait certainement partir, et que le voyage à dater du jour qu'il ne serait plus là, serait très triste, véritablement, véritablement...

Ils continuèrent assez longtemps à ergoter de la sorte, se renvoyant tous les deux le reproche d'avoir été désagréable durant cette semaine, et chacun parlait sur un ton équivoque qui pouvait à l'autre paraître moqueur, et aussi sincère.

Antoine finit par consentir à remettre au lendemain sa décision définitive.

Mais il était de fait que, sans jamais avoir été brouillés, ils se sentaient réconciliés, et cet événement mémorable s'accomplit ainsi au sud de la Sicile, par un degré de longitude est et un degré de latitude qu'aucun des deux ne songea à noter.

IV

Mercredi 10 avril.

Mais ce fut seulement le lendemain dans l'après-midi qu'il retrouva sa petite amie d'autrefois.

Le matin, il n'eut guère l'occasion de la voir. Depuis huit heures, *To-Kyma* était en plein milieu de la rade de Syracuse, mouillé sur deux chaînes, et il y avait tellement de vent que l'on n'avait pu descendre à terre. Un siroco terrible hérissait toute la baie de petites vagues drues qui auraient assailli et inondé les dames assez imprudentes pour se confier à une embarcation. On voyait le youyou amarré au tangon en prévision d'une accalmie, qui dansait au bout de son fil et sautait comme un cabri d'une façon peu engageante. Seul, un télégraphiste était venu depuis la ville dans une barque menée par quatre rameurs à figures de pirates, et avait fait sur

l'échelle une arrivée romantique, ruisselant d'eau, manteau houspillé par le vent, pour remettre à Périclès une dépêche sans intérêt — expédition où il n'y avait d'urgent que le pourboire.

Il fallait donc faire contre mauvaise fortune bon cœur, et chacun s'ingénia à employer sa matinée du mieux qu'il put.

Aurore étudiait son piano; d'autres mettaient à jour leur courrier. Dans le fumoir, M. du Gerbier travaillait à une Revue qu'on devait jouer à son cercle. Ce n'était pas la première fois qu'il s'affirmait comme auteur, il avait de la facilité et l'on doit avouer qu'il se tirait généralement assez bien des couplets et des poésies fugitives.

Antoine n'avait plus envie de partir. On ne peut plus avoir envie de partir une fois qu'on est dans le grand port de Syracuse et que, épris d'antiquité, on se réveille au milieu d'aussi prodigieuses évocations. De chaque côté, une nymphe des eaux vous attend. Et quelle nymphe! Par ici, l'illustre Aréthuse, par là la nymphe Cyane, la fontaine bleue... Mais même sans le secours de la Fable, le spectacle n'était pas vilain : les nuages découvraient entre eux de larges déchirures d'azur, et vers l'arrière du navire on voyait au loin des ombres et des éclaircies se succéder sur les campagnes, tandis qu'à babord la ville moderne bien nette se découpait rose et blanche sur la presqu'île, et que la mer très bleue était toute pointue de ses innombrables moutons.

Assis sur deux pliants, avec entre eux un troisième pliant pour porter les accessoires de peinture, abrités du vent par le petit salon du pont supérieur, Isabelle et M. de Plémont peignaient cette mer et la partie de la ville qui porte le château et le phare. Ils étaient bien tranquilles; personne ne s'occupait d'eux, et M. du Gerbier qui était tout près dans le fumoir devait être absorbé pour plusieurs heures. Isabelle, en allant chercher sa boîte à couleurs, l'avait vu devant une grande feuille de papier où il y avait seulement écrit :

Deuxième Tableau. Scène III.

Personnages : *Ménélas,*
Saint-Joseph,
le Baron.

Il fixait ce papier dans une attitude de concentration telle que la fumée de sa cigarette lui montait dans un œil et le faisait pleurer sans qu'il s'en aperçut. (*Renseignement d'Isabelle.*)

. . . . . .

— J'ai un de ces mal au cœur, — dit Isabelle.

— Tu as le mal de mer?

— Oh non! mais c'est mon jour de pilules.

— Quelles pilules?

— Oui; on me donne des pilules pour me fortifier, deux par jour. Elle sont tellement ignobles que j'aime mieux ne les prendre qu'une fois par semaine. Alors, je mange les quatorze tous les mercredis. Ce qu'il me faut un temps pour les avaler!

— Mais alors, tu te fortifies par saccades, tu dois grandir tous les jeudis matins. Ah! ma pauvre Isabelle!

— Ma pauvre Isabelle! — reprit la petite fille. — Isabelle! Est-ce que vous trouvez mon nom joli?

— Ravissant!

— Eh bien! pas moi. Je déteste ce nom d'Isabelle, c'est d'un commun! Pourquoi d'abord est-ce qu'on ne choisit pas soi-même son nom?

— Ah oui! Et tu as réfléchi à cela, toi? Si tu avais un nom à choisir, comment voudrais-tu t'appeler?

Elle hésita un instant, puis répondit avec conviction :

— *Gwendoline.* Ou bien *Dagmar.*

M. de Plémont fit un sifflement admiratif qui mortifia Isabelle au point qu'elle en eut presque les larmes aux yeux. Pour la consoler, il lui dit :

— Ce n'est pas mal, mais c'est trop romanesque; je ne peux pas t'appeler comme cela, même dans l'intimité, cela nous ferait remarquer. Je crois que ce que tu as encore de mieux à faire, c'est de garder ton nom. Telle que je te connais,

tu ne manqueras pas de le rendre illustre par tes vertus et tes talents, ou par tes crimes...

Ils trempaient tous deux leur pinceau dans un verre commun et continuaient paisiblement à peindre et à discourir. Ainsi se poursuivait sur le pied de la camaraderie, entre la demoiselle de quatorze ans et le monsieur de trente-cinq, une conversation souvent moins terre à terre que celle des grandes personnes, et Antoine s'attachait de jour en jour à cette charmante enfant spontanée, sensible et confiante.

Au déjeuner, Aurore qui était à côté de lui à table, lui dit tout bas, intriguée :

— Eh bien! est-ce que vous partez?

Il répondit, aussi à mi-voix :

— Non. Puisque vous vous opposez à mon départ... Je reste à cause de vous.

Cela se passait pendant un discours filandreux de du Gerbier.

Elle rougit et dit avec un rire intimidé :

— Vous ne voulez pas me faire croire que vous resteriez pour moi; cela serait trop d'honneur!

Il pensa : « En effet, cela ne doit pas être pour elle que je reste, puisque je reste à cause de Syracuse. Mais ce que je l'aime de ne pas se gober! Elle ne se rend donc pas compte de ce qu'elle est gentille? Quelle gosse! je ne l'aurais pas cru jusqu'à hier, elle est aussi enfant que sa sœur. »

***

Chacun sait que ce qui partout ailleurs s'appelle une ancienne carrière, une carrière abandonnée, continue à Syracuse de s'appeler une *latomie*.

Il y a là, dans ces creux profonds, des merveilles de jardins encavés entre les hautes roches grises découpées à pic, des jardins enchevêtrés où les dures branches noires tordues se mêlent aux tendres rameaux, des vagues et des vagues de feuillages qui déferlent contre les murailles, étoilés de myriades

de fleurs et de fruits à hauteur de la main, tout à l'abri du vent, n'ayant vue que sur le ciel, véritables coupes d'offrandes que la terre présente à bénir à l'azur et d'où s'exhalent comme un encens le sucre et les parfums parmi l'innombrable bruissement endormant des abeilles.

Ils sentent le citronnier, le foin, la menthe et la fleur d'oranger et ils ont des noms si doux : *latomia del Paradiso, latomia di Santa Venere...* sainte Vénus, n'y a-t-il pas dans ces deux mots naïvement accouplés sous un même joug inattendu, toute la grâce méditerranéenne qui se perpétue, qui se transforme seulement un peu pour ne pas mourir?

... Aurore courait comme une folle, comme une enfant, dans le jardin avec sa petite sœur. Après deux heures de visites à ces personnages graves que sont des théâtres grecs et des amphithéâtres romains, après tant de jours de dignité, elle était revenue soudain à l'état sauvage; grisée par l'odeur des orangers, par les caprices des papillons qui oscillaient entre les fleurs, par sa jeune vie, elle fuyait en riant dans les allées tournantes et se cachait dans les grottes, poursuivie par Isabelle; elle fuyait en tenant un fruit dans sa main, comme les nymphes toujours protègent un trésor contre le ravisseur, et se sauvant vers les saules, désirent aussi toujours auparavant d'être vues...

Antoine ne pensait pas spécialement à elle et était en train d'examiner une espèce d'arbre bizarre qu'il ne connaissait pas, quand au détour du chemin elle reparut soudain tout près, devant lui, et brusquement il retrouva encore son souvenir d'elle d'il y avait trois ans, alors qu'elle jouait au tennis. Ainsi que jadis, elle venait vers lui sans chapeau, toute rose, tout essoufflée, la bouche entr'ouverte... La conscience du temps s'abolit en lui, ce qui s'était passé depuis ces trois ans n'exista plus, et il noua sans étonnement l'autrefois et l'aujourd'hui, la promesse et la réalisation, comme si c'eussent été deux fleurs d'une même saison.

Aurore arrivant était une belle manifestation de la vie, et elle le savait sans s'en rendre compte, car elle n'était encore qu'une enfant étonnée de fleurir. Elle avait si chaud, elle était si ardemment rose que l'éclat de sa figure mettait comme

une buée sur ses yeux et les rendait doux infiniment, à avoir envie de pleurer en les regardant. Elle était reine dans la splendeur du printemps.

Et cela plut tellement à Antoine de la voir ainsi merveilleuse! — sa chère petite amie de jadis! — et lui fit un peu mal, comme chaque fois qu'il trouvait une chose véritablement belle.

Car c'est une sensation brutale et presque de douleur que celle que donnent certaines beautés; on a envie de porter la main à son cœur, tant on voudrait pouvoir ne pas retenir sa joie. L'âme est extasiée, il y a comme des traits de soleil qui la blessent, et le charme qu'elle reçoit irradie aussitôt sur toutes choses. Alors, tout ce qu'on voit s'illumine, tout ce qu'on pense se transmue aussi en clarté. Les longs soirs au crépuscule tranquille, les jardins après l'arrosage ou la pluie d'été, la lune entre les feuilles, quelques musiques lui donnaient parfois cette extase, mais surtout la jeune grâce des femmes...

Sur un banc de pierre, sur des pierres, les gens de la bande étaient assis. L'eau qui filtrait par places de la grande paroi verticale venait former à leurs pieds une minuscule prairie mouillée et très verte. Ils causaient. Que disaient-ils? Personne ne se le rappelait à mesure.

Déjà l'après-midi déclinait sur ce jardin de rêve; le soleil glissant par une gorge prenait encore tout le creux dans sa longue traînée, et une immense roche déchiquetée se dressait seule comme une ruine au milieu des verdures, tout accrochée d'un côté par la lumière.

Les couleurs peu à peu s'atténuaient sur le visage d'Aurore. Elle avait pris par hasard le poignet d'Antoine pour lui lire on ne savait quelles destinées admirables dans les lignes de la main; et dans sa main, lui, il ne sentait que la chaleur du regard et la chaleur des doigts de la jeune fille. Il sentait qu'il était redevenu le grand ami de naguère; cela était indéfinissable, intime, paisible et pur. Un citronnier, derrière elle, l'encadrait comme un décor, avec ses branches ciselées, ses feuilles et ses pâles fruits harmonieux, et dans les rais du soleil oblique, le bourdonnement continu des insectes semblait la vibration perceptible de la lumière. L'heure était d'or...

Quand ils s'en allèrent, elle avait l'air joyeuse, elle planta en lui ses beaux yeux de loyauté et lui dit :

— Vous ne partez pas. Je suis contente...

— Moi aussi.

Dans la soirée, Antoine qui ne pouvait se coucher de bonne heure, se dit qu'il allait terminer une lettre laissée inachevée le soir précédent. C'était une lettre à une parente en qui il avait beaucoup de confiance; il relut cette phrase écrite la veille :

« *... Qu'est-ce qu'on fait dans la vie? Rien. Ou bien des tas de choses, ce qui est pire. Qu'est-ce qu'on y attend? Rien du tout. Et ce cœur d'idiot qui reste comme un reposoir de Fête-Dieu, tout prêt avec ses crépines de velours rouge et or, et l'odeur à défaillir de tous ses amoncellements de fleurs... On met sur le reposoir des tas de faux dieux, des Osiris, des Aphrodites, ou des Déesses-Raison, mais le vrai cortège, il s'est trompé de rue, et il n'a pas passé par là. Peut-être parce qu'il n'existe pas. Il est toujours facile d'imaginer qu'il y a la Vérité derrière le mur...* »

Il déchira cette page et écrivit à la place :

« *Je suis tout seul au milieu du monde. Je suis abandonné, je ne reçois plus de lettre d'aucune femme, mais je porte en moi un enchantement qui n'est que la conscience d'être. Nulle figure douloureuse à évoquer ne s'interpose entre moi et la beauté qui passe. Alors, on a envie de remercier les fleurs d'être jolies, et certaines femmes aussi pour la grâce de leur marche et la douceur de leur visage. Mais si on les remerciait (les dernières), elles croiraient qu'il y a une arrière-pensée, et elles se tromperaient. Comme elles se tromperaient lourdement! J'en ris.*

« *Elles ne peuvent rien donner qui vaille l'attente. On croit qu'on attend quelque chose. C'est l'attente elle-même qui est belle!* »

FRANÇOIS DE BONDY

(A suivre.)

LA CRITIQUE PROFESSIONNELLE[1]

La critique spontanée est faite, ou devrait être faite, soit par des lecteurs qui parlent de ce qu'ils ont lu, soit par des lecteurs qui en écrivent, et qui se tiennent le plus possible en liaison avec l'esprit et la souplesse de la parole. Mais il est naturel que la division du travail littéraire amène la création d'une critique professionnelle, celle-là même dont Voltaire parle en ces termes : « On a vu, chez les nations modernes qui cultivent les lettres, des gens qui se sont établis critiques de profession, comme on a créé des langueyeurs de porcs pour examiner si ces animaux qu'on amène au marché ne sont pas malades. Les langueyeurs de la littérature ne trouvent aucun auteur bien sain. » Et l'on sait en effet que Voltaire, dans son *Commentaire sur Corneille*, nous a donné le rapport d'un langueyeur particulièrement méfiant.

Comment cette critique professionnelle s'est-elle établie dans les nations modernes? Je n'ai pas à résumer ici la grande *Histoire de la critique* de M. Saintsbury, ni à aller chercher les origines de la critique chez les Grecs, à distinguer le visage qu'elle prend dans les humanistes de la Renaissance, à suivre le genre au cours d'une évolution qui a beaucoup plus la figure de méandres indécis que celle de ce Grand Canal aperçu par Brunetière, et sur lequel on a fait jouer, de Villemain à Brunetière lui-même, tant de grandes eaux oratoires. Mais nous voyons que cette critique est devenue au XIXe siècle une critique de professeurs : on lui adresse même parfois ce propos

1. Voir dans la *Revue de Paris* du 1er mars : « La Critique spontanée ».

comme une injure, comme s'il y avait dans le métier de professeur quelque incompatibilité avec la liberté du critique.

***

Les langueyeurs dont parle Voltaire remontent au XVIIe siècle. Richelieu, l'année du *Cid*, voulut imposer à l'Académie un métier de ce genre, qu'elle fit avec répugnance et où elle ne récidiva pas. Mais il fallait que la fonction fût tenue, elle était dans l'air du temps, qui exigeait un critique pourvu d'autorité : l'autorité faisait prime en France sur tous les marchés, et c'est là, en partie, ce qu'on appelle l'esprit du XVIIe siècle. Le délégué à l'autorité littéraire, ce fut Chapelain, un homme considérable qui fonda ce qu'on pourrait appeler la critique de conseil : je veux dire qu'avec Chapelain la critique apparaît comme un art de donner des conseils utiles aux écrivains. Le critique est un conseilleur, et, contrairement au proverbe, ce conseilleur fut aussi un payeur, puisque Chapelain dressait la liste des pensions des gens de lettres, où il n'avait garde de s'oublier. Or qu'est-ce qu'un conseilleur, en critique? C'est quelqu'un qui connaît les règles. Et les règles de quoi? Les règles des genres. Celles que Chapelain connaissait le mieux, c'étaient, paraît-il, celles du genre épique, et on sait qu'il ne voulut laisser à personne le soin de les appliquer. Mais notons bien, dès le principe, la différence essentielle entre cette critique professionnelle et la critique spontanée. La critique spontanée, parlée, publique, a pour objet des livres et des hommes. La critique professionnelle porte originellement sur des règles et des genres. Et je sais bien qu'elle aura le temps, après Chapelain, de changer d'objet et de s'élargir, mais il lui restera toujours quelque chose de ses anciens principes. En tous cas elle conserve le même caractère avec Boileau. Si nous laissons de côté l'œuvre polémique de Boileau, si nous ne considérons que son apport de critique positive, nous voyons que l'objet de cette critique, c'est de prendre conscience de la nature, des limites et des règles des différents genres, et de donner aux écrivains la conscience claire de leurs genres, comme on donne à un artilleur ou à un cavalier la conscience de son arme, à un fonction-

naire la conscience de son administration, à un congréganiste la conscience de son ordre. Boileau, parce qu'il avait un bon sens puissant et parce qu'il réunissait à la lucidité du critique la maîtrise de l'artiste, a pu s'imposer là où Chapelain s'était effondré. Mais sa critique, comme celle de Chapelain, est bien une critique de conseil, une critique par laquelle le critique croit pouvoir éclairer non pas la cité de l'art qui est fait, mais le chemin de l'art qui est à faire : donc une critique d'enseignement, et, jusqu'à un certain point, de professeur.

D'autre part, dans les dernières années du XVIIe siècle et les premières années du XVIIIe, nous voyons la littérature renouvelée par ce qu'on pourrait appeler un sentiment extraordinaire de la curiosité. Non pas curiosité du passé comme à l'époque de la Renaissance, mais curiosité du présent, parce que ce présent de la civilisation française en plein épanouissement apparaît comme quelque chose d'intéressant, de séduisant, d'unique, qui ne ressemble pas à ce qu'on a vu jusqu'alors, et mérite d'être considéré, noté pour lui-même tout comme il est vécu pour lui-même et par lui-même. En littérature, c'est la querelle des Anciens et des Modernes qui déclenche le mouvement, et, pour tout critique, la séance académique du 27 janvier 1684 que Boileau quitta en criant au scandale avant que Perrault eût achevé la lecture de son poème sur le *Siècle de Louis le Grand*, représente, comme la journée du 14 juillet 1789 dans l'histoire politique, le commencement d'un drame que nous n'avons pas fini de vivre et qui prête encore actuellement son terrain à nos positions littéraires. A partir de ce jour se pose la question du moderne, celle dont nous disputons aujourd'hui tout aussi bien en matière d'enseignement qu'en matière d'art. Mais cette question n'est prise, à la fin du XVIIe siècle, dans un tel tourbillon de passion, que parce qu'elle se rattache à un sentiment qui la déborde et qui la porte : la curiosité du présent, qui va animer le génie de Saint-Simon (et c'est, je crois, le meilleur moyen de rattacher à son époque, en l'opposant à la génération de Dangeau, cet homme qu'on a coutume de considérer comme un aérolithe littéraire), que nous croyons revoir le long du livre de La Bruyère, qui donnera toute leur raison de vivre et d'écrire à Bayle et à Fontenelle, et qui éclatera

si fort et si haut dans la flamme sèche d'un Voltaire, dans la flamme fumeuse d'un Diderot. Cette curiosité désintéressée et ironique du présent, que la génération précédente, institutrice respectueuse et pondérée, était loin d'avoir connue au même degré, il semble qu'elle doive surtout porter ses fruits dans la critique spontanée, parlée. Et en effet c'est l'âge d'or de cette critique. Mais la critique professionnelle, elle aussi, en sort plus agile, plus éclairée, plus libre, plus désintéressée, elle cesse de s'absorber dans la besogne technique, législatrice, historique, de Chapelain et de Boileau. Personne ne représente mieux que Voltaire, héritier de Bayle et de Fontenelle, l'esprit de cette critique nouvelle, et personne n'en a mieux rédigé que lui ce qu'on pourrait appeler l'acte de naissance.

C'est un des grands avantages de notre siècle que ce nombre d'hommes instruits qui passent des épines des mathématiques aux fleurs de la poésie, et qui jugent également bien d'un livre de métaphysique et d'une pièce de théâtre. L'esprit du siècle les a rendus pour la plupart aussi propres pour le monde que pour le cabinet, et c'est en quoi ils sont fort supérieurs à ceux des siècles précédents. Ils furent écartés de la société polie jusqu'au temps de Balzac et de Voiture; ils en ont fait depuis une partie devenue nécessaire. Ils ont relégué dans les écoles mille disputes puériles, qui étaient autrefois dangereuses et qu'ils ont rendues méprisables; par là ils ont en effet servi l'État. On est quelquefois étonné que ce qui bouleversait autrefois le monde ne le trouble plus aujourd'hui : c'est aux véritables gens de lettres qu'on en est redevable. Ils ont d'ordinaire plus d'indépendance dans l'esprit que les autres hommes...

Ce que Voltaire entend ici par gens de lettres, ce ne sont pas, comme on voit, des gens qui créent, mais des gens qui lisent, qui jugent, qui parlent des livres et qui en écrivent, c'est-à-dire, en somme, des critiques. Et de fait le XVIIIe siècle peut bien apparaître comme l'âge de la critique, critique philosophique, critique religieuse, critique esthétique, critique littéraire. Saint-Simon, par une vue très juste qui a passé à Auguste Comte, distinguait dans l'histoire les périodes organiques et les périodes critiques. Or le XVIIe siècle est bien le type d'une période organique et le XVIIIe le type d'une période critique. L'œuvre caractéristique d'une telle période, c'est un Dictionnaire critique, tel que le *Dictionnaire* de Bayle,

l'*Encyclopédie*, le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire, c'est-à-dire un inventaire des œuvres, des opinions, des vérités et des erreurs humaines, examinées du point de vue de la raison. Il semble donc que le XVIIIe siècle, où règnent ces gens de lettres dont nous parle avec tant d'estime Voltaire, aurait dû devenir le grand siècle de la critique professionnelle. Or il n'en est pas ainsi. Il faudra attendre, pour voir ce grand siècle, le XIXe. Et voilà un fait qui n'a pas seulement un intérêt historique, mais qui jettera de la lumière sur la nature même et les nécessités de la critique professionnelle.

***

Le XVIIIe siècle, si universellement et si puissamment critique, n'a guère été, en matière de critique professionnelle, qu'un siècle de transition. Voltaire fixe à peu près les valeurs littéraires classiques jusqu'à Sainte-Beuve, mais il fixe surtout ce qui était déjà fixé, il est par excellence le secrétaire de l'opinion, l'homme qui dit ce que pensent les honnêtes gens, et qui le dit avant même que les honnêtes gens aient pris conscience qu'ils le pensaient, de sorte que, comme l'écrivait Bersot, si tout le monde a plus d'esprit que Voltaire, l'esprit de Voltaire, c'est encore l'esprit de tout le monde. Mais ce secrétaire de l'opinion serait mal venu à prendre la place du maître de l'opinion, de celui dont il écrivait si justement : « Ne disons pas de mal de Nicolas, cela porte malheur. » Voyez la différence entre un homme qui impose ses valeurs à l'opinion, comme Boileau, et un homme qui, comme Voltaire, les reçoit de l'opinion, mais les lui rend transfigurées par le brillant et le tour de main d'un grand ouvrier parisien. La critique romantique a pu casser les arrêts de Boileau en ce qui concerne Théophile et Saint-Amand, Voltaire n'est jamais parvenu à les casser en ce qui concerne Quinault. Prenez maintenant l'abbé Dubos, Montesquieu, Diderot (qui fut, à un autre point de vue, un grand créateur en critique), prenez Marmontel, le critique officiel de l'*Encyclopédie*, et qui a formulé à un point remarquable la doctrine classique en matière de goût raisonné : aucun de ces brillants esprits n'a fondé, en matière de critique professionnelle, quelque

chose de durable, ayant force d'institution. Pour trouver cette institution, il nous faut arriver à La Harpe.

Brunetière appelle La Harpe « un homme que je ne souhaite que d'égaler à la plupart de ceux qui croient faire preuve, en le raillant, d'indépendance et de largeur d'esprit ». Quelle que soit l'exagération de ce jugement, Brunetière n'a pas tout à fait tort de parler de La Harpe sur le ton de l'*Enfin Malherbe vint*, de faire de lui une manière de fondateur de la critique professionnelle, la seule qui compte pour un Brunetière. Et voici pourquoi.

« C'est lui, dit Brunetière, qui s'est avisé le premier de réduire en un corps toute l'histoire de la littérature et de faire marcher du même pas l'histoire et l'appréciation des œuvres. » Il garde l'honneur d'avoir « le premier, considéré l'histoire de la littérature dans la totalité de sa suite; de l'avoir ainsi traitée pour elle-même, en elle-même, comme capable de se suffire; et d'avoir enfin, par là, frayé les voies à une critique plus large, et autre que la science ». Ainsi la critique est devenue, continue toujours Brunetière, « dogmatique avec Boileau, mondaine avec Perrault, esthétique avec Voltaire et Diderot, historique enfin avec La Harpe ». Nous disons, nous, que la critique mondaine dont Perrault donne une manière de théorie dans sa *Digression sur les Anciens et les Modernes*, la critique esthétique de Voltaire et surtout de Diderot, la critique historique de La Harpe, ce sont précisément trois critiques différentes, qui peuvent bien avoir des querelles de mur mitoyen, mais qui occupent des domaines distincts, qui chassent dans leurs garennes propres, et que nous appelons critique parlée, critique d'artiste et critique professionnelle. Mais, pour Brunetière, les deux premières ne sont que des essais chaotiques et dangereux, destinés à préparer l'apothéose de la seule, de l'unique — la troisième — comme la Fronde c'était, pour Bossuet, les douleurs d'enfantement par lesquelles la France accouchait du règne miraculeux de Louis.

Pourquoi Brunetière, le grand champion de la critique professionnelle, fait-il commencer la vraie critique, celle qu'il représente et qu'il croit achever (au risque de l'empêcher d'évoluer après lui, ce qui nous entraînerait dans un raisonne-

ment comme celui d'Épiménide et des Crétois) avec ce *Lycée* ou *Cours de littérature* qu'il a sans doute lu, mais que personne ne lit, et que tout le monde a tant de raisons de ne pas lire? Pourquoi fait-il de la critique grise de La Harpe un progrès sur la critique éclatante de Voltaire et de Diderot, qui nous charme et nous instruit encore aujourd'hui? La raison en est simple, et c'est en insistant sur elle que je ferai, me semble-t-il, le mieux comprendre la nature propre et le caractère authentique de la critique professionnelle.

***

Notons le double titre du grand ouvrage de La Harpe : le *Lycée* et le *Cours de littérature.* Pour la première fois un professeur entre dans le domaine de la critique littéraire, et même dans le domaine de la littérature, avec un livre composé de leçons de choses rédigées pour être professées, de choses publiées pour conserver la mémoire de ce qui a été professé. Jusqu'alors il n'y avait qu'un genre qui s'accommodât de cette situation, de cette technique. C'était le sermon. Et précisément les leçons de La Harpe correspondent à ce qu'on pourrait appeler une laïcisation du sermon. Le besoin d'entendre bien parler, sur des matières bien connues de l'orateur, logiquement mises en ordre, composées en un discours solide, est naturel dans une société cultivée (l'atticisme cristallise autour de Lysias comme la littérature latine autour de Cicéron), et il l'était surtout chez les Français de l'âge classique. Mais jusqu'à la fin du XVIIIe siècle où ce besoin peut-il trouver satisfaction? A l'église et pas ailleurs. Il n'y a pas d'éloquence parlementaire, l'éloquence judiciaire a échoué. Et il n'y a pas non plus d'éloquence universitaire. Aux facultés de l'Université de Paris, au Collège de France, il n'existe, comme au moyen âge, que des lectures ou des explications de textes pour les étudiants. Ce genre de la leçon de vulgarisation, de la conférence, qui est incorporé aujourd'hui à la respiration même de notre vieille rive gauche, il n'existe à aucun degré, et on n'en éprouve nullement la nécessité. Pour les femmes et pour les gens du monde le sermon d'une part, la conversation d'autre part, en tiennent toute la place.

C'est seulement à la fin de l'Ancien Régime que s'établissent des cours publics tels que nous les voyons aujourd'hui. Il a fallu pour cela que le déclin du sentiment religieux et la médiocrité des prédicateurs fissent déserter les sermons par la bonne société. En 1781, Pilâtre du Rozier, plus connu comme aéronaute, fonde le Lycée, établi au coin de la rue de Valois et de la rue Saint-Honoré, et où se faisaient des leçons publiques sur toutes sortes de matières scientifiques et littéraires. Le Lycée, entretenu par des souscriptions particulières, eut un grand succès, vécut jusqu'à la Restauration, et inaugura cette tradition des cours éloquents et élégants, que nos universités et nos conférences de toutes sortes ont prolongée jusqu'à nous. La littérature y fut enseignée par La Harpe, et c'est ce cours de littérature qui, publié par lui, paraît à Brunetière marquer une date si importante de la critique française. Ce cours donne le premier *Discours* continu sur la littérature dite alors universelle. Remarquons d'ailleurs que le *Discours sur l'histoire universelle*, écrit par un professionnel du sermon, avait d'abord été professé devant le Dauphin.

Cette critique professionnelle que La Harpe est censé avoir fondée, c'est donc la critique de la chaire, la critique de professeur, la critique faite par un homme qui obéit aux lois d'un genre. Et ce genre tire son origine du sermon. Brunetière s'est donné beaucoup de mal pour essayer d'établir cette thèse que la poésie lyrique du XIXe siècle descendait du sermon du XVIIe par l'intermédiaire de Rousseau. S'il n'avait pas eu horreur de ce qu'il appelait la littérature personnelle et du *Connais-toi toi-même*, il eût pu voir au sermon un descendant plus modeste, mais aussi plus certain, à savoir la critique de professeur, la critique éloquente, sa propre et pure critique à lui. Ce n'était pas un hasard s'il paraissait revendiquer Bossuet avec une si sombre ardeur comme son père spirituel.

Je ne veux ni dénigrer cette critique de professeur ni en faire une apologie agressive et exclusive. Je voudrais seulement en marquer les origines, en préciser la nature, en rendre sensibles les limites. Toute la critique professionnelle n'est sans doute pas bornée à elle, mais elle en forme, dans l'his-

toire littéraire du XIXe siècle, la chaîne la plus continue et le massif le plus solide. Après La Harpe sont venus les trois grands professeurs de la Restauration, Guizot, Cousin, Villemain. Pendant la Monarchie de Juillet et le second Empire, Saint-Marc Girardin à la Sorbonne et Nisard à l'École Normale ont représenté l'opposition de l'Université au romantisme. Taine n'a vraiment professé que ses cours d'esthétique, mais il venait de la plus haute formation universitaire, et personne n'a été plus que lui, dans ses écrits, un homme éloquent, mené par un rythme verbal. *In critica orator.* Les trois grands critiques de l'époque républicaine, Brunetière, Lemaître, Faguet, étaient des universitaires, et Brunetière était de plus un professeur de race. Sainte-Beuve, lui, traverse nos trois critiques comme il traverse une jeunesse de romantique et une maturité de classique. Mais n'oublions pas tout de même que son *Port-Royal*, son *Chateaubriand*, son *Virgile* sont sortis de cours publics, et, bien qu'il manquât de dons oratoires, lorsqu'il entra tardivement au Collège de France, le seul scandale était qu'il n'y figurât pas depuis longtemps.

Une telle critique demeure une des parties les plus solides et les plus respectables du XIXe siècle littéraire. Elle a retourné et labouré en tous sens le champ de nos XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. La critique spontanée représente le côté de ceux qui parlent et qui jugent; la critique d'artiste le camp de ceux qui créent et qui rayonnent; la critique des professeurs est une critique faite par des hommes qui lisent, qui savent et qui ordonnent : ce n'est pas tout, mais c'est beaucoup.

***

D'abord des hommes qui lisent. Le poète parle de ce qu'il a senti, le voyageur de ce qu'il a vu, le professeur parle généralement de ce qu'il a lu. Le monde des lectures devient vite pour lui le monde réel. Cela fournit au moins à la critique une base solide, et de la nourriture à mâcher. Seulement la lecture va ici moins loin qu'on ne pense. Évidemment un critique honnête n'écrit à fond que sur ce qu'il a lu. Mais il

ne se souvient pas de tout ce qu'il a lu, et il n'y a souvent, dans la pratique, aucune différence entre parler sur la foi du souvenir et parler sur la foi d'autrui. On ne peut pas, disait Jules Lemaître, relire une bibliothèque tous les matins. La critique des salons se fait parfois sur le livre du jour une opinion bien arrêtée en écoutant parler celui qui l'a écrit et ceux qui l'ont lu, et en ne le lisant pas. Il est impossible que les critiques professionnels n'en usent pas quelquefois de façon analogue. J'ai lu, depuis vingt ans, toutes les œuvres importantes de Fontenelle et pris des notes sur elles. Je veux écrire aujourd'hui dix pages sur Fontenelle. J'ai mes souvenirs : ils ne sauraient remplacer une nouvelle lecture, que je ne puis faire sans perdre certain courant de vie intellectuelle, courant qui peut seul alimenter mes sujets particuliers et singulièrement mon Fontenelle. J'ai mes notes; elles sont précieuses, mais fragmentaires, et livreront mon travail actuel au hasard de ce qui m'a frappé dans mes lectures anciennes. Qu'est-ce que je fais? Je relis un Lundi de Sainte-Beuve et un chapitre de Brunetière, je parcours le *Fontenelle* de M. Maigron et celui de M. Laborde-Milaâ, — je prends quelques nouvelles notes, — et j'écris mes dix pages. Les nécessités du travail humain m'obligent à tenir compte non pas seulement de l'œuvre de l'auteur, mais de ce qui a été écrit sur lui (c'est-à-dire en somme de sa vie réelle et de sa vie posthume). C'est une affaire de mesure, et si la mesure se rompt de l'un ou l'autre de deux côtés, le critique court l'un ou l'autre de deux dangers.

Il peut d'abord lui arriver de rédiger, au lieu de son sentiment sur les auteurs, une tradition sur les auteurs. J'entends tradition dans son sens le plus large : une tradition écrite qui lui fera répéter ce que les critiques autorisés auront dit de son sujet, — une tradition orale, faite de l'enseignement qu'il aura reçu. Et la tradition n'a rien de blâmable, elle est même nécessaire; rien ne se fonde sans elle, et rien ne se formule contre elle qui n'aspire soi-même à en fonder une. Mais elle devient dangereuse lorsqu'elle suit la pente si commune qui la mène à se confondre avec la paresse et l'automatisme de l'esprit. Et le résultat de cette pente nous le voyons par exemple dans certains livres scolaires qui ne sont plus que

Corpus d'idées toutes faites, et qui, nés de la paresse de l'esprit, ne peuvent que l'engendrer chez leurs lecteurs.

Mais il y a un second danger, beaucoup plus honorable, et cependant bien plus funeste. C'est la maladie du scrupule. Le premier danger conduisait la critique professionnelle à faire quelque chose qui ne valait rien, mais le second la mène à ne rien faire du tout, ou plutôt à travailler beaucoup pour ne rien produire. Si vous voulez, sur un objet donné, tout connaître de première main, dépouiller tous les documents, épuiser toutes les sources de renseignements, vous n'aurez jamais fini. Écrire, publier, ce sont des formes de l'action, et, bien que l'action suppose la mémoire, il n'y aurait pas d'action possible si toute la mémoire de notre passé se conservait en nous; il n'y aurait pas de livre possible si on y voulait impliquer toute la mémoire réelle qui cristallise autour d'une œuvre passée. Tout livre suppose une part d'oubli volontaire, — et cela c'est la composition; — une part d'oubli accidentel, — et cela ce sont les hasards de l'individualité. Je dirai même qu'un livre de critique n'est vivant que s'il excite la critique, s'il fait sa part dans un dialogue, s'il communique son ébranlement à un mouvement qui le dépasse, — c'est-à-dire, en somme, s'il est incomplet, s'il amène le lecteur à le rectifier. La maladie du scrupule qui refuse de se plier aux nécessités du travail accéléré sous prétexte que c'est du travail hâtif, à celles du travail utile sous prétexte que ce n'est pas du travail définitif, a rendu stériles bien des vies laborieuses.

D'ailleurs, ces deux dangers, une bonne éducation peut en préserver. On la reçoit d'ordinaire dans ces Universités dont les journalistes font une peinture à peu près aussi ressemblante que l'étaient, à Yonville-l'Abbaye, les imaginations d'Homais sur la vie des artistes et des journalistes eux-mêmes. Rive droite ou rive gauche, on est toujours l'Yonville de quelqu'un! Je sais bien que la critique et l'histoire littéraire, cela aussi fait deux rives distinctes; mais le critique qui ignore l'histoire littéraire n'a aucune chance de durer lui-même dans l'histoire littéraire, et l'historien de la littérature qui manque de goût critique tombe à plat dans un morne pédantisme.

***

En second lieu, la critique professionnelle est faite généralement par des esprits honnêtes qui savent, alors que la critique spontanée est faite souvent par des esprits agiles qui devinent, et que la critique d'artiste doit l'être par des esprits créateurs, qui recréent. Or savoir et voir sont deux opérations fort distinctes. Savoir porte sur le passé et voir est l'acte du présent! De là le dépaysement de la critique spontanée quand elle se trouve devant le passé, et de la critique professionnelle quand elle s'applique à l'œuvre présente. La querelle des Anciens et des Modernes au temps de Perrault et de Boileau a été une dispute entre ces deux critiques, dispute qui eut un moment bien saillant quand Perrault et Boileau discutèrent le début de la première *Pythique* de Pindare. Perrault conte comment, un président ayant lu devant sa femme la traduction de ce début, la présidente trouva Pindare fort ridicule, et c'est à la présidente que Perrault donne raison. Boileau voulut démontrer lourdement que la présidente avait mauvais goût et qu'on doit admirer ce début pindarique. Et Brunetière, dans son excellent chapitre sur cette querelle, expose que Perrault et Boileau se trompaient également, que celui-là seul est capable de juger une œuvre du passé qui peut la replacer dans son milieu et la revivre historiquement. Le jugement de la présidente, dit Brunetière, ne comptait pas, parce qu'elle ignorait tout de Pindare, de sa langue et de son temps. Et Boileau avait tort de croire qu'il pouvait lui montrer son erreur en ne faisant appel qu'au bon goût. Les œuvres du passé ne sauraient être comprises et jugées que par ceux qui savent le passé. Voilà le domaine de la critique professionnelle. Comme le disaient MM. de Goncourt, l'antiquité c'est le pain des professeurs. Qu'étaient-ce d'ailleurs que les anecdotes du XVIIIe siècle, les bordées de leur première bonne et les commérages de la seconde, sinon le pain de MM. de Goncourt? N'allons pas nous reprocher si aigrement nos pauvres nourritures terrestres!

Mais si l'ignorant est mauvais juge en matière d'œuvre classique, si le petit boutiquier ou la femme du monde qui lisent avec bonheur l'article quotidien du pamphlétaire du

jour ne peuvent guère que trouver les *Provinciales* assommantes et ne sont pourtant pas plus reçus à formuler ce jugement qu'un adjudant n'est admis au Conseil supérieur de la Guerre, il arrive quelquefois que le savant n'est pas très bon juge en matière d'œuvres actuelles, et qu'il manque devant elles de spontanéité, de flair, de tout cet esprit de finesse qui ne s'apprend pas. Brunetière, qui fait ici figure d'un admirable chef de file, déclare que la critique a trois objets, et trois objets seulement, qui sont juger, classer, expliquer. Ce sont bien en effet les trois moments de la critique professionnelle, comme le *saignare, purgare, clysterium dare* de la médecine moliéresque, et c'est en faisant ces trois pas qu'elle conquiert le monde du passé, qu'elle bâtit ses monuments historiques, qu'elle crée ces grandes suites littéraires qui sont l'honneur, la gloire, le décor de la cité critique, comme les églises et les palais d'une grande ville. Mais il est peu pratique, dans la vie courante, d'habiter les églises et les palais. Quand il s'agit de la littérature également courante, des livres du jour, juger, classer, expliquer, ces trois opérations majestueuses et redoutables paraissent un peu vaines à côté de cette condition nécessaire et presque suffisante qui s'appelle goûter.

***

Je dis *goûter* avec tout l'élément sensuel qui est heureusement impliqué dans ce mot, et qui s'ajoute à sa nature littéraire, ainsi que disaient les anciens, comme à la jeunesse sa fleur. Qu'est-ce que goûter? c'est éprouver un plaisir présent, c'est vivre dans le présent, c'est éveiller le moment présent.

Cueillons dès à présent les roses de la vie.

La critique professionnelle, historique, avec son sens du passé, son besoin de chaînes, de continuité, écrase et bouscule volontiers cette fleur délicate du présent. Elle juge, elle classe, elle explique. Elle goûte beaucoup moins. Lisez cette phrase de Brunetière dans le *Roman naturaliste*, au sujet d'un roman d'Alphonse Daudet : « Je vois bien dans les *Rois en exil* ce qu'il y a de nouveau; je n'y vois pas encore assez clairement, ni surtout assez profondément marqués, ces caractères qui

perpétuent les nouveautés et les font entrer dans la tradition. » En d'autres termes ce n'est pas le *nouveau* qui l'intéresse dans un livre, c'est ce qui est susceptible de devenir ancien, de se perpétuer en tradition. Et je veux bien que ce soit là un point de vue. Le jour de la vente des vins des hospices de Beaune, j'ai beaucoup de respect pour l'expert qui me dit que tel vin nouveau, fort agréable à boire, ne vaudra rien dans dix ans, tandis que tel autre, aujourd'hui épais et criard, sera dans vingt ans un nectar digne des dieux. Mais à la table de l'Hôtel de la Poste, mon goût présent demande du premier et non du second. Et la comparaison cloche d'ailleurs beaucoup, car l'expert bourguignon prévoit à coup presque sûr l'avenir d'un vin comme l'astronome les mouvements d'une étoile, tandis que la critique professionnelle ne peut prévoir que le passé. Prévoir le passé, c'est la troisième de ses grandes opérations, c'est *expliquer* — expliquer par exemple comment est née, a grandi, est morte la tragédie. Mais quand elle s'imagine que, sachant prévoir le passé, elle pourra, pour les mêmes raisons et par application des mêmes méthodes, prévoir l'avenir des œuvres présentes, elle aura toutes chances de se tromper. Elle confondra les caractères qui perpétueront les nouveautés avec les caractères qui les ont perpétuées, les bonnes nouveautés seront pour elle les nouveautés traditionnelles, c'est-à-dire les nouveautés qui n'en sont pas. Brunetière en était arrivé ici à un point de confiance incroyable et qui fait de lui vraiment un type. « Elle seule, dit-il de la critique, peut, en tout temps, se rendre compte à quel point précis de son développement en est l'évolution d'un genre; elle seule peut dire à quelles conditions devra répondre l'art nouveau, pour être vraiment nouveau d'une part, et de l'autre vraiment de l'art. » Cela figure dans l'article *Critique* de la *Grande Encyclopédie*, et c'est énorme.

Énorme, comme confusion entre ce qui est fait et ce qui est à faire (et voilà où le bergsonisme a fait entrer un courant d'air salubre!). Le critique professionnel a décrit l'évolution des genres dans l'histoire littéraire. Très bien. Et nous tirons notre chapeau devant un homme qui a accompli, dans cet ordre, le grand, le puissant travail que Brunetière nous a légué. Mais le voilà qui vient dire aux écrivains : « Attention!

moi seul, moi la Critique, du haut de ma chaire de professeur, je puis vous dire à quel point vous en êtes de l'évolution de votre genre. Spencer fait tenir la morale en cette maxime : sois un agent conscient dans l'évolution de l'univers. Vous, soyez des agents conscients dans l'évolution de vos genres. Et si vous désirez savoir comment vos genres évoluent, venez me trouver. Je vous dirai à quelles conditions doit répondre votre art pour apporter du nouveau, et du nouveau qui s'engrène dans la tradition même de son genre. Derrière ma chaire il y a un cabinet de consultations. » Des écrivains sont d'ailleurs entrés dans ce cabinet et ont observé les recettes de la critique pour continuer, en artistes conscients et organisés, l'évolution de leur genre. Brunetière a presque eu un disciple en la personne de Paul Hervieu, à qui notre astrologue avait persuadé que la conjonction des astres au ciel de la critique était favorable à la tragédie en prose. Sur la foi de ces étoiles, Hervieu s'embarqua avec confiance dans l'évolution de son genre, ayant Brunetière pour pilote, et je n'ai pas besoin de dire que cette nouveauté si traditionnelle ne fut qu'un déjeuner de soleil.

Brunetière loue la critique de défendre le monde contre le charlatanisme. Et il a raison. Mais vous savez ce que Platon répondit à Antisthène, ce philosophe en guenilles qui marchait sur ses beaux tapis en disant : Je foule aux pieds l'orgueil de Platon! « Avec un autre orgueil!... » Il ne faudrait pas que la critique luttât contre le charlatanisme avec un autre charlatanisme. Nous savons que la critique est mal venue à tracer aussi superbement leurs voies aux artistes, et qu'il n'est nul endroit où, mieux qu'en matière de génie, ce soit précisément ce qui est prévu qui ait le moins de chances d'arriver; la suite des œuvres littéraires, c'est une suite d'explosions de génie dont chacune est imprévisible du point de vue de l'autre, mais que l'esprit, faiseur de logique, peut et doit enchaîner en une logique une fois qu'elles sont devenues du passé. Il faut de grandes illusions pour projeter cette logique du passé en une logique d'avenir. L'expérience nous montre pareillement que les historiens deviennent de médiocres politiques. Bien que la mémoire du passé doive toujours éclairer l'action présente, néanmoins le sens du présent qui fait l'homme

d'action et le sens du passé qui fait l'historien jouent sur deux registres qui ne se mêlent presque pas; la nature ne les pousse un peu loin qu'en les spécialisant en des individualités distinctes. Il en est un peu de même en critique.

Voyez tous les écrivains qui ont marqué dans la critique professionnelle, depuis La Harpe et Nisard jusqu'à Lemaître et Faguet, pour ne rien dire des vivants, demeurer généralement en retard d'une génération. Ils ont dû vivre en état de lutte contre une partie de ce qu'il y avait de nouveau et de vraiment progressif dans la littérature de leur temps. L'exemple de Sainte-Beuve est caractéristique; il nous permet d'appliquer la méthode des variations concomitantes. Lui, le mieux doué et le plus grand de tous, il n'a pu porter le poids des deux tâches, éclairer à la fois le présent et le passé. Le Sainte-Beuve interprète de la littérature contemporaine et le Sainte-Beuve interprète de la littérature classique n'ont pas coexisté, ils se sont succédé : le second, pour fleurir librement, dut à peu près supprimer l'autre et couper les meilleurs des ponts qui le réunissaient à la littérature de son temps. Jusqu'en 1870, la critique professionnelle a vécu contre le romantisme, elle a vécu ensuite contre le naturalisme. Le romantisme ne paraît à Nisard et à Saint-Marc Girardin, à Villemain et même à Taine (si romantique pourtant!) que maladie; de même le naturalisme à Brunetière, le symbolisme à Lemaître et à Faguet, et ils respirent leur flacon de sels en passant dans ces zones dangereuses. Certes Lemaître a écrit son principal ouvrage de critique sur les *Contemporains*, mais notez que ces contemporains sont généralement ses aînés, ceux de la génération précédente, comme les personnages des *Essais de psychologie contemporaine* de M. Bourget. La vraie critique des contemporains n'est pas faite par les critiques professionnels, mais par ceux qui gravitent dans l'ordre de la critique parlée. De là les malentendus, les injures, les premiers appelant les seconds ignorants et snobs, les seconds traitant les premiers de cuistres, ou, comme disent les Goncourt, de « faiseurs d'éloges de morts ».

En matière de critique des contemporains, il faut surtout du goût, et du goût vivant, alerte, jeune, pas ce goût tourné vers le passé et vers les morts dont Lemaître a fait paradoxalement l'apologie dans sa jolie préface sur les *Vieux Livres*.

En matière de critique du passé, il faut surtout de la science, une science digérée et judicieuse, capable de situer et d'apprécier les écrivains à leur place historique et dans leur ordre littéraire. Et il va de soi que les deux qualités sont indispensables aux deux critiques, et qu'une critique idéale les réunirait également. Mais précisément cette critique idéale n'existe pas, il n'existe que des critiques réels, en chair et en os, et dans lesquels domine l'une des deux tendances. La tendance subalterne sert d'ombre, pour donner du relief à l'autre, et lorsque celle-ci, par une exigence de logique, veut s'étaler et s'expliquer dans une lumière parfaite, elle n'hésite pas à sacrifier complètement l'autre. Lisez Brunetière : « L'objet de la critique, dit-il, est d'apprendre aux hommes à juger souvent contre leur propre goût. La morale et l'éducation elles-mêmes ne consistent-elles pas aussi, comme la critique, à substituer d'autres motifs de jugement et d'action que ceux que nous suggère le tempérament? » Être hérétique, disait à peu près Bossuet, c'est avoir une opinion propre. Avoir mauvais goût, dirait Brunetière, c'est avoir son goût propre au lieu du goût de très haute et très puissante dame Critique; c'est avoir un goût présent, au lieu d'un goût fondé sur la tradition du passé et sur l'autorité de la parole qui se dit en la chaire de vérité. Mais ce qu'il faut retenir, c'est cette curieuse assimilation entre la critique et la morale, entre les choses de goût et les choses de discipline. Or on ne saurait comparer l'éducation morale et l'éducation du goût. Elles fonctionnent sur deux registres tout à fait différents. Les parents apprennent aux enfants bien portants à manger de tout, et, s'ils n'aiment pas le veau ou les haricots, quelques suppressions de dessert et quelques claques les conduisent à faire tout comme s'ils les aimaient. Les mêmes parents apprennent aux enfants malades à ne pas manger de tout ce qu'ils aiment, et à se priver de ce que le médecin interdit. Mais ni l'un ni l'autre de ces deux utiles enseignements ne peuvent être comparés à une éducation du goût. L'éducation du goût consisterait tout simplement à élever en l'enfant un futur Brillat-Savarin, à lui faire deviner si un petit four sort de chez le bon faiseur ou de chez l'épicier, si l'entrecôte vient du gril ou de la poêle, etc... Évidemment les parents s'en gardent bien. Ils savent que ce sens, comme

celui d'autres plaisirs, s'éveillera toujours assez tôt. Mais faire l'éducation du caractère d'un enfant en combattant sa gourmandise, ce n'est pas faire l'éducation de son goût. Il est beau et bon de lutter contre l'amour et contre la sensualité, mais, si cette lutte vous donne une valeur morale, une autorité morale, elle ne vous donne aucune autorité en matière d'amour ou en matière de sensualité. Si vous avez du génie elle vous permettra d'écrire le *Sermon sur l'Impureté*, mais non pas *Andromaque*. De même c'est la morale et non pas la critique qui amènera l'homme à juger contre son goût. Ou bien alors on appellera critique ce qui est morale comme Gorenflot appelait carpe ce qui était volaille. L'éducation du goût, c'est en somme l'éducation d'une aptitude à un plaisir. Dites que, pour créer un homme complet et sain, l'éducation du goût ne peut pas aller sans une éducation morale, d'accord. Mais ne les confondez pas, ne donnez pas à l'une le nom de l'autre. Que la règle morale s'impose à l'homme de goût, comme à tous les hommes, mais qu'elle ne s'impose pas au goût!

Seulement, cette distinction que nous pouvons faire en nous plaçant à un point de vue paradoxalement désintéressé, il est bien difficile qu'y soit amenée une critique de professeur, une critique d'enseignement, une critique d'éloquence, ajoutons, et disons surtout, une critique politique. On se scandalise souvent qu'il y ait chez nous, aujourd'hui, aussi bien dans la presse que dans l'Université, une critique de droite et une critique de gauche. En réalité la tradition est tellement invétérée qu'elle semble presque inhérente au genre lui-même. Les trois grands professeurs de la Restauration, Guizot, Cousin et Villemain, sont devenus trois hommes politiques de la monarchie de Juillet. La carrière de Taine, de Brunetière, de Lemaître, de Faguet s'est achevée en des écrits, ou même des actes, de politique; Sainte-Beuve, le moins touché, est mort tout de même sénateur. Et chez tous il s'agit non pas d'une politique de politicien, mais d'une politique de moraliste. On pourrait leur donner pour étiquette le titre d'un ouvrage de Faguet : *Politiques et Moralistes*. « Toute question littéraire, écrit Faguet, revient, pour M. Brunetière, à une question de morale, tout examen d'un livre revient pour M. Jules Lemaître à une enquête morale. » Et Faguet lui-même pourrait se

mettre en tiers. Tout cela donne de la vie à la critique, de la popularité aux critiques, je veux bien; mais tout cela répond aussi à la pente descendante et à la vieillesse des critiques. La critique de la chaire, qui, en 1781, a succédé à la prédication, revient à la prédication. Brunetière a même fini cardinal vert. Et dans tout cela la critique de goût devient ce qu'elle peut, n'occupe plus comme Cendrillon qu'une toute petite place à la cuisine : « Apprenez, mademoiselle, lui dit la duègne, qu'on doit savoir juger contre son propre goût... » Cela c'est proprement ordonner, dans les deux sens du mot, ordonner la maison et ordonner à un subalterne. Et voilà la troisième et la plus importante fonction de la critique professionnelle : c'est une critique qui ordonne.

***

Une critique qui lit pour savoir et qui sait pour ordonner. Dans sa plus grande partie, la critique professionnelle est une critique de la chaire; cette critique de la chaire a succédé à l'éloquence de la chaire, et, comme l'éloquence de la chaire, elle s'est attachée à faire de l'ordre.

Depuis La Harpe jusqu'à nos jours, la critique professionnelle et universitaire a réalisé cette œuvre considérable : mettre la littérature française en discours. D'abord en discours proprement dits, en éloquence. Ce fut l'œuvre de Villemain, dans la génération des trois professeurs, Cousin, Guizot et lui. Brunetière, qui a réalisé cette critique à la perfection, fut souverainement éloquent. Mais l'éloquence a subi un discrédit. Elle n'est pas, dans la critique oratoire, exempte de ce charlatanisme de bonne foi dont nous trouvions tout à l'heure des traces, jusque dans le très honnête homme que fut Brunetière. Songez qu'il cite avec complaisance ces lignes de Victor Cousin où apparaît en un jour si cru la tare du génie oratoire : « Oui, messieurs, donnez-moi la carte d'un pays, sa configuration, ses climats, ses eaux, ses vents et toute sa géographie physique; donnez-moi ses productions naturelles, sa flore, sa zoologie et je me charge de vous dire *a priori* quel sera l'homme de ce pays, et quel rôle le pays jouera dans l'histoire, non pas accidentellement, mais nécessairement; non pas à

telle époque, mais dans toutes; enfin l'idée qu'il est appelé à représenter. » Cela était déclamé et gesticulé vers 1827 dans une chaire de Sorbonne, au milieu d'un enthousiasme qui renouvelait autour de Cousin, sur la montagne Sainte-Geneviève, les jours d'Abélard : mais vraiment Gaultier-Garguille sur le Pont-Neuf et Mangin devant sa boîte à crayons ont-ils jamais fait montre d'un charlatanisme plus effronté? Brunetière nous dit que ces lignes de Cousin ont le grand honneur d'annoncer la critique de Taine; c'est malheureusement vrai et ce n'est pas flatteur pour Taine, autre victime de l'enchaînement oratoire, qu'il prit, tout comme Cousin, pour un enchaînement scientifique, ou un enchaînement de la nature. C'est vraiment, disait Sainte-Beuve de Taine, se confondre orgueilleusement avec l'intelligence créatrice du génie que de croire qu'on pourra déterminer et classer toutes les causes de sa production. Eh oui! Aujourd'hui ces bâtiments d'Exposition, que Taine appelait des palais d'idées, sont à bas. La critique universitaire a pris, depuis vingt ans, des habitudes de rigueur, d'examen et de défiance qui l'ont fait réagir, tout comme l'art de notre époque, contre les généralisations oratoires. Elle aussi a suivi le conseil : Prends l'éloquence et tords-lui le cou. Mais le mot de discours a encore un autre sens, et elle demeure tout de même une critique de discours.

Discours signifie ordre. Le *Discours sur la méthode*, le *Discours sur l'histoire universelle*, le *Discours sur les Révolutions du globe*, ont pour but de révéler un ordre dans cette méthode, cette histoire et ces révolutions. La critique professionnelle a renoncé à l'éloquence, elle n'a pas renoncé à sa fonction essentielle, qui est d'enchaîner, d'ordonner, de présenter une littérature, un genre, une époque à l'état de suite, de tableau, d'être organique et vivant. Posséder son XVIe, son XVIIe, son XVIIIe, bientôt son XIXe siècle, à la fois comme un historien possède le temps et un romancier les personnages qu'ils font vivre, mettre de la logique et du « discours » dans le hasard littéraire, voilà la carrière et l'honneur de cette critique, telle qu'elle a progressé pendant tout le XIXe siècle français. Jules Lemaître écrivait de Brunetière : « M. Brunetière est incapable, ce semble, de considérer une œuvre, quelle qu'elle soit, grande ou petite, sinon dans ses rapports avec un groupe

d'autres œuvres, dont la relation avec d'autres groupes, à travers le temps et l'espace, lui apparaît immédiatement, et ainsi de suite... Tandis qu'il lit un livre, il pense, pourrait-on dire, à tous les livres qui ont été écrits depuis le commencement du monde. Il ne touche rien qu'il ne le classe, et pour l'éternité. » C'est là, indiquée sur un ton un peu ironique, l'hyperbole d'une qualité inhérente à toute critique professionnelle, c'est-à-dire à la critique qui vit dans le passé, — qui s'assimile une histoire, — qui sait. Même Lemaître, revendiquant contre cette critique les droits de la critique impressionniste, qui ne cherche qu'à jouir, est obligé d'écrire : « Lire un livre pour en jouir, ce n'est pas le lire pour oublier le reste, mais c'est laisser ce reste s'ordonner librement en nous, au hasard charmant de la mémoire; ce n'est pas couper une œuvre de ses rapports avec le demeurant de la production humaine, mais c'est accueillir avec bienveillance tous ces rapports. » Détendue chez Lemaître, tendue chez Brunetière, il s'agit bien de la même critique, celle d'hommes qui lisent et qui savent, qui vivent dans la forêt d'un passé, qui voient les œuvres sous l'aspect de la société qu'elles forment avec d'autres œuvres. Mais pour l'un cette société est une Athènes, pour l'autre une Lacédémone.

Si le style n'est que l'ordre et le mouvement qu'on met dans ses pensées, le discours ainsi entendu peut bien être appelé le style même de la critique, puisque entre les œuvres, il propage de l'ordre et du mouvement. On me dira : « Ce que vous appelez la critique professionnelle, pourquoi ne l'appelez-vous pas la critique historique? » Mon Dieu! je veux bien. Il s'agit là en effet d'une critique historique, puisque c'est l'histoire littéraire seule qui permet cet ordre et ce mouvement, fournit au critique cette épaisseur de passé, cette réalité de durée, cette continuité, ce solide et ce plein. Mais nous venons de voir qu'on pourrait aussi bien l'appeler une critique morale, et même (si les incursions des critiques purs dans la philosophie n'étaient point, Brunetière et Faguet l'ont montré à leurs dépens, parfois bien comiques) une critique philosophique. En effet cette critique ne peut s'acquitter de sa fonction et approcher de son but qu'en faisant comme le philosophe, en formulant, en forgeant des Idées. J'entends Idées au sens platonicien : des réalités intelligibles qui synthétisent

et unifient une quantité indéfinie de réalités sensibles. Ces réalités intelligibles, ces universaux, c'est par exemple l'ensemble d'une littérature, cette littérature française qu'un vrai critique, un Nisard, un Sainte-Beuve, un Brunetière, un Lanson, connaissent comme une unité, comme la respiration d'une seule poitrine; c'est un siècle, ce siècle de Louis XIV, découpé dans la durée et vraiment créé par le génie à la fois abstrait et précis d'un Voltaire; ce sont les genres, ces personnes logiques qu'une critique intégrale, inflexible, fanatique comme celle de Brunetière est invinciblement portée à substituer à la multiplicité réelle des personnes et des œuvres individuelles. Ici notre critique historique, morale, philosophique, devient une critique scolastique. Mais il faut des scolastiques, il faut de temps à autre une scolastique, moment d'ordre et de repos pour le travail humain, tremplin qui le fera mieux rebondir quand il réagira contre la scolastique. Je crois donc que tous ces termes, rencontrés sur notre chemin, et d'ailleurs justifiés, ne donnent pas une idée d'ensemble aussi précise que celui de critique professionnelle.

***

Tout en considérant la méconnaissance, la lutte, les ironies et les épigrammes de chacune de ces critiques vers les deux autres comme une nécessité de leur existence et comme une preuve de leur santé, je ne crois pas que ce soit faire œuvre inutile que d'inviter chacune d'elles à se bien voir limitée par ses voisines et à les tolérer. Malheureusement la critique professionnelle ne donne pas l'exemple. Elle n'est guère exercée que par des professeurs, qui aiment discuter entre eux, mais qui n'aiment guère être discutés du dehors. Il en est en matière de critique comme en matière de gouvernement. Le personnel des bureaux s'indigne volontiers d'être gouverné par un personnel d'avocats, d'hommes politiques incompétents, qui se partagent au petit bonheur des portefeuilles auxquels tout le monde est bon, et que flanque un personnel, non moins suffisant ni moins insuffisant, de gens de cabinet. Et je ne dis point que les bureaux et les Conseils Supérieurs aient tort. Mais entendons l'autre cloche. C'est vrai, disent

les politiciens, nous ne sommes pas des professionnels, nous sommes bons à tout et à rien, mais nous représentons le public, et il faut bien que le public soit représenté. Évidemment il y aurait là un beau dialogue socratique à faire. Mais enfin dans la réalité cela s'arrange à peu près : la force d'inertie des administrations et l'activité ignorante des avocats se recoupent, se neutralisent, se corrigent, et il sort une de ces cotes mal taillées qui font l'ordinaire de la vie politique comme de la vie conjugale. Un ménage ou un État où l'on croasserait du matin au soir : j'ai droit! j'ai droit! deviendraient vite des enfers. Eh bien! la critique parlée, la critique des journaux, la critique du jour, peu familière avec l'histoire et les classiques, mais alerte et perspicace en matière de mode, de présent, elle constitue, à côté de la critique professionnelle et parfois contre elle, la critique du public. Brunetière dit éloquemment et justement que la critique (il entend par là sa critique professionnelle) défend le passé contre l'oubli de la génération présente. Mais cette défense peut fort bien outrepasser son rôle bienfaisant, et la poussée de la génération présente doit faire sentir à cette critique que le passé n'est pas tout. Exagérer le droit des morts qui parlent, c'est déjà parler soi-même un peu comme un mort. Les professeurs font l'éducation de la jeunesse, mais les caricatures dessinées par la jeunesse font aussi un peu l'éducation des professeurs. Il n'est pas mauvais que la critique des journaux et la critique de la chaire soient exercées par deux personnels différents.

Voici un exemple curieux. La critique professionnelle a depuis un demi-siècle, ou elle a encore, trois bêtes noires, les Goncourt, Stendhal, Baudelaire (ces trois sont donc quatre, comme les Mousquetaires). Pour les Goncourt cela se comprend. Les Goncourt représentent non seulement le modernisme dans la sensibilité et dans la langue, mais la conscience aiguë et la théorie même du modernisme; le modernisme, dirions-nous, est le pain des Goncourt comme l'antiquité le pain des professeurs. Mais Stendhal? Un des successeurs de Brunetière à la *Revue des Deux Mondes*, où l'héritage d'Alexandre a été partagé, M. Victor Giraud, écrivant une longue et enthousiaste étude sur Édouard Rod, ne trouve guère qu'une

chose à reprocher au grand Helvète : c'est d'avoir fait un livre sur Stendhal et « de ne pas répondre à la seule, ou du moins, à l'essentielle question que me paraît soulever l'étude de Beyle, à savoir les raisons de l'extraordinaire et démesurée réputation de ce pauvre écrivain ». Faguet se posa la même question au sujet de Baudelaire. Et, bien que Taine ait admiré et pratiqué Stendhal, on sait comment Stendhal et Baudelaire ont dû être imposés de force à la critique professionnelle. Imposés par qui? Faguet remarque que le succès de *Madame Bovary* a été fait par le public et non par la critique, à laquelle le public a fini par l'imposer. C'est juste, mais entendons-nous. Le public impose-t-il un livre à la critique en l'achetant et en le lisant? Non évidemment. Il n'a pu lui imposer ni les *Mémoires d'un Âne* de madame de Ségur, ni *Notre-Dame-de-Lourdes* d'Henri Lasserre, qui étaient, avant *Cyrano* et *la Garçonne*, les deux plus grands succès de vente de la librairie française. Et le vrai public ne peut qu'acheter, lire et dire. Il n'impose un livre à la critique que lorsque ce *dire* se transforme en un *écrire*, c'est-à-dire lorsqu'il fait de la critique. Et qui fait la critique publique? Ce sont les honnêtes gens de Paris et les journaux. Les honnêtes gens, les journaux, surtout les artistes, ont imposé à la critique professionnelle Flaubert, Stendhal, Baudelaire, et le centenaire de celui-ci nous a montré une victoire décisive, consacrée par l'adhésion ou le silence de l'adversaire.

C'est également de haute lutte qu'a dû être emportée sur la critique professionnelle et universitaire la réintégration de Ronsard, aujourd'hui officielle et définitive. Nisard, de qui l'enseignement à l'École Normale a modelé jusque vers 1880 les valeurs de la critique universitaire, souscrit encore dans son *Histoire de la littérature* au jugement de Boileau :

> Ronsard, qui le suivit, par une autre méthode...

et déclare que « l'histoire de la poésie française jusqu'à Malherbe ne peut être que le commentaire de ce texte consacré » auquel les romantiques donnaient si justement des nasardes, et où nous voyons aujourd'hui autant d'erreurs que de mots.

Exemple inverse et aussi instructif. Si la critique univer-

sitaire a trois bêtes noires, dont une à deux têtes, la critique des journaux, des contemporains, a eu et a encore une bête triplement noire, qui est Brunetière, Brunetière (qui, dans son discours de réception à l'Académie, où il succédait à un journaliste, avait d'ailleurs lancé une déclaration de guerre aux journalistes) connut le rare privilège d'être considéré comme un cuistre et un crétin par la presque unanimité des journalistes de gauche et de droite. Ceux de gauche y furent aidés par son attitude dans l'affaire Dreyfus, ceux de droite par son libéralisme politique et son rôle de cardinal vert. Mais il y avait, en matière de critique, des raisons plus profondes. Brunetière était un professeur qui régentait. Aucun esprit bien fait ne songe à empêcher un professeur de régenter dans sa classe, dans son école, dans son université, dans ses livres scolaires : il ne saurait guère exister d'enseignement sans cela. Mais Brunetière, par l'Académie et la *Revue des Deux Mondes*, régentait à la ville, et son être s'épanouissait dans l'acte de régenter oratoirement et dialectiquement. Il régentait le plus sur ce qu'il connaissait le moins : littérature contemporaine, étrangère, philosophie, science (en faillite), politique, et rien ne pouvait moins réussir à Paris, où l'esprit critique se moqua du critique. Dans son livre *Servitude et grandeur littéraires*, M. Camille Mauclair exprime à peu près l'opinion des journalistes et des écrivains sur Brunetière lorsqu'il dit : « Barrès ne pouvait pas plus souffrir que nous tous le célèbre pédant cacographe de la *Revue des Deux Mondes* qui demeurera pour moi le plus stupéfiant spécimen des gloires littéraires en toc de la Troisième République. » Et il ne se passe guère de semaine où l'*Action Française* n'envoie, encore aujourd'hui, quelque injure à la cuisine, à la critique et à la syntaxe de Brunetière.

Lutte normale de rive à rive, de quartier à quartier, de profession à profession, de nature d'esprit à nature d'esprit, de genre de critique à genre de critique. Aucun critique professionnel, aucun critique universitaire, s'il est de bonne foi, ne partagera ce sentiment, mais, s'il est d'esprit libre, il le comprendra. Le critique professionnel idéal serait installé dans l'intérieur d'une littérature, comme le sculpteur qui fait un buste installe son esprit, l'âme conductrice de sa main,

dans l'intérieur de la tête qu'il copie, dans les profondeurs vivantes de son modèle. Connaître une littérature de l'intérieur, c'est en éprouver, en discerner, en suivre, en classer les courants, voir en les écrivains des manières de créer, d'épouser, d'infléchir, de modifier ces courants; c'est coïncider avec sa durée vivante; c'est croire à une existence organique de cette littérature, comme le sociologue croit à l'existence organique de la société indépendamment des individus qui la composent; c'est la sentir à la façon d'une idée platonicienne, du Grand Être positiviste, ou de l'élan vital bergsonien. A l'artiste employé à créer une œuvre présente, au journaliste occupé à jouir du moment actuel et à en dessiner la figure originale, cette sympathie désintéressée avec toute la durée d'une littérature ne dit à peu près rien, et elle n'a en effet pas grand'-chose à leur dire : elle dérangerait les conditions et le climat favorables à leur réussite. C'est besogne de critique, d'homme qui vit avec la série des écrivains passés, et qui a besoin d'organiser cette série. Or aucun de ceux qui font réellement ce métier ne partagera l'opinion des journalistes et des artistes sur Brunetière. Un critique reconnaîtra en Brunetière un critique, un vrai et un grand critique, parce que Brunetière a senti, vu, connu du dedans la littérature française, de Malherbe à Lamartine. Sa vision littéraire a ses partis pris, mais il n'y a pas plus de critique que d'art sans des partis pris, les partis pris d'un critique rectifient ceux d'un autre critique, et la critique de Brunetière (toujours dans ces limites de Malherbe à Lamartine) est généralement vraie en ce qu'elle affirme et fausse en ce qu'elle nie. En tout cas sa méthode, ou plutôt le fond de sa méthode, s'accorde avec le cœur même de la critique professionnelle. Les efforts des artistes et des journalistes pour exclure un Brunetière de la critique ressemblent aux efforts des critiques professionnels, et de Brunetière d'abord, pour exclure de l'art un Vallès, ou un Baudelaire. Ce sont là des oppositions naturelles entre les trois critiques, oppositions qui les corrigent l'une par l'autre, les obligent à produire, et leur donnent ou devraient leur donner le sentiment de leurs limites, de cette Pauvreté, mère, selon Platon, de l'amour et de la vie.

ALBERT THIBAUDET

LES EXPÉRIENCES

DE

CONTRIBUTION VOLONTAIRE

DANS L'HISTOIRE

L'idée de faire appel aux contributions volontaires des citoyens pour subvenir aux besoins d'un Trésor en difficultés n'est pas neuve. Les matrones romaines n'avaient-elles pas déjà, un jour, offert au dictateur Camille leurs bracelets et leurs bijoux pour lui permettre d'envoyer à Delphes le vase d'or qu'il avait promis aux dieux? Et, sous l'Ancien régime, les rois de France n'ont-ils pas, à plusieurs reprises, aux époques de détresse nationale, donné l'exemple aux riches en faisant porter à la Monnaie leur vaisselle d'argent?

Mais il est impossible de comparer de tels gestes à celui qui s'est esquissé durant ces derniers mois à travers tout le pays sous la forme d'une contribution volontaire pour le salut du franc et l'amortissement de la dette publique. Les temps passés étaient trop différents des nôtres : ni les mœurs, ni la civilisation, ni l'état de la société ne se peuvent comparer avec ceux d'aujourd'hui.

Au contraire, en remontant à travers l'histoire contemporaine, on retrouve la trace d'au moins quatre expériences de contributions volontaires ou de souscriptions publiques assez analogues à la nôtre pour que nous puissions en tirer quelques enseignements utiles : la souscription publique ouverte en Italie l'hiver dernier pour le paiement de la première annuité à l'Amérique, celle qui s'ouvrit à Nancy en 1872 pour

hâter la libération du territoire, celle qui s'organisa en 1848 sous le Gouvernement provisoire, et enfin celle qui fut instituée par l'Assemblée Constituante en 1789 sous la double forme de la contribution du quart et des dons patriotiques.

***

Ces quatre expériences ne sont d'ailleurs intéressantes qu'à des titres forts divers et très inégaux.

Nous ne parlerons ainsi que très brièvement de la souscription italienne et de celle de 1848, car ni l'une ni l'autre ne ressemblent à la contribution volontaire d'aujourd'hui : ni l'une ni l'autre en particulier ne furent destinées à l'amortissement de la dette publique.

En Italie, l'hiver dernier, il ne s'agissait pas de provoquer parmi les citoyens une grande émulation en faveur d'une aide illimitée au Trésor. Il fallait simplement organiser dans tout le pays une grande manifestation destinée à marquer le rétablissement du crédit de l'État et à affirmer la popularité du gouvernement de M. Mussolini au lendemain de la signature de l'accord avec les États-Unis. Au demeurant, il suffisait de trouver un nombre restreint de millions destinés à une opération nettement délimitée qui devait ouvrir elle-même l'ère de la libération du pays vis-à-vis d'un État étranger créancier.

Dans ces conditions — et en admettant que les chiffres fournis par le gouvernement aient correspondu exactement aux souscriptions réelles — il n'est pas étonnant que l'expérience ait réussi : en quinze jours 80 à 90 millions de lires environ avaient été versés par le public sur les 125 millions dus à l'Amérique et la souscription était close.

L'expérience tentée était, on le voit, fort différente de la nôtre, et son succès prouve seulement que lorsqu'un gouvernement pratique une politique d'honnêteté financière, qu'il prend souci avant tout du crédit de l'État, et qu'il gagne la confiance de l'immense majorité des citoyens, il peut utilement faire appel à leurs concours — même à leur concours désintéressé — pour passer une échéance difficile ou assurer un versement immédiat à l'étranger. Dans ce cas la souscription

volontaire ne se substitue ni à l'impôt ni à l'emprunt : elle n'est qu'un moyen subsidiaire d'affirmer le crédit de l'État et la confiance de l'opinion publique dans le gouvernement. Elle peut servir à couronner une œuvre de restauration financière; nul ne prétend l'ériger en système d'assainissement.

***

Le mouvement d'offrandes patriotiques qui s'était dessiné en France durant le mois de mars 1848 n'avait d'ailleurs revêtu, lui, aucun de ces deux caractères. Il n'avait même pas eu l'avantage de se trouver, comme la souscription italienne, orienté vers un but précis et nettement limité. Parti du peuple, il resta essentiellement populaire, c'est-à-dire généreux et spontané : le gouvernement ne sut ou ne put en tirer parti et lorsque le mouvement s'éteignit de lui-même, on put constater qu'il n'avait fait qu'aider à jeter dans le gouffre sans fond des finances publiques des sommes d'ailleurs si insignifiantes que les historiens de la Révolution de 1848 n'en ont pas tenu compte dans les bilans qu'ils ont dressés de l'œuvre financière du Gouvernement provisoire.

On sait dans quel état lamentable se trouvait le Trésor public au début du mois de mars. Garnier-Pagès, qui quittait à ce moment la mairie de Paris pour prendre le portefeuille des Finances, avouait que le Trésor était vide et que l'État menaçait de périr d'inanition. Aussitôt, dans les divers arrondissements de la capitale, l'idée d'une grande souscription volontaire germa. Le *Constitutionnel* et les autres journaux s'en firent l'écho. L'archevêque de Paris offrit que le clergé fît le sacrifice de son argenterie. L'honorable M. Ferrère-Lafitte fit verser 25 000 francs au Trésor public « à titre de don patriotique et sans réserve pour les appels ultérieurs que la République pourra faire ». Les ouvriers de Puteaux offrirent une journée de leur salaire au profit des nouveaux comptoirs d'escompte qui venaient d'être créés pour remédier à la crise du crédit. D'autres ouvriers envoyaient au gouvernement le montant de leurs économies déposées dans les Caisses d'épargne.

Le mouvement des dons était déclenché : durant deux

mois ce fut, au témoignage de Garnier-Pagès, une continuelle procession vers l'Hôtel de Ville de citoyens de tous les métiers, de toutes les conditions, qui venaient porter leurs patriotiques offrandes.

Toutes les corporations, depuis celle des porteurs d'eau ou celle des Messageries nationales jusqu'à celle des marchands aux halles et celle des travailleurs des chemins de fer, vinrent apporter leur part à la contribution volontaire.

Les salons de l'Hôtel de Ville furent alors témoins des scènes les plus émouvantes, les plus pathétiques. « Citoyens! disaient les ouvriers imprimeurs sur étoffes nous vous apportons 2 000 francs pour aider à la réussite de votre noble création. Le seul regret que nous ayons est de ne pouvoir centupler notre modique offrande que nous vous donnons avec bonheur. »

Les ouvriers lithographes et les employés de la maison Lemercier déposaient 560 francs, regrettant que « la crise financière qui restreint le travail et paralyse leurs bras ne leur permît pas d'augmenter cette somme, offerte de grand cœur et prélevée sur le strict nécessaire aux besoins de leurs familles », et ajoutant que « les travailleurs ont encore des jours de misère et de souffrance au service de la République ».

Les ouvriers de l'Administration des tabacs et les ouvriers boulangers venaient précédés de jeunes filles vêtues de blanc, plaçant ainsi leurs offrandes sous l'emblème de l'innocence et de la pureté. Des citoyens du faubourg Saint-Antoine, au son des tambours, offraient avec leur tribut une statue de la Liberté. D'autres présentaient leurs bannières et leurs drapeaux qui tapissèrent longtemps les grands salons de l'Hôtel de Ville.

De pauvres ouvriers venaient offrir leurs montres, d'autres les bijoux de leurs femmes et de leurs enfants. Des jeunes filles donnaient leurs colliers et leurs boucles d'oreille. Un décoré de Juillet déposa sa médaille, un soldat sa croix. Un citoyen envoya à MM. Bérenger et Lamennais la timbale d'argent qui constituait tout l'héritage qu'il avait reçu de son vieux père.

La bourgeoisie s'associait d'ailleurs à l'élan des ouvriers : des rentiers offraient le dixième de leurs rentes, des propriétaires le dernier terme de leurs loyers échus, des administrateurs leurs jetons de présence, des officiers ministériels l'intérêt

de leur cautionnement. Le clergé organisait des quêtes en faveur de la République et envoyait, avec leur produit, des couverts d'argent ou des vases précieux. Les élèves des Écoles et des lycées venaient à la fois présenter leurs vœux et leurs offrandes. Bourgeois et gens du peuple alternaient dans les salons de l'Hôtel de Ville.

Les membres du Gouvernement provisoire ne pouvaient suffire à recevoir les députations. Au début ils se contentèrent de se faire seconder dans cette civique mission par MM. Buchez, Recurt, Edmond Adam, et Barthélemy Saint-Hilaire.

« Puisant leurs inspirations dans les dicours des députations, nous dit Garnier-Pagès, ces dignes interprètes du pouvoir improvisaient leurs réponses avec un heureux choix d'expressions venues du cœur et allant au cœur; ils produisaient l'enthousiasme, confirmaient les bonnes pensées, encourageaient au bien, repoussaient le mal, provoquaient le dévouement, exaltaient les âmes, vivifiaient le feu sacré de l'amour de la patrie. »

Cependant, la foule accourant sans cesse pour apporter à l'Hôtel de Ville ses contributions volontaires, le gouvernement songea — un peu tard — à régulariser le mouvement.

Le 29 mars il institua une « Commission des dons offerts à la patrie » et fit précéder son décret d'une proclamation patriotique rédigée selon toutes les lois de la rhétorique à la mode. « Citoyens! concluait-elle, vous donnez au monde un sublime exemple! L'Hôtel de Ville, ce palais du peuple, en est tous les jours le silencieux témoin; mais si votre modestie veut cacher ces héroïques vertus, le Gouvernement provisoire doit les révéler à la France et à l'Europe qui vous contemplent! »

La Commission des dons était présidée par Lamennais et comprenait avec Bérenger, comme vice-président, Littré, Charles Thomas, Viardot, Paul de Musset, Chevalon et Clément Thomas.

Elle travailla avec le zèle le plus louable à réunir le plus possible de contributions : elle ouvrit des bureaux dans toutes les mairies, s'adressa directement aux trente-sept mille communes de France, aux grands corps de l'État, à l'armée, à la marine, au clergé, aux ministres des cultes réformés, aux membres du consistoire israélite.

Malheureusement l'élan de la province s'affaissa beaucoup plus vite que celui de la foule parisienne, et au bout de quelques semaines les membres de la Commission virent avec douleur que leurs efforts devenaient de plus en plus vains et inutiles.

« Peu à peu, avoue Garnier-Pagès, le premier élan se ralentit, l'enthousiasme s'affaisse, le dévouement s'épuise, l'égoïsme souffle, et l'esprit de parti étouffe les sentiments généreux ».

C'est qu'au demeurant la Commission des dons avait été chargée seulement de canaliser le mouvement d'offrandes patriotiques qui affluait vers l'Hôtel de Ville. Elle n'avait pas à s'occuper de l'utilisation rationnelle des sommes ainsi obtenues. Et comme le Gouvernement provisoire lui-même n'avait pas pris soin d'affecter les recettes de ce genre à un chapitre précis des dépenses publiques, les citoyens les plus enclins à la générosité et à l'abnégation ne tardèrent pas à saisir que leurs offrandes allaient se perdre dans le courant rapide des finances publiques entraînées à l'abîme.

Le compte des sommes reçues fut peut-être ouvert à l'Hôtel de Ville par la Commission des dons : le compte des dépenses effectuées sur ces ressources semble en revanche n'avoir jamais été dressé, et toutes les sommes provenant des offrandes patriotiques disparurent englouties en peu de temps dans le gouffre des dépenses de l'État.

L'expérience de 1848 n'a donc que des rapports lointains avec la contribution volontaire actuelle. On ne peut la comparer avec elle, puisqu'elle ne fut jamais orientée par le gouvernement vers un but précis. Elle ne fit partie d'aucun plan d'ensemble, d'aucun système financier. Ce ne fut qu'un geste populaire, généreux comme le sont souvent les gestes du peuple, mais malheureusement aussi, de l'aveu de Garnier-Pagès lui-même, « plus touchant qu'efficace ! »

***

La souscription publique ouverte en France en 1872 eut bien une origine aussi modeste, mais elle reçut aussitôt une destination plus ambitieuse. Elle n'était due qu'à l'initiative privée de quelques citoyens généreux de la ville de Nancy. Mais elle était destinée dans leur esprit à se substituer, au

moins partiellement, au deuxième emprunt de 3 milliards auquel songeait le gouvernement, et elle échoua d'ailleurs en partie parce que celui-ci, soucieux de réserver l'avenir immédiat et d'assurer le succès de son emprunt, en découragea les auteurs et alla jusqu'à la discréditer ouvertement devant l'Assemblée Nationale.

L'idée en avait germé à Nancy au moment où l'on agitait par ailleurs tous les systèmes possibles jugés propres à hâter la libération du territoire : emprunt d'État, loterie nationale, impôt sur le capital, emprunt forcé, etc.

Le 16 janvier 1872, à Nancy, M. Jules Gouguenheim avait donc pris l'initiative d'adresser aux journaux une lettre réclamant l'ouverture d'une grande souscription nationale pour la libération du territoire.

D'après le projet de M. Gouguenheim, la souscription devait être conditionnelle et valable seulement dans le cas où elle atteindrait 500 millions dans l'année 1872.

Quelques jours après, un certain M. Besval, ancien notaire, proposait une autre combinaison. Il s'agissait de réunir la somme de 3 milliards en dix annuités. On aurait ainsi réalisé par dons volontaires échelonnés, à diverses échéances, la liquidation totale de notre rançon.

Mais ce fut la combinaison de M. Gouguenheim qui prévalut et les députés des départements de l'Est se chargèrent de recommander à toute la France ce mode de souscription conditionnelle.

A deux reprises différentes une délégation du comité de Nancy se rendit à Paris pour instituer un comité central directeur.

Partout, en Lorraine, on organisait des concerts et des loteries, on faisait des collectes dans les établissements d'instruction publique, dans les ateliers, les maisons de commerce et de banque, les bureaux d'un grand nombre d'administrations, parmi les membres des associations de prévoyance et de secours mutuels, on imaginait des cavalcades et des représentations théâtrales, on quêtait dans les églises, aux repas de noce, dans les réunions musicales, dans les soirées.

Les journaux locaux sans distinction d'opinion patronnaient la souscription; l'autorité ecclésiastique invitait offi-

ciellement les curés à s'y associer et à aider de tout leur pouvoir les comités qui s'étaient formés dans les paroisses.

Malheureusement toutes les provinces ne suivirent pas l'exemple des départements envahis et à Paris l'on se rendit bientôt compte que l'opinion n'était point unanime en faveur du geste patriotique dont Nancy avait pris l'initiative.

La presse en effet était restée très sceptique, les grands journaux parisiens avaient affecté de considérer la souscription ouverte à Nancy comme une œuvre purement locale, et la *Revue des Deux Mondes* avait même accueilli un article de Victor Bonnet condamnant ouvertement, comme chimérique et dangereux, ce mode de libération du territoire.

Le gouvernement enfin ne tarda pas, tout en rendant hommage aux intentions des initiateurs de la souscription, à jeter dans la balance le poids d'une condamnation officielle prononcée du haut de la tribune de l'Assemblée Nationale au nom des intérêts supérieurs du crédit public.

Le 28 février 1872, était venue justement devant l'Assemblée la discussion d'une proposition de loi de MM. Salneuve et Antonin Lefèvre-Pontalis tendant à instituer une Commission spéciale qui eût été chargée exclusivement de rechercher les moyens de hâter la libération du territoire.

Un membre de l'Assemblée, M. Lefébure, en profita pour faire porter la discussion sur la souscription volontaire et pour reprocher à l'Assemblée Nationale de vouloir rester trop à l'écart de l'élan de la nation.

L'Assemblée s'expose ainsi, déclara-t-il, à ne pas tenir suffisamment compte du sentiment qui anime le pays. Elle paraît se désintéresser de l'effort patriotique que tente la nation sans même avoir examiné s'il est possible d'en tirer parti, en le limitant, en lui assignant un objet précis, en le faisant concourir à une combinaison financière plus vaste et plus efficace.

Les comités s'organisent partout, même hors de France. Les citoyens se groupent et se rapprochent dans cette pensée commune et désintéressée; toutes les classes s'associent; on voit des ouvriers s'imposer les plus lourds sacrifices... Ce mouvement de l'opinion publique, c'est un avertissement qui nous est donné, c'est une sorte de mise en demeure d'avoir à placer avant toutes nos préoccupations, avant tous nos travaux, la grande question de la libération du sol.

Après avoir reconnu que la souscription publique ne

pouvait aboutir qu'à des résultats limités et qu'au demeurant l'on ne pouvait pas plus improviser des milliards que des armées, M. Lefébure concluait :

Ça a été sans doute une folie généreuse au début de parler de milliards. La cotisation volontaire peut produire des millions, elle ne peut pas procurer des milliards. Mais on s'est arrêté exprès à des chiffres plus pratiques, et ces chiffres pourquoi ne les atteindrait-on pas avec un peu de bon vouloir de la part des pouvoirs publics? Pourquoi les ressources que fournirait ainsi la générosité du pays ne constitueraient-elles pas un élément important pour une combinaison financière plus vaste dont elles faciliteraient la réalisation?

Mais c'est justement parce que le gouvernement envisageait une combinaison financière conforme aux règles les plus strictes de l'économie politique traditionnelle qu'il se refusait à suivre l'élan généreux auquel on lui demandait de s'associer.

Le ministre de l'Intérieur, Victor Lefranc, déclara ouvertement qu'il avait le regret de ne pouvoir se laisser convaincre par l'éloquence ardente du précédent orateur. « Les voies ordinaires sont les meilleures, ne cessa-t-il de répéter, les voies ordinaires doivent être suivies. » Le premier emprunt de 2 milliards avait parfaitement réussi; pourquoi changer de méthode? pourquoi proclamer à l'avance qu'il fallait cette fois faire un effort spécial et inusité? pourquoi risquer de compromettre par un appel prématuré aux ressources du pays la grande opération de crédit à laquelle songeait le gouvernement?

Son discours, prononcé à regret, tant était digne d'éloge l'initiative des citoyens de Nancy, respirait d'un bout à l'autre le souci du crédit de l'État et le sentiment profond des conditions nécessaires à sa sauvegarde.

Le vrai signe de la grandeur financière et politique chez une nation, disait le ministre, *c'est qu'elle n'ait à faire appel au crédit qu'au nom de la confiance qu'elle inspire,* et cette confiance, elle doit savoir la demander et l'inspirer non seulement à ses enfants qui ont à assurer la prompte libération du territoire, non seulement à ceux mêmes à qui elle doit payer la contribution de guerre, mais encore à l'Europe entière qui est tout aussi intéressée à la libération de notre territoire qu'à l'assiette et au maintien de notre crédit.

Et après avoir rendu éloquemment hommage à l'élan patriotique qui avait animé les premiers souscripteurs, le ministre ajoutait :

Messieurs, il faut du courage, un courage douloureux, pour vous parler comme je crois devoir le faire : mais notre devoir est de vous dire le sentiment du gouvernement sur les résultats possibles qu'il est permis d'espérer et sur les effets certains qu'auraient les résultats prévus. « Cet élan national, devez-vous vous y associer. Non, messieurs, jamais. Ce serait une témérité inouïe!... *Est-ce que vous ne voyez pas naître aussitôt de l'idée généreuse d'une souscription volontaire, l'idée périlleuse d'un emprunt forcé?* A aucun prix, vous ne devez courir un pareil danger!

Enfin après avoir démontré qu'en aucun temps et en aucun pays une souscription volontaire n'avait jamais pu tenir lieu d'un appel à l'impôt ou à l'emprunt, Victor Lefranc concluait :

Tout ce que vous pourrez faire, ce serait de réunir une somme énorme pour le sacrifice, insuffisante pour le but.

C'est à l'intérêt qu'il faut s'adresser pour la libération du territoire; c'est un premier versement d'un grand emprunt qu'il faudra demander; ce sera alors la véritable souscription nationale, la véritable souscription patriotique, car la France entière y répondra, et le concours de l'Europe entière viendra consacrer l'affirmation nouvelle du crédit de la France. *Ne demandons pas le crédit au sacrifice, demandons-le à cette noble complicité du patriotisme et des intérêts, c'est-à-dire à la confiance.*

Ainsi le ministre demandait à l'Assemblée de prendre parti, au nom de l'intérêt même du crédit de l'État, contre les illusions généreuses de ceux qui croyaient devoir faire appel au pur patriotisme du grand public avant de lui offrir un emprunt à taux avantageux. Et, malgré l'éloquence de deux ou trois autres orateurs, l'Assemblée suivit le ministre et refusa de passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

A la suite de cette séance mémorable, les quelques journaux de Paris qui tenaient encore bon s'empressèrent de fermer leurs colonnes aux listes de souscription et celles-ci furent closes immédiatement dans certaines villes, comme Lyon et Toulouse, où elles venaient à peine d'être ouvertes.

La généreuse entreprise des citoyens de Nancy était condamnée sans appel : dans sa séance du 6 juin, le comité décida d'y mettre officiellement fin. Les dons provenant de loteries, concerts, collectes, etc., sans listes nominatives, furent versés au Trésor, de même que les dons qui ne furent

pas réclamés avant le 1er juillet. Le reste des versements fut restitué aux souscripteurs.

Les sommes recueillies à Nancy en moins de six mois s'étaient montées à 2 818 788 fr. 55. Dans l'ensemble la souscription ouverte à travers toute la France donna de 6 à 7 millions de francs (6 millions et demi, d'après M. Seignobos, 6 850 000 francs d'après M. Hanotaux).

Le total était vraiment dérisoire par rapport à l'énormité des sommes réclamées par l'Allemagne et indigne aussi de l'effort généreux des promoteurs de la souscription publique.

Les adversaires du système des contributions volontaires y trouvèrent une justification de leur thèse sur la stérilité de telles entreprises. Mais il convient, en toute équité, de tenir compte du fait que le gouvernement s'était pratiquement opposé à la continuation de l'œuvre inaugurée à Nancy par l'initiative privée.

L'expérience de 1872 ne permet donc pas de porter un jugement définitif sur le système de l'appel au patriotisme désintéressé. Elle n'a pas été poussée jusqu'au bout et s'est heurtée à l'hostilité gouvernementale : ses résultats ne prouvent rien par eux-mêmes.

En revanche elle comporte pour nous la plus utile des leçons. C'est celle qui a été donnée du haut de la tribune de l'Assemblée Nationale par le ministre de l'Intérieur, lorsqu'il a rappelé qu'il n'existait pas de meilleur moyen pour un État d'affirmer sa grandeur que de faire appel au crédit au nom de la confiance qu'il inspire.

Si l'État est vraiment décidé à l'assainissement de ses finances et au maintien de l'ordre social, s'il inspire vraiment confiance à tous les citoyens et à tous les étrangers possesseurs de disponibilités, pourquoi s'abaisser à demander la charité? Pourquoi ne pas emprunter honnêtement selon les voies ordinaires? Et pourquoi se fier à la réussite d'une opération qui reste très aléatoire, qui ne peut que rapporter des sommes hors de proportion avec celles que l'on peut tirer de l'impôt ou de l'emprunt, et qui enfin aboutit à une répartition vraiment trop arbitraire et trop peu équitable des sacrifices?

Sans compter que le ministre Lefranc avait nettement perçu les graves dangers que fait courir la souscription volontaire

au crédit de l'État : si elle échoue ou si même elle ne réussit qu'à moitié, elle compromet d'abord le succès des vastes opérations de crédit ultérieures envisagées par l'État, le grand public international risquant d'interpréter cet échec comme un manque de confiance du peuple dans son gouvernement; et elle ouvre ensuite la porte à toutes les entreprises des démagogues qui ne manquent pas de s'emparer du fiasco de la contribution volontaire pour réclamer l'institution de la contribution extraordinaire obligatoire. De toutes façons donc, si elle n'aboutit qu'à un demi-succès, elle ébranle plutôt qu'elle ne renforce la confiance en l'État. Elle nuit au crédit public plutôt qu'elle ne le sert. C'est qu'elle ne supporte aucune mesure dans le succès : ouverte pour un but précis et limité, dans l'enthousiasme délirant de l'immense majorité des citoyens, et close au bout de peu de temps, une fois atteint le total des sommes désirées, elle peut, comme en Italie, servir à prouver de quel crédit jouit dans le grand public un gouvernement. Mais engagée à la légère, et avec une trop grande disproportion entre les résultats possibles et le but à atteindre, elle ne peut guère aider au raffermissement du crédit de l'État. Tout au plus pourrait-elle servir de modeste appoint aux opérations de crédit ultérieures dans le cas où, comme en 1872, le gouvernement n'aurait laissé entamer en rien la sauvegarde primordiale de la confiance absolue de l'opinion dans le crédit de l'État.

***

L'expérience faite au début de la Révolution, sous l'Assemblée Constituante, avait été autrement décisive et d'une portée autrement vaste, car elle avait été, elle, érigée en véritable système de gouvernement.

La détresse du Trésor royal, en cet été de 1789, était à son comble. Ni l'impôt ni l'emprunt n'apportaient plus même à Necker l'argent nécessaire pour faire face aux dépenses courantes : à plus forte raison étaient-ils insuffisants pour couvrir le déficit pourtant aussi soigneusement que possible dissimulé et fixé officiellement à 56 millions de livres au plus.

Les premiers soubresauts de la Révolution avaient, après la

prise de la Bastille, sérieusement entravé la perception des impôts et les nouveaux emprunts émis par Necker au mois d'août venaient d'échouer lamentablement. La France était à la veille de la banqueroute.

C'est alors que la Constituante, sous l'impulsion de Necker, se décida à établir la contribution patriotique qui devait être transformée peu après en un véritable impôt sur le revenu, mais que nous avons bien le droit de considérer ici comme une contribution purement volontaire puisqu'elle resta telle jusqu'au décret du 27 mars 1790 qui la rendit obligatoire.

En même temps, sur l'initiative de quelques généreux citoyens de la Touraine, se répandait dans tout le pays la mode des « dons patriotiques » qui firent fureur jusque sous la Convention et qui vinrent dans une certaine mesure stimuler encore l'ardeur des bons citoyens émus de la détresse du Trésor public.

Si bien que l'on assista durant l'hiver 1789-1790 à un double élan de générosité et de patriotisme provoqué d'une part par le versement de la contribution volontaire et de l'autre par l'envoi des « dons patriotiques ». Et ce sont les résultats auxquels aboutit cette double émulation de la loi et de l'exemple que nous nous proposons d'examiner ici pour la période qui s'étend du 26 septembre 1789 — date de l'institution de la contribution patriotique — au 27 mars 1790 — date de sa transformation en contribution obligatoire.

On sait au cours de quels débats mémorables de l'Assemblée Constituante Necker avait proposé l'institution d'une contribution extraordinaire établie sur le quart du revenu net pour tous les revenus supérieurs à 400 livres, payable en quinze ou dix-huit mois, et remboursable lorsque le crédit public se serait assez amélioré pour que l'État pût emprunter à 4 p. 100.

C'est Necker qui, se fiant à trop de généreuses illusions, avait tenu à ce que la contribution fût établie sur simple déclaration volontaire, et sans aucun contrôle du fisc.

Je crois, disait-il, que beaucoup de citoyens donneront plus que la proportion adoptée; car on a beau calomnier le cœur humain, il reste encore au milieu des erreurs qu'on nous reproche un grand sentiment de patriotisme chez plusieurs personnes; d'ailleurs chacun tient de quelque manière au rétablissement de l'ordre et ceux qui par la nature

de leur fortune s'y croient étrangers ne montrent que la limite de leurs vues.

Mirabeau, dans sa réponse fameuse où il devait évoquer le spectre de la banqueroute, de la hideuse banqueroute qui est le plus cruel et le plus inique des impôts, avait cependant refusé de souscrire sans réserves à l'argumentation de Necker en faveur de la contribution volontaire :

Je crois, avait-il déclaré, qu'il fallait, en s'adressant au patriotisme, craindre ses réponses; craindre surtout cet égoïsme concentré, fruit de la longue habitude de despotisme; cet égoïsme qui désire de grands sacrifices à la sûreté publique pourvu qu'il n'y contribue pas.

Mirabeau voyait plus juste que Necker. Mais l'on sait avec quel sentiment élevé des nécessités publiques il se rallia à l'œuvre du ministre et comment son éloquence réussit à vaincre les hésitations de l'Assemblée et à emporter le vote du projet ministériel le 26 septembre 1789.

Malheureusement ce premier grand essai de contribution volontaire allait se faire dans les plus mauvaises conditions possibles. Les populations étaient précisément en train de se refuser au paiement des impôts établis. En nombre d'endroits elles saccageaient les bureaux des traites, des aides et des gabelles, elles mettaient les commis en fuite, elles se montraient sourdes à toutes les objurgations leur rappelant les besoins de la patrie : était-il vraisemblable qu'elles allassent se dessaisir du quart de leurs revenus pour une contribution purement volontaire?

L'enthousiasme était loin d'être général, et en tout cas, personne n'avait confiance dans la saine gestion des finances publiques.

M. Boidin, qui a tout particulièrement étudié le fonctionnement de la contribution patriotique dans ce pays de Lorraine, qui devait se montrer si enthousiaste en 1872, cite cette explication caractéristique de la défiance générale tirée d'une lettre écrite le 18 janvier 1790 par la Commission intermédiaire de Lorraine et de Barrois au contrôleur général Lambert : « Le citoyen le plus zélé et le plus disposé à tout sacrifier au salut de la patrie hésite sur un sacrifice dont il calcule l'insuffisance et l'inutilité probable. »

Voilà le gros obstacle sur lequel vont venir buter les illu-

sions de Necker. On ne croit pas que le sacrifice demandé serve véritablement au rétablissement des finances publiques, et comme ce sacrifice n'est pas obligatoire, on s'en abstient généralement.

Les grandes masses de la population ne souscrivent pas. Avec quoi d'ailleurs eussent-elles pu souscrire en toute tranquillité d'esprit? Le clergé était menacé à bref délai de la perte de ses biens. La noblesse venait d'être privée de ses pensions et de ses revenus seigneuriaux. Les rentiers de l'État attendaient depuis des mois le paiement de leur dû. Les industriels et artisans se trouvaient gênés dans leurs affaires par l'inquiétude universelle; les bourgeois, atteints dans leurs revenus par la suppression des offices, la restriction des affaires ou le ralentissement de l'activité du barreau. Les riches paysans enfin, démoralisés par la « grande peur » et les troubles qui l'avaient accompagnée, s'abstinrent à peu près unanimement d'apporter leurs déclarations volontaires aux municipalités.

Au mois de décembre 1790 la loi du 26 septembre n'avait encore reçu qu'un semblant d'exécution : à Paris, le 17 décembre, il n'avait été fait encore que pour un peu plus de 8 millions de promesses; à Bordeaux, le 29 décembre, on n'en avait encore dénombré qu'une cinquantaine portant à elles toutes sur la somme de 130 000 livres.

Le 26 décembre, sur le rapport de Lebrun, l'Assemblée se décida à proroger de deux mois le délai départi pour les déclarations, mais elle accompagna ce geste de faiblesse d'un autre plus malheureux encore : *elle ordonna l'impression de la liste des déclarants avec les sommes qu'ils se seraient soumis à payer*. C'était commettre plus de cent ans avant le Congrès des États-Unis et la Chambre française l'erreur de la publicité des rôles. L'effet ne se fit pas attendre : du coup ceux qui avaient pu être tentés de promettre quelque chose ne déclarèrent plus rien du tout, et, si la délation s'installa de plus belle au sein des municipalités, le nombre des déclarants n'augmenta guère sensiblement dans les deux mois qui suivirent.

Il est impossible, écrivit Necker le 22 mars, de ne pas voir avec peine le découragement qui retient le zèle des citoyens d'une grande partie du royaume, le refroidissement du patriotisme dans plusieurs provinces

dont les richesses faisaient espérer un secours important. Je voudrais que le Comité des finances engageât MM. les députés à exciter le patriotisme de leurs commettants et à leur faire envisager le rétablissement des finances comme le terme des maux qui balancent encore dans leur esprit les avantages de la Révolution.

Les illusions de Necker étaient tenaces, mais la contribution volontaire était condamnée : le 27 mars 1790, sur les conclusions du rapporteur Dubois-Crancé, elle était transformée en contribution forcée avec déclaration obligatoire ou à défaut taxation d'office par les municipalités.

Du mois de septembre 1789 au mois d'avril 1790 les recouvrements effectués au titre de la contribution patriotique ne s'étaient élevés qu'à 9 721 085 livres, au lieu des 150 millions attendus pour la première année dans l'enivrement enthousiaste des débuts.

***

Les dons patriotiques dus à la seule initiative privée avaient-ils au moins rapporté davantage? On va voir qu'il n'en fut malheureusement rien.

L'idée en avait été lancée par la province de Touraine et elle avait obtenu le plus grand succès. C'était à qui suivrait l'exemple des Tourangeaux.

Le 7 septembre 1789 à Paris, une dizaine de Parisiennes, femmes et filles d'artistes, mesdames Vieu, Fragonard, David, etc., « ornées de cette belle simplicité qui caractérise la vertu et parées du dépouillement même de leurs joyaux », vinrent à l'Assemblée offrir leurs bijoux et « immoler l'idole des femmes, l'amour de la parure, sur l'autel de la patrie ». Elles furent admises aux honneurs de la séance et reconduites en triomphe à Paris où les attendait à l'extrémité du Cours la Reine une foule enthousiaste si compacte qu'elles mirent trois heures à parvenir au Louvre au milieu des vivats et des cris de joie. Les districts prenaient les armes à leur passage : on les fit défiler sous un arceau de verdure formé de branches de chêne entrelacées; elles eurent une excellente presse et s'entendirent couramment comparer aux plus illustres héroïnes de la Rome antique.

Cet épisode patriotique — dont on aura pu évoquer le souvenir au Salon des Femmes peintres du XVIIIe siècle où le Louvre a exposé un dessin de Prieur consacré à ce sujet — fut suivi de bien d'autres du même genre.

A l'ouverture de chaque séance, le Président de l'Assemblée dut lire d'innombrables lettres annonçant l'envoi de quelque somme d'argent, de pièces d'argenterie ou même de quelque don en nature.

Les sacrifices faits, tous plus touchants les uns que les autres, étaient, d'ailleurs, d'importance inégale : le duc de Charost envoyait 100 000 livres dans le même temps qu'une petite fille faisait offrande de deux louis et du mobilier en or de sa poupée. Un industriel offrait 5 p. 100 de ses bénéfices tandis que des ouvriers envoyaient le produit d'une collecte faite parmi eux.

Quelques-uns de ces dons étaient malheureusement tout à fait illusoires : un sieur Mougeot, maître de pension à Versailles, suppliait l'Assemblée d'agréer l'effort qu'il faisait d'enseigner gratuitement à lire et à écrire à trente-deux ouvriers de la ville de Versailles; une demoiselle Scott offrait de même de donner des leçons d'anglais gratis à soixante jeunes Parisiennes, une par district. Un avocat de Beaune envoyait huit feuillettes de vin, un médecin du roi faisait offrande de deux chevaux.

Mais l'émulation fut à son comble le jour où le geste d'un garde national déclencha dans toute la France la mode du sacrifice sur l'autel de la patrie des boucles d'argent que les citoyens aisés portaient à leurs souliers.

Un sieur Knapen, garde national, avait, dès le 23 septembre, déposé aux pieds de la patrie les boucles d'argent de ses souliers. Ce geste était passé inaperçu. Mais le 20 novembre, des citoyens d'Issoudun ayant annoncé le même sacrifice, une noble ardeur s'empara subitement de l'Assemblée tout entière : d'Ailly, député de Chaumont, offre ses boucles à sa patrie, invite ses collègues à en faire autant, un décret est rendu en ce sens, les suppléants demandent et obtiennent l'honneur d'être admis à faire le même don patriotique, et Nairac, un négociant cependant, affirme gravement que si cet exemple est suivi universellement, 120 millions sont assurés au Trésor.

Il fallut quelques jours pour que le bon sens pût recouvrer ses droits. « Rien de plus chétif et de plus misérable que cette ressource, écrit Duquesnoy au sortir de cette séance, elle pourra bien nous rendre la risée de l'étranger : cela a tout l'air d'une spéculation de marchands de boucles de cuivre. » Et quelques jours après la police était obligée de prendre un arrêté contre de prétendus patriotes qui s'arrogeaient le droit de détrousser les personnes portant des bijoux ou des boucles d'argent.

L'erreur de Nairac était profonde, dit M. Marion. On ne remplit pas le Trésor d'une grande nation en y jetant pêle-mêle des boucles de souliers ou des boucles d'oreilles, des pinces à sucre ou des cuillers à café. Il semble, à parcourir les listes de dons qui remplissent des pages entières, que le mouvement ait eu une grande importance : simple trompe-l'œil.

En effet, le 7 mars 1790, un rapport du Comité des finances constata que le total des dons patriotiques ne se montait en argent comptant qu'à 1 042 170 livres dont 257 299 provenant de la fonte d'objets en argent ou en or.

***

Ainsi, pour la période envisagée, qui s'étendit sur six mois — d'octobre 1789 à mars 1790 — la contribution du quart n'avait rapporté que 10 millions de livres à peine et les dons patriotiques un peu plus d'un million de livres seulement.

Considérée donc sous ces deux formes de la contribution et des dons, la participation volontaire des citoyens aux embarras du Trésor public ne se chiffrait qu'à *onze millions de livres* pour une période de six mois.

C'était peu si l'on songe que le budget, établi par Necker le 5 mai 1789, faisait état de 531 millions de dépenses et de 475 millions de revenus fixes, et évaluait le déficit au bas mot à 56 millions : cela représentait environ le cinquantième du budget et le cinquième du déficit avoué.

Encore, on le sait, les chiffres de Necker sont-ils extrêmement sujets à caution, et M. Marion estime-t-il que le budget des dépenses réelles se montait, en 1789, à 600 millions et le déficit à 125 millions au moins.

Ces résultats ne sont d'ailleurs pas entièrement négligeables : pour rapporter autant par comparaison avec le chiffre total du budget, il faudrait que notre contribution volontaire se montât au moins à 750 millions, ce qui représenterait aussi le cinquantième du budget.

Et certes, il ne viendrait à l'esprit de personne de considérer aujourd'hui comme négligeable une souscription volontaire qui rapporterait près d'un milliard.

Mais, ce qui fut plus grave en 1789, c'est que l'on érigea en véritable système fiscal un appel aux contributions volontaires qui n'aurait dû que servir d'appoint à la rentrée normale des impôts. Rien de plus lamentable que de voir Necker compter, pour assurer ses dépenses courantes, sur une contribution volontaire qui ne devait pas lui rapporter 11 millions alors que, par ailleurs, il attendait près de 200 millions des contributions directes et plus de 200 millions aussi des contributions indirectes.

Le gaspillage de l'argent obtenu de la générosité des citoyens fut plus funeste encore. Car les ressources provenant de la contribution ou des dons patriotiques ne furent pas, comme en Italie ou en France, en 1872, affectées à un but précis et limité. Elles ne furent même pas, comme aujourd'hui, consacrées à l'amortissement d'une dette qui se montait à plus de 4 milliards en capital et qui exigeait plus de 300 millions pour le paiement de ses arrérages. Elles se perdirent comme en 1848 dans le gouffre des dépenses ordinaires et extraordinaires.

Louis Blanc, soutenu par l'enthousiasme de sa foi démocratique, est l'un des rares historiens de la Révolution française à se laisser ravir par l'admiration que lui cause le geste des innombrables donateurs empressés, parfois malgré leur indignité, à affirmer la pureté de leur civisme.

Alors, s'écrie-t-il, eut lieu un de ces élans qui sont votre force et votre gloire, ô mon pays ! De tous les points du royaume, affluèrent sur le bureau du président de l'Assemblée les offrandes patriotiques, dons du riche, sacrifices du pauvre. Les femmes offrirent leurs anneaux, les enfants, leurs jouets. Les journaliers, dans les manufactures, donnèrent à la Révolution la moitié de leur pain. Et vous, créatures vénales, que le plaisir souille et qu'écrase le mépris, infortunées Chananéennes, vous aussi vous fûtes émues à ce spectacle qui laissait sans battements

le cœur des banquiers : le spectacle de la France indigente. L'une de vous écrivait : « J'ai gagné quelque chose en aimant, j'en fais hommage à la patrie. »

Mais c'est un enthousiasme que n'ont pas partagé du tout les historiens modernes, qui, au risque de se voir reprocher leurs « cœurs de banquiers », se sont attachés à étudier en toute impartialité l'histoire financière de l'Ancien régime et de la Révolution.

N'eût-il pas cent fois mieux valu, déclarait par exemple M. René Stourm, que l'empressement du public se portât un peu plus tôt sur les emprunts de 30 et 80 millions infructueusement ouverts? Le Trésor aurait été heureux de payer 5 p. 100 d'intérêt à ses prêteurs et le crédit de l'État n'aurait pas souffert à deux reprises le désastreux et humiliant échec d'une souscription publique. Car les dons patriotiques, inégalement répartis, dépouillant avec excès quelques citoyens généreux, quand la majorité ne donnait rien, procurèrent au Trésor un secours relativement insignifiant. »

C'est aussi l'avis de M. Marion, le savant auteur de l'*Histoire financière de la France depuis 1715*, qui traite de candeur fiscale l'enthousiasme juvénile de l'Assemblée Constituante et qui croit devoir ajouter :

Quelques semaines suffirent pour démontrer une fois de plus combien sont illusoires les offrandes volontaires et les impôts dépourvus de toutes dispositions coercitives.

***

Nous avons dit qu'à notre sentiment ces condamnations nous paraissent un peu sommaires. Les résultats des contributions volontaires et des dons patriotiques de 1789-1790 ne méritent ni l'excès d'honneur que leur faisait Louis Blanc, ni l'indignité dont les ont frappés les historiens modernes.

Une mesure qui, toutes choses étant égales d'ailleurs, rapporterait aujourd'hui 750 millions de francs en six mois, par rapport à un budget de 37 milliards, ne serait pas tout à fait négligeable. Elle pourrait même servir utilement d'adjuvant à toute une politique d'assainissement financier véritable. A plus forte raison pourrait-elle, comme en Italie, servir à témoigner de la confiance de l'opinion publique dans la restauration du crédit et des finances de l'État.

L'erreur de Necker a été d'ériger la contribution volontaire en système, de renoncer à cause d'elle à l'établissement d'impositions rigoureuses, et d'en employer les ressources au fur et à mesure de leurs rentrées à la satisfaction des besoins les plus urgents du Trésor.

Quand bien même d'ailleurs la contribution volontaire eût rapporté les 150 millions par an qu'en attendait l'Assemblée Constituante, elle n'eût pas suffi à combler le déficit estimé déjà en mars 1790 à 350 millions. A plus forte raison les versements réellement effectués n'eurent-ils servi à rien pour l'amortissement d'une dette de 4 milliards : qu'auraient pu faire à cet égard les 11 millions obtenus des contribuables volontaires?

Cependant, telle qu'elle a été réalisée, l'expérience tentée par l'Assemblée Constituante comporte pour nous maints enseignements qui concordent avec ceux que nous avons déjà tirés de l'expérience italienne et des tentatives de 1848 et 1872.

L'appel aux contributions volontaires dans les jours de détresse du Trésor public et dans les moments d'enthousiasme patriotique peut constituer un moyen subsidiaire d'assainissement financier.

Mais plusieurs conditions essentielles sont requises pour qu'un tel appel au patriotisme des citoyens puisse aboutir à quelques résultats pratiques.

Il faut d'abord que le gouvernement inspire pleine confiance à l'immense majorité de l'opinion, qu'il s'attelle courageusement à la restauration des finances publiques, qu'il maintienne au premier rang de ses préoccupations le souci du crédit public et qu'enfin sa présence au pouvoir soit assurée de quelque stabilité, et constitue à elle seule le gage de la sécurité matérielle de tous ceux qui possèdent quelque chose.

Il faut encore que le gouvernement affecte le produit de cette contribution volontaire à quelque but bien précis et nettement limité, et qu'il ne lui assigne qu'une destination proportionnée à ce que l'on peut raisonnablement attendre d'un tel appel à la générosité des citoyens.

Il faut enfin que la contribution volontaire naisse pour ainsi dire de l'élan spontané de tout un peuple qui se rende compte des efforts sincères de son gouvernement pour le salut

des finances publiques et qui comprenne que seul un concours fortuit de circonstances malencontreuses empêche ledit gouvernement de recourir aux formes habituelles de l'appel à l'épargne.

Si ces trois conditions primordiales se trouvent réunies, — et elles se sont rencontrées en Italie l'hiver dernier, — une telle entreprise peut fort bien réussir et aboutir, en même temps qu'à des résultats matériels intéressants (pourvu qu'on se soit dès l'abord gardé de toute illusion), à la formation dans tout le pays d'une vague de foi patriotique, utilisable ensuite pour des opérations de crédit de plus grande envergure.

Mais si l'une seulement de ces conditions fait défaut, l'affaire se trouve fortement compromise; à plus forte raison, si aucune d'entre elles ne se trouve réalisée, le système entier se voit-il condamné sans appel.

Ce sera aux historiens de l'avenir à juger si les conditions que nous considérons comme nécessaires au succès d'une contribution volontaire se seront trouvées réalisées lors de l'ouverture de la souscription de 1926. Et l'on peut aujourd'hui simplement peut-être formuler le vœu que le gouvernement, s'inspirant des enseignements du passé, s'attache à réaliser dans l'ordre de la politique générale toutes les conditions qui rendirent possible le succès de l'expérience italienne, et à écarter toutes celles qui expliquent l'échec de Necker et celui des républicains de 1848.

PAUL LECLERCQ

LES ORIGINES DE CHATEAUBRIAND

« Nous autres, Bretons, nous croyons que l'homme doit plus à son sang qu'à lui-même et notre premier culte est pour nos pères. »

RENAN

De nombreuses recherches faites en Bretagne, où nous avons eu l'avantage d'être guidés par plusieurs des meilleurs érudits de la province, nous ont permis de retrouver quelques données nouvelles sur l'ascendance et la naissance de Chateaubriand[1].

Chateaubriand dut beaucoup à la puissante lignée d'aïeux qui, avec leur sang, lui transmirent le goût et le besoin d'actions éclatantes. Quand nous lisons dans ses *Mémoires* : « Je ne sache pas une renommée qui me tente », il faut attribuer ce propos à l'amertume des dernières revisions. La réhabilitation de son nom illustre était la véritable passion de son père, René-Auguste, ainsi que du frère de l'écrivain, Jean-Baptiste. Un arbre généalogique de la famille tapissait le manteau de la cheminée à Combourg; le père et le frère de François-René se penchaient souvent sur des papiers envoyés par des archivistes « pour venger la mémoire et l'honneur des Chateaubriand. Ils poussaient leur zèle jusqu'à nier les liaisons de la comtesse de Chateaubriand avec François Ier. »

1. Nous ne manquerons pas de signaler, dans un ouvrage d'ensemble que nous préparons sur Chateaubriand, notre reconnaissance envers beaucoup de personnes qui ont bien voulu nous aider.

A propos des prétentions de Napoléon qui déclarait avoir eu, dans sa famille, des alliances avec les Orsini et les Médicis, Chateaubriand remarque : « La gloire d'un homme ne remonte pas, elle descend ». Pourtant, il ne faut pas prendre trop au sérieux une pareille déclaration. L'écrivain n'avait pas besoin de dire, comme Sydney Smith : « Mes ancêtres n'ont jamais eu d'écussons; par conséquent, ils ont toujours scellé leurs lettres avec leurs pouces. » Dans son for intérieur, Chateaubriand était assez fier, comme Byron, de pouvoir s'approprier la phrase de Cromwell : « Je suis né gentilhomme », bien qu'un moment après il ajoutât : « Je préfère mon nom à mon titre ». Parmi les projets qu'il ne réalisa point était celui d'écrire la vie de son compatriote Du Guesclin, avec lequel il avait ceci de commun, que le récit des hauts faits de ses ancêtres avait éveillé en lui le désir de gloire. Il paraît que Du Guesclin, vrai enfant terrible, ne voulait se plier à aucune discipline jusqu'à ce qu'un jour, devant lui, une religieuse prédît à ses parents qu'il dépasserait en renommée tous ceux qui avaient jusqu'alors porté le nom. Chateaubriand n'avait jamais, il est vrai, bénéficié d'une telle prophétie; au contraire, son père, René-Auguste, lui rappelait sans cesse que les cadets de la lignée avaient toujours mal fini; mais dans sa jeunesse inquiète et harcelée, il songeait constamment aux hauts faits de ses aïeux. Voici un portrait peu connu de Chateaubriand à l'âge d'environ quinze ans :

> Mon père m'a dit, écrit en 1849 M. Le Court de la Villethassetz, que le jeune vicomte de Chateaubriand, qui était fréquemment obligé de sortir de sa classe (à Dinan), parce qu'il saignait presque tous les jours du nez, aimait à errer pensif et solitaire sur les bords de la Rance où avaient vaillamment combattu plusieurs de ses ancêtres, et où avait été tué, le 29 novembre 1720, René de Chateaubriand, l'un de ses oncles, chef de brigade dans l'administration des Tabacs.

Quand Chateaubriand, en 1787, à l'âge de dix-neuf ans, montait timidement dans les carrosses du roi, il était obligé de faire les preuves de sa noblesse devant Chérin, préposé officiellement à la Cour, qui remarquait qu'il n'avait jamais eu entre ses mains une plus belle généalogie. En effet, depuis le XIe siècle, les Chateaubriand, guerriers, ecclésiastiques, ambassadeurs, hommes d'État, ont joué un grand rôle dans

l'histoire de la Bretagne, qui fut souvent aussi l'histoire de France et même d'Angleterre. A l'époque féodale ils donnaient des preuves innombrables de leur valeur. Chargés de grands commandements, présidant aux États de Bretagne, ils repoussèrent les Normands, combattirent avec ou contre les Anglais, dans les luttes intestines de la province, accompagnèrent les ducs de Bretagne et les rois de France aux croisades, résistèrent aux empiétements de la couronne, dotèrent des monastères, donnèrent des évêques à l'église. D'aucuns servaient d'otage en temps de guerre ou de cautions pour la paix; d'autres étaient ambassadeurs, chambellans, conseillers, dans le service des ducs, des rois, des papes. Après des siècles de splendeur, cette lignée était destinée à tomber bien bas avant que sa gloire fût rajeunie par le petit Fanchin, qui, tout en songeant à l'illustration de ses aïeux, ne se doutait pas qu'un jour il serait, lui aussi, un ambassadeur auprès des rois et des papes, un conseiller de monarques, un homme d'État, et un prince, non pas de domaines féodaux, mais de lettres.

Les ancêtres de Chateaubriand, surtout dans les premiers siècles, furent des guerriers. Des chateaubriandistes connus ont cru que le grand écrivain était descendu d'une longue lignée de loups de mer. Il n'en est rien. Seul le père de l'écrivain fut corsaire. Quant à l'anoblissement original de cette maison, Chateaubriand lui-même, ainsi que quelques historiens et généalogistes éminents, s'est trompé. Bien qu'un *Brient* ou *Briand* se trouve dans le Domesday Book, et se soit distingué à la bataille d'Hastings, la gloire de cette maison ne remonte pas, comme on a longtemps cru, à cette source. Tihern, dont le nom désigne une espèce de chef de paroisse breton, et Innogwen (en celtique, *Blanche*), avaient un fils, Brient (la racine *bri* veut dire dignité, élévation). Celui-ci, le fondateur authentique de la famille, avait construit, un demi-siècle avant la bataille d'Hastings, sur un rocher isolé, un château fort, en latin *Castellum Brientii*, ou Chasteaubriant en vieux français. Dans le pays qui est maintenant le département de la Loire-Inférieure, à mi-chemin entre Rennes et Nantes, s'étend une immense plaine, verdoyante, ondulée, entourée par une épaisse forêt. Au centre de cette espèce de bassin coule la petite rivière Chère. Bien que les légions

de César aient séjourné longtemps dans ce pays, il est peu probable, comme on l'a dit, qu'une citadelle romaine ait jamais occupé l'emplacement où se trouve aujourd'hui le donjon carré de Brient. Avec beaucoup d'autres seigneurs bretons, Brient s'était réfugié en Angleterre pour fuir les terribles invasions normandes; revenu en Bretagne au début du XIe siècle, il dota, avec sa mère, le prieuré bénédictin de Béré, qui est encore le spécimen le plus parfait, en Bretagne, de l'architecture romande.

Voilà l'origine, dans la lignée mâle, de la branche aînée des puissants barons de Chateaubriant. Il faudrait bien des pages pour énumérer leurs actions d'éclat. Pendant trois siècles, par des exploits sur tous les chemins de la chrétienté, ils vont enrichissant leurs blasons. Geoffroy Ier, qui mena son fils Brient à la croisade de 1096, avait pour armes un écu d'azur à une fleur de lys d'argent. Son épitaphe latine dans le cimetière de Béré le qualifie de « proconsul », et vante ses vertus, sa force, sa vaillance, et sa mâle beauté. Son fils Brient, tué en combattant le redoutable Foulques d'Anjou, est célébré dans une inscription aussi pompeuse. Au XIIe siècle, leur blason portait des plumes de paon or sur fond de gueules. Geoffroy II, après l'assassinat d'Arthur de Bretagne par Jean-sans-Terre, roi d'Angleterre, suivit Guy de Thouars pour châtier le meurtrier royal et devint régent de Bretagne. Son fils aîné fut évêque de Nantes, tandis que le cadet, Briand, épousa Jeanne, fille du roi d'Aragon. Geoffroy III, continua la tradition de sa famille en faisant des dons superbes à l'église, il se couvrit de gloire en 1214 à la bataille de Bouvines, et son nom figure dans le traité de 1230 entre le roi de France et le roi d'Angleterre. En 1238, Geoffroy IV prit part au tournoi de Compiègne; ses armes : un écu de gueules au chef d'argent, avec la devise : « Je sème l'or », à laquelle le dernier des Chateaubriand était destiné à n'être que trop fidèle. Pour ses hauts faits à la bataille de la Massoure, pendant la croisade de 1249, le roi de France lui aurait permis de changer de blason et de prendre des fleurs de lys sur un champ de gueules avec la dernière devise des Chateaubriand : « Mon sang teint les bannières de France ». Si, comme prétendent quelques héraldistes, ces armes furent octroyées

vers 1240, ce fut probablement pour récompenser non pas les exploits de Geoffroy IV à la bataille de la Massoure, mais plutôt ceux de Geoffroy III à Bouvines. Quand Geoffroy IV revint de Terre-Sainte, sa femme Sibylle mourut, dit-on, de joie. A la gloire des batailles, les Chateaubriand ajoutèrent, vers cette époque, celle de nouvelles alliances éclatantes. Geoffroy V épousa en secondes noces Marguerite de Lusignan, veuve du roi d'Angleterre et petite-fille de Louis le Gros. Eustachie, fille de Geoffroy VI, se maria avec le célèbre guerrier Olivier de Tinténiac. La seconde femme de Geoffroy VIII de Chateaubriand fut l'héroïque et redoutable Jeanne de Belleville, amazone elle-même, mais mieux connue comme mère du célèbre connétable Olivier de Clisson. La branche aînée des mâles de cette illustre lignée se termine avec Geoffroy VIII, qui, ayant suivi la fortune de Charles de Blois dans la guerre de succession bretonne, fut tué avec des Laval, des Rohan, des Montfort, au sanglant combat de La Roche-Derrien en 1347.

Cependant, la splendeur des Chateaubriand ne s'éteignit pas avec Geoffroy VIII. Son bisaïeul, le mari de cette Sibylle qui mourut de joie, avait un second fils, Brient [1], qui, par son mariage en 1251 avec Jeanne de Beaufort, avait porté le sang inquiet et impérieux des Chateaubriand des plaines de la Loire-Inférieure à cette frontière nord-est de la Bretagne, entre Dol et le Mont Saint-Michel, disputée durant des siècles par les Français, les Normands, les Bretons, les Anglais, ... et par la mer. Dans cette longue et belle alluvion, souvent inondée d'eau pendant les premiers siècles de notre ère, un étang dormant entre des rochers de granit reflète les murs d'un château moderne, tandis que des pierres couvertes de mousse et de ronces, dans le bois voisin, marquent encore l'emplacement de la puissante forteresse de Beaufort. C'est là que les Chateaubriand, par leur valeur guerrière, leurs grands services, leurs alliances, ajoutèrent un nouvel éclat à leur nom glorieux. Pendant trois siècles, ils brillent, ainsi que leurs aïeux, au fronton de l'histoire de Bretagne. Le fils

1. D'aucuns attribuent la fondation de la ligne des Chateaubriand de Beaufort, non pas au Brient, fils de Geoffroy IV, mais à un autre Brient, fils de Geoffroy V. L'éminent généalogiste de Bretagne, M. Henri Frotier de la Messelière, attribue à Geoffroy V certains des exploits que l'abbé Guillotin de Corson met sur le compte de Geoffroy IV.

de Briand, Guy, conseiller du duc de Bretagne, fut envoyé en ambassade auprès du pape Clément; Bertrand de Chateaubriand épousa Tiphaine du Guesclin, nièce du célèbre connétable de France. De cette union est né le puissant Briand Ier de Chateaubriand, seigneur de Beaufort et du Plessix-Bertrand, qu'on trouve à la tête de maintes entreprises guerrières. En 1423, il commande la flotte bretonne qui chasse les Anglais du Mont Saint-Michel, un exploit à la Jeanne d'Arc un peu avant la lettre. En 1432, l'année qui suit la mort de la Pucelle, il accompagne l'enfant Gilles de Bretagne dans son ambassade auprès du roi d'Angleterre et sert comme chambellan du roi de France, Charles VIII. Parmi sa descendance se trouvent d'autres chambellans ou conseillers des ducs de Bretagne, des gouverneurs de forteresses, des capitaines de villes. Plusieurs, distingués par leur piété, furent investis de hautes dignités ecclésiastiques. Enfin, vers le milieu du XVIIe siècle, après des vicissitudes extraordinaires, la branche glorieuse des Beaufort s'éteignit avec le fils de François.

Chateaubriand remarque qu'une aristocratie a trois âges successifs : l'âge des supériorités, l'âge des privilèges, l'âge des vanités; sortie du premier, elle dégénère dans le second et s'éteint dans le dernier.

Mais cette formule n'est pas complète pour sa maison. Si elle tient compte de son déshonneur après cinq siècles de gloire, elle n'envisage point, deux siècles plus tard, son éclatante réhabilitation. Les seigneurs de Chateaubriand et de Beaufort, s'ils avaient pu voir comment leur écusson fut terni, auraient tressailli dans leurs tombeaux illustres. François de Chateaubriand de Beaufort, qui mourut en 1562, laissa quatre fils. L'aîné, Christophe, outragea la tradition de la famille en devenant protestant. Après cet apostat, vient un meurtrier. Briand, le plus jeune des quatre fils, se rendait souvent à Dinan chez Guy de Guitté, seigneur de Vaucouleurs. Il faut noter, entre parenthèses, que le père de Chateaubriand, René-Auguste, naîtra environ deux siècles plus tard, et après plusieurs migrations de ses ancêtres, dans cette même paroisse de Guitté. Mais au lieu de vouloir épouser la sœur de Vaucouleurs, comme on le croyait, Briand était épris de sa femme,

Jacquemine. Celle-ci lui avait promis sa main à la condition qu'il la débarrassât de son cruel mari, qui du reste l'outrageait en entretenant à sa table des filles de mauvaise vie. Une nuit, en 1569, Vaucouleurs fut assassiné sur le chemin de Broons à Dinan. Trois mois après, sa veuve devint dame de Chateaubriand. Briand et son frère aîné Christophe, seigneur de Beaufort, convaincus du crime, s'enfuirent. Pris après cinq années de recherches, ils furent décapités, tous les deux, à Rennes [1]. Dans leur testament, ils accusèrent Jacquemine, qui, condamnée à mort par contumace, se sauva en Normandie et se jeta à genoux devant les députés du chapître de Rouen pour demander le privilège de la fierte. Malgré l'opposition du Parlement de Rouen, ce droit d'asile lui fut accordé. Mais elle dut renoncer à tous ses biens en faveur de son fils Gilles.

Gilles se résolut à effacer ce déshonneur. Par son mariage en 1596 avec Marguerite de Rogon, dame de La Guerrande [2] et de Bellestre, il transplanta la lignée mâle des Chateaubriand dans le pittoresque pays des Côtes-du-Nord, et là fonda une branche dont la descendance était destinée non seulement à survivre aux Chateaubriand de Beaufort, mais encore à produire le plus grand homme de cette race inquiète, orageuse, et si magnifiquement douée. A quelques kilomètres de Hénan-Bihen, la terre de la Guerrande est située sur un haut plateau dominant un panorama de vallons boisés et de

1. A propos de ces exécutions et de celle de son propre frère, Jean-Baptiste, qui fut guillotiné à Paris pendant la Terreur, Chateaubriand fait cette remarque : « Ainsi l'on voit que mon frère ne fut pas le premier Chateaubriand à porter sa tête sur l'échafaud! »

Les Chateaubriand de Beaufort s'éteignirent vers le milieu du XVIIe siècle. Des quatre fils de François, deux, Christophe, qui épousa en premières noces une Sévigné et ensuite Charlotte de Montgommery, et Briand, mari de Jacquemine, furent décapités. Jean devint baron de Tannay en Normandie. Georges, qui se distingua comme capitaine des armées du roi et fut gentilhomme ordinaire de la chambre, épousa Gabrielle Bruslon. Son fils Pierre fut chevalier de l'ordre du roi. Le fils de Pierre, Gabriel de Chateaubriand, chef de nom et d'armes, seigneur de Beaufort, fut « tué à la maison de la Coudrette, par sa faulte, le 9 octobre, jour Saint-Denis, en 1654, dans la paroisse de Miniac, par le sieur Launay de Noual ». Ce Gabriel, qui avait épousé, vers 1650, Marie de Montigny, veuve de messire Jean Glé, seigneur de la Costardays, mourut sans enfants; ainsi s'éteignit, avec lui, la lignée mâle de la tige des Chateaubriand de Beaufort.

2. La Guerrande dont il s'agit ici se trouve dans les Côtes-du-Nord, et non pas dans le Morbihan, comme le dit Chateaubriand dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*.

plaines fertiles d'une beauté remarquable. Deux longues avenues de hêtres superbes, dont les sommets se rejoignent en une courbe gothique, forment un angle droit devant une grille de fer d'où l'allée du jardin fleuri mène à un petit manoir blanc. Là, Gilles vécut pieusement. Il avait logé à Dinan sa malheureuse mère Jacquemine, et il tâcha d'effacer l'apostasie de son oncle en comblant de dons l'église de Hénan-Bihen. Pendant trois quarts de siècle, jusqu'au milieu du règne de Louis XIV, les Chateaubriand de La Guerrande, comme les nations fortunées, n'eurent pas d'histoire. Ce fut alors que tout d'un coup un édit de Louis XIV jeta la consternation dans la petite noblesse de France, et surtout de Bretagne.

Tous les titres allaient être passés au crible. Au XVIIe siècle, comme maintenant, on pouvait, sans aucun parchemin, se dire comte, marquis, ou baron. Madame de Sévigné écrivait de Bretagne à sa fille : « Dans notre province, on ne sait pas ce que c'est de nommer quelqu'un sans un titre. » Il est vrai que ce n'étaient que les grands propriétaires qui pratiquaient ces usurpations. A cause des exemptions pécuniaires et des accès aux meilleures charges, une nouvelle noblesse surgissait, gentilshommes par acquiescement, toute une classe de seigneurs trouvant une place entre la vraie noblesse et la roture. Ces usurpations de titre se multipliaient; d'autre part, beaucoup de gens nobles portant des noms très anciens étaient devenus manœuvres ou aubergistes. Mais selon la doctrine de Bretagne, la noblesse authentique ne pouvait pas déroger. Elle perdait ses privilèges, mais gardait son rang. *Dormit sed non extinguitur*. En 1667, Louis XIV ordonna une enquête rigoureuse dans toutes les provinces. Pour la Bretagne, le Parlement de Rennes tenait à nommer lui-même ses commissaires, mais leur sévérité ne laissa rien à désirer. Plus de 2 500 familles, environ la moitié de la noblesse de Bretagne, furent déboutées. Même celles de bonne extraction, si elles étaient trop pauvres, furent frappées d'amendes qui les exclurent. L'obligation de vivre noblement, sans s'adonner au commerce ni au travail manuel, était incompatible avec leur misère. Parmi celles qui furent gardées dans leur rang, à cause de leur « ancienne extraction », plusieurs ne se maintinrent qu'à force de pénibles sacrifices.

Christophe de Chateaubriand de La Guerrande, fils de Gilles, fut l'un de ceux ainsi maintenus dans leur rang. Mais cet honneur semblait assez vain alors. La race jadis glorieuse des Chateaubriand paraissait vouée, sinon à l'extinction, au moins à l'obscurité. Suivant la coutume de Bretagne, les fils aînés héritaient des deux tiers de la fortune paternelle, et leurs frères se partageaient le tiers restant. Si cette modification du droit d'aînesse n'avait pas pour effet, comme l'a dit le docteur Johnson de la primogéniture anglaise, de produire un seul imbécile par famille, elle condamnait virtuellement les fils cadets à la misère. Grâce à ce morcellement progressif des biens de génération en génération, les cadets fils de cadets en étaient bientôt réduits à hériter « d'un pigeon, d'un lapin, d'une canardière, ou d'un chien de chasse, tout en se parant du titre de « hauts chevaliers et puissants seigneurs d'une colombière, d'une crapaudière, ou d'une garenne ». Souvent les cadets se confondaient avec la plèbe, et revenaient à l'état de laboureurs. Bien que Christophe fût maintenu dans la noblesse, ses rejetons ne promettaient pas. Son fils Jean, tout à fait insignifiant, eut deux fils, Michel et Amaury. Parmi les descendants de Michel, plusieurs ne furent que des ivrognes et des querelleurs[1].

Mais la descendance du second fils de Jean et frère de Michel fut tout autre. En 1677, Amaury de Chateaubriand, seigneur de la Villeandré, en épousant Jeanne du Rocher du Quengo, transplanta cette branche cadette plus loin au nord-ouest dans les Côtes-du-Nord, à mi-chemin du cap Fréhel et de Saint-Brieuc, dans le pays de Pléhérel, ou se trouve actuellement un petit centre balnéaire. Au fils aîné d'Amaury, François, appartiendra l'honneur d'avoir été le grand'père, du côté paternel, de l'écrivain.

Avec ce François de Chateaubriand, né au Quengo, en Brusvily, en 1683, se dessine bientôt une nouvelle migration, toujours dans les Côtes-du-Nord, mais cette fois vers le sud-est, dans la direction de Dinan. Dans les premières années

1. Cette branche des Chateaubriand de La Guerrande se termine obscurément en 1819. Il existe dans le voisinage une tradition d'après laquelle deux Chateaubriand se seraient noyés dans l'étang, à quelques centaines de mètres du manoir, au XVIIIe siècle.

du XVIIIe siècle, François apparaît avec le rang d'écuyer et le titre de seigneur de la Villeneuve, une propriété qui, si elle comprenait un superbe manoir, ne donnait que de maigres revenus. François de Chateaubriand fut aussi sénéchal du Lattay, domaine érigé en châtellenie par Louis XIV et appartenant à la famille historique des Saint-Pern qui, au XVIe siècle. avait eu une alliance avec une dame de Chateaubriand. Par son mariage en 1713, François devint possesseur de la petite seigneurie des Touches et d'autres domaines dans le voisinage de Guitté. Mais sa plus remarquable « acquisition » était sa femme, la grand'mère paternelle de l'écrivain, Perronnelle-Claude Lamour de Lanjégu, qui, à quatre-vingts ans, frappait encore son illustre petit-fils par sa beauté. Elle donna à son mari un enfant tous les ans, et une fois deux dans l'année. Ses trois premières filles furent suivies par deux fils; elle eut ensuite cinq filles et deux fils. Quand son mari mourut en 1729, dans sa quarante-cinquième année, elle se retrouva dans une situation difficile : il lui fallait élever, avec des revenus insuffisants, quatre fils et huit filles âgés de quinze à un an. Chateaubriand, dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*, ne souffle pas un mot de ces huit sœurs de son père, dont l'éducation inquiéta si fort sa grand'mère Perronnelle. Celle-ci était tellement à l'étroit qu'elle ne pouvait pas élever son second fils, René-Auguste, le père de Chateaubriand; elle fut obligée de le confier à une famille voisine. A sa grande déception, son fils aîné, contrairement à l'usage breton, lui signifia son intention d'entrer dans les ordres. Qu'allait-elle pouvoir faire avec ses autres fils? Comme les gentilshommes bretons à cette époque prenaient rarement du service dans l'armée française, elle chercha à caser son second fils, René-Auguste, dans la marine royale. Pour lui acheter un uniforme et son équipement, elle dut vendre son linge, ses dentelles, et même son anneau de mariage; cependant, faute de patron puissant au ministère de la Marine, ses démarches n'aboutirent pas, et elle en tomba malade de chagrin.

Ce second fils, René-Auguste, né en 1718, a été immortalisé dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*; il montra de bonne heure que l'esprit d'initiative, l'audace, la combativité, l'ambition de ses puissants ancêtres revenaient en lui. Pourtant

l'écrivain, qui connaissait si bien le caractère de son père dans ses dernières années, et qui nous a tracé un si frappant portrait de René-Auguste dans sa vieillesse, châtelain de Combourg, a laissé subsister bien des lacunes, voire des erreurs, dans la peinture fragmentaire qu'il nous a faite de cet homme « ferme et pour ainsi dire terrible ».

René-Auguste partit de bonne heure pour conquérir la fortune. A treize ans, d'après le Manuscrit dit de 1826, à quinze ans, selon la rédaction définitive des *Mémoires d'Outre-Tombe*,

mon père donna la première marque du caractère décidé que je lui ai connu... S'étant aperçu des inquiétudes de sa mère, il s'approcha du lit où elle était couchée et lui dit : « Je ne veux plus être un fardeau pour vous. » Sur ce, ma grand'mère se prit à pleurer (j'ai vingt fois entendu mon père raconter cette scène). « René, répondit-elle, que veux-tu faire? Laboure ton champ. — Il ne peut pas nous nourrir; laissez-moi partir. — Eh bien, dit ma mère, va donc où Dieu veut que tu ailles. » Elle embrassa l'enfant en sanglotant. Le soir même mon père quitta la ferme maternelle, arriva à Dinan, où une de nos parentes lui donna une lettre de recommandation pour un habitant de Saint-Malo. L'aventurier orphelin fut embarqué comme volontaire sur une goëlette armée, qui mit à la voile quelques jours après [1].

René-Auguste aurait participé à une audacieuse aventure, l'expédition du comte de Plélo qui tenta de remettre le beau-père de Louis XV sur le trône de Pologne et conduisit de Copenhague à Dantzick trois bataillons mal équipés qui, en arrivant au fort de Weichselmünde, se trouvèrent en face de 15 000 Russes. Après la mort du téméraire Plélo, ses soldats, obligés de capituler malgré leur bravoure, furent internés à Koporié, en Ingrie (Finlande) [2].

Après cette première épreuve, René-Auguste, selon son fils,

revint en France, moins riche et moins heureux que jamais, se rembarqua, fit naufrage sur la côte d'Espagne, traversa à pied ce noble pays

1. Dans ses *Souvenirs* (manuscrit de 1826), Chateaubriand laisse comprendre que son père fut blessé dans un combat naval, peut-être une rencontre entre corsaires, et que la goëlette sur laquelle il se trouvait fut capturée par les Anglais et son père fait prisonnier en Angleterre; mais dans les *Mémoires*, Chateaubriand dit que son père prit part au fameux siège de Dantzick en 1733. Si ce dernier trait n'est pas une retouche pour rehausser le pittoresque des Mémoires, il faut conclure que Chateaubriand a mal compris quelques parties du récit de son père, ou alors que sa mémoire l'a trahi.

2. Peut-être Chateaubriand s'est-il trompé en prenant « Ingrie » pour « Angleterre », dans le récit oral de son père, qui, paraît-il, gardait une vive rancune contre les « polissons russes ».

que son fils devait parcourir un jour, poussé par d'autres passions et d'autres malheurs, fut attaqué par des voleurs dans la Galice, passa à Bayonne sur un vaisseau, et surgit encore au toit paternel. Son courage, son esprit d'ordre l'avaient fait connaître; de riches colons s'intéressèrent à son sort, il fut envoyé aux Iles et commença à jeter les fondements de la nouvelle fortune de sa famille.

Voilà tout le récit que Chateaubriand nous a laissé sur l'active carrière commerciale et maritime qui permit à son père, vingt-cinq ans plus tard, d'acheter la propriété considérable de Combourg. D'autres documents nous montrent que René-Auguste, « depuis son bas âge, s'est appliqué avec toute l'exactitude possible à apprendre l'art de la navigation ». Pour débuter ainsi, un seul endroit était tout indiqué.

René-Auguste, brûlant du désir de faire fortune, retrouva bientôt le chemin de Saint-Malo. Là, dans la célèbre cité corsaire, un jeune homme intrépide, doué pour les affaires, devait recevoir le meilleur accueil. Au moment de son arrivée, quelques années avant le renouvellement des attaques anglaises en 1746, Saint-Malo jouissait d'une tranquillité relative; mais les Malouins ne se relâchaient point de leur vigilance contre l'ennemi séculaire, et la lutte commerciale et maritime ne connaissait pas de trêve. La ville, si l'on ne tient pas compte de quelques embellissements, comme la flèche de la cathédrale donnée par Napoléon III, avait alors à peu près son aspect d'aujourd'hui : son château menaçant, ses rues étroites et tortueuses, ses déclivités, ses orgueilleuses maisons de pierre narguant les remparts bâtis par Vauban. Le touriste qui arpente cette ceinture aux bastions formidables, dominant le granit battu par les vagues, peut facilement se figurer quelle a été la puissance de cette cité insulaire. Son histoire ressemble à celle de Venise : lutte épique non seulement contre la ruse et la violence des hommes, mais contre la mer d'où ses rudes habitants tiraient toute leur subsistance. Ses souvenirs, sa richesse, enflammaient la cupidité et l'ambition de René-Auguste. Jadis, au xve siècle, son ancêtre, Briand de Chateaubriand de Beaufort, avait commandé des hommes de Saint-Malo qui ravagèrent la côte anglaise et réduisirent Yarmouth en cendres. La fin du règne de Louis XIV marque pour Saint-Malo une splendeur sans exemple; c'est alors que le vaisseau amiral du grand monarque

fut équipé par des Malouins. Non seulement les Malouins surpassèrent les Anglais dans le trafic des soies et des épices aux Indes orientales, des fourrures au Canada, du café à Moka ou du poisson à Terre-Neuve, mais ils parvinrent à s'emparer, dans leurs ruées ou voyages de corsaires, du riche butin des Antilles et de toutes les colonies espagnoles du Nouveau-Monde. En retour des toiles, des feutres, des armes à feu qu'ils vendaient aux Espagnols ou aux descendants des Aztèques et des Incas, les Malouins rapportaient de l'or et de l'argent des mines inépuisables du Mexique, du Chili et du Pérou. Dans leurs caves à deux étages de la rue de Toulouse et de la rue d'Orléans, ils remuaient des piastres à la pelle. Avec une ostentation qui excitait la colère de Pontchartrain, ministre de la Marine de Louis XIV, ils bâtissaient leurs « malouinières », ces belles maisons de campagne qu'on voit encore autour de Saint-Servan et le long de la Rance. Ils les ornaient, disait un Jersiais de l'époque, avec une magnificence quasi impériale. Au moment où René-Auguste arriva à Saint-Malo, la ville conservait sa puissance et sa splendeur. Là, le rejeton d'une famille noble pouvait s'engager, sans déroger, dans le commerce maritime; il pouvait même, s'il manquait de parchemins, se faire anoblir; un pauvre mousse, noble ou non, s'il avait les qualités d'un *self-made man*, pouvait s'élever à tous les grades de la marine; quand il avait acquis quelques fonds de roulement, il devenait armateur pour son propre compte. Mais c'était une dure école, à laquelle seuls les plus forts et les plus chanceux pouvaient réussir. René-Auguste, lui, tint bon; mais les épreuves laissèrent leur marque sur son caractère dur, hautain, terrible.

On ne sait pas au juste dans quelles conditions il revint, après ses premières aventures, à Saint-Malo. Ce qui est certain, c'est que là il commença bientôt sa carrière dans la marine marchande; il y fera bientôt preuve des qualités que les armateurs malouins savaient apprécier : audace, ténacité, esprit des affaires. En 1739, avant qu'il eût atteint sa vingt et unième année, il s'embarqua sur le *Saint-Charles* pour Terre-Neuve, où il fit un voyage d'environ un an comme enseigne à la part, c'est-à-dire participant aux bénéfices. Après d'autres voyages à Terre-Neuve, il fut promu au grade

de lieutenant à la part. Lorsqu'en 1746 les Anglais attaquèrent le port breton de Lorient et que la guerre de course commença, René-Auguste, dont la capacité et la valeur étaient reconnues, obtint un poste de sous-officier sur un corsaire, *Le Tigre*; peu de temps après il passa capitaine en second.

L'amirauté de Morlaix considérait que maintenant il avait toutes les qualités requises pour être commissionné capitaine et pilote. Cependant, une difficulté surgit. Il n'avait pas fait service pendant deux campagnes sur les vaisseaux de guerre du roi, mais Louis XV, par une dépêche à son secrétaire le comte de Maurepas, autorisa l'amirauté de Morlaix à passer sur cette considération, « Sa Majesté étant informée que le sieur de Chateaubriand mérite d'être traité favorablement [1] ».

René-Auguste n'était pas homme à perdre son temps. Le jour où il reçut son brevet de capitaine et pilote, il prit le commandement du navire *Le Blandfort*, deux cent quatre-vingt tonnes, douze hommes, seize canons. Pendant qu'il remontait le Saint-Laurent pour gagner Québec, afin de troquer des bretonneries contre les fourrures des trafiquants canadiens, blancs et Peaux-Rouges, son sang-froid fut mis à l'épreuve. Non seulement une révolte des Indiens empêchait les fourrures d'arriver à Québec, mais il fut poursuivi par un vaisseau de guerre anglais. Il jeta par-dessus bord une grande partie de sa cargaison et même de son armement, mais bientôt il eut la chance de tout repêcher, sauf quelques

1. « Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre, de Chateauvillain et Rambouillet, gouverneur et lieutenant-général pour le Roi en sa province de Bretagne, pair et amiral de France, sur la requête présentée au siège royal et principal de l'Amirauté dans l'étendue de l'évêché de Tréguier, etc., établi à Morlaix, par écuyer René-Auguste de Chateaubriand, fils de messire François-Henry de Chateaubriand, chevalier, et dame Perronnelle Lamour, demeurant en leur manoir des Touches, paroisse de Guitté, évêché de Saint-Malo, contenant que depuis son bas âge il s'est appliqué avec toute l'exactitude possible à apprendre l'art de la navigation, en sorte qu'il s'est acquis une parfaite connaissance et expérience des manœuvres et fabriques des vaisseaux, ensemble des cours et marées, des bancs, courants, écueils et autres choses généralement quelconques qui concernent ledit art de la navigation, qu'il a l'âge de vingt-huit ans accompli, qu'il a navigué pendant plusieurs années sur les vaisseaux des particuliers, ayant fait... (suit liste de ses voyages).

» Reconnu ayant toutes qualités pour être reçu capitaine et pilote de navire », etc. (Document dont l'original se trouve dans les Archives du Finistère, Amirautés, série B, 4193, f° 53-55.)

canons et vieux cordages; en dépit de toutes ces mésaventures il put vendre les trois quarts de ses marchandises avec un profit de 100 p. 100[1].

Évidemment, les armateurs qui employaient René-Auguste reconnurent que, pour ses débuts, l'homme avait montré les qualités d'un chef, car bientôt ils lui confièrent de nouveau *Le Blandfort*, mais armé cette fois en corsaire, avec un équipage de cent cinquante hommes. Pourtant, de cette campagne nous ne savons rien. Même silence, pendant les quatre années qui suivirent, c'est-à-dire de 1748 à 1752, sur toutes les opérations de René-Auguste. Après ces quatre années mystérieuses, René-Auguste réapparaît en 1752, comme capitaine de *La Brillante*, partant de Nantes, « allant au Cap, isle et coste de Saint-Domingue », et portant de la « pacotille » pour son propre compte. Il se pourrait bien que la pacotille en question ne fût autre que du « bois d'ébène ». Nantes était alors le grand centre du trafic des noirs, qui y étaient amenés d'Afrique avant d'être transportés aux Antilles et vendus aux riches planteurs du sucre « au Cap », c'est-à-dire au Cap Français, à Saint-Domingue. Les quatre années où les entreprises de René-Auguste demeurent inconnues ont dû être occupées à un long voyage sur la Côte d'Ivoire, ou sur la côte d'Angola. Ce fut de là qu'il ramena sans doute, lui ou son frère Pierre, un nègre que nous reverrons tout à l'heure[2].

A l'âge de trente-cinq ans, René-Auguste, ayant une belle situation comme capitaine de navires marchands et corsaires, voire négriers, songeait à se marier. On ne sait comment, ni où il put connaître sa future. Peut-être fut-ce par son frère, recteur de Saint-Launeuc, qu'il entendit parler de la famille de Bédée, qui habitait le château de La Bouetardais, situé à une trentaine de kilomètres du domaine des Touches en Guitté, où demeurait toujours sa mère. Apolline-Suzanne de Bédée avait vingt-six ans; elle était pieuse et spirituelle, sa famille appartenait à la meilleure aristocratie du pays.

1. Les risques de ce voyage devaient être jugés considérables puisque le taux des assurances maritimes pour *Le Blandfort* fut de 50 p. 100.

2. René-Auguste, une fois lancé dans sa carrière maritime, fit amener de Guitté son frère Pierre, le troisième fils de la famille, et le fit participer à toutes ses entreprises et à toute sa fortune. Pierre sera le père d'Armand de Chateaubriand, l'agent des princes, exécuté par ordre de Napoléon en 1809.

Aussi René-Auguste voyait-il dans ce mariage le moyen de satisfaire ses deux ambitions. Non seulement mademoiselle de Bédée était de bonne noblesse, mais sa dot pourrait être utile dans ses entreprises commerciales [1].

Les fiançailles et le mariage de René-Auguste se suivirent de près. Obtenant dispense des deux derniers bans, et après une seule publication « au prosne des grand-messes de la paroisse de Guitté et de Bourseul le premier juillet », le mariage eut lieu, en effet, trois jours après les fiançailles, le 3 juillet 1753, dans l'église de Bourseul.

Il est peu probable que René-Auguste soit resté longtemps à Bourseul après son mariage. Pourtant, vers le milieu du mois d'avril 1754, on le signale comme « demeurant au château de La Bouetardaye », et il figure, à l'église de Bourseul, dans une cérémonie assez piquante. Si l'on doute que René-Auguste s'occupât vers cette époque de la traite des noirs, il faut lire, dans le registre des baptêmes et mariages de Bourseul, ce passage, non daté, qui se trouve placé entre un acte de baptême du 10 et un autre du 16 avril 1754 :

Eugene marie augustin neigre de nation de la coste d'angola domestique de haut et puissant René de Chateaubriand demeurant au chateau de la bouetardaye apres avoir ete instruit des verites de notre religion comme il apert par lexamen qu'il a subi du soussignant Recteur de cette paroisse et desirant recevoir le St. Sacrement du bapteme a été ce jour baptisé par le soussignant accompagné de haut et puissant ange annibal de bedée seigneur de la bouetardaye et autres lieux son parrain et de tres noble demoiselle Marie anne dubreuil de la conalaye sa marraine en presence des soussignants :

Marie anne Dubreil de la Caunalaye
de bedé de la boüetardaye
benigne de ravenel de la bouetardaye
anne bedée
céleste de tregoüet
angelique bedee du boisriou
de bedée de chateaubriand
R : De Chateaubriand Moi faisant R^tr

1. A la vérité la dot de mademoiselle Apolline de Bédée, la mère de Chateaubriand, au moment de son mariage, était assez vague. La fortune d'environ 45 000 livres laissée par son grand-père fut l'objet d'un procès qui ne se termina que plusieurs années après le mariage d'Apolline avec René-Auguste. Plus tard, ceux-ci cédèrent tous leurs droits pour 13 000 livres.

Comme la mère de Chateaubriand était très pieuse, c'est elle, probablement, qui inspira le baptême d'Eugène qui, pour être « instruit des vérités de notre religion », a dû être amené à La Bouetardais quelques mois avant la cérémonie. Si René-Auguste l'avait produit, ce qui est assez probable du reste, au moment de ses fiançailles et mariage, cela montre que le sens de la mise en scène ne manquait pas plus à René-Auguste qu'à son célèbre fils. On devine combien l'apparition, dans ce petit coin dévot et aristocratique de Bretagne du noir Eugène, yeux roulants, dents éblouissantes, a dû faire sensation.

Mais René-Auguste ne se trouvait pas à La Bouetardais quand eut lieu un baptême, pour lui autrement important. On a beaucoup épilogué sur l'identité du premier-né de cette famille : Chateaubriand lui-même optait pour son frère Geoffroy, né à Saint-Malo le 4 mai 1758, et mort au berceau. Mais le document suivant [1] prouve définitivement que Geoffroy fut précédé par une fille née à Bourseul le 2 décembre 1754 :

Benigne Marie Janne angelique fille legitime de haut et puissant messire René auguste de Chateaubriand et dame Appolline Janne Suzanne de bédee son epouse seigneur et dame des Touches et autres lieux née le deux et baptizée le cinq decembre mil sept cent cinq^te quatre par le soussigné parrain haut et puissant seigneur Ange Annibal de bedée et dame benigne janne Marie de ravenel son epouse marraine grand pere et grande mere seigneur et dame de la boëtardaie de la metrie de boisriou et autres lieux en pre^nse des soussignants

benigne janne marie ravenel de la bouetardaye
de bedée de la bouëtardaye
anne francoisse de bedée
susanne apoline de ravenel
angelique de bedée du boisriou — Marie Antoin Bedée
Lapierre Toulmouche chirurgien — Moi faisant R^tr

Pendant deux ans, depuis avril 1754, époque du baptême du noir Eugène, jusqu'au printemps de 1756, nous n'avons pas de données sur René-Auguste. Fut-il présent en personne à la signature des accords passés à Rennes, en mars 1756, pour liquider l'héritage dû à sa femme, accords au terme desquels René-Auguste et son épouse renoncèrent à toute revendication

1. Bourseul, Registre des baptêmes et mariages, 1754.

moyennant la somme de 13 000 livres? Continuait-il à faire le trafic des nègres? Quoi qu'il en soit, il est à croire que René-Auguste, sentant l'imminence d'un grand conflit européen, auquel préludaient déjà en 1755 les attaques anglaises contre le commerce malouin, faisait ses préparatifs pour courir après cette nouvelle occasion de gagner beaucoup ou de tout perdre.

La guerre de Sept Ans, qui commença en 1756, fut désastreuse pour bien des Malouins, mais lucrative pour René. On ne sait pas au juste quand il s'installa à Saint-Malo avec sa femme. Mais il est certain que désormais ses intérêts se concentrent dans la cité corsaire, où sa sagacité, son courage, son esprit plein de ressources, lui avaient acquis la confiance des grands armateurs. En 1757, Messieurs Petel et Leyritz armaient *La Villegénie* pour Terre-Neuve. René-Auguste, profitant peut-être de cet héritage qui venait d'échoir si bien à point à sa femme, prit un tel nombre d'actions qu'il put faire nommer son frère Pierre comme capitaine. Cette première spéculation de René-Auguste dépassa toutes ses espérances. *La Villegénie*, après avoir échappé à plusieurs vaisseaux de guerre anglais, revint à Saint-Malo le 29 octobre 1758. Entre temps, les Anglais s'acharnaient plus que jamais contre les côtes et surtout le commerce de la région malouine. Le duc de Marlborough ayant été repoussé lors de sa descente à Cancale, passa, avec lord Howe, le 5 juin, à Saint-Servan, où il incendia non seulement une grande quantité de vivres et de cordages, mais environ quatre-vingts navires, ce qui représentait, pour le commerce malouin, une perte de plusieurs millions de livres. Sur ces entrefaites, arrive *La Villegénie*, dont la cargaison se vend à des prix fabuleux. C'était, pour René-Auguste et son frère, le commencement de la grande fortune. Enhardi par ce gros succès, René-Auguste prit entièrement à son compte *La Villegénie* et l'arma immédiatement pour Saint-Domingue. Partie de Saint-Malo le 8 avril 1759, *La Villegénie*, toujours commandée par Pierre de Chateaubriand, revint vers la fin de décembre; ce voyage avait été encore plus fructueux que le précédent.

C'est alors que René-Auguste se décida à devenir corsaire. La guerre navale contre l'Angleterre battait son plein. Il acheta *La Villegénie* et l'arma en course, sous le commande-

ment de son frère. Alors commencèrent les plus grandes réussites de toute sa carrière. Le navire, dans sa première campagne de 1760, captura et vendit six navires marchands britanniques avant d'être capturé lui-même par un vaisseau de guerre anglais, l'*Antelope*. Ensuite René-Auguste arma en corsaire l'*Amaranthe*, qui, de retour à Saint-Malo le 16 février 1761, rapporta une grosse cargaison vendue avec 357 216 livres de bénéfices.

Il avait maintenant de quoi rassasier sa grande ambition féodale. Tout en édifiant sa fortune, René-Auguste avait fondé une famille. Ses deux premiers enfants, il est vrai, étaient morts en bas âge d'un épanchement de sang au cerveau. Mais le troisième enfant Jean-Baptiste, gaillard solide, avait presque achevé sa seconde année, et sa fille Marie-Anne, qui devait vivre plus de cent ans, avait déjà huit mois passés lors du retour de l'*Amaranthe* en février 1761. Maintenant, avec beaucoup d'argent en main et deux rejetons vigoureux au berceau, René-Auguste pouvait réaliser son but suprême, celui vers lequel avaient tendu tous ses efforts. Désormais, c'est l' « instinct féodal », qui l'emportera en lui.

Mais de quel côté fallait-il chercher un grand domaine, afin d'être *terrien*, véritable seigneur, avec vassaux, prééminences et droits moyenâgeux? Il fallait trouver une propriété qui rehaussât le rang de René-Auguste et lui conférât plus d'éclat que son petit titre actuel de « chevalier et seigneur des Touches ». En même temps, comme il n'avait que quarante-trois ans et que ses affaires marchaient brillamment, il voulait rester assez près de Saint-Malo. Il est probable qu'il s'adressa d'abord, pour les recherches préliminaires, à son beau-frère, Marie-Antoine de Bédée, qui était, en quelque manière, son homme d'affaires. Le fait est qu'Antoine de Bédée était en relations, à cette époque, avec M. de la Chenardais, avocat à Rennes. René-Auguste fut bientôt informé qu'il lui serait possible d'acquérir, à une trentaine de kilomètres de Saint-Malo, une grande propriété comtale, s'étendant sur trente-quatre paroisses; il supposait que cette terre avait été possédée autrefois par des Chateaubriand. C'était Combourg, nom immortalisé par son fils dans les pages peut-être les plus célèbres des *Mémoires d'Outre-Tombe*.

Combourg, vieux domaine remontant au début du XIe siècle, c'est-à-dire à l'époque où Brient de Chateaubriant avait construit son castellum sur la Chère, avait, en 1761, comme châtelain, un grand personnage, destiné à jouer un rôle important dans l'histoire de Bretagne, aussi bien que dans celle de la famille de René-Auguste. Emmanuel-Félicité de Durfort, duc de Duras, comte de Combourg, maréchal de France, membre de l'Académie française, âgé alors de quarante-sept ans, avait la parole franche et l'allure d'un capitaine de cavalerie; c'était un homme assez séduisant, très en vue à la cour de Louis XV. Par son mariage avec Louise-Maclovie de Coëtquen, fille du gouverneur héréditaire de Saint-Malo, il avait acquis le comté de Combourg, où il paraissait rarement. Ses dettes étaient écrasantes : fait probablement très connu à Saint-Malo. En ce qui concerne les premières rencontres entre le duc et René-Auguste, nous sommes réduits aux conjectures; mais connaissant la promptitude et la décision du corsaire, c'est lui probablement qui engagea les négociations qui aboutirent au contrat, par lequel (le 3 mai 1761) :

... Monseigneur le Duc et Madame la duchesse de Duras vendent à M. de Chateaubriand le comté de Combourg, la Baronie d'Aubigné, les chatellenies de Boulet, de Malestroit à Dol, les fiefs de Blandlais, de Saint-Piat, et du Plessis le Pierre annexes, circonstances et dépendances des dites terres et seigneuries(dont il a été rendû aveû au Roy par les auteurs de ma ditte dame duchesse de Duras) pour le prix de 370 000, à charge à l'acquéreur de payer dans le délai de six années le surplus des deniers comptants aux créanciers qu'on lui délégueroit incessament...

René-Auguste, malgré ses habitudes d'homme d'affaires, avait acheté Combourg sans avoir de connaissance précise sur l'étendue des terres, et sans se douter des revendications féodales dont beaucoup devaient être l'objet ; aussi pendant les années qui précédèrent la naissance de son illustre cadet, eut-il, pour sa plus grande surprise, maintes difficiles affaires à régler.

C.-H. OUTLAND

POÉSIES

D'UN CAHIER PROVENÇAL

I

PRINTEMPS AIXOIS

Une tulipe à peine ouverte
Cherche à se regarder dans l'eau;
Mais l'eau endormie est couverte
Du mol duvet des arbrisseaux.

Les bourgeons des tilleuls sont roses.
Ceux des platanes sont dorés.
Des mains d'un vert tendre se posent
Sur le bois noir des marronniers.

Le printemps naît comme un orage,
Comme un brusque déchirement.
On voit bouillonner le feuillage
Sous un soleil de vif argent.

Chaque colline délicate
A la forme d'un jeune sein.
Les aveux du plaisir éclatent
Dans un nœud de cris enfantins.

La terre couleur de praline
Libère un tendre et joyeux blé.
Le rire d'Hébé illumine
Une prison de cerisiers.

Écoute l'eau de la fontaine
Battre comme le sang d'un cœur,
Puis déborder des vasques pleines,
Comme de l'œil déborde un pleur.

Larme heureuse! perle légère!
Chagrin passager de l'enfant.
Le pied pur d'une messagère
Caresse un Olympe écumant.

Apollon sous ses lauriers chante.
Parfois Flore étire ses bras
Sous une averse étincelante
De troënes et de lilas.

Vois! est-ce l'ombre d'un nuage
Ou d'un Dieu qui tombe du ciel?
L'éternité cache son âge
Sous de jeunes fards immortels.

Comme Vénus jaillit de l'onde,
La montagne jaillit du sol.
Grande déesse furibonde,
Sainte-Victoire, prend ton vol!

II

DIMANCHE SOIR

Le marbre non poli a la couleur du sable.
L'eau que le soleil touche a la couleur des yeux.
Sur le grand mur du sud un crépi misérable
Héberge un lichen noir, vorace et vigoureux.

Demande à l'hôtelier de disposer la table
Dans le jardin d'en bas. C'est là qu'on voit le mieux
Ruisseler lourdement d'un ciel inguérissable
Sur le golfe engourdi le sang doré des dieux.

Nous serons bientôt seuls. Les tramways du dimanche
Remportent à Toulon leurs grappes de marins.
Le soir sournoisement bleuit des robes blanches.

Sur le rivage ras, dérobé par les pins,
Le gros baigneur barbu qui fait si bien la planche
Dit tout bas à la nuit qu'il reviendra demain.

III

VÉNASQUE

Les gouttes de soleil dans l'ombre ressemblaient
Aux grelots d'un tambour de basque.
Les coronilles d'or par milliers grésillaient.
Nous arrivâmes à Vénasque.

Les fagots d'olivier au feuillage poudreux
Étaient entassés dans les granges.
Les vieillards nous suivaient d'un regard soupçonneux :
(« Que ces touristes sont étranges! »)

Entre le municipe et le café d'en haut
Une vaste fontaine ronde
Laissait par quatre becs ruisseler sa belle eau.
A Vénasque, Vénus est blonde.

Elle règne sans cour dans un temple rompu
Que forme un cercle de colonnes.
Elle a tes chers yeux bleus, ton visage ingénu
Et ta fraîche peau qui rayonne.

Parfois elle se penche à son petit balcon
Entre deux cyprès dont les pointes
Promènent des dessins noirs sur ses beaux bras ronds
Et sur l'or dont sa nuque est peinte.

IV

DANS L'ÉGLISE SAINT-MAXIMIN

Dans l'église Saint-Maximin,
Une grande gloire baroque
Te déplait, car la « basse époque »
Vexe ton goût beaucoup trop fin.

« La noble nef cistercienne
Est (dis-tu) déparée par
Cette grande chose païenne.
C'est la négation de l'art! »

Comme ton goût est pédantesque!
Au cœur de l'édifice nu
Le joyeux morceau berninesque
Est, selon moi, le bienvenu.

Ces feux, ces rayons, ces nuages,
Ces angelots vifs et replets,
Dans ce gothique austère et sage
Me font plaisir comme un bouquet;

Et j'aime que ces fleurs mondaines,
Ces plâtres dorés, fardés, peints,
Parlent ici de Madeleine
A son vieil ami Maximin.

V

EAU DOUCE

Le soleil indulgent jette sur la rivière
Des roses dont l'or frais se teinte de carmin.
Je te vois rire à l'ombre de ta main légère
Et l'ombre d'un oiseau se pose sur ta main.

L'eau paresseuse dort dans ses coupes de sable.
Le coteau ciselé est un gâteau de miel.
A la voix du beau jour les filles de la Fable
Font en chantant des chœurs leurs rondes sur le ciel.

L'azur caresse et vêt les pieds nus des danseuses,
Flatte leurs ventres blancs, courtise leurs cheveux.
On voit lutter dans l'air des jambes studieuses.
Danse à ton tour au bord de ce rivage heureux.

Le fleuve étend pour nous ses miroirs sous les saules.
Ton reflet, à tes pieds hardiment renversé,
Danse dans la rivière où je vois tes épaules
Diviser l'écheveau des feuillages noyés.

Nous sommes seuls et loin. Le calme laisse pendre
Ses grands rideaux soigneux entre le monde et nous.
Hâte-toi! Hâtons-nous! Chaque jour fait sa cendre;
Déjà l'ombre grandit et guette tes genoux.

VI

RADE DE TOULON

Tandis que le bleu de mer tremble
Sous un ciel doux et argenté
Je penche vers tes bras (ils ont l'odeur du thé)
Un bouquet de souhaits qu'un nœud de sang assemble.

Tu as besoin de la lumière
Comme un banquier a besoin d'or.
Dans l'ombre des maisons tes deux yeux sont deux morts:
Ah! reste sous ce ciel sans baisser les paupières!

Laisse vivre tes dents, ta langue;
Dis des mots courts et confiants :
« Soleil, plaisir, amour, jeu, rire, amour, enfant... »
Et puis ne parle plus. Laisse parler tes jambes.

Sont-elles roses ou bien blondes?
Roses sous des modelés d'or.
Comme elles parlent bien, tandis que sur ton corps
L'ombre des moucherons frétille et vagabonde!

Un navire à coque rougeâtre
Quitte la rade de Toulon.
Pense aux grands voyageurs; à Thésée; à Colomb;
Aux deux rivaux romains qu'enchaîna Cléopâtre.

La barque s'en va. Où va-t-elle?
N'en sachons rien et donnons-lui
Les plus grands horizons et les plus sûres nuits,
Les routes les plus lointaines et les plus belles.

Le bonheur comme une fumée
Attend le vent pour s'en aller.
Soyons heureux; le vent n'est pas près de souffler :
Il dort, rêvant de toi, sur la bouche des fées.

VII

LA MORTE ATTENDAIT DANS L'ÉGLISE

La morte attendait dans l'église
Le curé qui tardait un peu,
Dans la chapelle au cintre bleu
Les rameaux dorés du cytise
Balançaient leurs grappes de feu.
On voyait par la porte ouverte
Le profil d'un pilier roman
(ce qui faisait un premier plan
à la pelouse jadis verte
qu'un cheval, peut-être alezan,
dételé, flairait tristement).
Les bouquets du mois de Marie
Donnaient leur odeur de gâteau
A toute l'église endormie

Que vint réveiller le bedeau.
La morte, fière de ses cierges
Et contente de son repos,
Douce et docile sous la serge,
Écoutait, le cœur un peu gros,
Les bruits qui venaient du village
Où elle avait toujours vécu.
Dans le transept les trois rois mages
S'informaient du petit Jésus.
Le curé vint et l'organiste.
L'un des enfants de chœur, distrait
Par la présence du touriste,
Heurta de la croix qu'il portait
Les poignards de cristal du lustre.
Ils tintèrent leur léger glas.
Le bedeau, c'était (rime) un rustre,
Vint à l'enfant et le gifla.
Le bruit modulé des prières
Fit sortir des bistrots voisins
Neveux, cousines et cousins.
L'eau bénite plut sur la bière.
Du dehors un actif soleil
Blessant les saintes des verrières
Posait sur les marches de pierre
Les sept couleurs de l'arc-en-ciel.

VIII

PAVILLON LANFANT

Le soir est tiède encor de la chaleur du jour.
L'eau du grand réservoir bouge et paraît vivante.
L'artichaut vert-de-gris qui ressemble à l'acanthe
Découpe strictement son épineux contour.
Les couleurs ne sont plus que leur propre fantôme;
Mais chaque arbre révèle un dessin acéré.
Dans l'ombre qui n'est pas encor l'obscurité,
Sous un palmier de fer, le buis solide embaume.

Des pinceaux veloutés caressent la maison.
Ils font d'épais rideaux naturels aux fenêtres.
Au cœur de chaque chambre un rêve prêt à naître
Couve, les yeux mi-clos, ses bienfaisants poisons.
Le croissant qui débute est pris dans le platane
Comme dans le filet la sardine d'argent.
Sur le gravier grenu, d'un souffle négligent,
Le zéphyr chaud pousse une branche qui se fane
(le mistral l'a brisée, hier, en s'en allant).
Le buisson (il paraît vêtu de coquillages)
Transpire doucement son odeur de feuillage
Entre le laurier stable et le lilas fringant.
Le bassin endormi rêve aux palmes des cygnes.
La longue nuit couchée épouse le jardin.
Seul, comme un feu tournant qui s'éclipse et revient,
Le chant d'un crapaud triste appelle dans les vignes.

JEAN-LOUIS VAUDOYER

TABLEAUX DE PARIS

ANNUNZIATA. — Gabriele d'Annunzio fait annoncer, *urbi* et *orbi*, qu'il « va s'enfermer pour six mois » devant sa table et s'emprisonnera volontairement dans sa villa du Lac de Garde, afin de pouvoir y terminer le livre que l'affluence des visiteurs l'empêchait d'achever. Des désirs de solitude ont toujours hanté ce travailleur merveilleux, roulé, laissé et repris par la grande vague obstinée du monde. Lorsqu'il était venu vivre à Paris, il le fuyait, à... Versailles; puis, à Arcachon... Le mouvement de mondanités de juin me reporte à ces dernières années d'avant-guerre, pendant lesquelles Annunzio fréquentait ici tous les milieux. Je suis allé en me promenant, jusqu'à l'étroite et sordide rue Geoffroy-l'Asnier, qui possède deux hôtels anciens, dont celui de Luxembourg... Je n'étais pas revenu là depuis un après-midi d'avril 1915. Gabriele d'Annunzio y avait sous-loué un rez-de-chaussée meublé, situé entre cour et jardin. La façade de briques et pierres, de style Louis XIII, avait sa bonne apparence de noblesse, malgré qu'il lui manquât ce qu'elle avait dû posséder d'espace, autrefois. Dans le jardin, subsistaient des vestiges de parterre à la française et un portique de treillage, derrière une statue... L'auteur de l'*Enfant de Volupté* s'était installé là, en 1914. Il y avait apporté quatre-vingt bouddhas de toutes tailles, fait mettre des rideaux de tulle doré sur les vitres, répandu beaucoup d'obscurité et de parfums, aménagé des éclairages en demi-teintes, roses et jaunes, qui créaient une de ces atmosphères comme il sut exceller à les traduire dans ses romans. Des jeunes femmes étaient assidues aux réunions que le poète

donnait là... Une demoiselle roumaine y jouait du violon, mademoiselle Berthe Bady récitait des vers de Baudelaire ou de madame de Noailles. Il y avait sur les consoles d'admirables photographies de madame Ida Rubinstein, et un jeune danseur étranger, dont le poète était enthousiaste, mima et dansa là, certains soirs — il s'appelait Alastaire, — des poèmes muets sur les cathédrales!... Des masses de fruits remplissaient des plats de verre de Venise; du vin de porto dorait des carafes précieuses; des chuchotements s'élevaient dans la pénombre... Au delà d'une alcôve, on apercevait un cabinet de toilette de petit maître...

Mais la guerre était venue et se prolongeait. Le printemps de 1915 naissait. Par une journée voilée, j'étais venu dire adieu au poète, à l'animateur incomparable, au frémissant artiste dont les intonations italiennes, les mains habiles, donnaient aux expressions, aux descriptions, aux enthousiasmes, tant de saveur. Il partait le lendemain pour Gênes. Il devait prononcer là-bas son fameux discours du *Quarto*, qui allait entraîner l'Italie hors de la neutralité, dans le groupe des Alliés.

Le maître n'était pas rentré. Une jeune servante, affublée d'un petit tablier de comédie, préparait les malles, dans ce désordre d'un appartement loué, qui n'appartient déjà plus à celui qui l'habita et où les choses familières sont redevenues indifférentes. Ces malles étaient en grand nombre. Il y avait celle des souliers, celle du linge, celle des gilets... Brummel n'en eût pas emporté davantage avec soi et lord Byron beaucoup moins. Et je les considérais, en songeant au retour dans son pays natal de celui qui, depuis cinq années, en était comme exilé et qui allait lui apporter la guerre, avec des palmes et des mots enchantés, — suivi de tant de cravates et de pyjamas!...

Nous vivions, alors, des heures qui ne permettaient guère de songer à certains raffinements de toilette. Cependant, il me plaisait que cette petite femme de chambre emballât dans leur housse de toile tant de paires de petits souliers... Depuis, j'y ai maintes fois repensé, après le fameux discours, dont le lyrisme et la flamme émurent si profondément l'opinion... Sa coquetterie, les soins qu'il prenait de sa personne, ne diminuaient point le génie de Gabriele d'Annunzio.

... J'ai franchi le porche de l'hôtel de Luxembourg, cet après-midi. Des bureaux occupent maintenant le rez-de-chaussée fameux. Trois automobiles emplissaient la cour... Dehors, d'une école voisine, des enfants sortaient en hurlant. Je regagnai le quai, élargi, transformé, méconnaissable, qui offrait un autre aspect de ce *Visage de Paris* dont M. André Payer a chanté les variations, et je songeais à tant de départs continuels, avant, pendant, après nous, en me souvenant de ce vers du poète qui a exprimé la manière évocatrice dont les vitres des quais que frappent le soleil :

Prennent, certains beaux jours, un aspect maritime...

***

Il se nomme Doret. — Le Polygone de Vincennes, un dimanche de fête, l'après-midi, sous le soleil. Une foule de deux cent mille spectateurs environne l'immense terrain et forme, à l'extrémité du rectangle, une agglomération comparable à celle d'une ville; une houle noire, remplissant un fer à cheval de verdure. Sur le ciel, limpide, mais vaporeux, flottent quelques légers nuages, estompés comme des îles, aux flancs des continents, sur les mappemondes effacées... Mais précis, nets, minuscules, espacés dans la nue comme avec les pointes d'un compas, six avions du 34e régiment d'aviation, formant escadrille, traversent les hauteurs.

Sur le sol, devant les barrières qui contiennent les spectateurs, des avions sont prêts à prendre leur vol. Argentés, peints en jaune, en rouge, en bleu; ayant, comme des chevaux de course, leurs couleurs et leur casaque — et de grandes majuscules peintes sur les flancs. Deux jeunes femmes légèrement vêtues, l'une rouge des bas à la nuque, l'autre bleue de même, comme trempées dans l'émail des deux avions autour desquels elles se meuvent, attendent de prendre le vol, pour se lancer dans le vide, de mille mètres de haut, un léger parachute aux épaules... Des mécanos dans des combinaisons bleues ou beiges, des aviateurs gainés de cuir, vont et viennent, — tels qu'au bivouac les héros des anciens tableaux militaires.

Ce meeting annuel d'aviation est une fête essentiellement d'aujourd'hui, avec, tous les cinquante mètres, ses doubles cornets de hauts parleurs qui annoncent les différentes parties du programme, les commentent même et entretiennent la chaleur dans la foule, — d'une extrémité à l'autre du Polygone.

A travers ce cirque d'air, de plusieurs kilomètres de tour, ouvert au-dessus de deux cent mille têtes levées, le spectacle est bien de ceux que l'on peut donner en exemple pour ce qu'il y a d'unique, de merveilleux dans la vie aventureuse d'aujourd'hui — et de détestable aussi. Voyons le merveilleux. Près de moi, un aviateur — son avion est d'argent, il se nomme Doret, — yeux clairs, cheveux rêtus, mains d'ouvrier. Il parle comme un jeune homme un peu timide, qui s'occupe de son *boulot*, comme ils disent... Il n'a pas l'air d'attacher d'importance à ce qu'il fait... Tout à l'heure son avion, — le petit avion d'argent, qui est là, devant nous, — passera, à moins de vingt mètres au-dessus des têtes, dans une furieuse précipitation du moteur, assourdissante, prêt à raser les fronts et puis, brusquement, s'enlèvera vertigineusement vers le ciel, à pic, comme s'il grimpait au flanc de quelque imaginaire tour Eiffel, sur une hauteur de trois cents mètres. Cet exercice déconcertant, qui s'appelle *faire une chandelle*, procure aux spectateurs cette contraction du creux de l'estomac, cette sorte de violente caresse intérieure dans la région du *plexus solaire*, non avouée, mais certaine. Après avoir fait beaucoup de *loopings* dans le ciel, dessiné, comme d'une nonchalante main de fer, des broderies passagères, des festons dont l'azur ne garde point la trame, des « tonneaux » (c'est-à-dire : tourné, non d'avant en arrière, mais sur l'aile), couru dans l'immensité, pareil au conducteur de char dans le cirque, non plus sous les yeux des Romains, mais au-dessus de nos têtes, ce Doret dont l'avion est d'argent, revient se poser sur le sol, comme une hirondelle. Sa petite femme, qui est là, lui dira ces seuls mots, alors qu'il sort de la *carlingue* et dépouille son azur, revient à nous, comme jeté sur ce monde par des Titans, sa petite femme lui dira ces seuls mots :

— Pas fameux, aujourd'hui!

Et il répond, avec plus de simplicité encore :

— Oui, ça tirait derrière...

Et s'en ira se déshabiller.

Mais j'ai négligé la demoiselle bleue et la demoiselle rouge, aux couleurs des avions à l'avant desquels elles sont montées dans le ciel et qui se sont levées au départ, avec des airs de reines de cortèges carnavalesques... Parvenues à plus de mille mètres, elles se sont hissées des poings (on se demande comme), hors du baquet au fond duquel elles étaient assises et, leur parachute aux épaules, tandis que le mécanicien continuait d'arpenter ces pistes invisibles que suivent les aviateurs et dont les contours se jalonnent d'en haut aux vieux chemins du monde, — elles se sont précipitées, les pauvres petites, dans leurs légers vêtements monochromes vers le sol...

Pendant six secondes, les parachutes ne s'ouvrent pas.

Elles semblent pendues à des étoiles éteintes, par un fil à coudre.

Enfin, le parachute s'ouvre, le corps qui piquait droit se balance... Deux cent mille poitrines respirent... Lentement, nos deux ludions du ciel se rapprochent de nous. Une auto chenille s'éloigne à travers les terres meubles à leur rencontre. L'une, la rouge, est traînée sur le sol par l'ampleur du parachute... Nous ne distinguons que des fourmis... L'auto revient... Les petites demoiselles sont dans la voiture... Toutes prêtes à recommencer. Elles descendent. Photographes. La rouge s'approche du groupe où je suis... Près de moi, une voix familiale s'élève :

— Tu as sali ta robe!...

A la vérité deux touches de boue, pour employer un mot de peintre, se voient sur la soie rouge. Alors, cette femme de vingt ans, qui vient d'accomplir, tout de même, ce qu'aucun de nous n'aurait fait, cette anonyme audacieuse, dont je ne saurai jamais le nom (alors que je connais encore celui de madame Saqui, de qui j'entendis raconter les exploits dans mon enfance par des personnes âgées qui l'avaient vue traverser la Tamise sur un fil de fer), cette petite femme réplique, tout simplement, avec l'intonation d'une écolière, en regardant la jupe, un peu souillée :

— Je ne l'ai pas fait exprès!...

***

Sous la coupole. — Jour gris. Le jour est toujours gris sous la coupole. Comme s'il trouvait plus *académique* d'être ainsi pareil à celui des cryptes éternelles. Mais, tout à coup, c'est comme un geste gracieux du soleil et un grand reflet blond baigne la moitié de l'assistance, compacte comme elle peut l'être, à l'Institut, pendant la réception d'un académicien, qui prononce son remerciement et que l'un de ses pairs accable de fleurs et d'épines. Ravissante atmosphère; Fragonard passant sa rose éponge sur le vernis d'un Philippe de Champaigne. Il y a sur de petits Hubert Robert, sur des gouaches de Louis Moreau, des assistances, ainsi, dans lesquelles on ne distingue guère un visage, mais des taches claires, de la chair, et, dans les tribunes, encore, là-haut, des clartés, des demi-teintes frémissantes qui s'arrêtent, brusquement, à un grand Z d'ombre noire et d'obscurité...

Beaucoup de dames et des messieurs d'âge, et de plus jeunes, qui ont, dans le retroussé de la lèvre dans la joue, à la française, quelque chose de Voltaire, de Barnave ou des seigneurs de Foucquet et de Desmonthiers... Ils viennent pour entendre bien parler, pour saisir quelque phrase ailée, peut-être immortelle, quelque espièglerie décochée avec des formules à mitaines de soie... Ce sont des gens de la Fronde et du XVIIIe siècle. Je m'aperçois ici, spontanément, qu'une de ces réunions de l'Académie offre ce que nous ne rencontrons plus jamais : un rassemblement de beaucoup de Français, aussi peu panaché que possible, pas du tout exotique, ni anglo-saxon, — un prolongement du salon de madame Geoffrin et même de madame Aubernon. On peut critiquer. Mais il y a là bien de la sécurité et de l'agrément, à penser qu'un interprète du Ritz ou du Claridge serait inutile..

Un roulement de tambour. Moments impressionnants d'une réception et qui semblent inventés pour donner le trac à celui qui arrive, abîmé sous sa réelle ou sa fausse humilité. Il se présente, en tous cas, avec presque toujours beaucoup d'inexpérience de la parole, et se trouve vêtu d'un habit dont il n'a point l'habitude et portant au flanc une épée, qui lui

est plus inhabituelle et plus incommode encore que le col de son vêtement brodé de feuilles d'olivier. Il est flanqué de ses parrains qui lui semblent des *vieux*, même lorsqu'ils sont, comme c'est aujourd'hui le cas, ses cadets.

M. Albert Besnard a de la majesté, de l'ampleur, et ce qu'il faut de manières et de négligences pour ne paraître ni gêné ni trop sûr de soi. Il a l'air prêt pour être peint par Franz Hals ou Rubens, il a le front nu et lumineux, le nez aquilin et ces tons de la barbe qui mêlent du fer et de l'argent, — et cette poitrine ample, ce torse large fait pour les vastes respirations et les croix dorées, les commanderies et les grands cordons. Il est décoratif, il est à l'échelle des plafonds qu'il a peints, des murs qu'il a couverts d'arabesques et de nudités chargées de reflets, et même à l'échelle de ces portraits qui nous ont montré le cardinal Mercier drapé du sang translucide des innocents et les souverains de Belgique : passants couleur de cuir sur des ciels de mitraille...

Mais M. Besnard est aussi le peintre de madame Roger Jourdain et du dos de femme accroupie devant la cheminée, qui est au Luxembourg. Il est un symphoniste de la lumière. Il fut d'une adresse sans égale pour faire voir, à des gens qui voient mal, les colombes d'or errant sur l'épaule des dames qui souriaient sous des lampes et les papillons d'azur qu'un rayon de jour reflété piquaient sous les pommettes d'une femme, — qui avait pris soin de baisser la tête, avant d'approcher de la fenêtre ouvrant sur le jardin...

Que M. Besnard fut délicieusement habile, lorsqu'il se plut à peindre ce que ses modèles ne voyaient point! Comme il aima, de quel cœur fougueux, le vermillon et le cadmium et le cobalt et quelles *féeries intimes* il a peintes, dans le déshabillé d'une robe de bal pailletée, jetée sur un fauteuil... Vous lui donniez l'*Ève*, de Rodin, il vous la rendait, certes, mais au milieu de l'étincellement des broderies, du nacré des soies, de la vague transparente des satins de Callot sœurs.

Parfois, il a pris un bocal de pharmacien, derrière lequel brûlait une flamme de gaz, pour le soleil... Mais, tous les peintres ont ainsi travesti le vrai, c'est leur mission. La gloire de M. Besnard sera d'avoir vu apparaître la lumière électrique dans les ateliers et les salons et de s'en être servi, — comme

M. Antoine ou madame Sarah-Bernhardt dans leurs mises en scène.

Nous voici loin de la salle de l'Institut. Mais, dire le nom d'un peintre, c'est évoquer des clartés et des ombres, des formes créées par son pinceau, ...comme c'est évoquer pareillement la sonorité ou les nuances de leur œuvre que prononcer le nom de certains écrivains...

... M. Besnard a gagné la place du récipiendaire, devant laquelle se trouve vissé, sur sa tige mince, le plateau chargé d'un verre d'eau et de ce microphone, destiné à transmettre la parole du nouvel académicien (à travers ces nuées qu'il a si bien transposées sur ses toiles) jusque bien loin de la coupole et du Pont des Arts. J'ai peur, d'ailleurs, que les abonnés de la T. S. F., entre le cours des changes et les orchestres hawaïens, n'aient que difficilement saisi l'éloge de l'auteur de *l'Inde, sans les Anglais*, prononcé par l'auteur de *l'Inde, couleur de sang*. M. Besnard n'est pas orateur. On ne peut décidément pas tout être. Les auditeurs de l'Académie l'ont entendu, c'est déjà beaucoup.

S'il nous est possible d'imaginer que la T. S. F. s'en va, par delà les couches d'atmosphère qui enveloppent la Terre, pénétrer dans les ténèbres de l'Infini, qui est noir, au delà de quelque quinze mille mètres d'altitude, et que les morts entr'ouïssent, à leur tour, les échos de ce monde, je pense que l'âme de Loti aura souffert.

J'ai connu Loti dans ses maisons de Rochefort et d'Hendaye et, pendant les séjours qu'il faisait à Paris, je l'ai vu dans cette chambre qu'il habitait, au quatrième étage du Palais d'Orsay, sur la Seine... Sa personne silencieuse, volontairement transportée en deçà de ce que l'homme offre de soi-même aux regards de ses contemporains, eût tressailli d'horreur à se sentir livrée à tant d'oreilles. M. Besnard ne semble pas l'avoir fréquenté. La gloire est une sorte d'étal où, parfois, ceux qui vous *immortalisent*, exposent des morceaux de chair, — comme les bouchers. M. Besnard a belle allure avec son front vaste, sa blanche calvitie, son torse qui remplit toute l'ampleur de son habit brodé de vert. Il se soutient d'une main au dossier de la banquette, devant laquelle il doit se tenir debout. De l'autre, il a saisi son manuscrit et

ses gants blancs... Il cherchera même, tout à l'heure, vainement, son mouchoir, pour étancher cette rosée que l'émotion ou l'effort ont répandue sur son crâne et ses tempes et les ailes de son nez. Son parrain, Henri-Robert, lui tendra le sien, avec l'à-propos et l'affectueuse spontanéité d'un véritable « parrain ».

C'est une image intime et réelle de Loti qu'on eût aimée... Car cet homme, qui semblait à certains factice, parce qu'il s'était fait, comme à un pharaon défunt, plusieurs enveloppes pour dissimuler son véritable visage, cet homme était le plus ami qui fût de la simplicité, de ce qui est naturel, humain, sincère. Il était aristocrate et enfant, peintre et marin, — l'homme de ce style, dans lequel chaque reflet reste tellement à sa place, qu'il ne va pas empiéter sur la vraie lumière.

... M. Louis Barthou répond à M. Besnard.

Je pense à un pelotari. L'orateur lance les phrases qui tapent avec sonorité sur le fronton blanc. Phrases courtes, images lumineuses. Et l'entraînement de l'homme auquel un sport est familier. Les applaudissements éclatent, nombreux, fréquents, rapides, comme autour d'une partie de Basques, à la pelote, auprès du clocher d'Urugne et sur les places blanches des villages accrochés aux pentes vertes qui descendent vers la Bidassoa.

M. Barthou aime les lettres. Il aime les littérateurs. Il est passionné. Il leur élève des autels dans sa bibliothèque. Des autels dont ils ont eux-mêmes fourni le marbre, avec les pages de leurs manuscrits... Les dessins de Victor Hugo voisinent sur ses murs avec ceux de Loti... De sombres vagues dont le gouffre mouvant gravite sur les grèves ténébreuses, des burgs, dont la nuit vient lécher les murailles, dorées par le dernier reflet d'un soleil, qui semble toujours vouloir mourir pour la dernière fois... (Les lavis de Victor Hugo, enfin, tels que M. Raymond Escholier vient de les réunir, dans un magnifique volume, d'où s'échappe, comme après un orage, les roulements effacés de la foudre, les échos de la grande rumeur romantique...) Et les grèves polynésiennes, sur les sables dorés desquelles d'innocentes mains ont sculpté les granits apportés par la mer, sous des formes humaines, ter-

ribles par leurs proportions et pitoyables par la naïveté de l'ébauche...

Assis au centre du bureau, entre M. René Doumic et M. Pierre de Nolhac, M. Louis Barthou montre sur son visage, avant que le trait ne parte, la joie qu'il éprouve à le faire partir. Les ombres de ses grands prédécesseurs seraient heureuses.

Sans doute le sont-elles. Je me plais à me dédoubler en l'écoutant et à penser, — puisque Gibraltar ou Glasgow reçoivent en ce moment les *ondes* captées par le microphone, — que ces ondes s'en vont plus loin, toujours plus loin et continueront de graviter éternellement, pareilles au juif de l'Histoire des temps, autour du globe... Sous cette coupole, où tant de voix illustres ont retenti dont la mort a tari la source, qui nous prouverait aujourd'hui que l'atmosphère ne conserve pas à jamais le sillage des sons?

Belle invention que celle qui capterait quelque jour les ondes anciennes et, dans l'immense concert de la Nature, muet pour les grossières oreilles de l'homme, saurait reprendre aux gouffres de l'éternité la voix de Racine et les sanglots solitaires de Michel-Ange, travaillant, au seuil de la mort, à même le marbre, de son dur marteau, une chandelle fixée au front par un cercle de fer, — ... ou le cri de foi de Jeanne expirant sur le bûcher...

***

Championne du monde. — Je déjeune avec mademoiselle Lenglen. C'est comme si la table était le *court* de Cannes. Je ne vois plus la nappe, ni l'argenterie, mais des tribunes, des rangées serrées de dames vêtues de clair, des sportsmen attentifs, le duc de Connaught et le roi Manoël qui saisissent des *effets*, des *coups*, que mes yeux peu préparés n'enregistrent pas comme les leurs, dans toute leur précision et leur magnificence sportive. Je vois mademoiselle Lenglen au centre de son cadre habituel, environnée de mots anglais sur des palissades blanches, — comme le jeune peintre Mauny représente l'Amérique, et comme il peint les rues de Paris, dans l'atmosphère des ciels de Boudin avec une précision quasi photographique et hypnotique aussi, des autos et des passants.

Lorsque je débarquai à Londres lors d'un dernier voyage, à la descente du train, sur ces vastes quais de *Charing Cross* où les malles se trouvent subitement à vos côtés, mais où vous avez l'impression d'être, à l'instant, projetés sur une autre planète, — je parle pour un Français, — mon beau-frère me demanda, après le premier bonjour :

— Comment va votre Suzanne Lenglen?

Je le regardai surpris. Je ne connaissais point mademoiselle Lenglen et, ne jouant plus au tennis, je ne pensais pas que sa personnalité pût intéresser à tel point un Anglais, qu'il dût si promptement s'enquérir de ses nouvelles. Je crus à une confusion, quelque quiproquo. Je répondis prudemment que j'avais l'espoir que mademoiselle Lenglen se portait à ravir, comme si je l'eusse quittée la veille.

Carpentier et mademoiselle Lenglen sont à peu près tout ce que, depuis la guerre, bien des Anglais — que serait-ce en Amérique! — connaissent de la France.

Aujourd'hui je déjeune, enfin, avec mademoiselle Lenglen. Lorsque je retournerai à Londres, je pourrai dire qu'elle se porte très bien. Choyons pour l'étranger nos champions. Nous n'avons que si peu d'occasions de faire connaître quelqu'un de chez nous qui soit considéré, — s'il est vivant!... Mademoiselle Lenglen surprend par sa féminité. Je m'attendais à un bronze, je me trouve devant une cire. Imaginez poser le pied nu sur une dalle de marbre et rencontrer à la place un tapis d'Orient.

La photographie instantanée — d'ailleurs la photographie *posée* est-elle plus réelle? — la photographie instantanée ne nous donne qu'une impression bien incomplète des humains. Les rayons du soleil et les ombres les déforment, la nuance de leurs yeux nous échappe. Le gris vert et le bleu pailleté sont dans les prunelles de mademoiselle Lenglen. La forme de ses paupières, remontées vers les tempes comme celles des oiseaux de proie et de nuit, donne à son visage un charme, une beauté que tous les *instantanés* du monde n'ont jamais révélée. Ces yeux-là doivent suivre la trajectoire d'une balle, comme l'œil de l'aigle suit le vol du ramier.

Mais mademoiselle Lenglen, qui recommence demain l'entraînement, en vue d'une rencontre avec miss Browne, à

Paris même, mademoiselle Lenglen parle beaucoup plus librement de robes et de plaisirs parisiens que de son sport. Elle frémit, elle est inquiète. Elle veut; elle ne veut plus. Elle est attendue. Elle a des « gigolos », comme le lui disent en riant ses amies, qui l'escortent, l'environnent au dancing, au thé, à travers Paris... Ils sont fiers d'elle. Elle n'est pas mécontente de les compter. Elle a besoin de se distraire de son inquiétude, d'une vague neurasthénie, de l'envie d'être ailleurs et de réussir quelque chose qu'elle ne saurait préciser, qui *est*, sans *être*, qui sollicite sa pensée, qui la fait partir d'où elle est, pour aller autre part. Mademoiselle Lenglen n'a pas l'âme sportive. Je connais des joueurs de rugby, des champions auxquels on fait faire le voyage de Londres à Paris, en avion, pour prendre part à un match le dimanche à Colombes, après s'être battus le samedi à Twickenham, et qui n'ont pas davantage l'âme sportive, en dépit des apparences et qui font des vers mélancoliques et rêvent de devenir auteurs dramatiques!... Le personnage humain est un continuel sujet de surprises et d'égarements pour l'observateur.

Mademoiselle Lenglen, qui fait encaisser des sommes *formidables*, comme l'on dit, ne touche pas un liard de tout cet argent qu'elle fait affluer dans certaines caisses, lorsqu'elle joue.

Mais la championne du monde est *amateur* et les *amateurs* ne doivent se battre que pour l'honneur. La *Fédération* ne permettrait même pas à mademoiselle Lenglen de laisser un couturier, qui lui aurait fait une robe avec quelque réduction, publier sa photographie en mentionnant son nom.

Pour une tournée à travers l'Amérique, Suzanne Lenglen refuse actuellement — elle est bien obligée, puisqu'elle *refuse* de devenir *professionnelle* pour rester *amateur*, — une somme de dollars qui équivaut à quelque chose comme cinq millions de francs!

Mais notre héroïne, qui fut en Amérique, a trop souffert de certains procédés avec lesquels on essaya là-bas de lui faire perdre ses moyens avant les *matches*. La somme, cependant, serait bien à considérer. Mais mademoiselle Lenglen préfère à tous les plaisirs que l'argent peut procurer la satisfaction de demeurer *amateur*. C'est une façon chevaleresque

de s'affirmer bien Française et l'on n'ose l'en blâmer que par sympathie, en songeant à l'avenir, au jour où elle cesserait de porter ce titre, — écrasant, — de championne du monde, — qui n'a toute sa valeur que chez les peuples anglo-saxons...

(« — Comment va *votre* Suzanne Lenglen?)

Nous ne nous doutons point du renom de notre compatriote dans les pays où le tennis est un passe-temps national. Mais elle semble si femme, — dans tout ce que cette qualité pouvait impliquer, jadis, de non-sportif, d'impressionnable, de sensitif, de versatile même, — qu'en la considérant après le repas, accroupie sur un divan, jouant avec les coussins, se mordant les doigts, remuant ses jambes élancées qui évoquent le cerf et la biche, on se prend, comme elle-même sans doute, à trembler en songeant aux millions de raquettes qui se balancent en ce moment à travers le monde et au sommet desquelles elle se trouve, comme au rameau supérieur d'un arbre généalogique, en butte aux rivalités de sport et de nationalités de plusieurs centaines de millions d'individus, — jeune fille française, qui a, tout de même, ce que ses rivales ne possèdent peut-être pas, ce que nous appelons un cœur, des nerfs et des inquiétudes de femme.

Elle se lève brusquement, elle doit partir, elle est attendue chez un couturier... Elle doit prendre le thé... Elle sort... Elle rentre. Elle a mis... elle n'a pas mis son chapeau... Elle danse sur ses longues jambes...

Elle revient s'asseoir, — pour un instant!

***

En robes de percale. — Une façade à fronton triangulaire de charmante maison de campagne du commencement du XIXe siècle. Une pelouse au pied d'un terrain incliné, avec quelques paliers que surmonte, comme une couronne d'arbres verdoyants, un petit bois. Sur la déclivité, parmi l'herbe haute, à l'abri d'un sureau, ou tout comme, une très grande cage, avec un singe ou deux. Il y a des branches qui empêchent de discerner. On entend des gloussements de volailles, des bruits de gosier de poules, des claquements de becs...

— Jamais personne que moi ne va chercher les œufs! — s'écrie une voix qui évoque bien des refrains populaires.

— Ma chère, quelle joie de les avoir frais! — riposte une dame qui se regarde dans un miroir de poche et, dont les rangs de perles reposent sur une batiste imprimée, à la paysanne.

Le quai Rennequin, à Bougival, longe la propriété. Sur la chaussée, on entend glisser, le long des rails, avec des grincements de métal, des heurts de ferraille et des sonneries de timbre, le tramway de la porte Maillot à Saint-Germain. Tout de suite, on voit la Seine, du perron de la façade, *côté jardin*. Le tain ardoisé de l'eau a de brusques lueurs, — comme des trous de ciel au milieu de la matière « Nature », au cœur du vert des végétations et du brun de la terre, — des cirques de clarté aux flancs des chalands noirs. ... Nonchalamment, des remous s'arrondissent.

Mesdames Cécile Sorel et Mistinguett, tête nue, cheveux courts et bouffants, en robes de printemps légères, pareilles à des pensionnaires pendant la récréation, se font des confidences. Non des confidences de grandissimes vedettes, mais de simples et touchants aveux de femmes dont la sincérité se trouve accélérée, comme la course du sang, par le voisinage des arbres, la réalité des feuilles et de l'herbe foulée. Tout ce que contient de vrai le plus petit coin de jardin, enivra de longtemps ces exilées des ciels de carton bleu et des ifs de toile verte, toujours surprises de ne pas respirer, à la campagne, l'odeur de la colle de pâte et de la peinture fraîche, à l'ombre des marronniers, ou de ne plus apercevoir un pompier, derrière les haies vives et les parterres de fleurs.

— Cécile me semble plus belle encore, depuis qu'elle est comtesse! — me confie Mistinguett.

Elle regarde Célimène, avec cet œil triste, cet œil toujours prêt à pleurer la misère de vivre, au-dessus des lèvres gouailleuses et de l'éclair joyeux des dents...

— ... Moi, je l'adore, cette femme-là! On l'adore quand on la connaît, — s'écrie Mistinguett, avec cette sincérité, cette chaleur si près du peuple et qui assurent sa puissance sur le public... — Ma chère, vous avez tout : le succès, la gloire, ... un grand nom!... Ah! si vous vouliez venir jouer avec moi la prochaine revue du *Moulin*!...

Mais celle que l'on continue d'appeler mademoiselle Sorel, par entraînement, n'a pas l'air d'entendre. Elle regarde ces yeux de Mistinguett, qui semblent refléter la misère d'une âme qui attend une autre âme, qui ne passe pas, sur la route, où elle fait le guet depuis si longtemps. C'est sur l'humanité douloureuse de cette Mistinguett qui fait pleurer, après avoir descendu vingt marches d'escalier au milieu de filles dévêtues et portant sur la tête une roue d'aigrettes, que se penche la comédienne du Théâtre-Français. Celle qui a exprimé les coquetteries de la femme et le luxe, tous les luxes du cœur et de la chair, qui a prodigué les belles étoffes et les belles attitudes, secoué avec frénésie ce qu'on appelle le panache, évoque, sans doute, au fond du regard clair et nostalgique, la Mistinguett vêtue de ces habits de fille de la nuit des faubourgs, un mouchoir rouge autour du col... *La valse chaloupée... J'en ai marre...* Est-ce qu'on sait encore quoi?... Toutes deux jaillies de ce peuple de Paris et qui auraient été jadis Pompadour et Duthé, Du Barry ou Camargo... Maîtresses de roi, maîtresses du peuple... gloire de la rue, étoiles des ciels factices, mais qui ont du vrai sang aux joues et aux ongles, sous le fard, sous les perles, sous les cercles de diamants des poignets, les diamants fabuleux des annulaires... et qui sauraient aussi bien hurler au pied des guillotines que s'y faire trancher la tête avec crânerie, au temps des révolutions.

Et nous nous promenons aux flancs en espaliers du coteau verdoyant, bras dessus, bras dessous, avant d'aller marcher dans les boues du poulailler, où les mules vertes et roses de Mistinguett, les talons de daim bis de Cécile Sorel s'enfonceront. Nous plongerons les doigts dans les nids encore tièdes. Cécile gardera dans le creux de la main, longtemps, un œuf rosé qui semble un cœur d'argile. Et puis, le jeune danseur anglais entrera dans la cage des lapins noirs; il les prendra par les oreilles et les balancera au-dessus des feuilles de chou grignotées, avant de les lancer dans la basse-cour. Et nous redescendrons voir les chiens de berger chargés de chaînes et qui ont des yeux comme des dragées de jais entre des poils hirsutes et se montrent tour à tour féroces ou langoureux, selon la voix qui parle.

Le disque d'argent de la T. S. F. envoie sans discernement

sur le parc voisin de celui de M. Loucheur (le Louveciennes de madame Du Barry) les cours de la Bourse et des chœurs d'opéra et des airs de danse... Des airs qu'en ce même instant, après le déjeuner, des milliers et des centaines de milliers de sycomores, pareils à celui qui ombre la maison de mademoiselle Mistinguett, reçoivent de toutes leurs feuilles de juin, parmi des gouttes de pluie et de tièdes coulées de soleil.

Au mur du couloir des chambres, des kyrielles de poupées, d'emplumées, de sauvages et de villageoises et qui font peur ou qui font pitié, qui ont des airs nostalgiques et des mines stupides, qui semblent un monde à la fois en formation et défunt... « La chambre de Barbe-Bleue », dit l'étoile.

Salon chinois orné de glycines jaunes, artificielles. Mademoiselle Mistinguett aime les glycines.. Salle à manger Louis-Philipparde, avec un meuble du temps de Henri IV, un peu dépaysé et le service fait par une grande et belle Martiniquaise, qui a du dévouement plein les yeux.

On parle du prochain départ de madame Cécile Sorel pour l'Amérique et du voyage que va faire là-bas Mistinguett, avant elle, non pour jouer, mais *pour voir ce qui se fait* dans les music-halls et rapporter, pour la revue de l'an prochain, des « trucs » encore inédits...

— Madame, — vient dire *Blanc-Blanc*, la Martiniquaise — le masseur demande si vous serez au Moulin-Rouge à six heures du soir?

— Bien sûr! — s'écrie Mistinguett, pleine de courage, — faut que je perde mon déjeuner, à présent! D'ailleurs, c'est fini, jusqu'à demain midi, — ajoute-t-elle, — je ne mange plus rien... Je ne dîne jamais!...

Je vais aller jouer au *Spiro-ball*...

Sans doute, Mistinguett mourrait-elle d'une heure de repos, comme « mademoiselle Sorel », qui rêve en ce moment de jouer le *Mariage de Figaro*, dans la Galerie des Glaces, pour une œuvre de charité...

Je songe en les voyant se dire adieu à tout ce que leurs noms ont évoqué pour les hommes. J'imagine les tournées en Amérique, les reporters acharnés assaillant les paquebots... Leurs chapeaux de diamants, les décolletages jusqu'aux reins, les jambes de l'une, la poitrine de l'autre, les traînes de plumes

d'autruches et les étudiants canadiens couchés devant les locomotives.

... Mademoiselle Mistinguett a fait mettre six œufs frais dans la voiture. Celui que Cécile Sorel tient à la main s'est conservé tiède et elle le garde, comme si, pour la première fois, un présent lui avait fait plaisir...

*
* *

Autour d'un court. — L'impression la plus véritablement *de luxe* à laquelle un observateur, un peintre puissent avoir eu l'occasion de goûter de longtemps, dans un décor improvisé, au cœur des feuillages de juin qui lui font un écrin. Le spectacle d'une élégance exactement de ce temps-ci, et, pour une fois, homogène, sans ces discordances que l'on voit aux fêtes payantes du soir, qui révèlent toutes les... inégalités de ce qu'on n'ose plus appeler la société *élégante* de Paris.

C'est au *Racing*, au Bois de Boulogne, à trois heures de l'après-midi. Des files d'automobiles commencent avec le lac et se poursuivent jusqu'au delà de ses fins, vers le paddock d'Auteuil. Elles vont se perdre dans les allées adjacentes sous les feuillages alourdis de pluie et qui évaporent leur humidité, à la quasi chaleur tropicale, traversée d'ondes parfaitement d'Ile-de-France et estivales, c'est-à-dire la fraîcheur même. Une atmosphère de peintre, un ciel et des verdures de Monet et de Pissarro. Et ces longues files luisantes de carrosseries sombres ou claires, nickelées, vernies, qui ont, au repos, une immobilité complète, que n'offraient pas les équipages, jadis, dont les chevaux de sang piaffaient, faisaient entendre quelques hennissements, se flairaient, se respiraient, dans l'attente de la quiétude et des senteurs de l'écurie. Là, toutes ces autos à la file, sous la pluie, immobiles, silencieuses, donnent l'impression de la vitesse en puissance, tandis que les chevaux frémissants n'offraient que celle du mouvement.

Il faut avancer sur des planches et dans la terre spongieuse. De nombreux agents, officiers de paix, noir et argent, pareils aux autos, assurent la continuité de l'ordre. Et dans les marronniers et les grands sycomores, lorsque cesse la vapo-

risation de l'eau et que le soleil semble prêt de percer les ouates claires, des oiseaux se mêlent à la rumeur du public.

Un vaste rectangle de tribunes qui se rejoignent à angle droit, huit, dix rangs de banquettes, les tribunes découvertes et tendues de toile vert bouteille. Dans l'encadrement de ce vert opaque, le sol est lisse, poncé, sablé de rouge avec minutie, les traits blancs du jeu de tennis s'y dessinent, comme la mosaïque du chiffre de Henri II sur une reliure de Grolier.

Les tribunes sont bondées. C'est là qu'est ce charme de la réunion, pour les yeux. Tous les hommes portent des macfarlanes ou des manteaux et des complets d'étoffe anglaise à tons rompus et lignes brisées, des feutres gris ou beiges, havanes, pas un noir. Mêmes gammes chez les femmes, sauf pour les petits chapeaux de feutre qui leur moulent le crâne et qui sont de plusieurs bleus extrêmement vifs, de quelques rouges, pareils aux vermillons et aux garances des laques chinoises. Pas une fausse note. Il n'est jusqu'aux deux gosses chargés de pousser les balles hors du jeu et de les ramasser, qui ne soient vêtus d'un vert bleu qui est exactement ce qu'on eût choisi pour donner au tableau tout son éclat et sa délicatesse. On songe à Bonington, à Géricault, et à Sisley, en passant par Seurat.

Le *speaker* est au sommet de son échelle. Le *court* est vide, sauf ses deux pages vêtus de vert bleu et assis aux extrémités du filet.

La pluie a cessé. Des éphémères, pareils à des fragments de peau de lait, traversent l'atmosphère. On sent passer des chaleurs dans l'air, comme si l'on approchait du visage un linge encore chargé des brûlures d'un fer à repasser...

Alors, sur la piste, deux femmes. L'une est vêtue de blanc, jupe et blouse; cheveux libres; elle manque un peu d'allongement du col, les jambes sont puissantes : Miss Browne, qui a « balayé » tous ses concurrents, depuis huit jours que dure ce tournoi, — en se jouant...

L'autre, jupe blanche, veste de tricot de soie souple, de ton pêche, les cheveux noirs emprisonnés dans une sorte de bandeau épais, plusieurs fois serré autour des tempes et du front, à ras des sourcils, de couleur orangé : Suzanne Lenglen...

Imaginez une fille de Jean Goujon vêtue par Tunmer ou

Williams, une amazone d'un sculpteur athénien, armée d'une raquette et qui ne poserait sur le sol que par les orteils.

Longueur des bras, longueur des jambes, sveltesse, prestesse : un chef-d'œuvre, une sorte de prodige. La coordination parfaite, instantanée, des mouvements ne s'explique pas. Les meilleurs joueurs avec qui je m'entretiens ne formulent rien de précis. C'est chaque fois sur le *court* une femme toute nouvelle, visitée par un dieu de force et d'harmonie.

Elle ramasse en elle tous les regards. Ils se sont logés dans son cœur. Elle semble ne se mouvoir que par nous et elle ne remue que nous ne fassions corps avec elle. Nous ne tenons plus au sol. Pour la première fois de ma vie, j'éprouve à suivre une partie de tennis, un plaisir comparable à ceux que j'ai pu goûter devant certains *antiques* du musée de Naples ou à entendre des virtuoses, comme Emma Calvé ou Melba... Et lorsque dans *Phèdre* apparaissait (et que c'était pour la quatre-vingtième fois que je venais l'entendre), Sarah Bernhardt, mourant de langueur et soupirant son invocation au soleil.

L'image et la pensée du soleil s'allient à cette vision de femme, qui rend la vie à des images figées de musée antique... et qui est dynamique.

Après que miss Browne est battue, — dans l'allégresse et la continuité, sous un poudroiement d'averse qui se dissipe dans un rayon de clarté blonde..., après que les photographes et cinématographistes ont arrêté et torturé mademoiselle Lenglen pendant quelques minutes, un de ses amis dit à notre championne qu'il compte bien l'avoir à dîner prochainement... Et l'on est tout étonné d'entendre l'amazone répondre, en remettant sur ses épaules un manteau de fourrure, au col duquel un lourd œillet rose est fixé :

— Non, vous savez, je pars pour Londres mercredi...

Et sourire, comme si elle ne venait point de fournir un effort extraordinaire, et prendre une petite glace pour se regarder et se poudrer le visage, gentiment, avec des coquetteries de chat, — comme toutes les femmes!

ALBERT FLAMENT

PARMI LES LIVRES

Si l'art du critique est de reconnaître l'homme à travers l'ouvrage, reconnaissons M. Maurice Magre à travers *la Luxure de Grenade*[1]. M. Magre est un méridional, de l'espèce ardente et maigre, celle qui a la chair sèche et les yeux brillants. Né à Toulouse, il a des ennemis au nord et au sud. Il ne pardonne pas aux gens du nord d'avoir massacré les Albigeois. Il ne pardonne pas aux Espagnols d'avoir anéanti la culture arabe. Le héros de son livre, le renégat Almazan, déclare à plusieurs reprises durant son procès que, s'il a servi Abul Hacen à Grenade et aidé les Maures à défendre Malaga, c'est parce qu'il estime « la civilisation arabe bien supérieure à celle de l'Espagne où l'intolérance de l'Église et la cupidité des rois étendaient une ombre chaque jour plus épaisse. Il s'était glorifié d'avoir défendu, sous l'égide du Croissant, les arts, la philosophie, la science. Il était un renégat, fier de l'être ».

D'autre part, l'esprit de M. Magre est occupé, depuis plusieurs années, de doctrines secrètes et d'histoires d'initiés. Il imagine un monde gouverné par quelques sages, lesquels connaissent des vérités cachées à la foule. Nous avons rencontré ces sages en lisant *Priscilla d'Alexandrie*. Nous allons retrouver des initiés à Grenade à la fin du xve siècle.

Almazan est un jeune médecin chrétien de Séville, le plus illustre depuis que le juif Aboulfedia a, par un caprice inexplicable, renoncé à son art. Une nuit d'été, tandis qu'il lit *le Guide des égarés* de Maimonide, il ressent cette terreur sur-

1. Albin Michel.

naturelle qui décèle les combats dans l'éther des puissances cachées. Il ouvre sa porte, et un cadavre, qui y était appuyé, tombe. C'est celui de Pablo, serviteur de l'archevêque de Tolède, Alfonso Carrillo, lequel a été le maître d'Almazan. Au rictus de la face, à ses yeux blancs, à sa pâleur de craie marbrée de gris, à l'écume des lèvres, se connaît l'effet du poison. L'archevêque, astronome, alchimiste, arabisant, nécromant peut-être, habitait à quelques lieues de Séville une maison mauresque délabrée. Nul, sauf Almazan, ne connaissait sa retraite. Qui a pu la découvrir et empoisonner Pablo, au moment où il portait un message de l'archevêque à Almazan?

Tandis que le médecin réfléchit à ce mystère, il s'entend appeler du dehors. C'est une fille poursuivie qui lui demande asile. « C'était presque une enfant. Il y avait sur ses traits quelque chose de délicieusement passionné, d'ingénu et de cynique. L'expression de son visage changeait continuellement et il ne demeurait de fixe que la lueur de deux gouttes d'or qu'elle semblait avoir au fond de ses prunelles... » C'est Isabelle de Solis, la plus belle jeune femme de Séville, fille d'un alcaïde, enlevée par un aventurier, et pour le moment maîtresse du juif Aboulfedia, lequel, sur ses vieux jours, a délaissé la science pour la débauche.

Le dessein de l'auteur, qui a ménagé à Almazan ces deux surprises dans la même nuit, se laisse aisément deviner. Il a ainsi introduit dans le premier chapitre les deux forces qui vont se disputer Almazan : la force de l'esprit, représentée par le vieil archevêque; la hantise des sens, représentée par Isabelle. Ces deux forces sont antagonistes : « Sois chaste, si tu veux être grand par l'esprit, » avait coutume de dire l'archevêque. La destinée d'Almazan, tiraillé entre les puissances spirituelles et les tentations d'Al Nefs, démon de la luxure, va former le sujet du livre.

Le lendemain matin, Almazan se rend chez l'archevêque, et le trouve mort, de la même mort que Pablo, et blanc comme un bloc de craie. Cependant Carrillo a eu le temps de tracer une lettre où il engage son disciple à se réfugier sur-le-champ à Grenade, chez les Maures. Au bas de la page est tracé, parmi des jambages informes, un nom inconnu : Christian Rosen-

kreutz. Ces recommandations obscures rendent Almazan très perplexe. Quels ennemis ont pu assassiner l'archevêque? Quels ennemis le menacent lui-même? Enfin, tandis qu'il joint les mains de son maître, ces mains mortes laissent échapper une croix en or alchimique, avec une rose épaisse en son milieu. Un cahier de notes contient la preuve que Carrillo était affilié aux Rose-Croix. « Les Rose-Croix! a-t-il écrit. Un ordre secret qui a pour but de défendre et de transmettre l'intelligence. » Le nom de Rosenkreutz revient dans ces pages. Et aussi cette idée qu'aux Rose-Croix s'opposent les magiciens noirs, pareillement fils de l'Intelligence, mais qui se sont donné la tâche infernale de l'anéantir. Et le chef de ces magiciens noirs est Thomas de Torquemada, confesseur de la Reine, et grand Inquisiteur.

Fidèle au système parallèle, M. Magre, après nous avoir fait entrevoir les mystères de la Rose-Croix, ramène un moment Almazan à Séville, pour nous décrire les rites opposés, qui se pratiquent chez Aboulfedia, les rites voluptueux de Lilith et de Belial. Nous revoyons là Isabelle, qui joue chez le juif le rôle de Lilith; nous l'apercevons à travers le réseau d'une gaze d'or. Elle est nue, couchée sur des mosaïques bleues, une orange ouverte auprès d'elle. Après cette scène, Almazan, obéissant à l'ordre posthume de Carrillo, se retire à Grenade et la première personne qu'il y rencontre est Rosenkreutz. Celui-ci le mène chez le savant Albirouni, chez qui s'assemblent les philosophes et les voyants. L'un de ces voyants, une brute prophétisante, qui se nomme Massar, vaticine : « La mort vient d'entrer à Grenade sur une mule blanche. » Et en sortant de cette réunion, Almazan rencontre, sur une mule blanche, Isabelle qui s'est échappée de Séville et que des soldats amènent à Grenade.

Le roi de Grenade était Abul Hacen. Il avait passé la cinquantaine. Devenu obèse, il feignait de l'ignorer. Peut-être se persuadait-il qu'il était jeune encore. Mais il aimait en recevoir des preuves. Son destin et M. Magre ont voulu qu'il passât incognito sur le marché aux esclaves, au moment où les soldats vendent Isabelle, laquelle se débat, proteste, se jette aux pieds de l'émir et s'écrie : « Que ce jeune homme soit juge! » A ces mots Abul Hacen est conquis. Il se sent léger,

svelte, juste et tout puissant. Et il ordonne qu'Isabelle soit conduite à l'Alhambra. La prostituée de Séville, la Lilith de l'ignoble Aboulfedia devient la maîtresse du royaume de Grenade. La reine légitime, la chaste Aixa, qui est laide et envieuse, en ressent de la fureur et du mépris. Une nuit dans le palais, le hasard ayant mis les rivales en présence, elles se battent, se déchirent, roulent nues du balcon dans le jardin, et ne sont séparées que par les coups de fouet d'un eunuque qui croit avoir affaire à des esclaves ivres.

Tandis qu'Aixa cuve sa colère et que son fils Boabdil fomente une conjuration, M. Magre ramène par un détour ingénieux le lecteur à ces idées d'initiation dont le plaisant spectacle des deux furies au clair de lune avait un peu détourné le lecteur. Isabelle règne si fortement sur Abul Hacen que celui-ci, pour paraître en roi à ses yeux, refuse insolemment le tribut qu'il doit payer à l'Espagne. Il s'en va piller l'église de Zahara. C'est la guerre. Cependant la fortune du royaume est liée, dit-on, à un talisman. Okba, qui alla de la mer Rouge à l'Atlantique, Tharek qui écrasa les Espagnols aux bords du Guadalete, Moussa qui éleva un obélisque à Carcassonne, tous ces chefs avaient fait porter devant eux « un objet voilé, innommable, intangible, aussi sacré que le saint des Saints de Moïse, invisible comme Dieu lui-même ». Ce talisman, qui est maintenant dans le trésor de l'Alhambra, Isabelle obtient de le voir. A ce prix seulement elle redeviendra la maîtresse de l'émir. Les voici tous les deux dans les souterrains. Le roi tire de ses voiles une sorte de coffre avec deux anses évasées et deux anges grossièrement sculptés. « Ce coffre était en or, mais en un or tellement usé, tellement fané, que la splendeur du métal s'était évanouie et qu'il avait l'air fait d'une matière millénaire, si prodigieusement antique qu'il ne pouvait y en avoir d'autre parcelle semblable dans le monde. Seul le visage des deux anges, malgré les temps sans nombre, avait gardé une intense expression spirituelle. » Or ce coffre n'est autre chose que le Saint des Saints, enfermé par Moïse dans le Tabernacle. Un initié, comme fut Moïse, a le pouvoir d'enfermer dans le métal, et pour des siècles, une force active. De là la vertu de ce trésor. Elle est si redoutable que pour la profanation qu'il vient de commettre, Abul Hacen manque devenir aveugle.

Mais Isabelle, qui n'est pas superstitieuse, fait porter l'Arche sainte dans sa chambre et y enferme ses pantoufles.

Auprès de la chaste et jalouse Aixa, auprès de l'impudique Isabelle, M. Magre s'est diverti à dessiner une troisième figure, presque impalpable, à demi chimérique, avec de larges yeux verts et un esprit de gracieuse folie. C'est la princesse Khadidja, fille du roi de Malaga et nièce du roi de Grenade, et célèbre dans tout l'Islam pour son intelligence et pour sa beauté. Elle a le goût si délicat que, pour entrer à Grenade, elle a fait peindre son cheval en vert, l'assortissant à la couleur de ses yeux. Elle est à ce point spiritualisée qu'elle distingue autour d'Almazan le nimbe gris des désirs, et qu'elle reconnaît l'invisible génie, qui accompagne le médecin. Elle est si sensible qu'elle pleure un rossignol, prince et chanteur aux ailes d'or fondu et d'ardoise brûlée, qui composait des poèmes pour elle dans un magnolia et qui a vainement frappé à sa fenêtre tandis qu'elle dormait. Elle passe le temps à composer des essences. Il est évident que cette créature diaphane est là pour proposer à Almazan un amour digne d'un sage et d'un initié, et par contraste avec Isabelle, laquelle n'est que perdition et luxure. M. Magre n'a pas voulu toutefois que la princesse Khadidja fût parfaite. Toute créature porte le sceau d'Iblis. C'est pourquoi la princesse, qui n'est qu'esprit, lumière et chair transparente, porte sur le corps un signe noir, un grain brun minuscule, mais qui la désespère, planté de poils hideusement obliques.

Almazan, autour duquel le drame se noue doucement, a guéri le roi d'une plaie à la cuisse. Devenu son conseiller et son favori, il est encore, selon le vœu de Carrillo, reconnu pour chef par les Rose-Croix. C'est l'heure de la tentation. Il rencontre Isabelle dans la cour des Myrtes, et elle ne lui cache pas le goût qu'elle a pour lui. « Ne bouge pas de chez toi ce soir, dit-elle, je simulerai une grave maladie et je te ferai appeler. » — « Soit », répond-il. Mais Rosenkreutz le mène ce soir là chez un lépreux, Soleïman, qui est lui aussi un voyant, et qui retrouve les diverses incarnations des corps. Ce Soleïman et ses trois frères menaient autrefois une vie effrénée. Ils ont toute une nuit torturé une petite esclave corfiote qu'ils ont assassinée à l'aube, et qui ressemblait étrangement à la prin-

cesse Khadidja. Le souvenir de ce meurtre tourmente Soleïman, et il vit maintenant dans l'ascétisme, selon la règle d'une ancienne secte soufi, qui préconise l'extase du vin.

Pendant cette visite, Isabelle a fait en vain appeler Almazan. De dépit, elle a fait signe à un jeune homme nommé Tarfé, d'une beauté de bête, et issu de l'illustre famille des Almoradis. Tarfé se vante de sa bonne fortune, et le roi, par vengeance, fait massacrer les Almoradies. La sédition est dans la ville. L'esprit d'Al Nefs souffle sur le livre de M. Magre, dont l'air devient irrespirable pour la pure princesse Khadidja. L'auteur, décidé à se débarrasser d'elle, lui a préparé du moins une belle fin. Une fausse lettre d'Almazan, machinée par son ennemi Aïcha, l'attire chez les quatre lépreux, repris de la même frénésie qui leur a fait assassiner la Corfiote. Khadidja se réfugie au haut d'une tour. Almazan, qui a miraculeusement découvert l'intrigue, pénètre dans la maison, abat les lépreux, enfonce la porte de la tour. Mais pour lui faire honneur, Kahdidja a voulu nouer autour d'elle l'écharpe de la Voie lactée. Elle se penche pour la saisir dans le ciel et disparaît.

Dès lors, il faut qu'Almazan succombe. Isabelle devient sa maîtresse et s'enfuit avec lui à Malaga. Mais auparavant, il faut régler le sort du Saint des Saints, talisman du royaume, qu'Isabelle a transformé en armoire à nippes. M. Magre le fait dérober par le juif Aboulfedia. Mais il devrait s'ensuivre, par la vertu même de l'arche, la restauration du royaume d'Israël. Le subtil romancier s'est tiré d'affaire en envoyant ce trésor, dont l'excès de puissance devenait gênant, au fond des eaux de la Méditerranée. Pour cette noyade, il ne s'est pas contenté d'une petite tempête commune; il a déchaîné un ras de marée, une vague unique accourant de l'horizon, comme un prodige, par temps plat, une extravagante muraille liquide, dont la cime, à une extrême hauteur, était garnie d'une mobile végétation d'écumes.

Vaincu par la luxure, qui le rend indigne de son rôle de Rose-Croix, Almazan n'a plus qu'à mourir. A lui aussi M. Magre a composé une fin éclatante. Les Espagnols viennent assiéger Malaga : machines de guerre, assauts, sorties, émotions populaires, famine, trahison, sac de la ville. Almazan à demi assommé est pris. Dans les cachots de l'Inquisition M. Magre

le confronte avec Torquemada, — le gardien de l'esprit contre l'ennemi de l'esprit. L'entrevue est ornée de tortures. Enfin Almazan est brûlé vif dans un grand *auto da fe*. Mais en mourant il voit Rosenkreutz, un bâton à la main, qui va partir et qui là où brille la lampe d'un alchimiste, là où un rabbin est penché sur le mystère d'un livre, étendra « la fraternité des intelligents et des purs ».

Telle est, sinon la substance, au moins la structure de ce livre surabondant, coloré, traversé de mille scènes étranges, qui est comme le champ de bataille où toutes les forces du monde viennent se heurter. Le bien et le mal s'y livrent un combat éternel, et dans d'autres temps M. Magre serait brûlé comme manichéen. L'auteur a puisé aux vieilles doctrines secrètes; mais il a les yeux ouverts sur la vie et Almazan, Isabelle, l'envieuse Aixa, l'exquise Khadidja sont des figures de notre temps, un peu retouchées, habillées à la turque, mais qui vivraient fort bien dans le Paris de 1926. Leurs aventures les plus merveilleuses sont des traits avec des traits qui ne laissent pas de doute. Le don de persuasion de M. Magre, son habileté à animer les ombres et à rendre vivants les cauchemars tiennent de la magie et de la bonne foi. Sa doctrine est austère, mais son roman est parfumé de roses. Toutes les horreurs qu'il décrit laissent en fin de compte une impression d'allégresse, et il allume les bûchers comme un punch.

***

J'avoue un goût décidé pour les livres où il entre un peu de folie. *Céleste Ugolin*, de M. Ribemont-Dessaignes[1], a pour premier décor une maison de santé, qui me fait tout l'effet d'une maison de fous. Céleste, entièrement nu et assis en tailleur sur son lit, sonne la femme de chambre. Elle entre et vous devinez aisément ce qui suit. C'est une scène indécente, dites-vous. Sans doute; mais pensez que si l'auteur a voulu représenter l'homme au début de la vie et suivant d'abord l'instinct, cette indécence devient une allégorie, qui est noble. Je crois bien au surplus que nous sommes dans le règne des symboles. Céleste a une femme, Stella, qui apaise sa démence rien qu'en

1. Simon Kra.

lui donnant le petit doigt. Stella est musicienne. Un jour, dans le salon de la maison de santé, elle a l'imprudence de jouer du piano. Un cercle de déments, haletants, baveux, charmés, l'entoure et la contraint de jouer encore. Elle appelle Ugolin. Il accourt, la trouve évanouie, et en refermant brutalement le piano, il lui écrase les mains. Cette Stella serait la figure de la Poésie, qu'il n'en faudrait pas être surpris. Un certain air de ses vêtements et d'elle-même la trahit et fait reconnaître une personne surnaturelle.

Après ce mariage malheureux avec une figure idéale, Ugolin rencontre dans le sous-sol d'un bouge, une petite prostituée aveugle, nommée Violette, qui vient d'être quittée par son amant, insultée et souillée par des brutes, et qui est tordue en arc par une crise de nerfs. Il l'emmène chez lui, toute dévêtue et sanglante, et, pour lui arracher son secret, l'épie longtemps; il devient un jour son amant, et finit par lui couper la gorge. Après quoi il se dénonce au commissaire, en disant qu'il est peintre, et qu'il a tué son modèle parce qu'il ne pouvait s'empêcher de la peindre ressemblante. Et il la peignait ressemblante, malgré lui, parce qu'elle était aveugle. Cette histoire de haut goût devient beaucoup plus vraisemblable, si Violette est, comme je le crois, l'image de la nature. Il suffit de donner un corps et une apparence humaine aux entités pour que les événements les plus communs de la vie spirituelle prennent l'aspect de fables atroces. Les mythes les plus extravagants n'ont pas d'autre raison.

Ugolin, assassin de la nature, est enfermé dans un asile. Il s'échappe avec la complicité d'une infirmière, qui le garde dans sa chambre. Mais, une nuit, elle surprend sur elle son regard comme une lame « enduite de haine, d'obscénité, de désespoir, de désir, de possession totale et de dégoût ». Elle fait chasser Ugolin par un nègre.

Il se réfugie alors en Angleterre, où sous le nom de Harold Ray Milners, il épouse une délicieuse jeune fille, mademoiselle Kathleen Gertie. « Il y avait en elle quelque chose de si joli, il faut dire de si joliment peint, qui pouvait faire illusion. Vraiment, il n'y avait rien à connaître. C'était une jolie petite femme qui avait sa vie toute faite, et qui désarmait par l'harmonie de ses mouvements et de ses sentiments. » Pourquoi

Ugolin l'abandonne-t-il après l'avoir ruinée? Un rêve nous l'apprend. Dans ce rêve il la revoit, qui est collée à lui et qui l'entraîne. « Et j'avais de nouveau sur les yeux et sur l'esprit les fils crochus d'une toile d'araignée. »

Ayant reconquis la liberté, Ugolin pense la perdre dans un cycle d'histoires amoureuses qui ne nous sont pas contées, mais dont il s'évade en cherchant enfin le repos auprès d'une idiote, « que sa mère séquestrait dans une masure à Saint-Ouen. Depuis des années cette jeune fille n'était pas sortie de l'ignoble chambre encombrée de loques puantes, et ignorait tout de l'extérieur ». Peu de choses sont plus propres à faire lever le cœur que la description de ce monstre. Elle se nomme Égérie. Est-ce la contemplation à la mode hindoue? Est-ce la simplicité à la mode parsifalienne? L'une et l'autre peut-être, et quelque chose d'assez dégoûtant. Au surplus, à mesure que le roman s'enfonce dans le réel de ses trois cents pages, il devient plus inutile d'y chercher des significations hermétiques. Les aventures que les allégories nous amenaient, pareilles à des anges gardiens, se passent maintenant d'interprètes. Ugolin, dans le temps même qu'il consacre ses jours à Égérie, avait, par une annonce aux journaux, attiré deux âmes nouvelles : Anna Zenana, « hallucinante image de l'amour dans sa fin : Je te possède, ô mon amant »; Espérance Pommier, cinquante ans, ignorante encore, les joues rouges et brûlant d'éparpiller son innocence.

Égérie meurt, tant l'auteur lui-même en est dégoûté; en façon de souvenir, Ugolin lui tranche une oreille, qu'il gardera, momifiée, dans sa poche. C'est, je crois, ce que nous faisons tous. Espérance Pommier, déniaisée, se change en démon; et quant à Anna, Ugolin, qui lutte désespérément pour rester libre, en est réduit à assassiner cette goule.

Après quoi il tue un homme d'État roumain et finit sur l'échafaud; mais cette conclusion me paraît une simple opportunité, dont l'auteur a profité. Réduit à ses éléments abstraits, le roman n'est guère que l'histoire d'un homme à la recherche de lui-même et de sa raison de vivre. Mais la méditation prend ici la forme d'une rêverie pleine de fantômes, et d'un film ruisselant de crimes.

***

Je ne puis vous dire qu'un mot de *la Croisière indécise*, de M. Jacques Spitz [1]. Comme le livre de M. Crevel, comme le livre de M. Ribemont-Dessaignes, celui de M. Spitz est une méditation dissimulée dans une aventure. Cette aventure est un voyage en yacht. Il semble que nous voyons sur ce yacht, en dehors d'Hélène, à qui il appartient, son mari Fiacre, un pauvre garçon qu'elle a épousé pour avoir un mari; puis le peintre Jacques; puis l'aimable Mana, et encore Glycère, et Milburne, la femme de chambre lettrée, et le nègre You. Mais dans le naufrage final, on reconnaît qu'ils sont tous des éléments de la personne de Fiacre. Hélène est l'image qu'il a créée de la femme. « Adieu, étrangère qui es partie, fausse excroissance de ma partie sensible, qui voulus être reine de moi-même et m'asservir ». Jacques aussi n'est qu'une part de Fiacre, le petit âne poussif de son lyrisme. « Ton rire, c'est moi, Jacques. Tu es ma bonne humeur et la partie ordonnée de moi-même. » Jacques disparaît donc, et pareillement Mana. « Mana! tu es aussi moi-même. Partie mondaine et superficielle. » Et Glycère est l'adolescent évanoui de nous aux commencements de la vie. Et Milburne est la partie de l'esprit de Jacques imbibée par les livres.

Ce qui revient à dire que chacun de nous est à lui seul tout l'univers qui lui est connaissable; que ceux que nous appelons les autres ne sont encore que des images créées par nous; et qu'enfin nous sommes éternellement limités à nous seuls ayant pour emblème l'anneau que forme le serpent refermé sur lui-même. Il eût peut-être mieux valu que l'apologue ne fût pas expliqué; mais le livre est charmant.

HENRY BIDOU

1. Nouvelle Revue Française.

LE NOUVEAU MINISTÈRE

La crise ministérielle qui a éclaté le 15 juin est la suite logique des difficultés d'ordre financier et d'ordre parlementaire auxquelles se heurtait le gouvernement depuis plusieurs semaines. D'une part, une tension des changes qui provient de causes multiples et profondes, d'autre part une instabilité parlementaire, défavorable à toute action continue, et provoquée par la division des partis et l'intempérance du Cartel. Dans ces conditions, le gouvernement ne pouvait sans soulever les protestations des uns ou des autres avoir à la fois une volonté et majorité. Dès qu'il avait une intention raisonnable, il était en opposition avec ses propres partisans de la gauche. Dès qu'il avait recours, pour le soutenir, aux partis modérés, il risquait de les mécontenter par l'incertitude de sa politique générale et l'insuffisante netteté de ses desseins. Cette marche ardue sur un sentier étroit ne pouvait durer longtemps. Dans la matinée du 15 juin, M. Raoul Péret, ministre des finances, a donné sa démission. Dans la soirée, M. Briand, Président du Conseil, d'accord avec ses collègues a donné lui aussi sa démission et a déclaré qu'il fallait saisir cette occasion de procéder à un examen nouveau de la situation et laisser au chef de l'État toute liberté de prendre les décisions qui lui paraîtraient nécessaires.

Quelle était à ce moment l'état des affaires? Financièrement, la preuve était faite que tout ce qu'on venait de tenter ne suffirait pas, que beaucoup de temps avait été perdu, que l'heure était venue de résolutions inévitables et d'un plan durable. Politiquement, la preuve était faite que la majorité cartelliste

avait abouti à un échec complet, que ses systèmes ne menaient qu'à des conséquences périlleuses, et qu'il fallait hardiment faire une politique nouvelle. Les divers scrutins qui avaient eu lieu entre le 27 mai et le 15 juin 1926 avaient fait ressortir qu'il existait à la Chambre une majorité pour approuver une politique financière absolument différente de celle qui était suivie depuis le 11 mai 1924. C'était, en vérité le moment d'oser et d'agir. M. Briand, appelé par M. le Président de la république à former le nouveau cabinet, a déclaré tout de suite que malgré les difficultés de toutes sortes qu'il prévoyait, il avait l'intention d'essayer de constituer un cabinet d'union nationale qui lui paraissait souhaité par l'opinion publique, et il s'est mis immédiatement à l'œuvre.

Sur l'union nationale, nous nous sommes expliqués très souvent ici. C'est un beau terme, qui désigne une belle chose et qui a un grand prestige. Mais c'est une aspiration généreuse plutôt qu'une réalité. Il y a eu union pendant la guerre, parce qu'un objet commun s'imposait à tous. Il s'agissait de battre l'ennemi. Sur les voies et moyens, les partis discutaient peu; ils se rapportaient aux généraux. Aujourd'hui, il y a bien un objet commun sur lequel tout le monde est d'accord et qui est de sauver le franc. Mais sur les voies et moyens, tout le monde disserte et peu de personnes sont du même avis. Les techniciens discutent sur « le plafond unique », pratique pour les uns, catastrophique pour les autres. Ils discutent sur la consolidation, bien préférable selon les uns à l'inflation, désastreuse selon les autres et pire que l'inflation, dont d'ailleurs elle ne dispense pas. Il faut d'abord, soutient M. Briand, faire comprendre au public qu'il n'existe pas un moyen ou un homme capable de réaliser un miracle et de relever le franc tout d'un coup. Il faut ensuite établir un programme précis et raisonnable, accepté par des personnes compétentes et par des chefs de partis. Il faut enfin le faire approuver rapidement par une majorité cohérente et solide. C'est à cette triple mission que M. Briand s'est consacré, et au bout de quarante-huit heures, elle lui est apparue comme impossible. Après avoir essayé d'un ministère de large union nationale, M. Briand a tenté de constituer un cabinet de concentration où il aurait fait entrer M. Poincaré et M. Herriot. Il n'y a pas réussi davantage. Le

18 juin, il annonçait à M. Doumergue qu'il ne pouvait prendre le pouvoir.

La journée du 19 et la nuit du 19 au 20 juin ont formé un intermède dont M. Herriot a été le héros sans gloire. C'est M. Herriot qui avait fait échouer le ministère de concentration en refusant d'entrer dans un Cabinet où figurerait M. Poincaré. Bien que M. Herriot ne fût désigné par rien, il semble que M. Briand ait tenu à lui infliger une épreuve publique de ses forces. Appelé par M. Doumergue, M. Herriot acceptait immédiatement la charge du pouvoir et passait sa nuit à la recherche d'un programme et d'une majorité. Au petit jour, M. Herriot s'apercevait qu'il était incapable de constituer un ministère, et le dimanche matin à sept heures et demie, il allait prévenir M. Doumergue qu'il ne fallait pas compter sur lui. Qu'était-il arrivé à M. Herriot? Une aventure très simple. Chef du Cartel M. Herriot avait l'ambition de former un ministère qui fût un peu cartelliste. Mais averti des difficultés de la situation financière, il voulait aussi former un ministère qui fût un peu rassurant. C'était la quadrature du cercle. Obligé par la prudence de ne pas prendre les mesures révolutionnaires qui seules lui auraient valu le concours des socialistes, M. Herriot ne voulait pas cependant de l'appui des modérés et excommuniait de sa majorité le groupe Marin. Après cette double opération, il ne lui restait plus de majorité. Il a couru après quelques voix supplémentaires à l'aube, en faisant appel à un modéré catholique et indépendant, qui n'a pas voulu entrer dans son ministère. Ainsi M. Herriot demeurait presque seul, et il venait de démontrer pour longtemps que le Cartel n'existe plus et que son chef ne peut plus rien.

Cette manœuvre, qui a consisté à laisser M. Herriot se mettre hors de cause tout seul, était fort risquée, et dans un temps aussi difficile, on peut même penser qu'elle était téméraire. Mais elle a finalement réussi. Lorsque le dimanche 21 juin, M. Doumergue a fait rappeler M. Briand et lui a demandé de constituer le gouvernement, la situation pouvait être ainsi définie. En premier lieu, les socialistes qui avaient décidé dans leur Congrès de rentrer dans l'opposition se tenaient officiellement hors de toute combinaison; ils refusaient de faire partie d'un Cabinet d'union sacrée; ils étaient

désormais hostiles à toute politique de soutien qui n'approuverait pas un Cabinet nettement socialisant; ils sortaient donc du Cartel, qui consistait essentiellement dans l'Union de socialistes et des radicaux. En second lieu, les radicaux s'étaient gravement divisés dans tous les scrutins importants, ils étaient coupés en deux fractions à peu près égales, les uns restant fidèles à l'alliance avec les révolutionnaires, les autres, sous la conduite de M. François Bouillon, étant décidés à soutenir avec les partis modérés un gouvernement faisant une politique raisonnable et capable de sauver le franc. En troisième lieu, le chef des radicaux, M. Herriot, avait démontré lui-même que les circonstances l'obligeaient à rechercher dans quelque mesure un ministère d'union et à accepter hors de l'ancien Cartel l'appoint de voix modérées. En quatrième lieu, les radicaux avaient fait l'expérience publique et officielle qu'ils n'étaient pas en mesure de gouverner avec leur chef, lequel ne trouvait pas de ministère parce qu'il n'avait pas de majorité à la Chambre. En cinquième lieu, on ne pouvait plus s'attarder à former un Cabinet d'union, comprenant des représentants de tous les partis, puisque cette combinaison à l'essai était impossible pour un certain temps. Autant de constatations qui étaient de nature à éclaircir les idées. Quoi qu'on pense de la politique financière de M. Briand depuis six mois, on ne peut nier que sa tactique parlementaire a donné un résultat certain. M. Briand connaît la Chambre et il l'a fortement aidée à se connaître elle-même. Grâce à ses efforts, les partis ont pu savoir quelle était leur position exacte, et quelles étaient leurs forces respectives. Sur les ruines du Cartel, il restait à construire quelque chose de neuf.

***

C'est la situation financière qui devait tout naturellement retenir d'abord l'attention et faire l'objet d'un examen d'ensemble. L'idée de M. Briand a été de convier des hommes différents à chercher avec lui le programme qui pourrait être salutaire et qu'il s'agirait ensuite de faire adopter. Les circonstances obligeaient à de sérieuses réflexions. Le bilan de la Banque de France publié le 18 juin, durant la crise, ne présentait pas, il est vrai, de changements très marqués avec le

bilan de la semaine précédente. La circulation a diminué de 320 millions, diminution qui correspond à une contraction du portefeuille commercial et des actifs divers. Le poste des avances à l'État est resté au chiffre de 36 400 millions qu'il avait atteint au 10 juin. Il devrait normalement passer par un minimum au milieu du mois et n'a donc diminué que de 500 millions depuis l'échéance des bons 1923, 2e série, qui avait exigé un emprunt de 1 milliard de l'État à la Banque de France.

A toute autre époque de l'année, ce résultat paraîtrait inquiétant : il témoignerait d'un manque d'élasticité de la circulation. En d'autres termes, et pour utiliser l'image du circuit monétaire, il s'en faudrait de 500 millions que le crédit fourni par la Banque de France pour boucler l'échéance du Trésor soit rentré au Trésor ou à la Banque de France, grâce au remploi des sommes remboursées aux porteurs de Bons. Dans les circonstances actuelles, il ne faut pas voir dans un défaut de contrôle du marché monétaire et dans la hausse des prix la cause de la difficulté qu'il y a à résorber l'inflation du début du mois. En fait, le chiffre des emprunts de l'État à la Banque s'est maintenu aussi élevé parce que le Trésor a dû couvrir le 15 juin l'échéance du coupon semestriel du fonds 6 p. 100 1920. Cette échéance représente 825 millions, et, par suite, la fixité d'apparence anormale du poste des avances de la Banque à l'État n'a rien de particulièrement grave. On ne peut d'ailleurs, attendre aucune diminution de ce poste avant quelques semaines. D'ici la fin du mois de juin, le Trésor devra payer le quartier trimestriel des pensions de guerre de la loi du 31 mars 1919, et celui des pensions de retraites ordinaires. Ces deux échéances de la dette viagère représentent un décaissement pour le Trésor d'environ un milliard.

Il y a encore une marge de 2 milliards pour atteindre le maximum légal des avances de la Banque à l'État, et tout porte à croire que l'on traversera cette fin de semestre difficile sans crise de Trésorerie. Mais, on ne peut pas dissimuler que le procédé qui consiste à franchir toutes les difficultés de Trésorerie avec des recours croissants à la Banque de France est une méthode qui ne peut pas se prolonger. L'État se ménage de larges disponibilités de caisse auprès de l'Institut d'émission pour assurer facilement l'exécution de ses engage-

ments et pour que son crédit ne soit jamais discuté : c'est là une méthode acceptable de Trésorerie à la condition qu'il n'y ait que des mouvements de caisse et que l'État ne compte pas sur la Banque pour trouver de véritables ressources. Il est évident qu'il ne saurait y avoir de différence entre l'inflation qui provient d'un déficit budgétaire, c'est-à-dire d'une insuffisance des impôts, et l'inflation qui provient des remboursements de l'État, c'est-à-dire d'un affaiblissement de la faculté d'emprunt et du crédit de l'État. Les conséquences financières sont les mêmes et le second des deux maux est le pire parce qu'il est le plus profond et le plus difficile à guérir.

La théorie, juste en principe, selon laquelle le service de caisse de la Trésorerie doit être assuré par la Banque de France, ne pourrait être appliquée sans inconvénients dans la situation présente qu'avec des aménagements spéciaux et avec une véritable politique monétaire de l'État. En deux mois, malgré l'équilibre budgétaire, le Trésor aura demandé à la Banque plus de deux milliards. Pour que ces deux milliards puissent être incorporés à la circulation pendant plusieurs semaines et retourner à la Banque de France sans amener de perturbations dans les prix, des précautions seraient indispensables même sous le régime de l'étalon-or. A l'époque actuelle, où la hausse des prix ne cesse de s'aggraver, il serait exagéré de croire que tout danger de trésorerie est écarté parce que l'échéance semestrielle sera vraisemblablement couverte sans dépassement de la limite légale des avances de la Banque à l'État. La précaution que l'on a prise lors de la dernière convention entre la Banque et l'État de relever considérablement le plafond des avances, ne saurait résoudre le problème véritable de la Trésorerie. Si le Trésor jouit en ce moment d'un certain répit, il est impossible de ne pas voir, qu'une fois passées les principales échéances de l'année, la hausse des prix suffira pour le mettre à plus ou moins bref délai devant de nouvelles difficultés. C'est là, beaucoup plus que les questions de groupes, ce qui doit faire réfléchir les hommes d'État au moment où se constitue un nouveau ministère. La loi inexorable des réalités exigerait que l'on utilisât les derniers éléments d'élasticité de la Trésorerie pour inaugurer la politique rigide commandée par la situation.

Un sujet de préoccupation constant durant la crise ministérielle a été les nouvelles poussées des devises étrangères qui se sont produites sur la place de Paris. Le mouvement semble avoir été déclanché par notre place, car les dernières parités de New-York n'étaient pas défavorables. Remarquons tout de suite qu'au point où nous en sommes des variations d'une assez grande amplitude apparente ne doivent surprendre personne. Il faut s'accoutumer à l'idée qu'une différence de quatre francs sur le cours actuel de la livre est moins importante qu'une différence de deux francs sur le cours d'il y a un an et qu'une différence de un franc sur les cours de 1922. En outre, après les ébranlements successifs qui ont secoué notre devise dans un sens ou dans l'autre, le marché du franc reste très sensible à la moindre influence et surtout aux influences défavorables. Il n'en reste pas moins un mouvement dont les causes complexes sont préoccupantes.

La demande de change semble avoir été à peu près exclusivement d'origine commerciale, et elle n'a pas été, on doit le reconnaître très importante. Elle s'est produite un peu brutalement par suite de la tension des reports sur la livre et sur le dollar. Quant à cette tension elle-même, elle est probablement la conséquence naturelle de la suppression des crédits de courrier. Cette suppression a entraîné une raréfaction des crédits flottants en francs, et une élévation du loyer des francs disponibles à l'étranger. Par suite le taux des reports n'indique pas l'existence d'une position spéculative importante. Cette tension a d'une part empêché le commerce de se couvrir à terme, en raison du taux élevé à payer sur la livre et sur le dollar; d'autre part, en faisant croire à l'existence d'une position spéculative, elle a amené les importateurs à espérer à tort une reprise du franc au moment où cette position se liquiderait. Lorsqu'on s'est aperçu qu'il n'y avait en réalité aucune raison technique de croire à une reprise brusque du franc, le commerce a voulu se couvrir au comptant et comme il n'a pas trouvé de contre-partie suffisante, il y a eu une hausse rapide des devises pour un chiffre d'affaires relativement restreint.

Les raisons de ce défaut de contre-partie sont, semble-t-il, d'ordre purement psychologique. C'est ainsi que les journaux

ont agité la question du plafond unique. Il n'en a pas fallu davantage dans une période de nervosité comme celle que nous traversons, pour provoquer des craintes d'inflation et pour amener tous les détenteurs de devises à restreindre au minimum la réalisation des remises sur l'étranger qu'ils possèdent. L'heure des discussions théoriques est passée depuis longtemps. Il s'agit, non pas de proposer des plans monétaires sujets à controverse, mais de pratiquer une politique claire et énergique de restauration du franc. Le devoir du gouvernement est aujourd'hui de ne laisser aucun doute sur ses intentions et d'éviter par là tout débat intempestif dans les journaux. D'autre part une manifestation, comme celle des fonctionnaires en faveur de l'échelle mobile, n'est pas non plus étrangère à la poussée des changes. Cette manifestation, en soi, n'a pas une très grande importance, tout au plus peut-on la considérer comme un signe de plus du désarroi des esprits. Seulement les réclamations des fonctionnaires ont pu faire craindre un nouvel accroissement de dépenses budgétaires, et par cette voie le retour du déficit. Le marché a été impressionné par cette perspective et on ne peut pas s'en étonner.

En somme les événements montrent une fois de plus que le problème du franc n'est pas un problème purement technique, mais qu'il dépend de toutes les manifestations de la vie nationale et de toutes les réactions du public devant les intentions du gouvernement. Plus que jamais le sort de nos finances dépend de la politique, le salut ne peut venir que d'une direction ferme dans les voies de la déflation et des procédés financiers consacrés par les expériences étrangères connues de tous. Il semble bien que ce soit à cet aspect du problème que M. Briand se soit attaché. Il s'est entretenu successivement avec M. Poincaré, avec M. Doumer, avec M. Caillaux, avec M. Sergent, président du Comité des Experts. De toutes ces conversations son désir était de faire sortir un programme financier et politique, sinon complet, du moins clair et fixé dans ses lignes essentielles.

***

Dans l'ordre de la politique générale les entretiens qui ont eu lieu durant la crise ministérielle ont dû porter sur les accords

de Washington. Accueillis d'abord avec peu de faveur, ces accords ont paru de plus en plus inévitables à mesure qu'ils ont été étudiés. Ils seront sans doute entourés de réserves diverses. Mais il semble bien que la plupart des hommes consultés durant la crise aient reconnu la nécessité de les voter. L'autre sujet qui a fait l'objet d'un examen a dû être la situation de l'Alsace-Lorraine. Un manifeste autonomiste a paru il y a quelque temps. M. Laval avait décidé de poursuivre les fonctionnaires qui ont signé ce manifeste autonomiste du Heimatbund. Il a convoqué à Paris le directeur des cultes et les hauts dignitaires des Églises catholique et protestante en Alsace et Lorraine, afin de fixer les sanctions qui seront prises à l'égard des prêtres et pasteurs ayant signé le manifeste, les mesures à décider pour empêcher les ministres des cultes de s'immiscer dans les querelles politiques ou nationales. Une série de motions adoptées par les différents groupements politiques a apporté au gouvernement l'approbation sans réserves du plus grand nombre. Le parti républicain national croyait pouvoir affirmer qu'il était seul, avec le parti socialiste, à défendre dans le Bas-Rhin l'unité française; et il reprochait leur silence aux démocrates et aux radicaux. Ces deux groupes ont répondu sans tarder par des déclarations parfaitement claires. Le parti républicain démocratique et social (Comité du Bas-Rhin) annonce que ses membres, « français sans conditions ni réserves », réprouvent la propagande malfaisante des groupements autonomistes. Il indique en termes modérés les réformes qu'il juge désirables si l'on veut mettre fin à la crise actuelle. De son côté, la Fédération radicale et radicale socialiste du Haut-Rhin, si elle demande une « réorganisation complète des rouages administratifs », rejette catégoriquement le mouvement autonomiste.

On signale de plusieurs côtés qu'un certain nombre de signataires du manifeste protestent contre l'abus fait de leur nom. On suit d'autre part, avec le plus vif intérêt, les réactions assez variées d'ailleurs, des milieux catholiques. Il y a quelques jours, la section de Colmar de l'Union populaire républicaine, le grand parti catholique alsacien, avait fait siennes les revendications du Heimatbund; à la suite de cette motion, on envisage une scission prochaine. A la section voisine de

Wintzenhein, le député Pfleger faisait voter un ordre du jour « sommant la direction du parti de s'opposer sur le terrain de son programme à toutes les manœuvres de division faites par le Heimatbund » et de déclarer « que les intérêts des populations alsaciennes ne seront défendus que sur une base française et nationale ». En présence de ces courants divergents, on n'attendait pas sans impatience la décision du Comité directeur de l'Union populaire. A l'issue de sa réunion du 15 juin, ce comité à publié un communiqué qui donne lieu à d'ardents commentaires. Après avoir constaté que le parti n'a aucun rapport avec le Heimatbund, le comité observe cependant « qu'un grand nombre de revendications contenues dans le manifeste sont identiques à celles précisées sous une résolution de l'Union populaire du 29 novembre 1925 ». Il constate d'autre part « que le manifeste contient des revendications qui sont directement opposées au programme de son parti » : autonomie législative pour l'Alsace et la Lorraine, le parti réclamant seulement l'autonomie administrative ; notion d'une minorité nationale, etc. Mais, ces principes posés, le comité « souligne avec force qu'il repousse résolument les mesures et sanctions prises par le gouvernement contre les signataires du manifeste », déclare « que la situation actuelle ne peut être modifiée que par un changement de politique et non des mesures de contrainte », attend enfin « que le gouvernement retire les sanctions afin de permettre aux partis de réaliser leur programme régionaliste et national ». A la suite de cette publication, M. J. de Leusse, ancien député du Bas-Rhin, vient d'adresser au président de l'Union populaire sa démission de membre du Comité directeur. M. Ackermann, maire de Lutzelbourg et personne marquante du parti catholique, a fait de même. *La Voix d'Alsace*, périodique catholique paraissant à Strasbourg, prend franchement parti contre le mouvement autonomiste. Il semble bien en définitive que la bruyante manifestation du Heimatbund n'ait pas réussi à rallier de nouveaux partisans à la thèse autonomiste. Le comité du Heimatbund, dans un nouvel appel, déclare ne rien rétracter de son précédent manifeste et invite les Alsaciens et les Lorrains « à s'unir plus que jamais pour la lutte pour les droits naturels du pays ». En fait, la nouvelle ligue ne peut compter

que sur l'appui du groupe de la *Zukunft* et aussi sur le soutien intéressé du parti communiste. Mais cette agitation montre que, parmi d'autres préoccupations, le gouvernement ne doit pas négliger les affaires alsaciennes.

***

De pareils sujets et d'autres encore ont rempli de nombreuses conversations. La crise ministérielle ouverte le 15 durait encore le 23. M. Briand avait à cœur de ne rien laisser à l'imprévu et de donner au public l'impression que le futur ministère avait pleine conscience des difficultés de l'heure. A la vérité, à mesure que le temps passait, on s'apercevait que le Cabinet n'était pas aisé à constituer, mais on dégageait assez bien sur quelle majorité il allait s'appuyer. Les socialistes, les communistes et les radicaux intransigeants forment un groupe de 160 à 200 voix, sur lesquelles aucun gouvernement national ne peut compter : c'est l'opposition socialiste et révolutionnaire. Les radicaux nationaux, les socialistes indépendants, la gauche radicale forment un ensemble de 150 voix fidèles à un ministère raisonnable : il faut y ajouter une cinquantaine de voix de républicains de nuances diverses espacés entre les radicaux et les modérés. Restent les 100 voix modérées du groupe Marin, appelées à jouer dans l'avenir un rôle déterminant. Le groupe Marin ne réclame rien pour lui et il est prêt à soutenir un ministère faisant une bonne politique. Aucun gouvernement, s'il a la sagesse de ne pas recourir aux socialistes, ne peut se passer de ce groupe qui se trouve ainsi, après une longue période d'opposition, en mesure d'exercer une action importante sur la politique. Après de longs pourparlers, et au moment où cet article est écrit, M. Briand achevait ses négociations et recourait à la collaboration de M. Caillaux et de ses amis.

ANDRÉ CHAUMEIX

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Le Chiffre, par **Alexandre Arnoux** (Grasset).

Il y a de nombreuses et rares qualités dans le dernier roman de M. Alexandre Arnoux, un des meilleurs livres qu'il nous ait été donné de lire depuis longtemps. Fantaisie inlassable, invention amusante et drue, fine sensibilité, éblouissante virtuosité de style, tout cela se trouve réuni dans *le Chiffre*. En somme, tout ce qui caractérise les chefs-d'œuvre... sans que pourtant le livre puisse prétendre à ce rang. Des dons magnifiques s'y affirment, mais la charpente de l'ouvrage laisse à désirer. Il est faux de croire que tous les sujets se valent : celui-ci sans doute n'est ni absurde, ni déplaisant, insuffisant seulement, pas à la taille du grand talent qu'il a sollicité, et par cela même vaguement décevant.

Rodolphe Dorzy a vingt ans. Il « écrivaille » dans des revues éphémères et ne mange pas toujours à sa faim. Une place de secrétaire s'offre, par l'intermédiaire d'un journal. Rodolphe saisit l'occasion avec empressement et part chez le demandeur : un certain Feuerstein qui vit dans un château isolé, Maleforêt, en un pays que l'on ne nomme point, mais où nous reconnaissons la Haute-Provence, chère à M. Arnoux. A la gare de X..., Rodolphe trouve une vieille guimbarde qui l'emmène à Maleforêt. Regardez le paysage : « *Déforesté, usé par le tranchant de la lumière et l'exubérance de l'air, raviné par les eaux torrentielles, nulle éponge de forêt n'y ménage et n'y distribue les pluies; son ossature émerge partout, il livre les secrets de ses articulations sans chair, de ses tendons à vif; sa nudité est géologique; mais il rachète ce dépouillement par les plus tendres couleurs d'un automne épuisé, l'inépuisable jeu des tons les plus rares, les plus proches.* » On traverse un village. Silence; au travers des volets clos curiosité devinée. En deux pages Arnoux brosse un tableau exquis. On voudrait citer tout le passage, où se pressent, entraînées d'un mouvement puissant, des notations amusantes et minutieuses. Les truculentes phrases d'Arnoux sont gorgées de richesses. Mille sensations, des parfums, des bruits, des couleurs veulent y prendre place. Le danger pour un écrivain, si opulemment fourni, c'est qu'il ne s'attarde avec

complaisance à recueillir toutes ces paillettes. Et voilà le cours d'eau qui s'étale en marais. Haltes qui ne sont pas à craindre avec Arnoux. Une verve endiablée l'entraîne, une impétuosité gaillarde et très française : il ne néglige rien, mais schématise, simplifie, comprime, abrège et va de l'avant, sans renoncer à ses bagages.

Voici Maleforêt et bientôt Rodolphe prend contact avec son futur maître. Feuerstein — de son vrai non Pierrefeu — a passé la cinquantaine, c'est une « haridelle de grand format », au visage sec et mobile, un vaniteux maniaque d'une violence terrible. La première entrevue est mouvementée. Feuerstein juge Rodolphe insolent et veut le faire jeter à la porte par son valet, Côme, mais Rodolphe, qui a fait un peu de boxe abat Côme et conquiert ainsi la sympathie de ce toqué de Feuerstein, qui se réconcilie avec le jeune athlète.

Rodolphe reste donc à Maleforêt et commence à y exercer ses fonctions de secrétaire. Les travaux auxquels l'associe Feuerstein sont absurdes : ce fou collectionne tous les traits déplaisants de l'existence (?) de Shakespeare, « les puces du lion », dresse la liste des mauvaises césures de Verlaine, des hiatus de Victor Hugo, des suicides célèbres... Dans la solitude, l'extravagance du personnage s'est développée librement et a atteint le sublime. De ce tyrannique imbécile, que des crises nerveuses abattent plusieurs jours par mois, Arnoux a peint un merveilleux et inoubliable portrait : je renonce à vous donner ici une idée de la diabolique et burlesque fantaisie avec laquelle il a conduit les longues conversations entre maître et secrétaire.

Par malheur — il faut bien que l'intrigue se noue — un grand coffre-fort se dresse dans le bureau de Feuerstein et l'instrument attire prodigieusement Rodolphe, parce qu'il est *le mystère*. Cela on peut l'admettre, bien qu'on puisse tenir pour peu probable que le médiocre Feuerstein possède de passionnants secrets, mais nous commençons à nous étonner plus vivement lorsque la notion *chiffre* fait son apparition. Rodolphe, pour se détendre, va passer un dimanche dans une petite ville voisine. Bon déjeuner dans un hôtel que fréquentent les fermiers après le marché. Chaleur, buée de nourriture et de vin, l'atmosphère et sa touffeur sont évoquées avec art. Rodolphe se trouve placé à côté d'un professeur de mathématiques, étrange bonhomme qui lui développe à brûle-pourpoint l'idée que chaque être est déterminé par un chiffre. De retour à Maleforêt Rodolphe, impressionné, n'a plus qu'une préoccupation : trouver le chiffre que *nécessairement* Feuerstein a dû choisir pour son coffre-fort. Cette obsession désintéressée — puisque Rodolphe ne veut point voler — ne surprendrait point, si le domaine était entouré de brumes hoffmannesques. Mais rien de moins fantastique que le pay-

sage, la maison, les personnages mêmes. Un soleil implacable et le parfum délicat des mets savoureux qu'accommode Espérance Espérandieu, l'ineffable cuisinière de Maleforêt, nous rappellent sans cesse au sentiment de la vraisemblance et de la réalité. Éclairé par la saine lumière provençale le dessein de Rodolphe nous semble un peu saugrenu... Feuerstein, bon enfant, en favorise la réalisation en entreprenant de composer un lexique « feuersteinien » destiné à l'éclaircir lui-même dans ses recherches. Ainsi l'homme livre chaque jour un peu plus de lui-même et fournit sur le chiffre symbolique de son identité de précieux enseignements. Il révèle aussi qu'il est poète : lancé sur le mot *mort* ou sur le mot *désir*, le maître évoque le premier désir qu'il conçut, la première image de la mort qui se dessina en lui, avec une sensibilité et une émotion que l'on n'attendait point. Et il est clair ici qu'apercevant un beau thème, Arnoux n'a pu se taire de glisser ses propres souvenirs, de se substituer à son personnage. Chaque fois que Feuerstein est dépeint à la troisième personne, il est bien lui-même. Quand il prend la parole, il est souvent Arnoux, il a sa langue, ses images, ses pensées parfois et ainsi le relief, pourtant si accusé du personnage, tend à s'estomper : il se résorbe dans son créateur.

Après de patientes recherches, Rodolphe triomphe, il parvient à ouvrir le coffre... ne regarde même point ce qu'il contient (il a bien raison!) et sur cette victoire quitte Maleforêt, assez satisfait de sa conduite. Nous le sommes un peu moins que lui : éblouis et charmés durant plusieurs heures, nous aurions souhaité qu'un thème plus solide demeurât en notre esprit, portemanteau nécessaire pour accrocher d'agréables souvenirs.

Éloge de l'ignorance, par **Abel Bonnard**;
Éloge de la gourmandise par **J.-L. Vaudoyer**;
Éloge du désordre, par **Gérard Bauer** (Hachette).

Tous les écrivains qui ont collaboré à cette collection des éloges ont séduit par leur fantaisie, leur esprit. Mais rarement leurs sourires nous ont complètement dissimulé leur effort. Il nous est arrivé de songer à des devoirs, des devoirs confiés aux plus habiles, sans doute, des devoirs pourtant. Il est vrai que certains sujets condamnaient aux paradoxes, engins légers qui s'alourdissent prodigieusement à l'usage. En écrivant son charmant éloge de l'ignorance, M. Abel Bonnard a laissé ces traits perfides et futiles au magasin. Rompant avec la tradition immémoriale des panégyristes, il a prononcé un éloge sincère. Il est vrai qu'il y a beaucoup à dire en

faveur de l'ignorance, en un temps où notre pays se meurt de la demi-science, où des millions d'hommes, abusés par la lecture d'élucubrations journalistiques ou autres, imaginent pouvoir, en toute connaissance de cause, réformer le monde et la société.

Nul doute que certains des maîtres qui inculquent aux enfants les premières connaissances ne soient en partie responsables de cette universelle crise de présomption. « *N'étant pas assez versé dans les sciences pour en disposer librement, c'est par le caractère absolu des vérités qu'il édicte que plus d'un d'entre eux essaye de reprendre l'autorité et l'on voit apparaître le pontife orgueilleux d'une religion bâtarde, là où l'on attendait seulement le modeste propagateur d'une science élémentaire.* » M. Bonnard remarque, à bon droit, que les livres, pour peu qu'ils soient mal digérés, peuvent intoxiquer au lieu de nourrir. Beaucoup de nos contemporains sont « des victimes de Gutenberg. Erreur funeste que de considérer l'imprimé comme l'unique source de la science. « *Il est plus d'une manière de se rattacher à l'âme universelle...; il est des ignorants de la science qui sont des savants de la vie.* » C'est ainsi que « *tout métier procure à celui qui l'exerce, pourvu qu'il s'y donne sans réserve, une prise très forte sur le réel... Un fermier qui élève des bêtes, un vigneron instruit des secrets du vin sont à leur insu de vrais philosophes. L'expérience a ceci de bon qu'elle ne fabrique pas de sots* ».

Pour les femmes aussi, une certaine ignorance a du bon. Il en est qui nous écrasent du poids d'une vaine érudition. Elles ont tout lu et ne savent rien. Les grands mots les éblouissent et elles les brandissent avec ravissement. « *On se demande si elles n'ont pas déserté le terrain de leur véritable mérite.* » Elles se sont séparées de la nature que nous aimions en elles. Prudent, à juste titre, car il songe à ses lectrices et craint leur ressentiment, M. Bonnard ajoute que c'est à la pédanterie seule qu'il réserve son hostilité. Si elles ont la science modeste, si elles ne se séparent ni de l'instinct, ni du sentiment, M. Bonnard consent que les femmes ne soient point ignorantes. L'essentiel est qu'elles n'aient pas le goût d'entasser... et d'étaler leurs richesses.

C'est à l'ignorance du savant que M. Bonnard réserve ses louanges les plus émues. L'ignorance des hommes d'étude embrasse des champs immenses. Ils ont reculé les points d'interrogation, il les ont multipliés : ils se rendent compte de tout ce qu'ils ne savent pas. Ils ont repéré, de tous côtés, les premières limites de l'inconnu. Voilà la plus belle des ignorances, l'ignorance informée, chère à Auguste Comte... et à M. Bonnard qui, pour conclure, revient à l'ignorance du commun et note — il avait réservé le mieux pour la fin — qu'elle est l'éternel refuge de toutes les grandes espérances.

M. Jean-Louis Vaudoyer, célébrant la gourmandise, procède à petits traits. Notes après notes, poèmes en prose, souvenirs. Un gourmand doit se ménager et reprendre haleine. Et M. Vaudoyer, plus que tout autre, car sa gourmandise est universelle. Tableaux, livres, femmes, tout stimule son appétit. Les malades de l'estomac ne liront point son ouvrage. Une fois convaincus que tout ici-bas est comestible, leur cœur chavirerait. Écoutez le gourmand, qui visite un musée : « *Les femmes de Gavarni se nourrissent de pigeons et de cerises. Les femmes de Berthe Morisot ne mangent que des hors-d'œuvre... Les noirs de Goya... tantôt ils ont les reflets bleus de la coque de la moule, tantôt les têtes de nègre veloutés de la truffe, etc. Les Vénitiens sont des viandes rôties. Titien le filet de bœuf un peu saignant. Véronèse, sa correspondance, les viandes blanches. Le Tintoret rôtit des venaisons.* »

La musique? Le gourmand écoute la cinquième symphonie. « Les violoncelles se déclanchent. » H. murmure voluptueusement « L'entrée des bourgognes » — Passons aux lettres « *Madame Sand est la jatte généreuse où l'on puise de quoi remplir les Coupes Jacques dans les restaurants à grosse clientèle. Marceline Desbordes-Valmore : l'île flottante; Michelet, plats copieux et composites : bouillabaisse, cassoulet, potée lorraine.* »

Et voici les femmes : le zambayon fait penser à Jane; *Blanche à seize ans, œuf à la neige; à trente ans : parfait à la vanille; à quarante ans une charlotte (quel désastre sans le cornet de biscuits!)* « *Tu embrasses la brillante Manon. Tu es content. Tu crois que ce riche baiser tu le dégusteras tout entier. Hélas! Manon éclate de rire. Méfie-toi des choux à la crème...* »

Et le frein à toutes ces alléchantes et amusantes correspondances, M. J.-L. Vaudoyer, à la dernière page de son livre l'a, lui-même, posé, *Tout ceci n'est qu'un jeu,* dit-il avec modestie, craignant qu'une légende redoutable ne se crée autour de son estomac.

M. Bauer, lui, réduit les cadres. Le désordre qui lui échut — dans ce partage « éditorial » des défauts majeurs — exerce sur le monde une souveraineté au moins aussi évidente que la gourmandise. Mais Gérard Bauer a réservé son opinion sur les soviets et s'est abstenu de célébrer les noceurs pâles ou les débauchés patelins et méthodiques, défenseurs et amis des mauvaises mœurs. Il ne songe qu'à ce désordre auquel, chronologiquement, les mères doivent consacrer leurs premières attaques. « Range le tire-bouton dans le tiroir. » Cet ordre-là, ce « chaque chose à sa place », M. Bauer le juge étouffant, abominable. Plus encore : vulgaire. En tous lieux l'ordre est uniforme, semblable à lui-même. Il y a cent mille désordres, au contraire : chacun a le sien. C'est le premier aspect de la fantaisie, la première affirmation de la personnalité. Les gens ordonnés, on ne peut vivre

avec eux. Ce sont des tyrans qui ne se soucient point seulement de martyriser les choses, mais aussi les gens. Parlez à M. Bauer des hommes qui ne retrouvent jamais leur chapeau et ne font pas de compte! Ils ont sa sympathie. Il n'est pas jusqu'aux paysages réguliers qu'il n'ait en aversion : jardins à la française, Touraine. Pour honorer ses dieux, Gérard Bauer accomplit un pieux pèlerinage aux temples du désordre : le bureau des objets perdus à la Préfecture de police; l'église de Saint-Antoine à Padoue. C'est bien là en effet que les distraits, ennemis de toute méthode, doivent finir; mais il faut qu'un peu de repentir passe dans leurs prières. M. Gérard Bauer ne s'est pas résolu à cette pénitence-là, conscient sans doute, d'avoir mis beaucoup d'ordre dans son éloge du désordre.

Au Soleil d'or, au Printemps vert, par **Avesnes** (Perrin).

Voici un recueil de contes, d'une amusante variété. Avesnes, nous pouvons dire le comte de Blois, puisque les journaux ont tous dévoilé le mystère de ce pseudonymat, a une enviable faculté de renouvellement et, quand il convient, de brillantes qualités de pasticheur. Les lecteurs de la *Revue* se souviennent des *Magnificences du comte de Raimondis*, ce vaillant capitaine qui parvint à soustraire aux attaques d'une flotte hollandaise un galion chargé d'or. Louis XIV, charmé de l'exploit et de l'audace, récompensa le comte de Raimondis en lui faisant don d'une partie de la riche cargaison qu'il avait sauvée. Mais l'amour veillait, qui stimule la circulation des richesses et Raimondis jeta ses pistoles et ses diamants au vent pour les beaux yeux d'une petite rouée qu'il avait épousée. L'aventure nous est en grande partie racontée par M. de Raimondis lui-même, dont Avesnes feint d'avoir retrouvé le journal. Il faut avouer qu'on ne peut plus habilement imiter Saint-Simon ou Dangeau. Le style et le ton de l'époque sont merveilleusement rendus et nous savons quelques lecteurs qui y ont été pris. Le *Manteau aux fleurs de cerisier* est un petit récit dont la meilleure partie pourrait être placée sous le signe de Lafficadio Hearn et c'est à Kipling que nous fait songer *Ophir*, une histoire que l'on se répète avec discrétion dans les mess d'officiers anglais, aux Indes. *La Barbotinière*, par contre, appartient à M. de Blois tout seul : c'est un petit roman électoral, frais, — ce qui *a priori* semble assez surprenant — et spirituel : il y apparaît bien que lorsqu'on est un pêcheur à la ligne renommé, un ennemi des impôts, un gros homme avenant, bon vivant, radical sans conviction, on

a toutes les chances de devenir sénateur ou député, dans les belles vallées qui courent vers la Loire, dans celles-là et d'autres encore. L'élection de Pinsonneau est un bon vaudeville, où de braves fermiers, roublards et bornés à la fois, tiennent leur partie de bien comique manière. *La Marque* nous transporte à l'autre extrémité de notre bloc continental, au Japon : une Américaine riche, belle et un tantinet fatale qu'un jeune Français élégant a le tort d'aimer déraisonnablement — on ne peut aimer que de cette manière-là — s'est éprise d'un Nippon et, pour lui montrer l'ampleur de sa passion, elle accepte d'être marquée au fer rouge. La marque est petite et bénévolement acceptée, pourtant son auteur qui est un héros mélodramatique, nous fait songer à certain jaune qui marquait jadis, sur l'écran, une belle blonde échevelée. Ce n'est pas au cinéma que le souple talent d'Avesnes doit ses meilleures inspirations.

MARCEL THIÉBAUT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris* (VIIIe).

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

H. de BALZAC

EN vingt-quatre volumes in-8° cavalier imprimés sur beau papier Outhenin Chalandre sous couvertures à deux couleurs, avec un portrait de H. de Balzac gravé sur acier et un fac-similé de son écriture.

CETTE ÉDITION EST LA SEULE COMPLÈTE

DÉSIGNATION DES VOLUMES :

	Vol.		Vol.
Scènes de la Vie privée	1	Contes drôlatiques	1
Scènes de la Vie de province	1	Contes et nouvelles. — Essais analytiques	1
Scènes de la Vie parisienne	4	Physionomies et Esquisses parisiennes	1
Scènes de la Vie militaire	1	Portraits et Critiques littéraires. Polémiques judiciaires	1
Scènes de la Vie politique	1	Études historiques et politiques	1
Scènes de la Vie de campagne	1		
Études philosophiques	3		
Théâtres	1		

Correspondance . . . . . 1 vol.

Prix de chaque volume : **25** fr.

(Chaque volume se vend séparément)

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber - PARIS (9e)

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES. .	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »
Pour l'Afrique du Sud, l'Albanie, le Canada, la Chine, le Danemark, Dantzig, République Dominicaine, Esthonie, États-Unis, Finlande, Grande-Bretagne, Indes Britanniques, Indes Néerlandaises, Irlande, Islande, Lithuanie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie :	115 »	60 »	32 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **5** francs.

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table décennale (1905-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. Brodard, imprimeur de la *Revue de Paris*, 114, avenue des Champs-Élysées, Paris.